

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/33704]

7 JUILLET 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, modifié par le décret du 17 décembre 2020, l'article 12, § 2 ;

Vu le décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique, les articles 4, §§ 4 et 6, alinéa 2, 6, 8, alinéa 2, 9, § 5, 10, alinéa 2, 12, 13, 14, 16, 17, alinéa 2, 18, 21, 22, alinéa 2, 23, 24, alinéa 2, et 25 ;

Vu le rapport du 24 août 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 avril 2021 ;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 15 mai 2021 ;

Vu l'avis n°117/2021 de l'Autorité de protection des données, donné le 8 juillet 2021 ;

Vu l'avis 71.178/4 du Conseil d'Etat, donné le 9 mai 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 8 juillet 2021 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement », donné le 6 juillet 2021 ;

Considérant l'avis d'Edora, donné le 9 juillet 2021 ;

Considérant l'avis de la Confédération Construction Wallonne, donné le 22 juin 2021 ;

Considérant l'avis de la Febeg, donné le 14 juillet 2021 ;

Considérant l'avis de la Fondation rurale de Wallonie, donné le 29 juin 2021 ;

Considérant l'avis du Cluster TWEED, donné le 1^{er} juillet 2021 ;

Considérant l'avis de Federia, donné le 24 juin 2021 ;

Considérant l'avis de l'Union wallonne des architectes, donné le 14 juin 2021 ;

Considérant l'avis de la Fédération des CPAS, donné le 9 juillet 2021 ;

Considérant l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 9 juillet 2021 ;

Considérant l'avis de la Commission wallonne pour l'énergie, donné le 25 juin 2021 ;

Sur la proposition du Ministre de de l'Energie ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition introductive et définitions

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, modifiée par la directive (UE) 2018/2002 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 modifiant la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique, la directive 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments, telle que modifiée par la directive (UE) 2018/844 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018 modifiant la directive 2010/31/UE sur la performance énergétique des bâtiments et la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 15 octobre 2020 : le décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique ;

2° le compteur ou répartiteur lisible à distance : le compteur ou répartiteur permettant le transfert sécurisé d'informations digitales comportant des données d'identification unique et des données en lien avec une consommation énergétique liées à cet identifiant unique ;

3° l'énergie renouvelable : l'énergie éolienne, l'énergie solaire et géothermique, l'énergie ambiante, l'énergie marémotrice, houlomotrice et d'autres énergies marines, l'énergie hydroélectrique, la biomasse, les gaz de décharge, les gaz des stations d'épuration d'eaux usées, le biogaz et l'hydrogène renouvelable ;

4° l'énergie géothermique : l'énergie emmagasinée sous forme d'énergie thermique sous la surface de la terre solide ;

5° l'énergie ambiante : l'énergie thermique naturellement présente et l'énergie accumulée dans un environnement fermé, qui peut être emmagasinée dans l'air ambiant, hors air extrait, dans les eaux de surface ou dans les eaux usées ;

6° l'extension de réseau d'énergie thermique : les nouvelles conduites de distribution d'énergie thermique et branchements collectifs qui ne constituent pas des raccordements individuels et qui visent à répondre adéquatement aux besoins de développement du réseau concerné ;

7° le certificat de garantie d'origine : l'attestation délivrée à un site de production permettant d'établir que la quantité d'énergie thermique est produite à partir de sources renouvelables conformément au mécanisme de garantie d'origine ;

8° le label de garantie d'origine : le document permettant d'établir la quantité d'énergie thermique produite à partir de sources d'énergie renouvelables ou d'énergie thermique fatale ;

9° le Ministre : le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions ;

10° le mix résiduel : le bouquet énergétique annuel total de la Région wallonne, à l'exclusion de la part couverte par les garanties d'origine annulées ;

11° l'ouvrage de raccordement individuel : l'ouvrage destiné à alimenter un seul point d'accès et comprenant le branchement individuel connecté à la canalisation de distribution éventuellement via un branchement collectif ainsi qu'une station d'échange thermique ;

12° le pouvoir calorifique supérieur ou PCS : quantité d'énergie dégagée par la combustion complète d'une unité de combustible, la vapeur d'eau étant supposée condensée et l'énergie thermique récupérée ;

13° le pouvoir calorifique inférieur ou PCI : la quantité totale de chaleur émise par une quantité unitaire de combustible lorsqu'elle est brûlée complètement avec de l'oxygène et lorsque les produits de combustion sont revenus à la température ambiante ; cette quantité n'inclut pas la chaleur de condensation de la vapeur d'eau éventuellement contenue dans le combustible et de la vapeur d'eau formée par la combustion de l'hydrogène éventuellement contenu dans le combustible ;

14° le réseau d'énergie thermique efficace : un réseau d'énergie thermique utilisant au moins 50 % d'énergie renouvelable, 50 % d'énergie thermique fatale, 75 % d'énergie thermique issue de la cogénération non renouvelable ou 50 % d'une combinaison de ces types d'énergie ou de chaleur ;

15° la station d'échange thermique : un équipement technique permettant l'échange mutuel d'énergie entre un ou plusieurs réseaux d'énergie thermique ou un point de fourniture lié à un ou plusieurs consommateurs finaux ;

16° le taux de disponibilité du réseau d'énergie thermique : le pourcentage du temps pendant lequel un réseau d'énergie thermique est reconnu comme disponible, par opposition au temps où il est en panne ou en maintenance ;

17° le site de production : le lieu d'implantation d'une installation ;

18° l'installation : une ou plusieurs unités de production d'énergie thermique à partir d'une filière de production d'énergie thermique et d'une même méthode de production d'énergie thermique, partageant sur le site de production un ou plusieurs équipements communs ou une logistique commune nécessaires à la production ou à la valorisation de l'énergie thermique produite ;

19° l'unité de production thermique : un ensemble de composants techniques élémentaires formant un groupe indivisible qui permet la production d'énergie thermique à partir d'une ou plusieurs sources d'énergie ;

20° le bâtiment : toute construction dotée d'un toit et de parois dans laquelle de l'énergie est utilisée pour réguler le climat intérieur ;

21° le site de consommation : tout consommateur d'énergie thermique ne répondant pas à la définition de bâtiment visée au 20° ou tout groupement de consommateurs d'énergie thermique, correspondant à la définition de bâtiment ou non, et partageant un point de raccordement unique à un réseau d'énergie thermique ;

22° l'énergie thermique valorisée : l'énergie utilisée pour de l'eau chaude sanitaire ou à des fins de chauffage ou de refroidissement d'un bâtiment, d'un équipement spécifique ou d'un processus de fabrication industrielle ;

23° la cogénération de qualité : la cogénération telle que définie à l'article 2, 25°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 février 2022 relatif aux critères de durabilité de la biomasse pour la production d'énergie et des critères de réduction des émissions de gaz à effet de serre et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération ;

24° le raccordement standard : le raccordement permettant au réseau d'énergie thermique d'atteindre le point d'accès de l'utilisateur du réseau.

Le Ministre peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 2. — *Champ d'application*

Art. 3. § 1^{er}. Les chapitres 1, 2, 3, 8, 11 et 12 du présent arrêté sont applicables à toutes les situations dans lesquelles de l'énergie thermique est distribuée à plusieurs consommateurs.

Les réseaux définis comme réseaux de proximité selon l'annexe 4, ne rentrent pas dans le champ d'application des autres chapitres du présent arrêté mais peuvent s'y conformer sur base volontaire.

§ 2. Les chapitres 4 à 7 s'appliquent aux réseaux d'énergie thermique collectifs ou urbains, à l'exception des articles qui précisent qu'ils ne sont applicables qu'aux réseaux urbains.

La section 2 du chapitre 5 s'applique à tous les réseaux d'énergie thermique collectifs ou urbains, qu'il y ait ou non vente d'énergie thermique. S'il n'y a pas vente d'énergie thermique et qu'un opérateur de réseau d'énergie thermique n'a pas été désigné, la responsabilité de la fourniture de données incombe à la personne physique ou morale qui a en charge la gestion du réseau.

§ 3. Les chapitres 9 et 10 sont applicables dans toutes les situations où de l'énergie thermique est consommée.

CHAPITRE 3. — *Comptage et lecture à distance*

Section 1. — *Généralités*

Art. 4. Les compteurs imposés sont conformes aux prescriptions de l'annexe 1^{re}, section 2.

Art. 5. Dix-huit mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté, les stations d'échange thermique faisant l'objet d'une modification d'une valeur de minimum 50% du prix de la valeur initiale ou nouvellement installées disposent des éléments suivants :

1° un compteur d'énergie thermique ;

2° une régulation proportionnelle, permettant d'ajuster le débit primaire du fluide du réseau d'énergie thermique à la demande de puissance du consommateur final ;

3° une séparation physique des fluides entre le réseau d'énergie thermique et le consommateur final, empêchant tout mélange de ces fluides.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1^{er}, 3°, si les conditions suivantes sont remplies :

1° la qualité du fluide de transport de l'énergie thermique dans le circuit de distribution du consommateur est une responsabilité complémentaire de l'opérateur de réseau, en ce compris toute réparation des dommages liés à une mauvaise qualité d'eau pouvant survenir sur les circuits du consommateur ;

2° un dispositif de sécurité automatisé, indépendant d'une source d'énergie externe pour sa fermeture et permettant l'isolement hydraulique de la station est installé.

Considérant l'alinéa 2, 1°, l'opérateur a, le cas échéant, la charge de prouver qu'il n'est pas responsable du dommage.

Considérant l'alinéa 2, 2°, le dispositif de sécurité permet d'isoler la station en cas de perte de pression et donc de fuite dans les canalisations du consommateur ou du réseau. Un organe de régulation de débit peut répondre à cette obligation si le débit de fuite ne dépasse pas 0.03% de la capacité nominale.

Section 2 . — Méthode de comptage alternative

Art. 6. § 1^{er}. Conformément à l'article 4, § 4, du décret du 15 octobre 2020, il est possible de recourir à une méthode de comptage moins onéreuse dans les cas suivants, à la condition que la situation existe avant l'entrée en vigueur du présent arrêté :

1° en cas d'inaccessibilité ou lorsque les conduites sont entièrement encastrées ou situées derrière des parois non démontables ;

2° si une zone individuelle est alimentée par plusieurs conduites ;

3° si la distribution d'énergie thermique n'est pas assurée par une boucle indépendante pour chacun des lots, à aucun endroit de son tracé ;

4° si l'émission d'énergie thermique se fait par dalle chauffante sans mesure possible par local ou par consommateur individuel ;

5° si l'installation de chauffage est équipée d'émetteurs de chaleur montés en série desservant plusieurs consommateurs individuels ;

6° pour les parties de l'installation de chauffage qui sont constituées de systèmes de chauffage à air chaud non réversibles ;

7° si l'installation de chauffage est équipée d'émetteurs fonctionnant à la vapeur.

§ 2. La méthode de comptage moins onéreuse consiste à établir la quantité d'énergie primaire entrant dans le bâtiment grâce à un compteur ou un relevé des quantités de combustibles solides et à établir une répartition sur cette base.

Section 3 . — Lecture à distance

Art. 7. §1^{er}. Les compteurs d'énergie thermique et les répartiteurs de frais de chauffage installés après le 1^{er} janvier 2023 disposent, dès leur installation, de la capacité technique d'être lus à distance, sans frais complémentaire autre que le raccordement à un dispositif de relevé d'index centralisé.

§ 2. Les répartiteurs de frais de chauffage ne disposant pas de la capacité d'être lus à distance, installés avant le 1^{er} janvier 2023, sont convertis ou remplacés par un dispositif disposant de la capacité d'être lu à distance au plus tard le 1^{er} janvier 2027.

Lorsqu'un utilisateur ou toute autre personne vivant sous le même toit se déclare souffrant d'un problème d'intolérance lié aux ondes, il peut demander que la fonction communicante par ondes soit désactivée.

§ 3. Les compteurs d'énergie thermique ne disposant pas de la capacité technique d'être lus à distance, installés avant le 1^{er} janvier 2023, sont convertis ou remplacés par un dispositif disposant de la capacité d'être lu à distance lors de leur remplacement en fin de vie, sauf lorsque le volume disponible pour le placement du compteur ne permet pas le remplacement de l'instrument de mesure classique par un modèle télérelevable.

Lorsqu'un utilisateur ou toute autre personne vivant sous le même toit se déclare souffrant d'un problème d'intolérance lié aux ondes, il peut demander que la fonction communicante par ondes soit désactivée.

Art. 8. La lecture à distance utilise de préférence un système de transmission de l'information sans onde ou un type de réseau de télécommunication existant au sein du bâtiment ou site de consommation ou dans le domaine public environnant le bâtiment.

L'opérateur de réseau ou le gestionnaire du bâtiment publie les modalités pratiques du branchement et avertit le futur propriétaire avant l'installation du compteur afin que l'occupant du bâtiment ou le propriétaire puisse prendre ses dispositions s'il souhaite bénéficier d'un branchement sans onde.

Section 4 . — Exigences de comptage énergétique

Art. 9. Dans le cadre d'un réseau d'énergie thermique, le compteur d'énergie thermique de tête prévu à l'article 4, § 1^{er}, du décret du 15 octobre 2020 est placé conformément à l'annexe 1^{re}, section 3, 1).

Art. 10. La consommation d'énergie primaire des unités de production d'énergie thermique raccordés à un circuit de distribution d'énergie thermique ainsi que l'énergie calorifique totale transmise par ces unités à ce circuit de distribution sont établies conformément à l'annexe 1^{re}, section 3, 2), lorsqu'il est procédé à l'installation, au remplacement ou à la modernisation d'au moins une unité de production d'énergie thermique raccordée sur ce circuit de distribution et lorsque la puissance nominale utile totale des générateurs de chaleur installés et raccordés sur ce circuit de distribution est supérieure à cinquante kW.

Art. 11. L'énergie calorifique totale transmise par une installation de chauffe-eau solaire thermique à un circuit de distribution d'énergie thermique est établie conformément à l'annexe 1^{re}, section 3, 3), lorsqu'il est procédé à l'installation, au remplacement ou à la modernisation d'au moins une unité de production d'énergie thermique raccordée sur ce circuit de distribution et lorsque la surface des capteurs de l'installation solaire thermique est supérieure ou égale à dix m².

Art. 12. La consommation d'énergie primaire d'un système de production d'eau glacée raccordée à un circuit de distribution de froid ainsi que l'énergie frigorifique totale transmise par ce système à ce circuit de distribution sont établies conformément à l'annexe 1^{re}, section 3, 2), lorsqu'il est procédé à l'installation, au remplacement ou à la modernisation d'au moins un appareil de production d'eau glacée raccordé sur ce circuit de distribution et lorsque la puissance nominale utile totale des appareils de production d'eau glacée installés et raccordés sur ce circuit de distribution est supérieure à cinquante kW.

Art. 13. La pose d'un compteur suivant les prescriptions du décret du 15 octobre 2020 et du présent arrêté est documentée dans un rapport qui reprend tous les compteurs placés sur le même réseau d'énergie thermique ou le même circuit de distribution.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} est intégré au dossier d'intervention ultérieure, tel que visé à l'article 3, 8°, de l'arrêté royal du 25 janvier 2001 concernant les chantiers temporaires ou mobiles.

Le Ministre détermine le contenu et les modalités du rapport visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE 4. — *Licences d'opérateur de réseau d'énergie thermique et de fournisseur d'énergie thermique avec vente**Section 1. — Octroi, maintien et retrait des licences d'opérateur et de fournisseur*

Art. 14. Une même personne morale ou physique peut remplir les rôles de producteur d'énergie thermique, d'opérateur de réseau d'énergie thermique et de fournisseur d'énergie thermique.

Art. 15. Le candidat opérateur de réseau ou fournisseur d'énergie thermique adresse sa demande d'octroi d'une licence par l'intermédiaire de la procédure établie par le Ministre.

La demande visée à l'alinéa 1^{er} est constituée au minimum de :

- 1° tous les documents attestant qu'il satisfait aux critères d'octroi ;
- 2° une description des réseaux d'énergie thermique, suivant le modèle établi par le Ministre ;
- 3° la date à laquelle le demandeur envisage de démarrer son activité.

Art. 16. La licence est octroyée jusqu'au moment où elle fait l'objet d'un retrait ou d'une renonciation.

Art. 17. Lors de la réception de la demande, l'Administration vérifie si tous les documents requis pour l'examen de la demande sont en sa possession.

L'Administration délivre, dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande, un accusé de réception au demandeur actant que la demande est complète ou incomplète.

Si l'Administration constate que la demande est incomplète, elle précise les documents manquants dans l'accusé de réception et invite le demandeur à compléter sa demande dans les quinze jours ouvrables à dater de l'accusé de réception, à peine de déchéance de la demande.

En cas de réception de documents sollicités dans le délai susmentionné, l'Administration en confirme la réception et acte que la demande est complète.

A défaut de remise d'accusé de réception dans le délai de quinze jours ouvrables, la demande est considérée comme complète. L'Administration garde cependant la possibilité de questionner le demandeur.

Art. 18. Lors de la réception de la demande complète, l'Administration acte l'engagement du candidat opérateur ou fournisseur à répondre aux critères visés dans le présent chapitre.

Lorsque l'Administration estime qu'il n'est pas satisfait à un ou plusieurs critères, elle en avise le demandeur par envoi dans un délai de trente jours ouvrables à dater de l'accusé de réception actant le caractère complet de la demande. L'Administration précise le cas échéant les raisons pour lesquelles elle considère qu'il n'est pas satisfait aux critères.

Dans un délai de trente jours ouvrables suivant la réception de l'avis, prescrit à peine de déchéance de la demande, le demandeur peut fournir par envoi ses observations, justifications ou tout autre complément d'information ou demander à être entendu par l'Administration.

L'Administration entend le demandeur qui en fait la demande dans un délai de trente jours ouvrables suivant la demande.

Art. 19. L'Administration notifie sa décision d'octroi ou de refus d'octroi de la licence au demandeur dans un délai de trente jours ouvrables à dater soit :

- 1° de l'accusé de réception de la demande actant que la demande est complète ;
- 2° de la réception des compléments d'information obtenus en application de l'article 17 ;
- 3° de la réception des observations ou de l'audition conformément à l'article 18.

L'Administration publie la liste des opérateurs et fournisseurs disposant d'une licence sur son site internet et en transmet simultanément une copie au Ministre.

À défaut de décision de l'Administration prise dans les cinquante jours ouvrables à dater de l'accusé de réception actant que la demande est complète, le demandeur peut adresser un rappel par envoi recommandé à l'Administration. L'Administration notifie sa décision dans les trente jours ouvrables suivant la réception du rappel.

Art. 20. Le Ministre peut établir et imposer un modèle de dossier de demande de licence à respecter par le demandeur.

Art. 21. Pour les titulaires d'une licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen, les critères d'octroi de la licence relatifs à l'honorabilité, à l'expérience professionnelle, aux capacités financières et à la qualité de l'organisation sont réputés rencontrés.

Le demandeur joint à la demande une copie de la licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen, ainsi qu'une déclaration sur l'honneur attestant de la validité de cette licence.

Le demandeur démontre que la licence accordée au niveau fédéral, dans une autre région ou dans un autre État membre de l'Espace économique européen dont il est titulaire est d'une portée équivalente à la licence faisant l'objet de sa demande, en apportant la preuve qu'elle a été délivrée par une autorité publique ou par un organisme accrédité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, si l'Administration le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, elle peut lui enjoindre de fournir les éléments de preuve attestant du respect d'un ou plusieurs critères d'octroi de la licence.

Art. 22. § 1^{er}. Le titulaire d'une licence d'opérateur de réseau d'énergie thermique qui veut renoncer à sa licence introduit sa demande auprès de l'Administration par envoi recommandé et moyennant préavis de trois mois au minimum.

§ 2. L'opérateur concerné transfère l'exploitation du ou des réseaux d'énergie thermique dont il a la charge à un ou plusieurs autres opérateurs de réseau d'énergie thermique titulaires d'une licence d'opérateur en Région wallonne et notifie aux fournisseurs, producteurs et consommateurs raccordés à ce ou ces réseaux l'identité et l'adresse du ou des nouveaux opérateurs de réseau d'énergie thermique.

Lorsqu'il notifie l'identité et l'adresse du nouvel opérateur aux consommateurs finaux, producteurs et aux fournisseurs, l'opérateur qui renonce traite ces données à caractère personnel conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

§ 3 Un mois avant la date du transfert, le ou les opérateurs de réseau d'énergie thermique cessionnaires de la clientèle informent les consommateurs de la reprise de leur réseau et des mesures prises pour assurer la continuité des services rendus par celui-ci.

§ 4. L'Administration notifie sa décision par envoi recommandé dans un délai de trois mois à dater de la réception de la demande. A défaut de notification d'une décision de l'Administration dans ce délai, l'opérateur concerné peut adresser un rappel par envoi recommandé à l'Administration. L'Administration notifie sa décision dans les trente jours ouvrables suivant la réception du rappel.

Art. 23. § 1^{er}. Le titulaire d'une licence de fournisseur qui veut renoncer à sa licence introduit sa demande auprès de l'Administration par envoi recommandé et moyennant préavis de trois mois au minimum. La demande indique avec précision la façon dont il est satisfait aux obligations visées au paragraphe 2.

§ 2. La renonciation d'un fournisseur d'énergie thermique est subordonnée au transfert de la clientèle à un ou plusieurs autres fournisseurs d'énergie thermique titulaires d'une licence de fourniture en Région wallonne et à la notification préalable à chacun des consommateurs finaux de l'identité et de l'adresse du nouveau fournisseur d'énergie thermique.

Un mois avant la date du transfert, le fournisseur d'énergie thermique cessionnaire de la clientèle notifie aux consommateurs finaux ses conditions de fourniture.

À défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur d'énergie thermique désigné cessionnaire de la clientèle, le délai de préavis imposé au consommateur final par le fournisseur cessionnaire de la clientèle pour changer de fournisseur d'énergie thermique est d'un mois.

Lorsqu'il notifie l'identité et l'adresse du nouveau fournisseur aux consommateurs finaux, le fournisseur qui renonce traite ces données à caractère personnel conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

§ 3. L'Administration notifie sa décision par envoi recommandé dans un délai de trois mois à dater de la réception de la demande. A défaut de notification d'une décision de l'Administration dans ce délai, le fournisseur concerné peut adresser un rappel par envoi recommandé à l'Administration. L'Administration notifie sa décision dans les trente jours ouvrables suivant la réception du rappel.

Art. 24. Tout titulaire d'une licence, opérant sur un réseau catégorisé comme « urbain » selon l'annexe 4 transmet à l'Administration, avant le 31 mars de chaque année, suivant la procédure établie par le Ministre, un rapport détaillé établissant la manière dont il a satisfait aux critères et obligations prescrits par ou en vertu du décret du 15 octobre 2020 et du présent arrêté.

Le rapport détaillé intègre au moins le rapport d'activité annuel, lorsque que celui-ci est disponible, et les comptes annuels du titulaire correspondant à l'exercice précédant celui de la date de transmission du rapport.

Art. 25. Lorsque l'Administration constate qu'un titulaire d'une licence ne satisfait plus aux critères d'octroi ou qu'il ne respecte pas les obligations prescrites par ou en vertu du décret ou du présent arrêté, elle l'en avise par envoi recommandé en indiquant les motifs.

Le titulaire est invité à transmettre ses observations et à informer l'Administration des mesures prises pour respecter lesdites conditions et obligations dans un délai d'un mois.

L'Administration entend le titulaire qui en fait la demande dans le mois suivant sa demande d'être entendu.

Si le titulaire ne s'est pas mis en ordre et n'a pas transmis ses observations, ou si les observations qu'il a transmises ne sont pas convaincantes, l'Administration lui notifie sa décision de retrait de la licence dans un délai d'un mois à dater de l'expiration du délai prévu à l'alinéa 2.

Art. 26. Préalablement à l'exercice des voies de recours ordinaires, l'opérateur de réseau d'énergie thermique ou le fournisseur d'énergie thermique a le droit de présenter, devant le Ministre, une plainte en réexamen dans les deux mois suivant la notification de la décision de l'Administration.

De même, à défaut de décision de l'Administration dans le délai fixé par le présent arrêté, la partie lésée peut présenter, devant le Ministre, une plainte en réexamen, dans les deux mois qui suivent la date d'expiration du délai fixé.

Cette plainte n'a pas d'effet suspensif, sauf lorsqu'elle est dirigée contre une décision imposant une amende administrative. Dès réception de la plainte, le Ministre en accuse réception en indiquant la date à laquelle cette plainte a été réceptionnée.

Le Ministre confirme ou annule totalement la décision contestée dans un délai de deux mois à dater de la réception de la plainte ou des compléments d'informations qu'il a sollicités. A défaut de confirmation ou d'annulation, la décision initiale est confirmée. En cas d'annulation, l'Administration est ressaisie de la demande initiale de la partie lésée et prend une nouvelle décision dans un délai de trois mois à dater de la décision du Ministre ou des compléments d'informations qu'elle a sollicités.

Art. 27. L'Administration met à jour la liste des opérateurs et fournisseurs visée à l'article 19, alinéa 2, reprise sur son site internet, suite aux décisions de retrait, de renonciation ou de maintien d'une licence.

Art. 28. En cas de décision de retrait d'une licence d'opérateur de réseau d'énergie thermique, l'opérateur concerné transfère l'exploitation du ou des réseaux d'énergie thermique dont il a la charge à un ou plusieurs autres opérateurs de réseau d'énergie thermique titulaires d'une licence d'opérateur en Région wallonne et notifie aux fournisseurs et consommateurs raccordés à ce ou ces réseaux l'identité et l'adresse du ou des nouveaux opérateurs de réseau d'énergie thermique.

Un mois avant la date du transfert, le ou les opérateurs de réseau d'énergie thermique cessionnaires de la clientèle informent les consommateurs de la reprise de leur réseau et des mesures prises pour assurer la continuité des services rendus par celui-ci.

Lorsqu'il notifie l'identité et l'adresse du nouvel opérateur aux consommateurs finaux et aux fournisseurs, l'opérateur sanctionné traite ces données à caractère personnel conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

Art. 29. § 1^{er}. En cas de décision de retrait de la licence d'un fournisseur d'énergie thermique, le fournisseur sanctionné transfère, le cas échéant dans le cadre d'une procédure légale en cours, sa clientèle à un ou plusieurs autres fournisseurs d'énergie thermique titulaires d'une licence et notifie préalablement à chacun des consommateurs finaux l'identité et l'adresse du nouveau fournisseur d'énergie thermique dans le mois suivant la décision de retrait. Un mois avant la date du transfert, le fournisseur d'énergie thermique désigné notifie aux consommateurs finaux ses conditions de fourniture.

A défaut de contrat dûment signé avec le fournisseur d'énergie thermique cessionnaire de la clientèle, le délai de préavis imposé au consommateur final par le fournisseur d'énergie thermique désigné pour changer de fournisseur est d'un mois.

Lorsqu'il notifie l'identité et l'adresse du nouveau fournisseur aux consommateurs finaux, le fournisseur sanctionné traite ces données à caractère personnel conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

§ 2. Si le fournisseur qui fait l'objet d'un retrait de licence est le seul fournisseur actif sur le réseau d'énergie thermique, l'opérateur de réseau veille à ce qu'il y ait un nouveau fournisseur, ou à défaut il devient lui-même fournisseur d'énergie thermique du réseau.

Art. 30. § 1^{er}. L'Administration, dans le cadre du traitement des licences des opérateurs de réseau d'énergie thermique et de fournisseurs d'énergie thermique, traite les données suivantes relatives aux personnes visées au paragraphe 6, alinéa 2 :

- 1° les noms et prénoms ;
- 2° l'adresse postale ;
- 3° l'adresse email ;
- 4° le numéro de téléphone.

Les données visées à l'alinéa 1^{er} sont conservées maximum un an après la date de la fin de la licence, ou, en cas de litige, maximum un an après l'épuisement de toutes les possibilités de recours.

§ 2. L'Administration, dans le cadre du traitement des dossiers de garantie d'origine, traite les données suivantes relatives aux personnes visées au paragraphe 6, alinéa 3 :

- 1° les noms et prénoms ;
- 2° l'adresse postale ;
- 3° l'adresse email ;
- 4° le numéro de téléphone.

§ 3. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont traitées pour les finalités suivantes :

1° la gestion des dossiers liés aux licences d'opérateur de réseau d'énergie thermique et de fournisseur d'énergie thermique ;

2° l'établissement de statistiques liées aux demandes de licences, ainsi qu'au refus, à la renonciation et au maintien de ces licences.

§ 4. Les données visées au paragraphe 2 sont traitées pour les finalités suivantes :

1° la gestion des dossiers de garantie d'origine ;

2° l'établissement de statistiques liées aux sites de production certifiés et aux labels de garantie d'origine émis.

§ 5. L'Administration conserve les données à caractère personnel visées au paragraphe 1^{er} dans une base de données qu'elle gère. L'Administration prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des données comprises dans cette base de données. Les seules personnes habilitées à avoir accès à ces données sont les agents du SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, au moyen d'un nom d'utilisateur et d'un mot de passe.

§ 6. Le responsable du traitement de ces données est l'Administration. Les personnes concernées visées par le paragraphe 1^{er} sont les candidats fournisseurs d'énergie thermique, les candidats opérateurs de réseau d'énergie thermique, les fournisseurs d'énergie thermique et les opérateurs de réseau d'énergie thermique. Dans le cas où il s'agit d'une personne morale, il n'y a pas de personne concernée.

Les personnes concernées visées par le paragraphe 2 sont les producteurs d'énergie thermique ayant introduit un dossier de garantie d'origine. Dans le cas où il s'agit d'une personne morale, il n'y a pas de personne concernée.

Section 2 . — La licence d'opérateur de réseau d'énergie thermique

Art. 31. § 1^{er}. Le candidat opérateur de réseau répond, tant au moment de l'introduction de sa demande qu'après la délivrance de la licence, aux conditions suivantes :

- 1° être une personne morale de droit public ou de droit privé ;
- 2° avoir un siège d'exploitation en Région wallonne ;
- 3° ne pas avoir suspendu ou cessé ses activités, fait aveu de faillite, fait l'objet d'une procédure de liquidation ou faillite, ou d'une procédure similaire prévue par une législation ou réglementation étrangère ;
- 4° respecter la législation belge ou celle de l'Etat où il est domicilié ou établi en matière de cotisations sociales et d'impôts ;
- 5° ne pas se rendre coupable de fausses déclarations dans le cadre d'informations qu'il doit fournir en vertu du décret ou du présent arrêté ;
- 6° respecter les tâches et obligations qui lui sont confiées par le décret et le présent arrêté, sous peine de se voir infliger une sanction administrative, conformément au chapitre 11 ;
- 7° ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction portant atteinte à son honorabilité ou pour une faute grave dans l'exercice de son activité professionnelle dans les cinq ans précédant la demande ;
- 8° posséder une qualification technique en lien avec les responsabilités dont il a la charge ;
- 9° posséder une expérience suffisante pour mener à bien les responsabilités qui lui incombent.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 4°, la preuve du respect de la législation peut être apportée par une attestation délivrée par l'autorité compétente. Les communes ne sont pas tenues d'apporter la preuve du respect de la législation en matière de cotisations sociales et d'impôts.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 7°, la preuve de l'absence de condamnation dans les cinq années précédant la demande est apportée par un extrait de casier judiciaire daté de moins de trois mois au jour de la demande. Les communes ne sont pas tenues d'apporter la preuve de l'absence de condamnation.

Le Ministre peut mettre en place une formation préalable à l'octroi de la licence, qui permet à tout candidat opérateur l'ayant suivie de ne pas devoir démontrer qu'il répond à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 8°.

Le Ministre peut préciser les conditions du présent article.

§ 2. L'opérateur de réseau d'énergie thermique doit avoir un droit réel sur le réseau d'énergie thermique. Il peut déléguer tout ou partie de ses tâches à une tierce personne.

La tierce personne visée à l'alinéa 1^{er} doit répondre aux conditions visées au paragraphe 1^{er}.

Dans le cas où l'opérateur de réseau délègue tout ou partie de ses tâches à une tierce personne, l'opérateur de réseau désigné reste responsable du respect des obligations imposées par le présent arrêté.

Art. 32. Toute entreprise en charge de l'exploitation, de la maintenance ou de tout autres travaux relatifs à un réseau d'énergie thermique de catégorie « urbain » dispose en complément :

1° de la classe correspondant au total du montant des marchés concomitant, en lien avec le réseau d'énergie thermique et pour lequel il a été mandaté ;

2° de l'agrégation adaptée pour les travaux et services réalisés.

Art. 33. Si l'Administration le juge opportun au regard des capacités techniques, professionnelles ou financières particulières de l'opérateur, elle peut exiger une lettre de patronage, dont le Ministre peut imposer le modèle, émanant d'une société liée au demandeur et par laquelle la société s'engage, d'une façon ou d'une autre, à soutenir le demandeur.

Si un opérateur de réseau ne remplit plus les conditions énoncées dans la présente section ou qu'il ne respecte pas les obligations qui lui sont imposées par le décret du 15 octobre 2020 ou le présent arrêté, l'Administration engage la procédure de retrait visée à l'article 25.

Section 3 . — La licence de fournisseur d'énergie thermique

Art. 34. § 1^{er}. Le candidat fournisseur d'énergie thermique répond, tant au moment de l'introduction de sa demande qu'après la délivrance de la licence, aux conditions suivantes :

1° si le candidat est une personne physique, être domicilié en Belgique ou dans un autre Etat membre de l'Espace économique européen ;

2° si le candidat est une entreprise, être constitué légalement ;

3° ne pas avoir suspendu ou cessé ses activités, fait aveu de faillite, fait l'objet d'une procédure de liquidation ou faillite, ou d'une procédure similaire prévue par une législation ou réglementation étrangère ;

4° respecter la législation belge ou celle de l'Etat où il est domicilié ou établi en matière de cotisations sociales et d'impôts ;

5° ne pas se rendre coupable de fausses déclarations dans le cadre d'informations qu'il doit fournir en vertu du décret du 15 octobre 2020 ou du présent arrêté ;

6° ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction portant atteinte à son honorabilité ou pour une faute grave dans l'exercice de son activité professionnelle dans les cinq ans précédant la demande ;

7° respecter les tâches et obligations qui lui sont confiées par le décret du 15 octobre 2020 et le présent arrêté, sous peine de se voir infliger une sanction administrative, conformément au chapitre 11.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 2°, l'entreprise est constituée conformément à la législation belge ou celle d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et dispose, en Belgique ou dans un de ces Etats, d'une administration centrale, d'un établissement principal ou d'un siège dont l'activité présente un lien effectif et continu avec l'économie belge ou l'un des Etats précités.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 4°, la preuve du respect de la législation peut être apportée par une attestation délivrée par l'autorité compétente. Les communes ne sont pas tenues d'apporter la preuve du respect de la législation en matière de cotisations sociales et d'impôts.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 6°, la preuve de l'absence de condamnation dans les cinq années précédant la demande est apportée par un extrait de casier judiciaire daté de moins de trois mois au jour de la demande. Les communes ne sont pas tenues d'apporter la preuve de cette absence de condamnation.

§ 2. Le candidat fournisseur d'énergie thermique répond, tant au moment de l'introduction de sa demande qu'après la délivrance de la licence, aux conditions suivantes lorsque les tâches qu'il accomplit nécessitent les capacités ou compétences visées :

1° disposer de capacités techniques suffisantes en matière de gestion et de commerce ;

2° disposer des capacités financières suffisantes pour assumer le rôle de fournisseur d'énergie thermique afin d'honorer l'ensemble des frais attendus sur une année comptable ;

3° disposer d'une qualité d'organisation suffisante à l'exercice des activités visées par la demande de licence.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 1°, la preuve de capacités techniques suffisantes en matière de gestion et de commerce est apportée par un diplôme universitaire ou de haute école ou par un certificat relatif aux connaissances de gestion de base.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 2°, la preuve des capacités financières est apportée par les comptes annuels des trois derniers exercices comptables, ou à défaut le plan financier, ou à défaut les déclarations bancaires mentionnant le montant des avoirs financiers.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 3°, la preuve d'une qualité d'organisation suffisante est apportée par un organigramme avec description des divers services et secteurs indiquant pour chacun d'eux le nombre et la qualification du personnel qui y est affecté.

§ 3. Le fournisseur d'énergie thermique peut déléguer tout ou partie de ses tâches à une tierce personne.

La personne tierce visée à l'alinéa 1^{er} doit répondre aux conditions visées au paragraphe 1^{er}.

La tierce personne visée à l'alinéa 1^{er} doit répondre aux conditions visées au paragraphe 2 lorsque les tâches qui lui sont déléguées nécessitent les capacités et compétences visées.

Dans le cas où le fournisseur délègue tout ou partie de ses tâches à une tierce personne, le fournisseur désigné reste responsable du respect des obligations imposées par le présent arrêté.

Art. 35. Si le demandeur envisage de se faire assister dans son activité de fourniture par une société spécialisée dans le cadre de ses activités de fourniture, en vue d'appuyer ses capacités techniques et professionnelles propres, il transmet à l'Administration, sur demande, l'attestation de l'existence du contrat conclu avec cette société spécialisée, ou à défaut une déclaration d'intention signée par les deux parties. L'Administration peut demander que les éléments de preuves visés à l'article 34 lui soient rapportés dans le chef de cette société spécialisée. L'Administration apprécie ces éléments de preuve en tenant compte de la nature de l'appui fourni par cette société spécialisée.

Si l'Administration le juge opportun au regard des capacités techniques, professionnelles ou financières particulières du demandeur, elle peut exiger une lettre de patronage, dont le Ministre peut imposer le modèle, émanant d'une société liée au demandeur et par laquelle la société s'engage, d'une façon ou d'une autre, à soutenir le demandeur.

Si l'Administration le juge nécessaire au regard de la situation du demandeur, l'Administration peut enjoindre au demandeur de fournir d'autres éléments de preuve reconnus par elle-même comme équivalents à ceux décrits dans la présente section.

CHAPITRE 5. — *L'opérateur de réseau d'énergie thermique avec vente*

Section 1. — Généralités

Art. 36. § 1^{er}. L'opérateur de réseau ne gage pas, ne nantit pas, ne met pas en garantie ou n'engage pas de quelconque manière les actifs liés à l'activité d'opérateur de réseau, en ce compris l'infrastructure du réseau, pour d'autres causes et activités que celle d'opérateur de réseau.

§ 2. Dans le cas où plusieurs opérateurs gèrent un même réseau, chaque opérateur est responsable du respect de l'ensemble des obligations imposées par le présent arrêté pour la part du réseau dont il est opérateur, à l'exception des obligations liées au rapportage.

Section 2. — Fourniture de données par l'opérateur de réseau

Art. 37. § 1^{er}. L'opérateur de réseau transmet à l'Administration, pour le 15 juin de chaque année, de manière distincte pour chaque réseau qu'il opère, les données suivantes relatives à l'année civile écoulée :

1° un tableau de synthèse présentant la consommation annuelle globale et la puissance totale raccordée, à savoir la puissance maximale délivrable, des consommateurs industriels, des consommateurs tertiaires et des consommateurs résidentiels, avec à chaque fois, le nombre de stations d'échange thermique concernées ;

2° un tableau de synthèse listant les installations injectant de l'énergie thermique sur le réseau et détaillant la localisation du ou des sites de production, le type d'installation technique, la puissance nominale primaire, le type de combustible ou la provenance de l'énergie utilisée, la consommation de combustible en kWh/an PCS ou en kWh/an PCI, l'énergie injectée sur le réseau d'énergie thermique en kWh/an. Pour les réseaux catégorisés « urbain », les kWh/an électriques consommés pour la production et la distribution de l'énergie thermique de ces sites de production ;

3° la perte thermique par dissipation due à l'exploitation du réseau d'énergie thermique en kWh/an et en pourcentage par rapport au total de l'énergie thermique consommée sur le réseau ;

4° les kWh électriques produits, injectés et consommés par l'exploitation de tout équipement de production électrique liée à la production ou à la distribution de l'énergie thermique sur le réseau d'énergie thermique ;

5° pour les réseaux catégorisés « urbain », le nombre, les causes, localisations et durées des coupures d'alimentation en énergie thermique d'une durée ininterrompue supérieure à six heures et non planifiée ;

6° toute information relative aux extensions réalisées ou planifiées des réseaux d'énergie thermique ;

7° l'évaluation des valeurs alternatives PEB de son réseau, établies selon l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

8° les numéros BCE des éventuelles Communautés d'énergie thermique renouvelable utilisant les infrastructures du réseau d'énergie thermique ;

9° la part d'énergie thermique consommée et injectée par les éventuelles Communautés d'énergie thermique renouvelable, utilisant les infrastructures du réseau d'énergie thermique, en kWh ;

10° la liste et données de contact des fournisseurs actifs sur le réseau concerné ;

11° la liste et données de contact des opérateurs de réseau actifs sur le réseau concerné ;

12° s'il souhaite bloquer la possibilité pour de nouveaux consommateurs de s'y raccorder, un audit partiel, selon la méthodologie approuvée par le Ministre, le justifiant et une déclaration d'intention de verrouiller le réseau.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 2°, dans le cadre d'un réseau dont la perte thermique est supérieure à dix pour cent de la consommation annuelle totale, l'énergie thermique injectée est mesurée à l'aide d'un compteur dédié à chaque point d'injection.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 6°, les informations contiennent le nombre de consommateurs finaux et type, l'impact sur la puissance totale raccordée, à savoir la puissance maximale délivrable, l'impact sur l'efficacité du réseau, le statut du projet et la date de réalisation planifiée.

Le Ministre peut préciser les données visées à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les données visées au paragraphe 1^{er} sont fournies par voie électronique, selon le formulaire fourni par le Ministre. Les fichiers ad-hoc sur support informatique sont compatibles avec les standards de l'Administration.

§ 3. Lorsque plusieurs opérateurs sont actifs sur un même réseau d'énergie thermique, les obligations suivantes sont applicables :

1° l'opérateur totalisant la puissance de raccordement la plus élevée centralise et intègre dans son rapportage les données des autres opérateurs. En cas de puissance identique, l'opérateur qui présente la période d'activité la plus longue sur ce réseau prend en charge les obligations liées au rapportage ;

2° les autres opérateurs actifs sur ce même réseau doivent transmettre à l'opérateur en charge du rapportage, pour le 1^{er} mars de chaque année les données mentionnées au paragraphe 1^{er}. Ces données doivent être sous un format permettant leur agrégation dans le rapport global du réseau ;

3° en cas de litige entre plusieurs opérateurs, ceux-ci peuvent introduire une demande d'arbitrage auprès du Ministre, qui déterminera sur base du présent paragraphe quelles sont les obligations auxquelles chaque partie doit se soumettre.

§ 4. Un opérateur souhaitant introduire une demande d'arbitrage conformément au paragraphe 3, 3°, envoie un courrier recommandé au Ministre reprenant les caractéristiques du réseau d'énergie thermique concerné, les revendications du demandeur et l'identité des opérateurs concernés. Le Ministre dispose d'un délai de 60 jours à dater du lendemain de l'envoi du courrier recommandé pour rendre sa décision d'arbitrage.

Art. 38. L'opérateur de réseau autorise l'Administration à publier les informations issues du rapportage sur son site web à des fins d'information du consommateur et de rapportage statistique.

Section 3. — Gestion et entretien du réseau d'énergie thermique

Art. 39. § 1^{er}. L'opérateur du réseau d'énergie thermique a la responsabilité de la gestion, de la maintenance, de l'amélioration, du renouvellement et de l'extension du réseau d'énergie thermique.

Les opérations de gestion visées à l'alinéa 1^{er} comprennent au moins :

1° la gestion administrative et comptable nécessaire au bon fonctionnement du réseau et au rapportage requis vers les autorités ;

2° la gestion documentaire et l'archivage lié à l'exploitation du réseau d'énergie thermique et ses périphériques directs ;

3° le suivi, monitoring et optimisation lors de l'exploitation des paramètres de fonctionnement des stations d'échanges liées aux producteurs d'énergie, de la distribution de l'énergie dans les conduites et des points de livraisons.

Considérant l'alinéa 2, 3°, les optimisations sont considérées sous l'aspect de l'amélioration de l'efficacité énergétique, de l'impact sur l'environnement et du bien-être des consommateurs finaux.

§ 2. Les opérations de maintenance visées au paragraphe 1^{er} comprennent au moins :

1° l'entretien préventif et curatif des équipements de production d'énergie thermique et leurs périphériques dont l'opérateur de réseau d'énergie thermique a la charge d'exploitation ;

2° l'entretien préventif et curatif des canalisations et accessoires hydrauliques, pneumatiques et électriques nécessaires à l'exploitation du réseau ;

3° l'entretien préventif et curatif des points de fourniture de l'énergie thermique vers les consommateurs finaux ;

4° le suivi et le maintien de la qualité du fluide transportant l'énergie suivant les normes en vigueur ;

5° le stockage et l'évacuation ou la valorisation des déchets ou sous-produits générés par l'exploitation du réseau d'énergie thermique ;

6° le stockage de pièces ou d'équipement nécessaires à la réalisation de travaux de maintenance et de réparation.

Les opérations d'améliorations, renouvellements et extensions visées au paragraphe 1^{er} comprennent au moins :

1° tout travaux de remplacement du matériel ou des logiciels, quelle qu'en soit la raison ;

2° les travaux de modification, adaptation, mise en conformité, extension du réseau d'énergie thermique ;

3° la réalisation d'études et audits nécessaires pour assurer la pérennité du réseau d'énergie thermique et ses périphériques et pour maintenir sa performance technique et environnementale au plus haut niveau.

Considérant l'alinéa 2, 3°, ces études et audits seront réalisés par un auditeur agréé par la Région wallonne dans la compétence adéquate. Le Ministre peut préciser le présent alinéa.

Art. 40. L'opérateur du réseau d'énergie thermique gère la gestion technique des flux d'énergie thermique sur le réseau, au moins :

1° une répartition des flux d'énergie de manière proportionnée et suffisante à la demande des consommateurs finaux ;

2° l'installation en nombre suffisant et la manœuvre des vannes d'isolement et accessoires d'équilibrage ;

3° la mise à l'arrêt, la vidange et la sécurisation des tronçons n'étant plus exploités, même temporairement, ainsi que toute opération de remise en service de ces mêmes tronçons.

Art. 41. L'opérateur du réseau d'énergie thermique assure la sécurité, la fiabilité et l'efficacité du réseau, et s'engage au moins :

1° à un taux de disponibilité, spécifiques à chaque trimestre, au travers d'une durée d'arrêt maximale, de l'énergie thermique auprès des consommateurs finaux et à tout mettre en œuvre pour atteindre cet objectif ;

2° à un taux de disponibilité, spécifiques à chaque trimestre, au travers d'une durée de fonctionnement à capacité inférieure à la demande maximale de l'énergie thermique auprès des consommateurs finaux et à tout mettre en œuvre pour atteindre cet objectif ;

3° à réaliser un suivi de la performance du réseau d'énergie thermique et à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour corriger toute perte de performance.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 1°, le taux de disponibilité est calculé sur base d'un ratio, pour une période spécifiée, entre le temps de fonctionnement du réseau en régime normal et le temps d'arrêt pour cause de panne ou de maintenance ou le temps de fonctionnement à une puissance ne permettant d'assurer la demande de tous les consommateurs.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 2°, le taux de disponibilité est calculé sur base d'un ratio, pour une période spécifiée, entre le temps de fonctionnement du réseau en régime normal et le temps de fonctionnement à une puissance ne permettant pas de satisfaire la demande de tous les consommateurs.

Art. 42. L'opérateur du réseau d'énergie thermique constitue, conserve et actualise les plans du réseau d'énergie thermique.

Ces plans sont présentés sur fond de plan cadastral et contiennent au minimum les informations suivantes :

1° le tracé précis de toutes les canalisations ;

2° la position de l'ensemble des équipements nécessaires à la gestion et à la maintenance ;

3° les points de livraison de l'énergie ;

4° les points d'injection de l'énergie.

Les informations visées à l'alinéa 2 sont identifiées de manière unique et associées à un inventaire des éléments constitutifs du réseau.

L'opérateur de réseau d'énergie thermique fournit une copie des plans du réseau d'énergie thermique à l'Administration ou à toute autre institution régionale ou fédérale sur simple demande.

Art. 43. Lors de la planification de modification, de la réparation ou de l'extension du réseau d'énergie thermique, l'opérateur du réseau d'énergie thermique et toute personne impliquée donne la priorité aux mesures destinées à augmenter l'efficacité énergétique.

Art. 44. Le ou les contrats, liant l'opérateur du réseau d'énergie thermique, le fournisseur d'énergie thermique et les consommateurs finaux contiennent une clause déterminant la durée maximale d'une interruption de service dans la fourniture d'énergie thermique et les pénalités associées.

Art. 45. L'opérateur du réseau d'énergie thermique gère la procédure et la réalisation technique :

1° de toute opération de raccordement, scellement, débranchement et rebranchement des utilisateurs du réseau d'énergie thermique, en ce compris les sites de production ;

2° de l'augmentation de la capacité, tant en consommation qu'en injection, des raccordements à son réseau d'énergie thermique ;

3° du comptage précis des flux d'énergie thermique aux points de livraison des utilisateurs et d'injection des producteurs ;

4° de la pose, l'entretien, l'activation et la désactivation des compteurs.

Section 4. — Obligations de service public de l'opérateur de réseau d'énergie thermique

Art. 46. § 1^{er}. L'opérateur de réseau accède à toute demande de raccordement individuel d'un consommateur ou d'un producteur d'énergie thermique, ou d'un autre opérateur de réseau.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'opérateur de réseau peut refuser une demande sur base d'une analyse énergétique démontrant, soit :

1° un dépassement du taux de pertes de distribution liées à ce nouveau raccordement par rapport aux critères définis à l'annexe 2 ;

2° que la production d'énergie thermique ne lui permet pas de fournir des quantités supplémentaires à ce qu'il fournit déjà au moment de la demande ;

3° que la demande de raccordement impliquerait l'obligation de faire fonctionner le réseau d'énergie thermique pendant une période prolongée pour satisfaire uniquement les besoins de ce seul nouveau consommateur ;

4° qu'il n'existe pas d'emplacement pour la station d'échange thermique qui garantisse des conditions d'accessibilités ou de sécurités conformes aux normes et règles en vigueur concernant la sécurité au travail et la conformité des installations électriques ;

5° que le régime de température du consommateur, ou producteur d'énergie thermique n'est pas compatible avec le régime de température du réseau ;

6° que le réseau a été préalablement déclaré comme « verrouillé » par l'opérateur de réseau, en vertu de l'article 37.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 6°, la déclaration est justifiée par un audit partiel, suivant la méthodologie établie par le Ministre, qui valide que le réseau a atteint sa capacité maximum et ne peut plus accepter de nouveau consommateur sans risque d'une baisse de sa performance énergétique globale ou d'une réduction de la disponibilité de l'énergie thermique auprès des consommateurs existants. Cette déclaration est valable pour une durée minimale d'un an et maximale de trois ans et peut être renouvelée pour un maximum de neuf ans de manière continue ou discontinue. Cette déclaration doit être rendue accessible à tous et ne peut être réalisée par l'opérateur que lors de son rapportage annuel vers l'Administration conformément à l'article 37, sauf s'il s'agit de la première année d'exploitation du réseau. Pour les réseaux exploités par plus d'un opérateur, chaque opérateur de réseau ne peut verrouiller que la partie qu'il opère.

§ 3. Seuls les coûts du raccordement et de la portion du branchement individuel nécessaire pour compléter le raccordement standard vers le réseau commun peuvent être à charge du consommateur ou du producteur, ce compris la station d'échange thermique et le raccordement à l'installation du consommateur ou du producteur. Pour autant qu'il respecte ce qui précède, l'opérateur de réseau garde la possibilité de ne pas facturer tout ou une partie des frais de raccordement.

Le consommateur ou le producteur peut installer, sans passer par l'opérateur de réseau, la station d'échange thermique et tous les équipements nécessaires au raccordement entre la station d'échange thermique et le circuit de distribution local. Dans ce cadre le consommateur ou le producteur est tenu de respecter les prescrits techniques définis et transmis par l'opérateur.

L'opérateur de réseau informe le consommateur ou le producteur des coûts à sa charge en cas de raccordement. Le consommateur ou le producteur a ensuite le choix de continuer la procédure ou de se rétracter.

Art. 47. § 1^{er}. Conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière, l'opérateur de réseau exécute les tâches et obligations qui lui incombent en vertu du décret, de ses arrêtés d'exécution et des différentes conventions entre les différents acteurs du réseau d'énergie thermique en vue d'assurer, sauf cas de force majeure, un accès ininterrompu ou conforme aux modalités d'interruptibilité à un débit-horaire et un régime de température contractuels stables aux consommateurs finaux connectés au réseau dont il assure la gestion.

§ 2. En cas de coupure programmée, l'opérateur de réseau informe les consommateurs finaux et producteurs concernés, au plus tard cinq jours avant la coupure. Si l'opérateur de réseau n'a pas informé les consommateurs finaux et producteurs concernés dans ce délai, ceux-ci ont droit à une indemnité forfaitaire correspondant à 2% de leur facturation annuelle prévisionnelle, par tranche de 24h comportant un arrêt, indépendamment de l'indemnité visée à l'article 48 et sans préjudice d'une indemnité complémentaire fixée contractuellement entre les parties.

§ 3. Toute coupure de l'alimentation résultant d'un problème technique sur le réseau est rétablie dans les meilleurs délais. Si cette coupure dépasse six heures consécutives, le consommateur et le producteur ont droit à une indemnisation à charge de l'opérateur.

L'indemnisation est fixée à 0,75 % de sa facturation annuelle prévisionnelle pour chaque tranche de six heures entamées au-delà des six premières heures d'interruption. Cette indemnisation n'est pas due dans l'hypothèse où l'interruption de fourniture et son maintien pendant plus de six heures consécutives sont l'un et l'autre causés par un cas de force majeure.

L'opérateur de réseau prend en charge la réparation intégrale de tout dégât causé par sa faute visé à l'alinéa 1^{er}, en ce compris le défaut de précaution, aux installations du consommateur final pour cause de coupure anormalement prolongée.

Art. 48. Toute absence de fourniture d'énergie thermique intervenant en suite d'une erreur administrative commise par l'opérateur de réseau oblige cet opérateur à payer au consommateur final une indemnité forfaitaire journalière correspondant à 0,75% de leur facturation annuelle prévisionnelle, par tranche de 24h comportant un arrêt jusqu'au rétablissement de l'alimentation. Les frais de fermeture et rétablissement de l'alimentation sont également supportés par l'opérateur, sans pouvoir être répercutés auprès du consommateur final.

L'indemnisation visée à l'alinéa 1^{er} est due de plein droit, sans que le consommateur final n'adresse à l'opérateur de réseau une demande d'indemnisation.

L'opérateur de réseau informe le consommateur final dans le mois suivant la fin de la période d'interruption de fourniture d'énergie thermique de l'ouverture de la procédure d'indemnisation et lui demande la communication du numéro de compte bancaire sur lequel le versement de l'indemnité a lieu. Dans le mois suivant cette communication, l'indemnité est versée sur le compte bancaire.

L'opérateur de réseau traite le numéro de compte bancaire visé à l'alinéa 3 conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

Art. 49. L'opérateur de réseau fournit aux utilisateurs du réseau ou à toute personne mandatée par eux les informations dont ils ont besoin pour un accès efficace au réseau.

L'opérateur de réseau fournit à tout utilisateur du réseau qui en fait la demande ou à tout tiers mandaté par lui, dans un délai maximum de huit jours ouvrables à dater de la demande, les informations de comptage relatives à cet utilisateur.

L'opérateur de réseaux traite les informations de comptage visées à l'alinéa 2 conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

Art. 50. Les opérateurs de réseau mettent en place un point de contact téléphonique et une adresse électronique accessibles aux consommateurs finaux.

Dans les réseaux catégorisés comme urbain, comprenant des consommateurs résidentiels, les opérateurs de réseau mettent en place un point de contact téléphonique et une adresse électronique accessibles uniquement aux centres publics d'action sociale et au guichet unique chargé de fournir aux clients l'ensemble des informations nécessaires concernant leurs droits, le droit applicable et les mécanismes de règlement des litiges à leur disposition en cas de litige relatif à leur consommation énergétique dans le cadre de leurs missions, tel que prévu par l'article 47quinquies du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 51. Lors du raccordement d'un consommateur, l'opérateur de réseau transmet à ce consommateur tout document, prescrit par le Ministre, relatif aux mesures favorisant l'utilisation rationnelle de l'énergie. La communication d'une adresse internet contenant ces informations et, le cas échéant, des coordonnées d'un point d'information pour les consommateurs est suffisante pour remplir cette obligation.

Art. 52. L'opérateur de réseau analyse les demandes d'extension de réseau en provenance de tout tiers intéressé. Ces demandes sont envoyées à l'opérateur de réseau par envoi recommandé ou sous format informatique avec accusé de réception. L'opérateur de réseau dispose de trente jours ouvrables à dater de la réception du dossier pour requérir des informations complémentaires. Passé ce délai, la demande est réputée complète.

Art. 53. § 1^{er}. L'opérateur de réseau informe les demandeurs du délai d'examen nécessaire ; ce délai ne peut pas excéder trois mois à dater de la réception de la demande complète.

L'opérateur de réseau prend en considération tous les dossiers introduits pendant les douze derniers mois écoulés et toujours en cours afin de déterminer le caractère économiquement justifié de l'extension projetée. Il prend également en considération les extensions ou les projets d'extensions qui sont géographiquement contigus.

Le caractère économiquement justifié est calculé sur l'ensemble des éléments constitutifs de l'extension en ce compris les raccordements individuels projetés.

Pour calculer la rentabilité, l'opérateur de réseau met en relation les recettes supplémentaires escomptées par les nouveaux raccordements avec les dépenses liées à l'extension projetée, selon la méthode définie au paragraphe 3.

§ 2. L'opérateur de réseau notifie sa décision favorable ou défavorable à l'extension dans les dix jours de la fin de l'examen du dossier. A défaut de notification d'une décision, la décision de l'opérateur de réseau est réputée favorable, sauf si le réseau a été préalablement verrouillé par l'opérateur en vertu de l'article 37.

Si l'examen a conclu à une extension non économiquement justifiée les demandeurs peuvent introduire un recours contre la décision de l'opérateur de réseau auprès de l'Administration, qui statue dans le mois de la réception du recours.

§ 3. La rentabilité d'une extension donnée est calculée suivant la méthode de la valeur actualisée nette. Les modalités détaillées d'application de cette méthode, ainsi que les paramètres à prendre en compte sont définis par le Gouvernement.

§ 4. Une extension non économiquement justifiée peut éventuellement être réalisée si le déficit de rentabilité est à charge du ou des demandeurs, sous condition d'une présentation de garanties bancaires

Art. 54. L'opérateur de réseau exploite un groupe d'injection d'énergie thermique, mis à disposition par le producteur de cette énergie thermique ou installé par l'opérateur de réseau, suivant les modalités de l'article 46, §3. Ce groupe comprend, au minimum, une installation de comptage, de gestion et régulation des débits et de la température injectée dans le réseau.

Ce groupe d'injection sert exclusivement à l'injection d'énergie thermique et peut se situer soit dans une cabine extérieure dédiée, soit directement dans un local technique adapté et mis à disposition par le producteur de l'énergie.

L'opérateur de réseau met à la disposition du producteur de cette énergie thermique, au niveau du local abritant le groupe d'injection, les données du contrôle de qualité et de gestion. Le producteur d'énergie thermique met à disposition de l'opérateur de réseau au niveau de son point de contrôle, les données du contrôle de qualité et de comptage de l'énergie thermique, renouvelable ou non, qu'il produit.

Le producteur met à la disposition de l'opérateur les énergies et forces motrices nécessaire à l'exploitation du groupe d'injection d'énergie thermique. Il garantit aussi que son installation ne dégrade pas les paramètres physico-chimiques de l'eau transitant dans le réseau d'énergie thermique.

Art. 55. Sur la base des capacités techniques et de la consommation locale de son réseau, l'opérateur de réseau propose un contrat de raccordement pour l'injection d'énergie thermique au producteur de cette énergie thermique ou à la Communauté d'énergie thermique renouvelable hébergeant ce producteur. Ce contrat de raccordement vise à permettre le placement de la station et son raccordement au réseau d'énergie thermique.

Le contrat visé à l'alinéa 1^{er} comprend au minimum :

1° la capacité de production de l'installation ainsi que le volume de production annuelle d'énergie thermique estimé par le producteur ;

2° la température de l'énergie thermique à l'entrée du groupe d'injection, côté producteur, et ses valeurs minimale et maximale garanties par le producteur ;

3° la température de l'énergie thermique au retour du groupe d'injection, côté réseau d'énergie thermique, et ses valeurs minimale et maximale garanties par l'opérateur de réseau ;

4° une estimation par l'opérateur de réseau des puissances maximales et minimales injectables depuis le point d'injection du producteur ;

5° les caractéristiques physico-chimiques du fluide thermique établies par l'opérateur de réseau ;

6° une description des énergies primaires utilisées avec leurs proportions et du processus de production de l'énergie thermique ;

7° les modalités de communication entre le producteur et l'opérateur de réseau en ce qui concerne les périodes de non-injection du producteur d'énergie thermique et d'indisponibilité de réseau ;

8° les modalités, le contenu et la fréquence des échanges d'informations afin de permettre aux parties de répondre à leurs obligations de rapportage vers l'Administration.

En cas de modification entraînant un impact économique pour l'opérateur de réseau, cette dernière fait l'objet d'une modification ou d'un avenant de contrat. En l'absence de notification préalable, l'opérateur de réseau peut répercuter sur le producteur la perte de revenu ou le coût de réparation du dommage.

Art. 56. L'opérateur de réseau met en place un système de gestion des plaintes pour les consommateurs finaux qui ne seraient pas satisfaits du traitement de leur demande de raccordement au réseau d'énergie thermique ou pour toute autre plainte liée aux installations d'énergie thermique. Les informations concernant la procédure pour déposer une plainte sont accessibles sur le site internet de l'opérateur de réseau s'il en dispose, dans le contrat liant l'opérateur de réseau et le consommateur final ou envoyé, sans frais pour le consommateur final, par l'opérateur de réseau dans les deux jours ouvrables suivants la demande du consommateur final.

Section 5. — Fraudes

Art. 57. Lorsqu'il constate une fraude liée à un compteur ou à un autre équipement technique, l'opérateur de réseau remplace ou répare le compteur ou l'équipement technique détérioré dans le cadre de cette fraude et récupère directement auprès du consommateur final ou des bénéficiaires de l'énergie thermique dont le paiement a été éludé, les frais techniques et administratifs liés à la gestion de la fraude ou de la détérioration des installations et équipements, et ce dans l'intérêt de la collectivité.

L'opérateur de réseau informe le fournisseur d'énergie thermique concerné de la fraude afin qu'il récupère la valeur contractuelle de cette énergie directement auprès du consommateur final ou du bénéficiaire de l'énergie thermique dont le paiement a été éludé.

Dans le cadre de la recherche des fraudes, l'opérateur de réseau et le fournisseur traitent les données à caractère personnel des consommateurs conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

Les frais techniques et administratifs visés à l'alinéa 1^{er} concernent les frais de gestion du dossier, les frais liés à la main d'œuvre et les frais liés au remplacement et à la réparation des équipements endommagés.

CHAPITRE 6. — Le fournisseur d'énergie thermique

Section 1. — Les obligations de service public liées à la fourniture d'énergie thermique

Art. 58. Le fournisseur d'énergie thermique répond dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande de fourniture introduite par un consommateur disposant déjà d'une connexion au réseau d'énergie thermique et, pour autant qu'il puisse acheter à un producteur raccordé au réseau la quantité d'énergie thermique nécessaire, lui remet une proposition de contrat de fourniture.

Lorsque ce consommateur est un consommateur résidentiel, la proposition de contrat contient à tout le moins :

1° la procédure en cas de défaut de paiement ;

2° la procédure d'information à respecter en cas de déménagement ;

3° le système de facturation ;

4° en cas d'interruption de fourniture pendant une ou plusieurs périodes fixes de l'année, les dates correspondants à l'arrêt du service et les dates correspondants à sa reprise ;

5° la référence utilisée par le fournisseur pour fixer le prix de l'énergie thermique.

Art. 59. En cas de déménagement vers un autre point de fourniture du même réseau d'énergie thermique, la fourniture par le fournisseur d'énergie thermique avec lequel le consommateur a conclu un contrat, se poursuit à la nouvelle adresse du consommateur selon les mêmes conditions.

Cette poursuite de fourniture ne s'applique pas si le consommateur :

1° résilie le contrat de fourniture à compter de la date de déménagement ;

2° conclut un contrat avec un autre fournisseur à compter de la date de déménagement ;

3° emménage à l'adresse d'un autre consommateur ayant déjà un contrat de fourniture et qu'il reprend le contrat de l'ancien résident à son nom.

Art. 60. Le fournisseur assure la fourniture ininterrompue d'énergie thermique à ses consommateurs finaux, dans les quantités demandées par ceux-ci et selon les termes du contrat visé à l'article 58.

Afin de respecter l'obligation définie à l'alinéa 1^{er}, le fournisseur d'énergie thermique achète la quantité d'énergie thermique nécessaire correspondant à la consommation de ses consommateurs finaux.

Art. 61. Le fournisseur d'énergie thermique fournit tout consommateur qui en fait la demande, pour autant qu'il dispose d'un raccordement au réseau d'énergie thermique, à des conditions non-discriminatoires et pour autant que le réseau dispose de la ressource thermique suffisante pour assurer l'alimentation en énergie thermique du demandeur.

Au sens de l'alinéa 1^{er}, est considérée comme discriminatoire, toute différence de traitement, non raisonnablement justifiée, fondée sur le statut, le niveau de revenu ou le lieu de résidence d'une même catégorie de consommateur sauf lorsque celui-ci a une incidence directe sur les prix auxquels le fournisseur achète l'énergie thermique fournie aux différents consommateurs finals.

Constitue une différence de traitement raisonnablement justifiée, le fait pour un fournisseur d'énergie thermique de tenir compte, dans sa proposition de contrat, des risques encourus au cas où un consommateur, qui souhaite contracter avec lui, présente des risques exceptionnels.

La prise en compte de ces risques ne peut avoir lieu que via la constitution d'une garantie bancaire ou d'autres sûretés. Le montant demandé par le fournisseur ne peut pas être supérieur à trois mois de consommation moyenne annuelle correspondant à la catégorie de consommateur dont fait partie le consommateur résidentiel concerné.

Aucune garantie bancaire ou autres sûretés n'est imposée, tant par le fournisseur choisi que par le fournisseur d'énergie thermique désigné, en cours d'exécution d'un contrat.

La disposition prévue à l'alinéa 1^{er} ne porte pas atteinte au droit du fournisseur de demander, à un consommateur qui possède une dette antérieure auprès de ce même fournisseur, l'apurement de cette dette avant d'accepter la conclusion d'un nouveau contrat.

Art. 62. Le fournisseur d'énergie thermique respecte un délai de préavis de deux mois au minimum pour renoncer au contrat à durée indéterminée ou pour s'opposer à la reconduction tacite d'un contrat à durée déterminée de consommateurs résidentiels.

Le délai de préavis prévu à l'alinéa 1^{er} peut être allongé d'un mois sur demande écrite du CPAS.

Art. 63. § 1^{er}. Le consommateur désirant changer de fournisseur effectue une demande écrite au nouveau fournisseur. Ce dernier se charge de toutes les démarches et modalités de transfert avec l'ancien fournisseur. En cas de non-réalisation du transfert, le nouveau fournisseur apporte les preuves que cette non-réalisation n'est pas imputable à son fait.

§ 2. Si le consommateur final a effectué les démarches pour changer de fournisseur d'énergie thermique, et qu'à partir de la date prévue de changement de fournisseur, aucun changement n'a été effectué, le consommateur final a droit à une indemnisation de 100 euros par mois de retard, payable par le fournisseur d'énergie thermique responsable de la non-réalisation du transfert.

§ 3. L'indemnisation visée au paragraphe 2 est due de plein droit, sans que le consommateur final ne doive adresser au fournisseur d'énergie thermique une demande d'indemnisation.

§ 4. Le fournisseur informe le consommateur final dans le mois suivant la fin de la période d'interruption de fourniture d'énergie thermique de l'ouverture de la procédure d'indemnisation et lui demande la communication du numéro de compte bancaire sur lequel le versement de l'indemnité a lieu. Dans le mois suivant cette communication, l'indemnité est versée sur le compte bancaire.

Le fournisseur traite le numéro de compte bancaire visé à l'alinéa 1^{er} conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

Art. 64. § 1^{er}. Si la fourniture d'énergie thermique est interrompue suite à une erreur administrative du fournisseur d'énergie thermique, le consommateur final peut bénéficier d'une indemnisation de correspondant à 0,75 % de sa facturation annuelle prévisionnelle par jour jusqu'au rétablissement de la fourniture par le fournisseur.

L'indemnité visée à l'alinéa 1^{er} est cumulable avec l'indemnité visée à l'article 63.

§ 2. L'indemnisation visée au paragraphe 1^{er} est due de plein droit, sans que le consommateur final ne doive pas adresser au fournisseur d'énergie thermique une demande d'indemnisation.

§ 3. Le fournisseur informe le consommateur final dans les trente jours suivant la fin de la période d'interruption de fourniture d'énergie thermique de l'ouverture de la procédure d'indemnisation et lui demande la communication du numéro de compte bancaire sur lequel le versement de l'indemnité a lieu. Dans les trente jours suivant cette communication, l'indemnité est versée sur le compte bancaire.

Art. 65. Le fournisseur d'énergie thermique présente sur base d'une étude commerciale un dossier d'extension du réseau à l'opérateur lorsque des consommateurs potentiels souhaitent un raccordement à un réseau d'énergie thermique.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} comprend au moins :

- 1° un plan de situation des raccordements potentiels à réaliser ;
- 2° les spécificités techniques éventuelles relatives à l'alimentation d'un ou plusieurs consommateurs, y compris les modalités de prélèvement ;
- 3° une copie, éventuellement expurgée des données commercialement sensibles et non indispensables à l'étude du dossier, des engagements écrits des consommateurs potentiels mentionnant notamment les prévisions de consommation des consommateurs concernés ;
- 4° une estimation de la demande potentielle additionnelle, non encore confirmée par des engagements écrits de la part de consommateurs potentiels, accompagnée de la méthode de calcul et des hypothèses sous-jacentes.

Art. 66. Le fournisseur transmet à l'opérateur de réseau le dossier visé à l'article 65, élaboré en deux exemplaires, par envoi avec accusé de réception.

Art. 67. § 1^{er}. Le fournisseur conclut avec le producteur d'énergie thermique un contrat concernant les modalités d'achat de l'énergie. Ce contrat contient au minimum :

- 1° la référence à une liste de combustibles utilisés par le producteur ainsi que leur proportion maximale autorisée dans le mélange de combustibles ;
- 2° la quantité d'énergie et la puissance qui sera mise à disposition des consommateurs desservis par le fournisseur ;
- 3° les périodes planifiées d'interruptions de la fourniture d'énergie thermique ;
- 4° les paramètres de l'énergie thermique, tels que la température et les débits, validés par l'opérateur du réseau lors du contrat de raccordement.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 1^o, la proportion entre combustibles renouvelables et combustibles fossiles est établie d'un commun accord entre le fournisseur et le producteur.

§ 2. Toute modification du processus de production, tout combustible non repris dans la liste fournie au fournisseur est notifié préalablement par le producteur au fournisseur. En cas de modification entraînant un impact économique pour le fournisseur, cette dernière fait l'objet d'un avenant de contrat. En l'absence de notification préalable, le fournisseur peut répercuter sur le producteur la perte de revenu ou le coût de réparation du dommage.

Art. 68. Le fournisseur conclut avec l'opérateur de réseau d'énergie thermique un contrat concernant les modalités d'utilisation du réseau pour le transport de l'énergie thermique qu'il commercialise. Ce contrat contient au minimum :

- 1^o la quantité d'énergie et la puissance qui seront fournies par les producteurs et mises à disposition des consommateurs desservis par le fournisseur ;
- 2^o les périodes panifiées d'interruptions de la fourniture d'énergie thermique ;
- 3^o les paramètres de l'énergie thermique, tels que la température et les débits, validés par l'opérateur du réseau lors des contrats de raccordement.

Section 2. — Les obligations de service public liées à la facturation et fourniture d'informations

Art. 69. § 1^{er}. Le contrat de fourniture, visé à l'article 58, et ses avenants contiennent, au minimum, les informations suivantes :

- 1^o la raison sociale et le siège du fournisseur d'énergie thermique ;
- 2^o le numéro identifiant le point d'accès concerné ;
- 3^o les services fournis ainsi que, le cas échéant, les niveaux de qualité des services offerts et le délai nécessaire au raccordement initial ;
- 4^o la date d'entrée en vigueur du contrat ;
- 5^o la durée du contrat, les conditions de renouvellement et de dénonciation du contrat ;
- 6^o les prix unitaires, à la date d'entrée en vigueur du contrat, des différentes composantes de la fourniture qui font l'objet de la facture ;
- 7^o l'éventuelle formule d'indexation du prix du kWh qui est applicable pendant la durée du contrat et la valeur des paramètres d'indexation lors de son entrée en vigueur ;
- 8^o les moyens par lesquels les informations actualisées sur les paramètres d'indexation, les tarifs applicables et les redevances, cotisations et surcharges peuvent être obtenues ;
- 9^o les compensations et les formules de remboursement éventuellement applicables dans les cas où les niveaux de qualité des services prévus dans le contrat ne sont pas atteints ;
- 10^o les modalités de paiement des factures ;
- 11^o les dispositions applicables en cas de défaut de paiement ;
- 12^o la procédure d'information à respecter en cas de déménagement, le numéro de téléphone, l'adresse physique et électronique permettant de joindre le service du fournisseur d'énergie thermique spécialement chargé des procédures de déménagements ;
- 13^o la procédure de règlements des litiges ;
- 14^o les coordonnées de contact, en ce compris l'adresse de courrier électronique, d'organismes indépendants de conseil aux consommateurs, de centres publics d'action sociale, de l'Administration ou d'organismes similaires auprès desquels ils peuvent obtenir des conseils sur les mesures existantes en matière d'efficacité énergétique, sur les profils de référence correspondant à leur consommation d'énergie et sur les spécifications techniques d'appareils consommateurs d'énergie qui peuvent permettre d'en réduire la consommation ;
- 15^o la mention de la possibilité d'exclure la facture de régularisation de la domiciliation ;
- 16^o le pourcentage minimum d'énergie thermique renouvelable, sur base annuelle et globalisée à l'ensemble de ces points de fourniture, que le fournisseur s'engage à fournir ;
- 17^o la puissance thermique et les régimes de températures primaire et secondaire qui ont servi à dimensionner la station d'échange thermique ;
- 18^o les modalités d'interventions de l'opérateur du réseau d'énergie thermique pour la maintenance préventive et curative de la station d'échange thermique ;
- 19^o la consommation électrique annuelle estimée de la station d'échange thermique ;
- 20^o la localisation de la station d'échange thermique lié au point de consommation et les obligations des deux parties vis-à-vis de cet équipement afin d'en garantir le fonctionnement et la performance ;
- 21^o la méthodologie qui est appliquée pour les relevés d'index nécessaires à la facturation.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 12^o, via ces moyens de contact, le consommateur final peut obtenir une copie du formulaire de déménagement.

§ 2. Les informations visées au paragraphe 1^{er} sont fournies avant la conclusion du contrat, qu'il soit conclu directement avec le fournisseur ou via un intermédiaire.

§ 3. Toute modification des conditions contractuelles est notifiée au consommateur final au plus tard deux mois avant son entrée en vigueur. Cette notification mentionne les conditions de dénonciation du contrat.

Tout consommateur final est libre de dénoncer un contrat s'il n'accepte pas les nouvelles conditions qui lui sont notifiées par son fournisseur d'énergie thermique.

Art. 70. La facturation se fait sur base des informations fournies par l'opérateur de réseau conformément au chapitre 5, section 2.

Art. 71. § 1^{er}. Les factures du fournisseur d'énergie thermique comprennent au moins les mentions suivantes :

- 1° le numéro d'identification unique du point d'accès ;
- 2° la période couverte par le décompte ;
- 3° le délai de paiement et la date d'échéance de celle-ci ;
- 4° le nombre de kWhth consommés pendant la période couverte, en précisant si celui-ci a été estimé ou non ;
- 5° le prix du kWhth, hors T.V.A. ;
- 6° la valeur des éventuels paramètres d'indexation ;
- 7° le coût au kWhth et la redevance totale d'accès aux réseaux de transport et de distribution, hors T.V.A. ;
- 8° le montant au kWhth et le montant total de chacune des redevances, surcharges et cotisations tant fédérales que régionales grevant le prix de la fourniture, hors T.V.A. ;
- 9° le prix total du kWhth, comprenant les éléments 5°, 7° et 8°, hors T.V.A. ;
- 10° le montant global de la facture, hors T.V.A. ;
- 11° le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux ;
- 12° la comparaison de la consommation énergétique actuelle du consommateur avec sa consommation pour la même période au cours de l'année précédente, sous forme de graphique, en données corrigées des variations climatiques pour l'énergie thermique ;
- 13° les moyens de contact du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai endéans lequel une réponse est apportée à toute demande formulée par le consommateur final ;
- 14° le numéro de téléphone, l'adresse physique et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le consommateur final peut obtenir les informations nécessaires à son déménagement, ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement ;
- 15° les coordonnées de contact d'associations de défense des consommateurs finals, de centres publics d'action sociale, de l'Administration ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie ;
- 16° des informations relatives au mix énergétique utilisé et aux émissions annuelles de gaz à effet de serre correspondantes ;
- 17° une description des divers tarifs, taxes et redevances appliqués.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 13°, le délai ne dépasse pas dix jours. La réponse motivée mentionne, à tout le moins, si la demande est fondée ou non ou si elle est examinée davantage.

§ 2 Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les factures du fournisseur d'énergie thermique qui portent sur des acomptes périodiques comprennent au moins les mentions suivantes :

- 1° le numéro du point d'accès ;
- 2° la période couverte par le décompte ;
- 3° le délai de paiement et la date d'échéance de celui-ci ;
- 4° le montant global de la facture, hors T.V.A. ;
- 5° le coût de la procédure administrative en cas de règlement tardif ainsi que les coordonnées du service contentieux ;
- 6° les moyens de contact du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai endéans lequel une réponse est apportée à toute demande formulée par le consommateur final ;
- 7° le numéro de téléphone, l'adresse physique et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le consommateur final peut obtenir les informations nécessaires à son déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement ;
- 8° les coordonnées de contact d'associations de défense des consommateurs finals, de centres publics d'action sociale, de l'Administration ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les droits de consommateurs, sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie.

Considérant l'alinéa 1^{er}, 6°, ce délai ne dépasse pas dix jours. La réponse motivée mentionne, à tout le moins, si la demande est fondée ou non ou si elle est examinée davantage.

§ 3. Lorsque les factures du fournisseur d'énergie thermique portent sur des acomptes périodiques tel que prévu au paragraphe 2, le fournisseur d'énergie thermique établit au minimum une fois par an, pour chaque consommateur final, une facture de régularisation.

Cette facture est établie au plus tard dans les soixante jours suivant la date maximale de transmission au fournisseur d'énergie thermique des données issues du relevé des compteurs.

En cas de régularisation en faveur du consommateur final, le remboursement du trop-perçu est effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de régularisation.

§ 4. Dès lors qu'il est mis fin au contrat de fourniture par l'une ou l'autre des parties, une facture de clôture est établie par le fournisseur d'énergie thermique dans les six semaines après que ce changement a eu lieu. En cas de régularisation en faveur du consommateur final, le remboursement du trop-perçu est effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

Dans le cas où une garantie bancaire ou une autre sûreté a été constituée par le consommateur final en début de contrat et si l'intégralité des consommations a été payée par le consommateur final au moment de la clôture de son contrat, la garantie est libérée dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

Art. 72. Les sites internet des fournisseurs d'énergie thermique destinés aux particuliers contiennent au minimum : les coordonnées de contact d'associations de défense des consommateurs finals, de Centres Publics d'Action Sociale, de l'Administration ou d'organismes similaires auxquels s'adresser pour obtenir des informations sur les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique qui existent, sur les profils comparatifs d'utilisateurs finals et sur les spécifications techniques objectives d'équipements consommateurs d'énergie.

Art. 73. Les fournisseurs d'énergie thermique mettent en place un point de contact téléphonique et une adresse électronique accessibles uniquement aux centres publics d'action sociale et au guichet unique chargé de fournir aux clients l'ensemble des informations nécessaires concernant leurs droits, le droit applicable et les mécanismes de règlement des litiges à leur disposition en cas de litige relatif à leur consommation énergétique dans le cadre de leurs missions, tel que prévu par l'article 47quinquies du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 74. Le fournisseur envoie annuellement au consommateur final, un bilan récapitulatif de sa consommation d'énergie thermique. Celui-ci mentionne obligatoirement :

1° les consommations, la période sur lesquelles elles portent ainsi que le prix moyen global du kWhth, toutes taxes, redevances, surcharges et cotisations comprises, consommé au cours de la période de douze mois précédant le relevé, ainsi qu'au cours des deux périodes de douze mois antérieures, dans la mesure où le consommateur final était effectivement fourni par ce fournisseur ;

2° pour les consommateurs résidentiels, la consommation moyenne de consommateurs types, similaire à celle du consommateur final et présentée sous forme graphique avec mention de la position de ce dernier par rapport à cette consommation moyenne.

Le bilan récapitulatif mentionne les redevances, surcharges et cotisations perçues par les pouvoirs publics, hors T.V.A., en les répartissant sur une base fédérale ou régionale, en indiquant leur libellé légal.

Art. 75. Le consommateur final peut demander au fournisseur d'énergie thermique de recevoir les informations relatives à sa facturation ainsi que ses factures par voie électronique.

CHAPITRE 7. — Mesures sociales

Art. 76. § 1^{er}. L'opérateur de réseau d'énergie thermique avec vente et le fournisseur d'énergie thermique mettent en place des mesures sociales à destination des consommateurs résidentiels selon la procédure décrite au paragraphe 2 et qui répondent aux conditions minimales suivantes :

1° en cas de facture impayée, proposer un plan de paiement raisonnable qui tienne compte de la situation financière du consommateur final, ainsi que du montant de la dette à apurer et de la période concernée ;

2° plafonner les éventuels frais de recouvrement pour impayés à 7,5 euros pour un courrier de rappel et à 15 euros pour une lettre de mise en demeure ;

3° interdire les coupures de fourniture d'énergie thermique sans autorisation d'un juge de paix.

Les frais totaux réclamés pour l'envoi des courriers de rappel et de mise en demeure ou de défaut de paiement ne peuvent pas excéder 55 euros par an.

Dans tous les cas, aucun frais ne peut être réclamé pour un plan de paiement raisonnable tel que repris à l'alinéa 1^{er}, 1°.

§ 2. Lorsque le consommateur final n'a pas acquitté le montant de sa facture à l'échéance prévue, le fournisseur envoie une lettre de rappel comprenant au moins les mentions

suivantes :

1° la nouvelle date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à dix jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement ;

2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes ;

3° la procédure suivie si le consommateur final n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question ; cette procédure prévoit, sauf refus explicite du consommateur final, la communication de son nom au centre public d'action sociale.

§ 3. La lettre de rappel type visée au paragraphe 2 est soumise à l'approbation de la l'Administration qui dispose de trente jours ouvrables pour se prononcer.

§ 4. Le fournisseur adresse une mise en demeure au consommateur final, par recommandé, lorsque, à l'échéance fixée dans la lettre de rappel visée au paragraphe 2, le consommateur final n'a pas, soit :

1° acquitté le montant de la facture ;

2° conclu un plan de paiement avec le service compétent du fournisseur ;

3° informé le fournisseur, sur base d'une attestation du centre public d'action sociale ou du service de médiation de dettes agréé, des négociations entreprises pour conclure un plan de paiement.

Ce courrier précise qu'à défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le consommateur final sera considéré comme en défaut de paiement et qu'une procédure de demande de suspension de la fourniture sera déposée devant le juge de paix par le biais d'une procédure de requête.

L'imposition du placement d'un compteur avec la fonction de prépaiement ne peut être effectué sans l'autorisation du juge de paix.

§ 5. L'opérateur de réseau peut mettre en place des mesures sociales complémentaires aux mesures reprises aux paragraphes 1^{er}, 2 et 3. Le cas échéant, les mesures sociales complémentaires mises en place par l'opérateur de réseau ou le fournisseur d'énergie thermique sont communes à tout le réseau.

Lorsque l'opérateur de réseau met en place des mesures sociales complémentaires, il s'assure que le traitement des données à caractère personnel des consommateurs se fait conformément à l'article 11 du décret du 15 octobre 2020.

Art. 77. Aucune interruption de fourniture d'énergie thermique ne peut intervenir à l'encontre d'un consommateur final en défaut de paiement pendant la période hivernale, s'étendant entre le 1^{er} novembre et le 31 mars, dans tout logement occupé au titre de résidence principale.

L'énergie thermique consommée au cours de cette période reste à charge du consommateur final.

CHAPITRE 8. — *Garanties d'origine**Section 1. — Agrément des organismes de contrôle*

Art. 78. Pour être agréé, un organisme de contrôle satisfait aux conditions suivantes :

1° disposer de la personnalité juridique et être indépendant des producteurs, intermédiaires et fournisseurs d'énergie thermique ;

2° satisfaire aux critères de la norme NBN EN ISO/IEC 17020 : 2012 pour les activités prévues par le présent arrêté, conformément au système d'accréditation mis en place en exécution de la loi du 20 juillet 1990 concernant l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, ainsi que des laboratoires d'essais ou par un système d'accréditation équivalent établi dans un Etat membre de l'Espace économique européen ;

3° satisfaire aux critères d'indépendance de type A ou C tels que définis dans les critères généraux BELAC pour la mise en œuvre de la norme NBN EN ISO/IEC 17020 : 2012 ;

4° s'engager à transmettre, par envoi à l'Administration les rapports réalisés suite aux visites des unités de production d'énergie thermique ou de cogénération à partir de sources d'énergie renouvelables relatives au certificat de garantie d'origine.

Art. 79. La demande d'agrément est adressée, par envoi recommandé, au Ministre, accompagnée des documents attestant que les conditions de l'article 78 sont remplies. Le Ministre sollicite l'avis de l'Administration et accorde ou refuse l'agrément dans un délai de quinze jours après l'avis de l'Administration.

L'agrément est délivré pour une période de trois ans renouvelables. Pendant cette période, l'organisme de contrôle peut, à tout moment, être contrôlé sur initiative de l'Administration aux fins de vérifier le respect des conditions d'agrément.

Art. 80. Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre :

1° lorsque l'organisme de contrôle ne satisfait plus aux conditions d'agrément fixées à l'article 78 ;

2° lorsque des erreurs répétées sont constatées dans l'exercice de ses missions.

Lorsque le Ministre constate qu'un organisme de contrôle se trouve dans une des situations visées à l'alinéa 1^{er}, il en informe l'organisme. Celui-ci peut faire valoir ses justifications dans un délai d'un mois à dater du jour où il a été informé par le Ministre.

Si aucune justification convaincante n'est reçue dans le délai, le Ministre notifie sa décision de retrait d'agrément à l'organisme de contrôle.

Section 2. — Certification des sites de production d'énergie thermique

Art. 81. Tout producteur peut, sur base volontaire, introduire une demande de certificat de garantie d'origine.

Art. 82. Toute demande de certificat de garantie d'origine est adressée par envoi à un organisme de contrôle agréé conformément à la section 1. La demande est introduite par le propriétaire de l'installation de production utilisant une source d'énergie renouvelable ou fatale ou par une partie désignée à cette fin par lui, ci-après dénommée le demandeur.

Art. 83. § 1^{er}. Les organismes de contrôle sont chargés de délivrer le certificat de garantie d'origine et d'exercer un contrôle périodique, au minimum annuellement, sur la conformité des données du certificat de garantie d'origine.

Les organismes de contrôle rédigent un rapport de contrôle pour chaque contrôle périodique effectué.

§ 2. Le certificat de garantie d'origine mentionne :

1° la source d'énergie à l'origine de la production ;

2° les quantités estimées d'énergie qui seront produites et valorisées à l'année n+1 ;

3° les dates et lieu de production ;

4° le nom, l'emplacement, le type et la capacité de l'installation dans laquelle l'énergie a été produite ;

5° la liste des compteurs d'énergie utilisés pour la facturation de l'énergie thermique injectée, avec leurs numéros de série, photos, localisations et relevés d'index lors de la visite de contrôle ;

6° la date de mise en service de l'installation ;

7° le cas échéant, le type, le montant et la période de validité de l'aide à l'investissement dont le site de production ou l'unité de production thermique a éventuellement bénéficié ;

8° la date et le pays d'émission.

§ 3. Les installations alimentées en combustible renouvelable doivent transmettre à l'organisme de contrôle les preuves de fournitures des combustibles annuellement et de leur caractère renouvelable.

Art. 84. En cas de modification des instruments de mesures ou de tout élément repris dans le certificat de garantie d'origine, le titulaire de ce certificat en informe, par envoi, dans les quinze jours de la modification, un organisme de contrôle. Le cas échéant, ce dernier adapte ou retire le certificat de garantie d'origine.

À tout moment, l'Administration peut procéder au contrôle ou requérir d'un organisme de contrôle qu'il procède à un contrôle et examine si les éléments repris dans le certificat de garantie d'origine correspondent à la réalité. Dans le cas contraire, le certificat de garantie d'origine est adapté ou retiré.

L'organisme de contrôle notifie à l'Administration toute modification ou retrait du certificat de garantie d'origine endéans les dix jours suivant le contrôle.

Art. 85. L'octroi de toute aide publique pour les équipements de production d'énergie thermique renouvelable ou de valorisation d'énergie fatale en Région wallonne est conditionné à la disponibilité d'un certificat de garantie d'origine.

Le certificat de garantie d'origine doit être valable pendant toute la durée de l'aide publique visée à l'alinéa 1^{er}.

Section 3. — *Labels de garantie d'origine d'énergie thermique renouvelable*

Sous-section 1. — Conditions préalables à l'octroi de labels de garantie d'origine

Art. 86. Avant de demander l'octroi de labels de garantie d'origine, le site de production d'énergie thermique renouvelable ou de valorisation d'énergie thermique fatale doit avoir obtenu un certificat de garantie d'origine délivré par un organisme agréé conformément aux dispositions de la section 2.

Sous-section 2. — Procédure d'octroi des labels de garantie d'origine

Art. 87. Un dossier de demande d'octroi de labels de garantie d'origine est adressé à l'Administration selon les modalités et au moyen d'un formulaire déterminés par le Ministre.

Toute modification des données reprises sur le formulaire visé à l'alinéa précédent est transmise endéans les quinze jours.

Art. 88. Le dossier de demande comprend les documents suivants :

- 1° un formulaire de demande correct et dûment rempli, visé à l'article 87 ;
- 2° les documents à l'appui de la demande et mentionnés dans le formulaire de demande ;
- 3° les coordonnées de la personne physique ou morale à laquelle les labels de garantie d'origine sont accordés ;
- 4° un rapport de contrôle conforme à l'article 83.

Art. 89. L'Administration vérifie si la demande est correcte et complète. Si elle constate que la demande est incomplète, elle en informe le demandeur dans un délai de trente jours ouvrables à dater de la réception de la demande. Elle précise en quoi le formulaire est incomplet et invite le demandeur à compléter sa demande dans les quinze jours, à compter de la réception de la demande de complétude, à peine de déchéance de sa demande.

Pour les formulaires reçus pendant les périodes allant du 15 décembre au 15 janvier et du 1^{er} juillet au 31 août, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé d'un mois.

A défaut de décision prise à l'expiration de ce délai, le demandeur peut adresser un rappel par envoi recommandé à l'Administration. L'Administration notifie sa décision dans les trente jours ouvrables suivant la réception du rappel.

Art. 90. Dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande complète, l'Administration vérifie si le demandeur répond aux conditions d'octroi des labels de garantie d'origine et lui notifie sa décision. L'Administration entend le demandeur qui en fait la demande.

Pour les formulaires reçus pendant les périodes allant du 15 décembre au 15 janvier et du 1^{er} juillet au 31 août, le délai visé à l'alinéa 1^{er} est prolongé d'un mois.

A défaut de décision prise à l'expiration de ce délai, le demandeur peut adresser un rappel par envoi recommandé à l'Administration. L'Administration notifie sa décision dans les trente jours ouvrables suivant la réception du rappel.

Art. 91. Après acceptation de la demande et sur base des données de comptage du site de production, l'Administration attribue, trimestriellement sous forme immatérielle, au site de production ayant bénéficié d'un certificat de garantie d'origine, un titre attribuant les labels de garantie d'origine à raison d'un label de garantie d'origine par MWh thermique valorisé efficacement et produit à partir de sources d'énergie renouvelables ou d'énergie thermique fatale.

L'énergie thermique fatale peut être utilisée soit directement pour un autre processus si le niveau de température fourni le permet, soit être portée à un niveau approprié à l'aide d'un équipement technique adéquat.

Art. 92. Pour chaque installation dont la demande a été approuvée, l'Administration calcule la production et la valorisation trimestrielle d'énergie thermique à partir d'énergie thermique renouvelable ou fatale, sur la base de la méthode de calcul établie conformément à la méthodologie définie par le Ministre et des rapports et mesurages qui lui sont fournis à cet effet pour la production des mois en question.

L'Administration informe le demandeur du résultat des calculs et de tous les éléments des calculs trimestriels visés à l'alinéa 1^{er}. Le résultat de ce calcul est arrondi à un MWh inférieur. L'Administration garde le résidu et l'inclut dans les calculs du trimestre suivant.

L'Administration fournit des informations claires sur la procédure à suivre pour demander l'octroi de garanties d'origine et sur les principes de calcul sur la base desquels le nombre de labels de garanties d'origine à octroyer est calculé.

Art. 93. Les labels de garantie d'origine ont une durée de validité commençant à la date de la fin de la période de production concernée et s'achevant douze mois après le dernier jour du mois de la fin de la période de production de la quantité d'énergie correspondante. Par dérogation, les garanties d'origine émises plus de six mois après la fin de la période de production, pour une cause ne résultant pas de la responsabilité du producteur, ont une durée de validité de six mois, calculée à partir du dernier jour du mois de leur émission.

Une fois sa durée de validité expirée, le label de garantie d'origine est supprimé.

Sous-section 3. — Conditions d'octroi

Art. 94. § 1^{er}. Les garanties d'origine sont accordées uniquement si un rapport de contrôle valide de l'installation de production est présenté à l'Administration.

§ 2. Le rapport de contrôle est établi par un organisme de contrôle indépendant agréé dans le domaine de l'activité concernée, tel que visé à la section 1 du présent chapitre. Le rapport de contrôle contient les éléments suivants :

- 1° l'énergie produite par l'installation de production en question à partir de sources d'énergie renouvelable ou fatale et les sources d'énergie utilisées ;
- 2° les mesures de l'énergie produite et la configuration des points de mesures permettant de déterminer la quantité nette d'énergie thermique produite à partir de l'énergie renouvelable ou fatale ;
- 3° tous les éléments requis dans le certificat de garantie d'origine repris à l'article 83, §2.

Art. 95. Aucun label de garantie d'origine n'est octroyé pour de l'énergie thermique qui n'est pas valorisée.

Sous-section 4. — Contrôle

Art. 96. § 1^{er}. L'Administration peut, à tout moment, contrôler une installation de production dont la demande d'octroi de labels de garantie d'origine est reçue ou approuvée, pour vérifier si l'énergie thermique est produite à partir des sources renouvelables ou d'énergie fatale valorisée et si les mesures de l'énergie produite sont conformes à la réalité.

§ 2. Lorsque l'Administration constate que les conditions d'octroi des labels de garantie d'origine, visées à la sous-section 3, ne sont plus remplies ou que les informations transmises sont erronées, elle en informe, par envoi, le producteur concerné.

L'Administration entend le demandeur qui en fait la demande.

Le cas échéant, l'Administration suspend l'octroi des labels de garantie d'origine.

Si l'Administration dispose d'arguments fondés pour estimer que l'énergie produite par l'installation de production n'est pas ou plus produite à partir d'une source renouvelable, elle en informe le producteur. Celui-ci dispose d'un délai d'un mois pour faire part de ses explications. Si celles-ci ne sont pas convaincantes, l'Administration peut modifier ou révoquer la décision visée à l'alinéa 3 avec ou sans effet rétroactif au moment où le droit à l'octroi de labels de garantie d'origine devait cesser. L'Administration informe le producteur d'énergie thermique de sa décision.

Sous-section 5. — Gestion

Art. 97. Les renseignements fournis par les labels de garantie d'origine octroyés sont conservés et administrés par l'Administration dans une banque de données.

Art. 98. § 1^{er}. L'authenticité des labels de garantie d'origine est garantie par l'enregistrement dans une banque de données centralisée visée à l'article 97.

La banque de données reprend les données suivantes :

- 1° la source d'énergie à l'origine de la production ;
- 2° les quantités estimées d'énergie qui seront produites et valorisées l'année n+1 ;
- 3° les dates et lieu de production ;
- 4° le nom, l'emplacement, le type et la capacité de l'installation dans laquelle l'énergie a été produite ;
- 5° la date de mise en service de l'installation ;
- 6° le cas échéant, le type, le montant et la période de validité de l'aide à l'investissement dont le site de production ou l'unité de production thermique a éventuellement bénéficié ;
- 7° la date et le pays d'émission ;
- 8° les données de production trimestrielle.

§ 2. La banque de données reprend le registre des producteurs, fournisseurs, intermédiaires et opérateurs de réseau d'énergie thermique intervenant sur le marché des labels de garantie d'origine.

Art. 99. § 1^{er}. L'Administration met en place des mécanismes appropriés pour garantir que les labels de garantie d'origine dans la banque de données visée à l'article 98 peuvent être négociés, exportés et déposés par voie électronique et que les labels de garantie d'origine qui y sont enregistrés sont exacts, fiables et protégés contre la fraude.

§ 2. L'Administration surveille l'octroi, la négociation, l'importation et l'exportation, le dépôt, l'expiration et l'annulation des labels de garantie d'origine en Région wallonne.

§ 3. L'Administration peut uniquement déléguer la gestion de la banque de données à un organisme indépendant des producteurs, fournisseurs, intermédiaires et opérateurs de réseaux d'énergie thermique.

Art. 100. § 1^{er}. Les labels de garantie d'origine sont librement négociables, à l'exception des labels de garantie d'origine qui :

- 1° ont été annulés ;
- 2° sont expirés ;
- 3° sont accordés pour l'énergie thermique consommée au sein du site de production ;
- 4° sont accordées pour de l'énergie thermique consommée au sein du réseau d'énergie thermique auquel est raccordée l'unité de production thermique qui a permis la production d'énergie thermique qui fait l'objet du label de garantie d'origine.

Le vendeur enregistre la vente d'un label de garantie d'origine dans la base de données centrale. Il indique les labels de garantie d'origine négociés, l'acheteur et le prix de vente.

§ 2. Après l'enregistrement de la vente, les labels de garantie d'origine concernés sont transférés du portefeuille du vendeur au portefeuille de l'acheteur.

Le label de garantie d'origine n'est plus transmissible lorsque son délai de validité a expiré ou lorsqu'il a été annulé. Dans cette hypothèse, le label de garantie d'origine est déplacé vers le registre des labels de garantie d'origine annulés.

Art. 101. § 1^{er}. Les labels de garantie d'origine sont annulés trimestriellement par l'Administration et au plus tard le 31 mars de chaque année, pour permettre la vérification de l'énergie thermique fournie à des consommateurs finaux en Région wallonne.

§ 2. Pour chaque produit qu'ils commercialisent en Région wallonne, les fournisseurs d'énergie thermique déclarent à l'Administration, selon les modalités qu'elle détermine, les quotes-parts d'énergie thermique provenant de sources d'énergie renouvelables, fatale ou de cogénération.

§ 3. L'Administration vérifie le caractère renouvelable ou fatal de l'énergie thermique vendue à des consommateurs finaux en Région wallonne et approuve le mix de combustibles présenté par le fournisseur sur la base de la méthode définie par le Ministre.

§ 4. Les fournisseurs d'énergie thermique transmettent trimestriellement à l'opérateur de réseau, la liste de leurs consommateurs finaux qui sont raccordés à leur réseau et auxquels ils fournissent de l'énergie thermique provenant de sources d'énergie renouvelables, fatale ou de cogénération, en indiquant, par client final, la part de pareille énergie thermique par rapport à la quantité totale d'énergie thermique qu'ils lui fournissent.

§ 5. Les opérateurs de réseau communiquent trimestriellement à l'Administration et au fournisseur concerné les données de consommation des consommateurs finaux réparties selon la quote-part d'énergie thermique provenant de sources d'énergie renouvelables, fatale ou de cogénération dans la fourniture totale d'énergie thermique à ces consommateurs finaux.

§ 6. Sur la base des données visées au paragraphe précédent, l'Administration vérifie trimestriellement si les fournisseurs ont restitué un nombre suffisant de labels de garantie d'origine, afin de garantir le caractère renouvelable, fatale ou de cogénération de l'énergie thermique fournie à leurs consommateurs finaux.

L'Administration publie sur son site internet les résultats de ces vérifications.

§ 7. L'Administration établit un rapport annuel d'évaluation du mix de combustibles de chaque fournisseur au niveau de l'ensemble de ses fournitures d'énergie thermique et au niveau de chaque produit commercialisé par le fournisseur.

Art. 102. § 1^{er}. Seuls les labels de garantie d'origine relatifs à l'énergie thermique renouvelable ou fatale, octroyés par l'Etat belge, par les autres Régions de l'Etat belge, par les autres Etats membres de l'Union européenne ou par d'autres pays, avec lesquels l'Union européenne a conclu un accord en vue de la reconnaissance mutuelle des garanties d'origine selon des modalités similaires au présent chapitre, sont reconnues par l'Administration.

L'Administration ne peut pas refuser de reconnaître un label de garantie d'origine octroyés par l'Etat belge, par les autres Régions de l'Etat belge, par les autres Etats membres de l'Union européenne ou par d'autres pays sauf lorsqu'elle a des doutes fondés quant à son exactitude, sa fiabilité ou sa véracité.

§ 2. Le Ministre précise et publie les conditions et les modalités de la reconnaissance, ainsi que le format, le moyen, y compris électronique, et la procédure par laquelle ces garanties d'origine peuvent être importées de l'Etat belge, d'une autre Région de l'Etat belge, d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre pays avec lequel l'Union européenne a conclu un accord en vue de la reconnaissance mutuelle des labels de garanties d'origine.

Art. 103. L'Administration établit un rapport annuel spécifique relatif à l'évolution du marché des labels de garantie d'origine. Ce rapport mentionne notamment le nombre de labels de garantie d'origine octroyés par source d'énergie renouvelable au cours de l'année envisagée, les labels de garantie d'origine transmis à l'Administration et le prix moyen des labels de garantie d'origine. Ce rapport est transmis au Gouvernement.

CHAPITRE 9. — *Communautés d'énergie thermique renouvelable et réseaux d'énergie thermique*

Art. 104. Les participants à une communauté d'énergie renouvelable conservent leurs droits et obligations découlant de leur qualité de consommateur final et, le cas échéant, sont traités de manière non-discriminatoire par rapport aux autres utilisateurs du réseau.

Art. 105. Au sens des matières réglées par le décret du 15 octobre 2020, une communauté d'énergie renouvelable a le droit d'exercer les activités suivantes :

- 1° produire de l'énergie thermique renouvelable ;
- 2° fournir de l'énergie thermique renouvelable ;
- 3° autoconsommer l'énergie thermique renouvelable produite par sa ou ses installations, le cas échéant après stockage, sur le lieu d'implantation de sa ou de ses installations de production ;
- 4° partager entre ses participants l'énergie thermique renouvelable produite, soit par les installations dont elle est propriétaire, soit par les installations sur lesquelles elle dispose d'un droit de jouissance susceptible de lui conférer le statut de producteur, soit par les installations en autoproduction détenues par ses membres ;
- 5° pratiquer l'agrégation ;
- 6° participer à des services de flexibilité ;
- 7° stocker tout ou une partie de l'énergie thermique renouvelable issue du réseau d'énergie thermique ou qu'elle a elle-même produite ;
- 8° fournir des services liés à l'efficacité énergétique ou d'autres services énergétiques ;
- 9° vendre l'énergie thermique renouvelable qu'elle produit, non autoconsommée et non partagée conformément au 4°.

Lorsqu'elle vend de l'énergie thermique à des consommateurs tiers, la communauté d'énergie thermique est soumise à l'ensemble des règles du présent arrêté qui concernent les fournisseurs d'énergie thermique.

Art. 106. § 1^{er}. Le cas échéant, le réseau d'énergie thermique utilisé par la communauté d'énergie renouvelable peut être détenu par un tiers ou géré par un tiers en ce qui concerne l'installation, les relevés et l'entretien.

§ 2. La communauté d'énergie peut déléguer la gestion de ses activités ainsi que de ses installations de production et de stockage.

Art. 107. La communauté d'énergie renouvelable détermine dans ses statuts les règles relatives à la représentation de ses participants. La communauté d'énergie renouvelable est l'interlocuteur unique du ou des opérateurs de réseaux d'énergie thermique et assume la responsabilité de la gestion de ses activités.

Les statuts de la communauté d'énergie renouvelable contiennent au minimum les éléments suivants :

- 1° les dispositions relatives au contrôle effectif de la communauté d'énergie renouvelable par ses participants comprenant notamment des règles relatives aux conflits d'intérêts et la façon dont sera évalué le critère de proximité permettant d'établir quels membres et actionnaires détiennent le contrôle effectif de la communauté ;
- 2° les dispositions garantissant l'autonomie et l'indépendance de la communauté d'énergie vis-à-vis de chaque participant et des autres acteurs du marché qui participent à la communauté d'énergie renouvelable ou coopèrent avec celle-ci sous d'autres formes ;
- 3° les objectifs poursuivis en termes d'avantages environnementaux, économiques ou sociaux ;

4° la destination et la répartition des éventuels revenus générés par les activités de la communauté d'énergie avec pour objectif principal de procurer des avantages environnementaux, sociaux ou économiques aux membres et actionnaires ou aux territoires locaux où la communauté d'énergie exerce ses activités ;

5° les conditions de participation et de retrait à la communauté d'énergie ainsi que les conditions de cession et de transmission des parts et apports des actionnaires ;

6° les dispositions relatives à la durée de vie ainsi qu'à la dissolution de la communauté d'énergie.

Le Ministre peut compléter ou préciser les dispositions minimales des statuts des communautés d'énergie renouvelable. Il peut faire varier ces règles en fonction, notamment, du type de communauté concerné, de la qualité des participants ou de la forme juridique revêtue par ladite communauté.

Art. 108. §1^{er}. Les participants à une communauté d'énergie renouvelable concluent chacun une convention avec la communauté d'énergie renouvelable portant sur leurs droits et obligations et contenant notamment les éléments suivants :

1° les règles et responsabilités applicables en matière de respect de la vie privée et de protection des données à caractère personnel ;

2° la délimitation du périmètre géographique au regard du critère de proximité visé à l'article 2, 11°, a), du décret du 15 octobre 2020 ;

3° en cas de partage d'énergie thermique au sein de la communauté :

a) les droits et obligations relatives aux règles de partage, dont la clé de répartition applicable à l'énergie thermique partagée et, le cas échéant, de facturation de l'énergie thermique partagée ;

b) la procédure applicable en cas de défaut de paiement relatif aux quantités d'énergie thermique partagée comprenant au minimum l'envoi d'un rappel et d'une mise en demeure ;

4° les modalités d'exercice de la ou des différentes activités concernées par la convention ;

5° la procédure de transmission de données entre les participants et les modalités en cas de dysfonctionnement ;

6° les modalités de mise à jour de la convention.

Le Ministre peut compléter ou préciser le contenu minimal de la convention visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Ministre peut fixer des règles spécifiques relatives à la gouvernance, en ce compris l'autonomie, afin de respecter le contrôle des objectifs visés à l'article 2, 11°, c), du décret du 15 octobre 2020, ainsi qu'au processus décisionnel des communautés d'énergie afin, notamment, de favoriser la participation citoyenne et d'éviter les conflits d'intérêts.

Art. 109. L'Administration réalise, à chaque mise à jour du Plan wallon Energie Climat une étude relative au développement et au fonctionnement des communautés d'énergie renouvelable, y compris les éventuels obstacles et restrictions injustifiés à leur développement.

CHAPITRE 10. — *Planification et études préalables au développement d'un réseau d'énergie thermique*

Art. 110. § 1^{er}. Les pouvoirs publics locaux réalisent ou font réaliser une étude d'opportunité, sur base de la méthodologie précisée par le Ministre, sur les possibilités de déploiement d'un réseau d'énergie thermique alimenté par de l'énergie fatale ou des sources d'énergie renouvelables, dans chacun des cas suivants :

1° lors de la conception des différents plans relatifs à l'énergie et à la décarbonation, établis par les communes ;

2° lorsque de l'énergie thermique fatale est disponible sur le territoire, d'une quantité équivalente à la puissance thermique minimale nécessaire pour catégoriser un réseau de catégorie « collectif » au sens de l'annexe 4.

Le Ministre peut préciser les modalités d'application de l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Les pouvoirs publics locaux réalisent une mise à jour de l'étude d'opportunité visée au paragraphe 1^{er} tous les quatre ans. La première échéance pour la réalisation de l'étude visée au paragraphe 1^{er} est le 31 mars 2024.

L'étude d'opportunité visée au paragraphe 1^{er} est publiée par les pouvoirs publics locaux et transmise à l'Administration.

Art. 111. § 1^{er}. Les porteurs de projet réalisent ou font réaliser, quand il y a une puissance installée équivalente à un réseau collectif, une étude d'opportunité, sur base de la méthodologie précisée par le Ministre, sur les possibilités de déploiement d'un réseau d'énergie thermique alimenté par de l'énergie fatale ou des sources d'énergie renouvelables :

1° lors de la construction ou la rénovation substantielle et simultanée de plusieurs bâtiments publics ou collectifs ;

2° lors de la planification de nouveaux lotissements et parcs d'activités économiques ;

3° lors des projets de rénovation par quartiers ou rénovations de logements publics ;

4° lors des travaux de voiries soumis à coordination ;

5° avant d'envisager toute extension éventuelle du réseau de gaz.

Si l'étude visée à l'alinéa 1^{er} démontre une rentabilité inférieure à cinq ans, une chaufferie collective sera installée.

§ 2. Les porteurs de projet joignent l'étude visée au paragraphe 1^{er} à leur demande de permis.

Si un porteur de projet ne réalise pas l'étude visée au paragraphe 1^{er}, aucun subside ne sera octroyé pour son projet.

Art. 112. Le Ministre peut octroyer une subvention en vue de la réalisation des études d'opportunité prévues aux articles 110 et 111 et des formalités de constitution d'une communauté d'énergie renouvelable, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

CHAPITRE 11. — *Sanctions*

Art. 113. § 1^{er}. Préalablement à la fixation d'une amende administrative telle que visée à l'article 24 du décret du 15 octobre 2020, l'Administration informe la personne concernée par envoi recommandé avec accusé de réception et l'invite à lui transmettre un mémoire contenant ses moyens de défense.

L'envoi visé à l'alinéa 1^{er} contient les éléments repris à l'annexe 3. Le mémoire visé à l'alinéa 1^{er} est envoyé à l'Administration par recommandé, dans les vingt jours qui suivent la réception de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'audition se déroule au plus tôt vingt-cinq jours après l'envoi visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 3. La personne concernée peut s'y faire assister par un avocat ou par la personne de son choix. L'Administration dresse un procès-verbal de l'audition et invite la personne concernée à le signer, le cas échéant après qu'elle y a consigné ses observations.

§ 3. L'Administration fixe le montant de l'amende administrative. L'Administration en informe la personne concernée dans les dix jours de l'audition ou, à défaut d'audition, dans les trente jours suivant l'envoi visé au paragraphe 1^{er}, par envoi recommandé avec accusé de réception. Passé ce délai, elle est réputée renoncer définitivement à toute amende fondée sur les faits mis à charge de la personne concernée, sauf élément nouveau.

La personne concernée peut introduire auprès du Ministre un recours contre l'amende administrative. La personne concernée envoie un recommandé au Ministre dans les vingt jours suivant la réception de l'envoi visé à l'alinéa 1^{er}. Le Ministre dispose de 60 jours pour remettre sa décision.

Art. 114. Aucune amende administrative ne peut être infligée à une personne qui a fait l'objet, pour les mêmes faits, de poursuites pénales ayant abouti, indistinctement, à une déclaration de culpabilité, un non-lieu ou un acquittement.

Aucune amende administrative ne peut être infligée à une personne qui a déjà, pour les mêmes faits, payé une amende.

Art. 115. La décision de l'Administration d'infliger une amende administrative peut faire l'objet d'un recours auprès du Ministre dans les trente jours de la notification de la décision.

Le recours auprès du Ministre est suspensif.

Art. 116. § 1^{er}. La liste des agents chargés du contrôle est arrêtée par le Ministre. Le Ministre établit un document attestant la qualité d'agent constatateur. Les seuls agents à pouvoir bénéficier de la qualité d'agent constatateur sont les agents de l'Administration.

§ 2. Les agents constatateurs ne peuvent pas remplir la fonction d'agents chargés de délivrer les contraintes, et de les déclarer exécutoires.

Art. 117. Le non-respect du présent arrêté est constaté par un agent constatateur, tel que visé à l'article REF article117 \h * MERGEFORMAT 116. Ce constat entraîne la non-éligibilité, pour l'entité responsable du non-respect, à tout subside, subvention ou soutien économique délivré par la Wallonie en relation avec le réseau d'énergie thermique concerné.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, le non-respect de l'article 37 est sanctionné par une amende administrative de 1000 euros par mois de retard durant les douze premiers mois d'infraction.

Dans le cas où le non-respect persiste après ces douze mois, l'alinéa 1^{er} s'applique.

CHAPITRE 12. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 118. Les réseaux d'énergie thermique et les installations existants au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté se conforment aux dispositions du présent arrêté au plus tard un an après son entrée en vigueur.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, les réseaux d'énergie thermique et les installations existants au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté disposent d'une période de trois ans pour se conformer aux dispositions du chapitre 3, à l'exception de l'article 5 qui est d'application dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Les frais supplémentaires résultant de cette mise en conformité peuvent être répercutés sur les utilisateurs concernés.

Le Ministre peut octroyer une subvention aux opérateurs et fournisseurs de réseau d'énergie thermique en vue de la mise en conformité prévues aux alinéas 1 et 2 dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

Par exception à l'alinéa 1^{er}, les dispositions de la section 2 du chapitre 5 doivent être respectées dès l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 119. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Annexe 1. Dispositions complémentaires relatives aux compteurs

Section 1 - Généralités

§ 1^{er}. Pour les générateurs bicom bustibles alimentés par un combustible liquide et un combustible gazeux, si un des combustibles est utilisé uniquement en cas de panne de l'alimentation du combustible utilisé en mode normal, la quantité de combustible utilisée en cas de panne n'est pas comptabilisée.

La puissance du ou des générateurs utilisés uniquement en cas de panne du ou des générateurs utilisés en mode normal n'est pas prise en compte dans le calcul de la somme des puissances nominales utiles des générateurs.

§ 2. Si deux systèmes de chauffage ou de refroidissement sont reliés entre eux par des conduites d'eau de chauffage ou de refroidissement sur lesquelles se trouvent des vannes manuelles utilisées uniquement en cas de panne d'un des deux systèmes, ces deux systèmes sont considérés comme étant séparés et la somme des puissances nominales utiles des générateurs est calculée par système.

Les équipements tels que les générateurs, les vannes entre deux systèmes, l'alimentation en combustible, utilisés en cas de panne du mode normal, sont munis d'un dispositif qui implique une intervention manuelle.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, les systèmes propres à une Communauté d'Energie thermique renouvelables sont inclus au sein des systèmes propres au réseau d'énergie thermique.

§ 3. Un compteur de gaz installé par le gestionnaire de réseau en vue d'établir la facturation de l'énergie est considéré comme compteur de combustible :

1° pour les générateurs de chaleur installés et raccordés sur un même circuit de distribution et dont la puissance nominale utile totale est inférieure ou égale à 400 kW ;

2° pour les générateurs de chaleur installés et raccordés sur un même circuit de distribution et dont la puissance nominale utile totale est supérieure à 400 kW, si l'adduction du combustible alimente exclusivement les générateurs de chaleur au gaz desservant ce circuit de distribution.

Un tel compteur n'est pas tenu d'être lisible à distance au sens de l'article 2, 13° du présent arrêté.

Section 2 - Caractéristique minimale des compteurs

1) Compteurs de combustible liquide et gazeux

Les compteurs de volume et de masse de combustibles liquide et gazeux mesurent les quantités de combustible réellement consommées.

Les appareils suivants ne sont pas considérés comme des compteurs à combustibles :

1° les dispositifs qui mesurent la quantité de combustible stocké ;

2° les compteurs du nombre d'heures de fonctionnement d'un brûleur.

2) Compteurs d'énergie thermique

Les compteurs d'énergie thermique disposent d'une unité de comptage électronique qui effectue l'intégration du débit de fluide caloporteur mesuré et de la différence entre les températures de départ et de retour du circuit de distribution. Le compteur répond aux prescriptions de la classe 2 de la norme NBN EN 1434.

3) Compteurs d'énergie électrique

Les compteurs d'énergie électrique mesurent l'énergie active indiquée sous la forme d'un index numérique. Ils respectent les exigences suivantes :

1° répondre aux exigences des normes NBN EN 62053-11 et NBN EN 62053-21 ;

2° avoir une résolution minimale de 1 kWh ;

3° avoir au moins une classe de précision de classe 1.

Section 3 - Précisions relatives au comptage

1) Comptage de tête dans un bâtiment

Le compteur d'énergie thermique de tête d'un bâtiment ou site de consommation, raccordé à un réseau d'énergie thermique, est placé dans une zone accessible et hors gel.

Dans le cas du placement au point de livraison, le compteur est placé au plus proche de l'entrée des conduites de ce réseau dans le bâtiment ou site de consommation.

2) Comptage sur les unités de production thermique de plus de 50 kW

§ 1^{er}. La consommation d'énergie primaire des unités de production thermique raccordées à un circuit de distribution d'énergie thermique est établie de la manière suivante :

1° la consommation totale des combustibles de l'installation est établie :

A) à l'aide d'un ou de plusieurs compteurs de combustible pour les combustibles liquides ou gazeux ;

B) à l'aide d'un relevé des quantités livrées pour les combustibles solides ;

C) à l'aide d'un compteur adapté pour l'usage de tout autre vecteur énergétique.

2° la consommation électrique totale est établie de manière univoque à l'aide d'un ou de plusieurs compteurs électriques.

§ 2. L'énergie thermique totale transmise au circuit de distribution est établie de manière univoque à l'aide d'un ou de plusieurs compteurs d'énergie thermique.

§ 3. Pour les systèmes de refroidissement à condensation par eau raccordés à une tour de refroidissement ou à un aéro-refroidisseur, la consommation électrique totale de l'ensemble des tours de refroidissement et des aéro-refroidisseurs est établie de manière univoque à l'aide d'un ou de plusieurs compteurs électriques.

3) Comptage sur la production d'énergie thermique d'une installation de chauffe-eau solaire thermique supérieure à 10 m²

L'énergie calorifique totale fournie au circuit de distribution est établie de manière univoque à l'aide d'un ou de plusieurs compteurs d'énergie thermique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

Namur, le 7 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 2. Critères et méthode de détermination pour démontrer un éventuel dépassement du taux de pertes de distribution lors de l'analyse énergétique préalable à un nouveau raccordement

1) Seuils de taux de pertes

Le Tableau 01 renseigne les seuils de taux de pertes à considérer pour démontrer un dépassement du taux de pertes de distribution d'un nouveau raccordement, en fonction du type d'énergie thermique du réseau d'énergie thermique :

Type d'énergie thermique	Seuils de taux de perte
Energie thermique issue d'une source fossile	10 %
Energie thermique issue d'une source renouvelable	30 %
Energie thermique issue d'une source 'fatale'	50 %

Tableau 01 : Seuils de taux de pertes en fonction du type d'énergie thermique

2) Utilisation des seuils pour établir le critère de dépassement

Lorsque l'énergie thermique d'un réseau d'énergie thermique correspond uniquement à un seul type d'énergie thermique renseigné dans le Tableau 01, la valeur du critère pour juger du dépassement du taux de pertes lors d'un nouveau raccordement est égale à celle du seuil correspondant.

Lorsque l'énergie thermique d'un réseau d'énergie thermique correspond à plusieurs types d'énergie thermique décrits au Tableau 01, la valeur du critère pour juger du dépassement du taux de pertes lors d'un nouveau raccordement est déterminée selon la formule suivante :

$$\text{Eq. 1} \quad Val_{crit} = \frac{p_{foss} * S_{foss} + p_{ER} * S_{ER} + p_{fatale} * S_{fatale}}{100}$$

Où :

Val_{crit} Valeur du critère à considérer pour juger du dépassement du taux de pertes lors d'un nouveau raccordement, en % ;

p_{foss} Part de l'énergie thermique d'un réseau d'énergie thermique issue d'une source fossile, en % ;

S_{foss} Seuil du taux de pertes pour de l'énergie thermique issue d'une source fossile, tel que renseigné au Tableau 01, en % ;

p_{ER} Part de l'énergie thermique d'un réseau d'énergie thermique issue d'une source renouvelable, en % ;

S_{ER} Seuil du taux de pertes pour de l'énergie thermique issue d'une source renouvelable, tel que renseigné au Tableau 01, en % ;

p_{fatale} Part de l'énergie thermique d'un réseau d'énergie thermique issue d'une source 'fatale', en % ;

S_{fatale} Seuil du taux de pertes pour de l'énergie thermique issue d'une source 'fatale', tel que renseigné au Tableau 01, en %.

Les part d'énergie thermique, p_{foss} , p_{ER} et p_{fatale} , tiennent compte de la qualité et des quantités de l'énergie thermique, à la fois celle produite et directement injectée dans le réseau d'énergie thermique considéré et celle provenant d'un autre réseau d'énergie thermique.

3) Mode de détermination du taux de pertes liées à un nouveau raccordement

Le taux de pertes d'un nouveau raccordement sera déterminé par les formules suivantes :

$$\text{Eq. 2} \quad \%pertes = 1 - \frac{C_{raccordement}}{C_{raccordement} - P_{réseau}}$$

$$\text{Eq. 3} \quad P_{réseau} = \sum_i \lambda_i * m_i * \Delta T_i * h_i * 10^{-6}$$

Où :

%pertes Pertes d'énergie thermique due au nouveau raccordement, en % ;

$C_{\text{raccordement}}$ Consommation annuelle estimée ou mesurée du nouveau raccordement, en MWh/an ;

$P_{\text{réseau}}$ Energie thermique dissipée par an lors du passage du fluide caloporteur dans les conduites de liaison installées pour alimenter le nouveau raccordement, en MWh/an ;

λ_{da_i} Coefficient de perte thermique de l'ensemble « conduites + isolants » du segment i véhiculant le fluide caloporteur, dans les conditions standard d'exploitation définies par le fabricant de ces conduites, en W/m.K ;

m_i Longueur du segment i des conduites de liaison installées pour alimenter le nouveau raccordement, en m ;

ΔT_i Différence de température entre le fluide caloporteur qui circule dans le segment i et son environnement direct, en °C.

En cas de réseau avec modulation de température, la température moyenne annuelle est à considérer ;

h_i Nombre d'heures de fonctionnement par an du segment i , en heures.

En cas de régulation permettant d'arrêter l'alimentation du nouveau raccordement en cas d'absence de demande, le nombre d'heures d'alimentation du raccordement peut être utilisé . Il faut faire une sommation sur tous les segments i qui constituent le projet de nouveau raccordement.

Si la mise en œuvre du nouveau raccordement impacte les pertes thermiques de plusieurs tronçons du réseau d'énergie thermique, l'ensemble des nouvelles pertes sont sommées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

Namur, le 7 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 3. Eléments devant se trouver dans l'envoi visé à l'article 115

- 1° la mention de tout grief retenu ;
- 2° le montant de l'amende envisagée ;
- 3° les lieux, jours et heures pendant lesquels le dossier peut être consulté ;
- 4° la date fixée pour l'audition.
- 5° la reproduction intégrale de l'article 116

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

Namur, le 7 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

Annexe 4. Critères et méthode de détermination
de la catégorie de Réseaux d'énergie thermique

Différentes catégories de réseau sont à distinguer en fonction de leurs caractéristiques, dans le but de permettre une modularité des exigences et obligations.

Catégorie	Puissance nominale	Raccordements
De proximité	≤ 200 kW	≤ 25
Collectif	200 kW < X ≤ 1 MW	$25 < Y \leq 250$
Urbain	> 1 MW	>250

La catégorie du réseau est déterminée sur base de l'indicateur le plus élevé en puissance nominale ou en point de comptage. Si plusieurs catégories peuvent être appliquées, la catégorie de réseau la plus contraignante est appliquée.

Dans le cas du réseau collectif, il convient de vérifier que la longueur totale (aller et retour) des conduites hors volume protégé - défini dans la réglementation « PEB » - du réseau d'énergie thermique reliant exclusivement des utilisateurs résidentiels est supérieure à 200 mètres et ne présente pas un taux de perte supérieur à 10% de la production globalisée de la ou les chaufferie(s) centralisée(s) raccordée(s). Le calcul du taux de perte est réalisé conformément à l'annexe 2 et sera soumis à l'Administration pour validation. Dans le cas contraire, le réseau sera considéré comme relevant de la catégorie « de proximité ».

1° Puissance nominale : somme de la puissance maximale délivrable à chaque raccordement. Le Ministre peut préciser un indice de mixité incluant des facteurs de pondération de la puissance nominale si plusieurs utilisateurs aux profils de consommation significativement différents sont présents sur un même réseau d'énergie thermique.

2° Raccordements : somme des points de comptage liés à la fourniture et à la vente d'énergie thermique.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 2022 portant exécution du décret du 15 octobre 2020 relatif à l'organisation du marché de l'énergie thermique et aux réseaux d'énergie thermique.

Namur, le 7 juillet 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2022/33704]

7. JULI 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2020, Artikel 12 § 2;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze, Artikel 4 §§ 4 und 6 Absatz 2, 6, 8 Absatz 2, 9 § 5, 10 Absatz 2, 12, 13, 14, 16, 17 Absatz 2, 18, 21, 22 Absatz 2, 23, 24 Absatz 2 und 25;

Aufgrund des Berichts vom 24. August 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 12. April 2021 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 15. Mai 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 8. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme Nr. 117/2021 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 9. Mai 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.178/4;

In Erwägung der am 8. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

In Erwägung der am 6. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Wohnungswesen";

In Erwägung der am 9. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme von "Edora";

In Erwägung der am 22. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme der "Confédération Construction Wallonne";

In Erwägung der am 14. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme der "Febeg";

In Erwägung der am 29. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme der "Fondation rurale de Wallonie";

In Erwägung der am 1. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme des Cluster "TWEED";

In Erwägung der am 24. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme der "Federia";

In Erwägung der am 14. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme der "Union wallonne des architectes";

In Erwägung der am 9. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme des ÖSHZ-Verbands;

In Erwägung der am 9. Juli 2021 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands der Wallonie;

Aufgrund der am 25. Juni 2021 abgegebenen Stellungnahme der Wallonischen Kommission für Energie;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Einleitende Bestimmung und Definitionen*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass werden die Richtlinie (EU) 2012/27 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG, abgeändert durch die Richtlinie (EU) 2018/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Änderung der Richtlinie 2012/27/EU zur Energieeffizienz, die Richtlinie (EU) 2018/2001 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. Dezember 2018 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und die Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden in ihrer durch die Richtlinie (EU) 2018/844 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 zur Änderung der Richtlinie 2010/31/EU über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden und der Richtlinie 2012/27/EU über Energieeffizienz abgeänderten Fassung teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret vom 15. Oktober 2020: das Dekret vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze;

2° Fernablesbarer Zähler oder Verteiler: der Zähler oder Verteiler, der die sichere Übertragung von digitalen Informationen ermöglicht, die eindeutige Identifikationsdaten und Daten im Zusammenhang mit einem Energieverbrauch enthalten, die mit dieser eindeutigen Identifikation verknüpft sind;

3° Erneuerbare Energie: Windenergie, Solarenergie, geothermische Energie, Umgebungsenergie, Gezeiten-, Wellen- und sonstige Meeresenergie, Wasserkraft, und Energie aus Biomasse, Deponiegas, Klärgas, Biogas und erneuerbarer Wasserstoff;

4° geothermische Energie: Energie, die in Form von Wärme unter der festen Erdoberfläche gespeichert ist;

5° Umgebungsenergie: natürlich vorkommende thermische Energie und in der Umwelt innerhalb eines begrenzten Gebiets angesammelte Energie, die in der Umgebungsluft, mit Ausnahme von Abluft, oder in Oberflächengewässern oder Abwässern gespeichert sein kann;

6° Erweiterung des Wärmenetzes: die neuen Wärmeverteilungsleitungen und kollektiven Anschlussleitungen, die keine individuellen Anschlüsse darstellen und die zum Ziel haben, zweckentsprechend dem Entwicklungsbedarf des betroffenen Netzes nachzukommen;

7° Herkunftsnachweis: eine Bescheinigung, die für einen Produktionsstandort ausgestellt wird und den Nachweis ermöglicht, dass die thermische Energie gemäß dem Mechanismus des Herkunftsnachweises aus erneuerbaren Quellen produziert wurde;

8° Gütezeichen für den Herkunftsnachweis: das Dokument, das es ermöglicht, die Menge der aus erneuerbaren Energiequellen oder aus Abwärme erzeugten Wärmeenergie festzustellen;

9° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

10° Restenergiemix: den jährlichen Gesamtenergiemix der Wallonischen Region unter Ausschluss des durch gelöschte Herkunftsnachweise abgedeckten Anteils;

11° Individuelles Anschlussbauwerk: das Bauwerk, das für die Speisung einer einzigen Stromanschlussstelle bestimmt ist, und sich aus der individuellen Anschlussleitung, die unter Umständen über einen kollektiven Anschluss an die Verteilerkanalisation angeschlossen ist, sowie aus der Wärmetauschstation zusammensetzt;

12° Höherer Heizwert oder H_o : Energiemenge, die bei der vollständigen Verbrennung einer Brennstoffeinheit freigesetzt wird, wobei davon ausgegangen wird, dass der Wasserdampf kondensiert und die Wärme zurückgewonnen wird;

13° Unterer Heizwert oder H_u : die gesamte Wärmemenge, die eine Brennstoffeinheit abgibt, wenn sie mit Sauerstoff vollständig verbrannt wird und die Verbrennungsprodukte auf Umgebungstemperatur abkühlen; diese Wärmemenge umfasst nicht die Kondensationswärme des gesamten im Brennstoff enthaltenen Wasserdampfes ebenso wie die des Wasserdampfes, der durch die Verbrennung des im Brennstoff gegebenenfalls enthaltenen Wasserstoffs entsteht;

14° effizientes Wärmenetz: ein Wärmenetz, das mindestens 50 % erneuerbare Energie, 50 % Abwärme, 75 % Wärmeenergie aus nicht erneuerbarer Kraft-Wärme-Kopplung oder 50 % einer Kombination dieser Energie- oder Wärmearten nutzt;

15° Wärmetauschstation: eine technische Einrichtung, die den gegenseitigen Austausch von Energie zwischen einem oder mehreren Wärmenetzen oder einem Lieferpunkt, der mit einem oder mehreren Endverbrauchern verbunden ist, ermöglicht;

16° die Verfügbarkeitsrate des Wärmenetzes: der Prozentsatz der Zeit, in der ein Wärmenetz als verfügbar anerkannt wird, im Gegensatz zu der Zeit, in der es ausgefallen ist oder gewartet wird;

17° Produktionsstandort: der Ort, an dem sich eine Anlage befindet;

18° Anlage: eine oder mehrere Einheiten zur Erzeugung von Wärmeenergie aus einem Produktionszweig zur Erzeugung von Wärmeenergie und mit derselben Methode zur Erzeugung von Wärmeenergie, die sich am Produktionsstandort eine oder mehrere gemeinsame Betriebsmittel oder eine gemeinsame Logistik teilen, die für die Erzeugung oder Verwertung der erzeugten Wärmeenergie erforderlich sind;

19° Einheit zur Erzeugung von Wärmeenergie: eine Gesamtheit elementarer technischer Komponenten, die eine unteilbare Gruppe bilden und die Erzeugung von Wärmeenergie aus einer oder mehreren Energiequellen ermöglichen;

20° Gebäude: jede Konstruktion mit Dach und Wänden, deren Innenraumklima unter Einsatz von Energie konditioniert wird;

21° Verbrauchsstätte: jeder Wärmeenergieverbraucher, der nicht der Definition eines Gebäudes gemäß 20° entspricht, oder jede Gruppe von Wärmeenergieverbrauchern, die der Definition eines Gebäudes entsprechen oder nicht, und die sich einen einzigen Anschlusspunkt an ein Wärmenetz teilen;

22° verwertete Wärmeenergie: Energie, die für Warmwasser oder für die Heizung oder Kühlung eines Gebäudes, einer spezifischen Ausrüstung oder eines industriellen Herstellungsprozesses verwendet wird;

23° hochwertige Kraft-Wärme-Kopplung: Kraft-Wärme-Kopplung gemäß der Definition in Artikel 2 Ziffer 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Februar 2022 bezüglich der Nachhaltigkeitskriterien für Biomasse zur Energieerzeugung und der Kriterien zur Reduzierung der Treibhausgasemissionen und zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

24° Standardanschluss: der Anschluss, der es dem Wärmenetz ermöglicht, die Stromanschlussstelle des Netzbenutzers zu erreichen.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannten Definitionen präzisieren.

KAPITEL 2 — Anwendungsbereich

Art. 3 - § 1. Die Kapitel 1, 2, 3, 8, 11 und 12 dieses Erlasses sind auf alle Situationen anwendbar, in denen Wärmeenergie an mehrere Verbraucher verteilt wird.

Netze, die gemäß Anhang 4 als Nahwärmenetze definiert sind, fallen nicht in den Anwendungsbereich der anderen Kapitel dieses Erlasses, können die entsprechenden Anforderungen aber auf freiwilliger Basis erfüllen.

§ 2 Die Kapitel 4 bis 7 gelten für kollektive oder städtische Wärmenetze, mit Ausnahme der Artikel, die festlegen, dass sie nur auf städtische Netze anwendbar sind.

KAPITEL 5 Abschnitt 2 gilt für alle kollektiven oder städtischen Wärmenetze, unabhängig davon, ob die Wärmeenergie verkauft wird oder nicht. Wenn kein Verkauf von Wärmeenergie stattfindet und kein Betreiber eines Wärmenetzes benannt wurde, liegt die Verantwortung für die Bereitstellung von Daten bei der natürlichen oder juristischen Person, die für den Betrieb des Netzes verantwortlich ist.

§ 3. Die Kapitel 9 und 10 sind in allen Situationen anwendbar, in denen thermische Energie verbraucht wird.

KAPITEL 3 — Zählen und Fernablesen

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 4 - Die vorgeschriebenen Zähler müssen den Anforderungen von Anhang 1 Abschnitt 2 entsprechen.

Art. 5 - Achtzehn Monate nach Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses verfügen die Wärmetauschstationen, die Gegenstand einer Änderung im Wert von mindestens 50% des Preises des ursprünglichen Wertes sind oder neu installiert werden, über folgende Bestandteile:

1° einen Wärmeenergiezähler;

2° eine Proportionalregelung, die es ermöglicht, den Primärdurchfluss des Wärmeträgers des Wärmenetzes an den Leistungsbedarf des Endverbrauchers anzupassen;

3° eine physikalische Trennung der Wärmeträger zwischen dem Wärmenetz und dem Endverbraucher, die eine Vermischung dieser Wärmeträger verhindert.

Von Absatz 1 Ziffer 3 kann abgewichen werden, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° die Qualität des Wärmeträgers, mit der die Wärmeenergie in den Verteilerkreis des Verbrauchers transportiert wird, ist eine zusätzliche Verantwortung des Netzbetreibers, einschließlich jeglicher Reparatur von Schäden aufgrund einer schlechten Wasserqualität, die in den Kreisläufen des Verbrauchers auftreten können;

2° eine automatisierte, von einer externen Energiequelle unabhängige Sicherheitsvorrichtung für ihre Schließung, die die hydraulische Isolierung der Station ermöglicht, ist installiert.

Bezüglich Absatz 2 Ziffer 1 trägt der Betreiber gegebenenfalls die Beweislast dafür, dass er nicht für den Schaden verantwortlich ist.

Bezüglich Absatz 2 Ziffer 2 ermöglicht die Sicherheitsvorrichtung die Isolierung der Station im Falle eines Druckverlustes und damit eines Lecks in den Leitungen des Verbrauchers oder des Netzes. Ein Durchflussregler kann diese Auflage erfüllen, wenn die Leckrate nicht mehr als 0,03% der Nennkapazität beträgt.

Abschnitt 2 — Alternatives Zählverfahren

Art. 6 - § 1. Gemäß Artikel 4 § 4 des Dekrets vom 15. Oktober 2020 ist es möglich, in folgenden Fällen eine kostengünstigere Zählmethode anzuwenden, sofern die Situation vor dem Inkrafttreten dieses Erlasses bestand:

1° im Falle der Unzugänglichkeit oder wenn die Leitungen vollständig eingebaut sind oder sich hinter nicht demontierbaren Wänden befinden;

2° wenn ein einzelner Bereich durch mehrere Leitungen versorgt wird;

3° wenn die Verteilung der Wärmeenergie nicht durch eine unabhängige Schleife für jedes einzelne Los an irgendeiner Stelle ihres Verlaufs gewährleistet wird;

4° wenn die Abgabe von Wärmeenergie über eine Fußbodenheizung erfolgt, ohne dass eine Messung pro Raum oder pro individuellem Verbraucher möglich ist;

5° wenn die Heizungsanlage mit in Reihe geschalteten Wärmestrahlern ausgestattet ist, die mehrere einzelne Verbraucher versorgen;

6° bei Teilen der Heizungsanlage, die aus nicht umkehrbaren Warmluftheizsystemen bestehen;

7° wenn die Heizungsanlage mit dampfbetriebenen Strahlern ausgestattet ist.

§ 2. Die kostengünstigere Zählmethode besteht darin, die Menge an Primärenergie, die in das Gebäude gelangt, durch einen Zähler oder eine Ablesung der Mengen an festen Brennstoffen festzustellen und auf dieser Grundlage eine Aufteilung vorzunehmen.

Abschnitt 3 — Fernablesen

Art. 7 - § 1. Wärmezähler und Heizkostenverteiler, die nach dem 1. Januar 2023 installiert werden, verfügen ab dem Zeitpunkt ihrer Installation über die technische Fähigkeit, aus der Ferne abgelesen zu werden, ohne zusätzliche Kosten, die über den Anschluss an eine zentrale Indexausleseeinrichtung hinausgehen.

§ 2. Heizkostenverteiler, die nicht über die Fähigkeit zur Fernablesung verfügen und vor dem 1. Januar 2023 installiert wurden, sind spätestens bis zum 1. Januar 2027 umzurüsten oder durch ein Gerät zu ersetzen, das über die Fähigkeit zur Fernablesung verfügt.

Wenn ein Nutzer oder eine andere Person, die im selben Haushalt lebt, angibt, an einer wellenbedingten Unverträglichkeit zu leiden, kann er verlangen, dass die wellenkommunikative Funktion deaktiviert wird.

§ 3. Wärmezähler, die nicht über die technische Fähigkeit zur Fernablesung verfügen und vor dem 1. Januar 2023 installiert wurden, werden bei ihrem Austausch am Ende der Lebensdauer umgerüstet oder durch ein Gerät ersetzt, das über die Fähigkeit zur Fernablesung verfügt, außer wenn das für die Anbringung des Zählers verfügbare Volumen den Austausch des herkömmlichen Messinstruments durch ein fernablesbares Modell nicht zulässt.

Wenn ein Nutzer oder eine andere Person, die im selben Haushalt lebt, angibt, an einer wellenbedingten Unverträglichkeit zu leiden, kann er verlangen, dass die wellenkommunikative Funktion deaktiviert wird.

Art. 8 - Die Fernablesung nutzt vorzugsweise ein wellenloses Informationsübertragungssystem oder eine Art von Telekommunikationsnetz, das innerhalb des Gebäudes oder der Verbrauchsstätte oder im öffentlichen Bereich in der Nähe des Gebäudes vorhanden ist.

Der Netzbetreiber oder der Gebäudeverwalter veröffentlicht die praktischen Modalitäten des Anschlusses und benachrichtigt den künftigen Eigentümer vor der Installation des Zählers, damit der Gebäudenutzer oder Eigentümer Vorkehrungen treffen kann, wenn er einen wellenlosen Anschluss wünscht.

Abschnitt 4 — Anforderungen an die Zählung des Energieverbrauchs

Art. 9 - Im Rahmen eines Wärmenetzes wird der in Artikel 4 § 1 des Dekrets vom 15. Oktober 2020 vorgesehene Hauptzähler für Wärmeenergie gemäß Anhang 1 Abschnitt 3 Ziffer 1 angebracht.

Art. 10 - Der Primärenergieverbrauch der an einen Wärmeenergieverteilerkreis angeschlossenen Einheiten zur Erzeugung von Wärmeenergie sowie die von diesen Einheiten an diesen Verteilerkreis abgegebene Gesamtwärmeenergie werden gemäß Anhang 1 Abschnitt 3 Ziffer 2 ermittelt, wenn mindestens eine an diesen Verteilerkreis angeschlossene Einheit zur Erzeugung von Wärmeenergie installiert, ersetzt oder modernisiert wird und wenn die Gesamtnennleistung der installierten und an diesen Verteilerkreis angeschlossenen Wärmeerzeuger mehr als fünfzig kW beträgt.

Art. 11 - Die von einer solarthermischen Warmwasserbereitungsanlage an einen Wärmeverteilungskreislauf übertragene Gesamtwärmeenergie wird gemäß Anhang 1 Abschnitt 3 Ziffer 3 ermittelt, wenn mindestens eine an diesen Verteilerkreis angeschlossene Einheit zur Erzeugung von Wärmeenergie installiert, ersetzt oder modernisiert wird und wenn die Kollektorfläche der solarthermischen Anlage 10 m² oder mehr beträgt.

Art. 12 - Der Primärenergieverbrauch einer an einen Kälteverteilerkreislauf angeschlossenen Kaltwassererzeugungsanlage und die von dieser Anlage an den Kälteverteilerkreislauf abgegebene Gesamtkälteenergie wird gemäß Anhang 1 Abschnitt 3 Ziffer 2 ermittelt, wenn mindestens ein an diesen Verteilerkreislauf angeschlossener Kaltwassererzeuger installiert, ersetzt oder modernisiert wird und wenn die Gesamtnennleistung der installierten und an diesen Verteilerkreislauf angeschlossenen Kaltwassererzeuger mehr als 50 kW beträgt.

Art. 13 - Der Einbau eines Zählers gemäß den Vorschriften des Dekrets vom 15. Oktober 2020 und des vorliegenden Erlasses wird in einem Bericht dokumentiert, der alle im gleichen Wärmenetz oder Verteilerkreis eingebauten Zähler enthält.

Der in Absatz 1 genannte Bericht wird in die Akte für spätere Arbeiten aufgenommen, die in Artikel 3 Ziffer 8 des Königlichen Erlasses vom 25. Januar 2001 über zeitlich begrenzte oder ortsveränderliche Baustellen erwähnt wird.

Der Minister bestimmt den Inhalt und die Modalitäten des in Absatz 1 genannten Berichts.

KAPITEL 4 — *Lizenzen für Betreiber eines Wärmenetzes und Wärmeversorger mit Verkauf.**Abschnitt 1 — Erteilung, Aufrechterhaltung und Entzug der Lizenzen für Betreiber und Versorger.*

Art. 14 - Eine einzige juristische oder natürliche Person kann die Rollen eines Erzeugers von Wärmeenergie, eines Betreibers eines Wärmenetzes und eines Wärmeversorgers wahrnehmen.

Art. 15 - Der Bewerber als Netzbetreiber oder Wärmeversorger stellt seinen Antrag auf Erteilung einer Lizenz über das vom Minister festgelegte Verfahren.

Der in Absatz 1 genannte Antrag umfasst mindestens:

- 1° alle Dokumente, die belegen, dass er die Kriterien für die Erteilung der Lizenz erfüllt;
- 2° eine Beschreibung der Wärmenetze, gemäß dem vom Minister festgelegten Modell;
- 3° das Datum, an dem der Antragsteller beabsichtigt, seine Tätigkeit aufzunehmen.

Art. 16 - Die Lizenz wird bis zu dem Zeitpunkt erteilt, an dem sie Gegenstand einer Rücknahme oder eines Verzichts ist.

Art. 17 - Beim Eingang des Antrags prüft die Verwaltung, ob alle für die Prüfung des Antrags erforderlichen Dokumente in ihrem Besitz sind.

Die Verwaltung stellt innerhalb fünfzehn Arbeitstagen nach Eingang des Antrags dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, in der festgehalten wird, dass der Antrag vollständig oder unvollständig ist.

Stellt die Verwaltung fest, dass der Antrag unvollständig ist, gibt sie die fehlenden Unterlagen in der Empfangsbestätigung an und fordert den Antragsteller auf, seinen Antrag innerhalb von 15 Arbeitstagen nach Erhalt der Empfangsbestätigung zu vervollständigen. Andernfalls wird der Antrag für ungültig erklärt.

Wenn die angeforderten Dokumente innerhalb der oben genannten Frist eingehen, bestätigt die Verwaltung den Eingang und stellt fest, dass der Antrag vollständig ist.

Wird innerhalb der Frist von 15 Arbeitstagen keine Empfangsbestätigung ausgestellt, gilt der Antrag als vollständig. Die Verwaltung behält jedoch die Möglichkeit, den Antragsteller zu befragen.

Art. 18 - Bei Erhalt des vollständigen Antrags registriert die Verwaltung die Verpflichtung des Bewerber als Netzbetreiber oder Versorger, die in diesem Kapitel genannten Kriterien zu erfüllen.

Ist die Verwaltung der Ansicht, dass ein oder mehrere Kriterien nicht erfüllt sind, so informiert sie den Antragsteller darüber schriftlich innerhalb einer Frist von dreißig Arbeitstagen nach der Empfangsbestätigung, mit der die Vollständigkeit des Antrags bestätigt wird. Die Verwaltung gibt gegebenenfalls die Gründe an, warum sie der Ansicht ist, dass die Kriterien nicht erfüllt sind.

Innerhalb von 30 Arbeitstagen nach Erhalt der Stellungnahme, die vorgeschrieben ist, da der Antrag ansonsten verfällt, kann der Antragsteller schriftlich seine Bemerkungen, Begründungen oder jede andere zusätzliche Information vorlegen oder eine Anhörung durch die Verwaltung beantragen.

Die Verwaltung hört den Antragsteller, der dies beantragt, innerhalb von 30 Arbeitstagen nach dem Antrag an.

Art. 19 - Die Verwaltung notifiziert dem Antragsteller ihre Entscheidung über die Erteilung oder Verweigerung der Lizenz innerhalb von dreißig Werktagen nach dem Datum entweder:

- 1° der Empfangsbestätigung des Antrags, die bestätigt, dass der Antrag vollständig ist;
- 2° des Erhalts der ergänzenden Informationen gemäß Artikel 17;
- 3° des Empfangs der Bemerkungen oder der Anhörung gemäß Artikel 18.

Die Verwaltung veröffentlicht die Liste der Betreiber und Versorger, die über eine Lizenz verfügen, auf ihrer Internetseite und übermittelt dem Minister gleichzeitig eine Kopie dieser Liste.

Trifft die Verwaltung innerhalb von fünfzig Arbeitstagen nach der Empfangsbestätigung, mit der die Vollständigkeit des Antrags bestätigt wird, keine Entscheidung, kann der Antragsteller eine Erinnerung per Einschreiben an die Verwaltung richten. Die Verwaltung teilt ihre Entscheidung innerhalb von 30 Arbeitstagen nach Erhalt des Erinnerungsschreibens mit.

Art. 20 - Der Minister kann ein Muster für die Akte zur Beantragung der Lizenz festlegen und vorschreiben, das vom Antragsteller einzuhalten ist.

Art. 21 - Für die Inhaber einer auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilten Lizenz wird davon ausgegangen, dass die Kriterien für die Erteilung der Lizenz, die sich auf die Ehrbarkeit, die Berufserfahrung, die finanziellen Befähigungen und die Qualität der Organisation beziehen, erfüllt sind.

Der Antragsteller fügt dem Antrag eine Kopie der auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilten Lizenz sowie eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung der Gültigkeit dieser Lizenz bei.

Der Antragsteller weist nach, dass die auf föderaler Ebene, in einer anderen Region oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums erteilte Lizenz, deren Inhaber er ist, einen der Lizenz, die Gegenstand seines Antrags ist, gleichwertigen Geltungsbereich hat, indem er den Nachweis erbringt, dass sie von einer öffentlichen Behörde oder einer akkreditierten Einrichtung erteilt wurde.

Abweichend von Absatz 1 kann die Verwaltung, wenn sie es in Anbetracht der Situation des Antragstellers für notwendig erachtet, diesen auffordern, die Beweiselemente zu liefern, die die Erfüllung eines bzw. mehrerer Kriterien für die Erteilung der Lizenz nachweisen.

Art. 22 - § 1. Der Inhaber einer Lizenz als Betreiber eines Wärmenetzes, der auf seine Lizenz verzichten möchte, reicht seinen Antrag per Einschreiben und unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens drei Monaten bei der Verwaltung ein.

§ 2. Der betroffene Betreiber überträgt den Betrieb des oder der Wärmenetze, für die er verantwortlich ist, auf einen oder mehrere andere Wärmenetzbetreiber, die Inhaber einer Betreiberlizenz in der Wallonischen Region sind, und teilt den Versorgern, Erzeugern und Verbrauchern, die an dieses oder diese Netze angeschlossen sind, die Identität und die Anschrift des oder der neuen Betreiber des Wärmenetzes mit.

Bei der Mitteilung der Identität und der Anschrift des neuen Betreibers an die Endverbraucher, Erzeuger und Versorger verarbeitet der verzichtende Betreiber diese personenbezogenen Daten gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

§ 3. Einen Monat vor dem Datum der Übertragung informiert/informieren der/die Betreiber des Wärmenetzes, der/die die Kunden übernimmt/übernehmen, die Verbraucher über die Übernahme ihres Netzes und die Maßnahmen, die ergriffen wurden, um die Kontinuität der von diesem Netz erbrachten Dienstleistungen zu gewährleisten.

§ 4. Die Verwaltung teilt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum, an dem der Antrag eingegangen ist, per Einschreiben mit. Wird die Entscheidung der Verwaltung nicht innerhalb dieser Frist mitgeteilt, kann der betroffene Betreiber eine Erinnerung per Einschreiben an die Verwaltung richten. Die Verwaltung teilt ihre Entscheidung innerhalb von 30 Arbeitstagen nach Erhalt des Erinnerungsschreibens mit.

Art. 23 - § 1. Der Inhaber einer Versorgerlizenz, der auf seine Lizenz verzichten möchte, reicht seinen Antrag per Einschreiben und unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von mindestens drei Monaten bei der Verwaltung ein. In dem Antrag ist genau anzugeben, wie die in § 2 genannten Verpflichtungen erfüllt werden.

§ 2. Der Verzicht eines Wärmeversorgers ist an die Übertragung der Kundschaft auf einen oder mehrere andere Wärmeversorger, die eine Versorgungslizenz in der Wallonischen Region besitzen, und an die vorherige Mitteilung an jeden Endverbraucher über die Identität und die Anschrift des neuen Wärmeversorgers gebunden.

Einen Monat vor dem Datum der Übertragung teilt der Wärmeversorger, dem die Kundschaft übertragen wird, den Endverbrauchern seine Verteilungsbedingungen mit.

Sofern kein ordnungsgemäß unterzeichneter Vertrag mit dem Wärmeversorger, der zum Übernehmer der Kundschaft benannt wurde, vorliegt, beträgt die Kündigungsfrist, die der Übernehmer der Kundschaft dem Endverbraucher beim Wechsel des Wärmeversorgers auferlegt, einen Monat.

Bei der Mitteilung der Identität und der Anschrift des neuen Versorgers an die Endverbraucher verarbeitet der verzichtende Versorger diese personenbezogenen Daten gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

§ 3. Die Verwaltung teilt ihren Beschluss innerhalb einer Frist von drei Monaten ab dem Datum, an dem der Antrag eingegangen ist, per Einschreiben mit. Wird die Entscheidung der Verwaltung nicht innerhalb dieser Frist mitgeteilt, kann der betroffene Versorger eine Erinnerung per Einschreiben an die Verwaltung richten. Die Verwaltung teilt ihre Entscheidung innerhalb von 30 Arbeitstagen nach Erhalt des Erinnerungsschreibens mit.

Art. 24 - Jeder Lizenzinhaber, der auf einem gemäß Anhang 4 als "städtisch" kategorisierten Netz tätig ist, übermittelt der Verwaltung vor dem 31. März jedes Jahres nach dem vom Minister festgelegten Verfahren einen detaillierten Bericht, aus dem hervorgeht, wie er die Kriterien und Verpflichtungen erfüllt hat, die durch oder kraft des Dekrets vom 15. Oktober 2020 oder des vorliegenden Erlasses vorgeschrieben sind.

Der detaillierte Bericht umfasst mindestens den jährlichen Tätigkeitsbericht, wenn dieser zur Verfügung steht, und die Jahresabschlüsse des Inhabers für das Rechnungsjahr vor demjenigen, in dem der Bericht übermittelt wird.

Art. 25 - Falls die Verwaltung feststellt, dass der Inhaber einer Lizenz die Gewährungskriterien nicht mehr erfüllt, oder dass er die durch oder kraft des Dekrets oder des vorliegenden Erlasses vorgeschriebenen Verpflichtungen nicht mehr einhält, teilt sie ihm dies per Einschreiben unter Angabe der Begründung mit.

Der Inhaber wird aufgefordert, seine Stellungnahme zu übermitteln und die Verwaltung innerhalb eines Monats über die Maßnahmen zu informieren, die er zur Einhaltung der genannten Bedingungen und Verpflichtungen ergriffen hat.

Die Verwaltung hört den Inhaber, der dies beantragt, innerhalb eines Monats, nachdem er die Anhörung beantragt hat, an.

Hat der Inhaber seine Pflichten nicht erfüllt und nicht Stellung genommen oder ist seine Stellungnahme nicht überzeugend, so teilt die Verwaltung ihm innerhalb eines Monats nach Ablauf der in Absatz 2 genannten Frist ihre Entscheidung über den Entzug der Lizenz mit.

Art. 26 - Vor der Ausübung der ordentlichen Rechtsmittel hat der Betreiber eines Wärmenetzes oder der Wärmeversorger das Recht, innerhalb von zwei Monaten nach der Bekanntgabe der Entscheidung der Verwaltung beim Minister eine Beschwerde im Hinblick auf die Überprüfung der Entscheidung einzureichen.

Ebenso kann die geschädigte Partei, wenn die Verwaltung innerhalb der in dem vorliegenden Erlass festgelegten Frist keine Entscheidung getroffen hat, innerhalb von zwei Monaten nach Ablauf der festgelegten Frist beim Minister eine Beschwerde im Hinblick auf die Überprüfung der Entscheidung einreichen.

Diese Beschwerde hat keine aufhebende Wirkung, außer wenn sie gegen eine Entscheidung gerichtet wird, durch den eine administrative Geldbuße auferlegt wird. Nach Eingang der Beschwerde bestätigt der Minister diesen Eingang unter Angabe des Datums, an dem die Beschwerde eingegangen ist.

Der Minister bestätigt oder annulliert die angefochtene Entscheidung vollständig innerhalb von zwei Monaten nach Eingang der Beschwerde oder der von ihm angeforderten zusätzlichen Informationen. Erfolgt keine Bestätigung oder Annullierung, wird die ursprüngliche Entscheidung bestätigt. Im Falle einer Annullierung wird die Verwaltung erneut mit dem ursprünglichen Antrag der geschädigten Partei befasst und trifft innerhalb von drei Monaten nach Erhalt der Entscheidung des Ministers oder der von ihm angeforderten zusätzlichen Informationen eine neue Entscheidung.

Art. 27 - Die Verwaltung aktualisiert die in Artikel 19 Absatz 2 genannte Liste der Betreiber und Anbieter, die auf ihrer Internetseite aufgeführt ist, nach Entscheidungen über den Entzug, den Verzicht oder die Aufrechterhaltung einer Lizenz.

Art. 28 - Im Falle einer Entscheidung über den Entzug einer Lizenz eines Betreibers eines Wärmenetzes überträgt der betroffene Betreiber den Betrieb des oder der Wärmenetze, für die er verantwortlich ist, auf einen oder mehrere andere Wärmenetzbetreiber, die die Inhaber einer Betreiberlizenz in der Wallonischen Region sind, und teilt den Versorgern und Verbrauchern, die an dieses oder diese Netze angeschlossen sind, die Identität und die Anschrift des oder der neuen Betreiber des Wärmenetzes mit.

Einen Monat vor dem Datum der Übertragung informiert/informieren der/die Betreiber des Wärmenetzes, der/die die Kundschaft übernimmt/übernehmen, die Verbraucher über die Übernahme ihres Netzes und die Maßnahmen, die ergriffen wurden, um die Kontinuität der von diesem Netz erbrachten Dienstleistungen zu gewährleisten.

Bei der Mitteilung der Identität und der Anschrift des neuen Betreibers an die Endverbraucher und Versorger verarbeitet der sanktionierte Betreiber diese personenbezogenen Daten gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

Art. 29 - § 1. Im Falle einer Entscheidung über den Entzug der Lizenz eines Wärmeversorgers überträgt der sanktionierte Versorger, gegebenenfalls im Rahmen eines laufenden rechtlichen Verfahrens, seine Kunden auf einen oder mehrere andere Wärmeversorger, die eine Lizenz besitzen, und teilt jedem Endverbraucher innerhalb eines Monats nach der Entzugsentscheidung vorab die Identität und Anschrift des neuen Wärmeversorgers mit. Einen Monat vor dem Datum der Übertragung teilt der benannte Wärmeversorger den Endverbrauchern seine Verteilungsbedingungen mit.

Sofern kein ordnungsgemäß unterzeichneter Vertrag mit dem Wärmeversorger, der die Kundschaft übernimmt, vorliegt, beträgt die Kündigungsfrist, die der benannte Wärmeversorger dem Endverbraucher beim Wechsel des Versorgers auferlegt, einen Monat.

Bei der Mitteilung der Identität und der Anschrift des neuen Versorgers an die Endverbraucher verarbeitet der sanktionierte Versorger diese personenbezogenen Daten gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

§ 2. Wenn der Versorger, dem die Lizenz entzogen wird, der einzige aktive Versorger im Wärmenetz ist, sorgt der Netzbetreiber dafür, dass es einen neuen Versorger gibt, oder er wird andernfalls selbst zum Wärmeversorger des Netzes.

Art. 30 - § 1. Die Verwaltung verarbeitet im Rahmen der Bearbeitung der Lizenzen der Betreiber von Wärmenetzen und der Wärmeversorger die folgenden Daten der in § 6 Absatz 2 genannten Personen:

- 1° die Vor- und Nachnamen;
- 2° die Postanschrift;
- 3° die E-Mail-Adresse;
- 4° die Telefonnummer.

Die in Absatz 1 genannten Daten werden höchstens ein Jahr nach dem Datum des Endes der Lizenz aufbewahrt, oder im Falle eines Rechtsstreits höchstens ein Jahr nach der Ausschöpfung aller Möglichkeiten, Rechtsmittel einzulegen.

§ 2 Die Verwaltung verarbeitet im Rahmen der Bearbeitung der Akten über Herkunftsnachweise die folgenden Daten der in § 6 Absatz 3 genannten Personen:

- 1° die Vor- und Nachnamen;
- 2° die Postanschrift;
- 3° die E-Mail-Adresse;
- 4° die Telefonnummer.

§ 3. Die in § 1 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken verarbeitet:

1° die Verwaltung der Akten im Zusammenhang mit den Lizenzen für Betreiber eines Wärmenetzes und Wärmeversorger;

2° die Erstellung von Statistiken im Zusammenhang mit der Beantragung von Lizenzen sowie der Verweigerung, dem Verzicht und der Aufrechterhaltung dieser Lizenzen.

§ 4. Die in § 2 genannten Daten werden zu folgenden Zwecken verarbeitet:

1° die Verwaltung der Akten über Herkunftsnachweise;

2° die Erstellung von Statistiken im Zusammenhang mit den zertifizierten Produktionsstätten und den ausgestellten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie.

§ 5. Die Verwaltung speichert die in § 1 genannten personenbezogenen Daten in einer von ihr verwalteten Datenbank. Die Verwaltung ergreift die erforderlichen Maßnahmen, um die Sicherheit der in dieser Datenbank enthaltenen Daten zu gewährleisten. Die einzigen Personen, die berechtigt sind, auf diese Daten zuzugreifen, sind die Bediensteten des ÖDW Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie mittels eines Benutzernamens und eines Passworts.

§ 6. Der Verantwortliche für die Verarbeitung dieser Daten ist die Verwaltung. Bei den betroffenen Personen im Sinne von § 1 handelt es sich um die Bewerber als Wärmeversorger, die Bewerber als Netzbetreiber von Wärmenetzen, die Wärmeversorger und die Netzbetreiber von Wärmenetzen. Im Falle einer juristischen Person gibt es keine betroffene Person.

Bei den betroffenen Personen im Sinne von § 2 handelt es sich um Erzeuger von Wärmeenergie, die eine Akte über Herkunftsnachweise eingereicht haben. Im Falle einer juristischen Person gibt es keine betroffene Person.

Abschnitt 2 — Lizenz als Betreiber eines Wärmenetzes

Art. 31 - § 1. Der Bewerber als Netzbetreiber erfüllt sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz die folgenden Bedingungen:

- 1° eine juristische Person des öffentlichen Rechts oder des privaten Rechts sein;
- 2° einen Betriebssitz in der Wallonischen Region haben ;

3° seine Tätigkeit nicht ausgesetzt oder eingestellt haben, keinen Konkurs angemeldet haben, nicht Gegenstand eines Liquidations- oder Konkursverfahrens oder eines ähnlichen Verfahrens gemäß ausländischer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften sein;

4° die belgische Gesetzgebung oder die Gesetzgebung des Staates, in dem er seinen Wohnsitz oder seine Niederlassung hat, in Bezug auf Sozialabgaben und Steuern einhalten;

5° sich nicht falscher Aussagen im Rahmen von Informationen schuldig machen, die er gemäß dem Dekret oder dem vorliegenden Erlass erteilen muss;

6° die ihm durch das Dekret und den vorliegenden Erlass übertragenen Aufgaben und Pflichten erfüllen, andernfalls kann er gemäß Kapitel 11 mit einer Verwaltungsstrafe belegt werden;

7° er darf in den fünf Jahren vor der Antragstellung nicht wegen eines Verstoßes, der seinen Ruf beeinträchtigt, oder wegen einer schweren Verfehlung bei der Ausübung seiner beruflichen Tätigkeit verurteilt worden sein;

8° eine fachliche Qualifikation besitzen, die mit den Verantwortlichkeiten, mit denen er betraut ist, in Zusammenhang steht;

9° über eine ausreichende Erfahrung verfügen, um die ihm obliegenden Verantwortlichkeiten erfolgreich auszuführen.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 4 kann der Nachweis der Einhaltung der Gesetzgebung durch eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung erbracht werden. Die Gemeinden sind nicht verpflichtet, die Einhaltung der Gesetzgebung in Bezug auf Sozialabgaben und Steuern nachzuweisen.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 7 wird der Nachweis, dass in den fünf Jahren vor der Antragstellung keine Verurteilung erfolgt ist, durch einen Auszug aus dem Strafregister erbracht, der am Tag der Antragstellung nicht älter als drei Monate sein darf. Die Gemeinden sind nicht verpflichtet, den Nachweis über das Fehlen einer Verurteilung zu erbringen.

Der Minister kann vor der Erteilung der Lizenz eine Ausbildung organisieren, die es einem Bewerber als Netzbetreiber, der diese Ausbildung absolviert hat, ermöglicht, nicht nachweisen zu müssen, dass er die in Absatz 1 Ziffer 8 genannte Bedingung erfüllt.

Der Minister kann die Bedingungen des vorliegenden Artikels präzisieren.

§ 2. Der Betreiber eines Wärmenetzes muss ein dingliches Recht an dem Wärmenetz haben. Er kann seine Aufgaben ganz oder teilweise auf eine Drittperson übertragen.

Die in Absatz 1 genannte Drittperson muss die in § 1 genannten Bedingungen erfüllen.

Falls der Netzbetreiber alle oder einen Teil seiner Aufgaben auf eine Drittperson überträgt, bleibt der benannte Netzbetreiber für die Einhaltung der durch den vorliegenden Erlass auferlegten Verpflichtungen verantwortlich.

Art. 32 - Jedes Unternehmen, das mit dem Betrieb, der Wartung oder anderen Arbeiten in Bezug auf ein Wärmenetz der Kategorie "städtisch" beauftragt ist, verfügt zusätzlich über:

1° die Klasse, die dem Gesamtbetrag der gleichzeitigen Aufträge entspricht, die mit dem Wärmenetz in Verbindung stehen und für die er beauftragt wurde;

2° der geeigneten Zulassung für die ausgeführten Arbeiten und Dienstleistungen.

Art. 33 - Wenn die Verwaltung es im Hinblick auf die besonderen technischen, beruflichen oder finanziellen Fähigkeiten des Betreibers für zweckmäßig hält, kann sie eine Patronatserklärung verlangen, deren Muster der Minister vorschreiben kann und die von einer mit dem Antragsteller verbundenen Gesellschaft ausgestellt wird und in dem sich die Gesellschaft in der einen oder anderen Weise verpflichtet, den Antragsteller zu unterstützen.

Wenn ein Netzbetreiber die in diesem Abschnitt genannten Bedingungen nicht mehr erfüllt oder die Verpflichtungen, die ihm durch das Dekret vom 15. Oktober 2020 oder den vorliegenden Erlass auferlegt werden, nicht einhält, leitet die Verwaltung das in Artikel 25 genannte Entzugsverfahren ein.

Abschnitt 3 — Lizenz als Wärmeversorger

Art. 34 - § 1. Der Bewerber als Wärmeversorger erfüllt sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz die folgenden Bedingungen:

1° wenn der Bewerber eine natürliche Person ist, seinen Wohnsitz in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums haben;

2° wenn der Bewerber ein Unternehmen ist, rechtmäßig gegründet sein;

3° seine Tätigkeit nicht ausgesetzt oder eingestellt haben, keinen Konkurs angemeldet haben, nicht Gegenstand eines Liquidations- oder Konkursverfahrens oder eines ähnlichen Verfahrens gemäß ausländischer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften sein;

4° die belgische Gesetzgebung oder die Gesetzgebung des Staates, in dem er seinen Wohnsitz oder seine Niederlassung hat, in Bezug auf Sozialabgaben und Steuern einhalten;

5° sich nicht falscher Aussagen im Rahmen von Informationen schuldig machen, die er gemäß dem Dekret vom 15. Oktober 2000 oder dem vorliegenden Erlass erteilen muss;

6° in den fünf Jahren vor der Antragstellung nicht wegen eines Verstoßes, der seinen Ruf beeinträchtigt, oder wegen einer schweren Verfehlung bei der Ausübung seiner beruflichen Tätigkeit verurteilt worden sein;

7° die ihm durch das Dekret vom 15. Oktober 2020 und den vorliegenden Erlass übertragenen Aufgaben und Pflichten erfüllen, andernfalls kann er gemäß Kapitel 11 mit einer Verwaltungsstrafe belegt werden;

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 2 ist das Unternehmen nach belgischem Recht oder dem Recht eines anderen Mitgliedstaats des Europäischen Wirtschaftsraums gegründet und verfügt in Belgien oder einem dieser Staaten über eine Zentralverwaltung, eine Hauptniederlassung oder einen Sitz, deren Tätigkeit eine tatsächliche und kontinuierliche Verbindung mit der belgischen Wirtschaft oder einem der vorgenannten Staaten aufweist.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 4 kann der Nachweis der Einhaltung der Gesetzgebung durch eine von der zuständigen Behörde ausgestellte Bescheinigung erbracht werden. Die Gemeinden sind nicht verpflichtet, die Einhaltung der Gesetzgebung in Bezug auf Sozialabgaben und Steuern nachzuweisen.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 6 wird der Nachweis, dass in den fünf Jahren vor der Antragstellung keine Verurteilung erfolgt ist, durch einen Auszug aus dem Strafregister erbracht, der am Tag der Antragstellung nicht älter als drei Monate sein darf. Die Gemeinden sind nicht verpflichtet, den Nachweis über das Fehlen einer Verurteilung zu erbringen.

§ 2. Der Bewerber als Wärmeversorger erfüllt sowohl zum Zeitpunkt der Antragstellung als auch nach Erteilung der Lizenz die folgenden Bedingungen, wenn die von ihm ausgeführten Aufgaben die genannten Fähigkeiten oder Kompetenzen erfordern:

1° über ausreichende technische Fähigkeiten in den Bereichen Geschäftsführung und Handel verfügen;

2° über ausreichende finanzielle Kapazitäten verfügen, um die Rolle des Wärmeversorgers zu übernehmen, um alle erwarteten Kosten in einem Geschäftsjahr zu begleichen;

3° über organisatorische Fähigkeiten verfügen, die für die Ausübung der im Lizenzantrag genannten Tätigkeiten ausreichend sind.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 1 wird der Nachweis ausreichender technischer Fähigkeiten in den Bereichen Geschäftsführung und Handel durch ein Universitäts- oder Hochschuldiplom oder ein Zertifikat über grundlegende Kenntnisse im Bereich Geschäftsführung erbracht.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 2 wird der Nachweis der finanziellen Kapazitäten durch die Jahresabschlüsse der letzten drei Geschäftsjahre oder, falls nicht vorhanden, durch den Finanzplan oder, falls nicht vorhanden, durch Bankerklärungen erbracht, in denen die Höhe der finanziellen Vermögenswerte angegeben ist.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 3 wird der Nachweis der ausreichenden organisatorischen Fähigkeiten durch ein Organigramm mit einer Beschreibung der verschiedenen Abteilungen und Bereiche erbracht, wobei für jede Abteilung die Anzahl und die Qualifikation des dort beschäftigten Personals angegeben wird.

§ 3. Der Wärmeversorger kann seine Aufgaben ganz oder teilweise auf eine Drittperson übertragen.

Die in Absatz 1 genannte Drittperson muss die in § 1 genannten Bedingungen erfüllen.

Die in Absatz 1 genannte Drittperson muss die in § 2 genannten Bedingungen erfüllen, wenn die ihr übertragenen Aufgaben die genannten Fähigkeiten und Kompetenzen erfordern.

Falls der Versorger alle oder einen Teil seiner Aufgaben auf eine Drittperson überträgt, bleibt der benannte Versorger für die Einhaltung der durch den vorliegenden Erlass auferlegten Verpflichtungen verantwortlich.

Art. 35 - Wenn der Antragsteller beabsichtigt, bei seiner Versorgungstätigkeit zur Unterstützung seiner eigenen technischen und fachlichen Befähigungen die Hilfe einer spezialisierten Firma in Anspruch zu nehmen, übermittelt er der Verwaltung auf Anfrage die Bescheinigung für das Bestehen des mit dieser spezialisierten Firma abgeschlossenen Vertrags oder, in Ermangelung eines solchen, eine von beiden Parteien unterzeichnete Absichtserklärung. Die Verwaltung kann verlangen, dass die in Artikel 34 erwähnten Beweiselemente ihr seitens dieser spezialisierten Firma übermittelt werden. Die Verwaltung bewertet diese Beweiselemente unter Berücksichtigung der Art der Unterstützung durch diese spezialisierte Firma.

Wenn die Verwaltung es im Hinblick auf die besonderen technischen, beruflichen oder finanziellen Fähigkeiten des Antragstellers für zweckmäßig hält, kann sie eine Patronatserklärung verlangen, deren Muster der Minister vorschreiben kann und die von einer mit dem Antragsteller verbundenen Gesellschaft ausgestellt wird und in dem sich die Gesellschaft in der einen oder anderen Weise verpflichtet, den Antragsteller zu unterstützen.

Wenn die Verwaltung es in Anbetracht der Situation des Antragstellers für notwendig erachtet, kann die Verwaltung den Antragsteller auffordern, andere Beweiselemente vorzulegen, die von ihr als gleichwertig mit den in diesem Abschnitt beschriebenen Beweiselementen anerkannt werden.

KAPITEL 5 — *Betreiber eines Wärmenetzes mit Verkauf*

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. 36 - § 1. Der Netzbetreiber darf die mit der Tätigkeit des Netzbetreibers verbundenen Vermögenswerte, einschließlich der Netzinfrastruktur, nicht für andere Zwecke und Tätigkeiten als die des Netzbetreibers verpfänden, versetzen oder in sonstiger Weise verpflichten.

§ 2. Falls mehrere Betreiber ein Netz betreiben, ist jeder Betreiber für die Einhaltung aller Verpflichtungen verantwortlich, die durch den vorliegenden Erlass für den Teil des Netzes auferlegt werden, dessen Betreiber er ist, mit Ausnahme der Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Berichterstattung.

Abschnitt 2 — Bereitstellung von Daten durch den Netzbetreiber

Art. 37 - § 1. Der Netzbetreiber übermittelt der Verwaltung bis zum 15. Juni eines jeden Jahres, jeweils für jedes von ihm betriebene Netz, die folgenden Angaben für das abgelaufene Kalenderjahr:

1° eine zusammenfassende Tabelle mit dem jährlichen Gesamtverbrauch und der angeschlossenen Gesamtleistung, d.h. der maximal abgabefähigen Leistung, der Industrie-, Dienstleistungs- und Haushaltsverbraucher, jeweils unter Angabe der Anzahl der betroffenen Wärmetauschstationen;

2° eine Übersichtstabelle, in der die Anlagen aufgelistet sind, die Wärmeenergie in das Netz einspeisen, und in der der Standort der Produktionsstätte(n), die Art der technischen Anlage, die Primärnennleistung, die Art des Brennstoffs oder die Herkunft der verwendeten Energie, der Brennstoffverbrauch in kWh/Jahr H_0 oder in kWh/Jahr H_1 und die in das Wärmenetz eingespeiste Energie in kWh/Jahr im Einzelnen aufgeführt sind. Bei Netzen, die als "städtisch" kategorisiert sind, die kWh/Jahr an Strom, der für die Erzeugung und Verteilung der Wärmeenergie dieser Produktionsstätten verbraucht wird;

3° der Wärmeverlust durch Dissipation aufgrund des Betriebs des Wärmenetzes in kWh/Jahr und als Prozentsatz der gesamten im Netz verbrauchten Wärmeenergie;

4° die elektrischen kWh, die durch den Betrieb von Stromerzeugungsanlagen im Zusammenhang mit der Erzeugung oder Verteilung von Wärmeenergie über das Wärmenetz erzeugt, eingespeist und verbraucht werden;

5° für die als "städtisch" kategorisierten Netze die Anzahl, die Ursachen, die Orte und die Dauer der Unterbrechungen der Versorgung mit Wärmeenergie, die ununterbrochen länger als sechs Stunden dauerten und nicht geplant waren;

6° alle Informationen über die durchgeführten oder geplanten Erweiterungen der Wärmenetze;

7° die Bewertung der alternativen Energieeffizienzwerte seines Netzes, die gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden erstellt wurden;

8° die ZDU-Nummern der gegebenenfalls bestehenden Gemeinschaften für erneuerbare Wärmeenergie, die die Infrastrukturen des Netzes für Wärmeenergie nutzen;

9° der Anteil der Wärmeenergie, die von den gegebenenfalls bestehenden Gemeinschaften für erneuerbare Wärmeenergie, die die Infrastruktur des Wärmenetzes nutzen, verbraucht und eingespeist wird, in kWh;

10° die Liste und Kontaktdaten der Versorger, die im betreffenden Netz aktiv sind;

11° die Liste und Kontaktdaten der Netzbetreiber, die in dem betreffenden Netz aktiv sind;

12° falls er die Möglichkeit für neue Verbraucher, sich an das Netz anzuschließen, sperren möchte, ein Teilaudit, gemäß der vom Minister genehmigten Methodik, das dies begründet, und eine Absichtserklärung zur Sperrung des Netzes.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 2 wird im Rahmen eines Netzes, dessen Wärmeverlust mehr als zehn Prozent des gesamten Jahresverbrauchs beträgt, die eingespeiste Wärmeenergie mit Hilfe eines eigenen Zählers an jedem Einspeisepunkt gemessen.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 6 enthalten die Informationen die Anzahl und Art der Endverbraucher, die Auswirkungen auf die angeschlossene Gesamtleistung, d.h. die maximal lieferbare Leistung, die Auswirkungen auf die Effizienz des Netzes, den Status des Projekts und das Datum der geplanten Fertigstellung.

Der Minister kann die in Absatz 1 genannten Daten präzisieren.

§ 2. Die in Absatz 1 genannten Daten werden auf elektronischem Wege gemäß dem vom Minister bereitgestellten Formular übermittelt. Die entsprechenden Dateien auf Datenträgern sind mit den Standards der Verwaltung kompatibel.

§ 3. Wenn mehrere Betreiber auf demselben Wärmenetz aktiv sind, gelten die folgenden Verpflichtungen:

1° Der Betreiber mit der insgesamt höchsten Anschlussleistung zentralisiert und integriert in seiner Berichterstattung die Daten der anderen Betreiber. Im Falle gleicher Anschlussleistung übernimmt der Betreiber, der am längsten in diesem Netz aktiv ist, die Berichterstattungspflichten;

2° die anderen Betreiber, die in demselben Netz tätig sind, müssen dem mit der Berichterstattung beauftragten Betreiber bis zum 1. März jedes Jahres die in § 1 genannten Daten übermitteln. Diese Daten müssen in einem Format vorliegen, das ihre Zusammenstellung im Gesamtbericht des Netzes ermöglicht;

3° im Falle einer Streitigkeit zwischen mehreren Betreibern können diese einen Antrag auf Schlichtung beim Minister einreichen, der auf der Grundlage des vorliegenden Paragraphen bestimmt, welchen Verpflichtungen sich jede Partei unterwerfen muss.

§ 4. Ein Betreiber, der einen Antrag auf Schlichtung gemäß § 3 Ziffer 3 stellen möchte, sendet ein Einschreiben an den Minister, in dem die Merkmale des betroffenen Wärmenetzes, die Ansprüche des Antragstellers und die Identität der betroffenen Betreiber aufgeführt sind. Der Minister verfügt über eine Frist von 60 Tagen ab dem Tag, der auf den Versand des Einschreibens folgt, um seine Entscheidung über das Schlichtungsverfahren zu treffen.

Art. 38 - Der Netzbetreiber ermächtigt die Verwaltung, die aus der Berichterstattung hervorgehenden Informationen auf seiner Website zu Zwecken der Verbraucherinformation und der statistischen Berichterstattung zu veröffentlichen.

Abschnitt 3 — Verwaltung und Wartung des Wärmenetzes

Art. 39 - § 1. Der Betreiber des Wärmenetzes ist für die Verwaltung, Wartung, Verbesserung, Erneuerung und Erweiterung des Wärmenetzes verantwortlich.

Die in Absatz 1 genannten Verwaltungsvorgänge umfassen mindestens:

1° die administrative und buchhalterische Verwaltung, die für den reibungslosen Betrieb des Netzes und die erforderliche Berichterstattung an die Behörden erforderlich ist;

2° das Dokumentenmanagement und die Archivierung im Zusammenhang mit dem Betrieb des Wärmenetzes und seiner direkten Peripheriegeräte;

3° die Überwachung, das Monitoring und die Optimierung während des Betriebs der Betriebsparameter der mit den Energieerzeugern verbundenen Austauschstationen, der Verteilung der Energie in den Leitungen und der Lieferpunkte.

In Anbetracht von Absatz 2 Ziffer 3 werden die Optimierungen unter dem Aspekt der Verbesserung der Energieeffizienz, der Umweltauswirkungen und des Wohlbefindens der Endverbraucher betrachtet.

§ 2. Die in § 1 genannten Wartungsmaßnahmen umfassen mindestens:

1° die vorbeugende Wartung und die Wartung bei Bedarf der Anlagen zur Erzeugung von Wärmeenergie und ihrer Peripheriegeräte, für deren Betrieb der Betreiber des Wärmenetzes zuständig ist;

2° die vorbeugende Wartung und die Wartung bei Bedarf der Rohrleitungen und des hydraulischen, pneumatischen und elektrischen Zubehörs, die für den Betrieb des Netzes erforderlich sind;

3° die vorbeugende Wartung und die Wartung bei Bedarf der Punkte, an denen die Wärmeenergie an die Endverbraucher geliefert wird;

4° die Überwachung und Aufrechterhaltung der Qualität des Wärmeträgers gemäß den geltenden Normen;

5° die Lagerung und Entsorgung oder Verwertung von Abfällen oder Nebenprodukten, die beim Betrieb des Wärmenetzes anfallen;

6° die Lagerung von Teilen oder Ausrüstungen, die für die Durchführung von Wartungs- und Reparaturarbeiten erforderlich sind.

Die in § 1 genannten Verbesserungs-, Erneuerungs- und Erweiterungsarbeiten umfassen mindestens:

1° alle Arbeiten zum Austausch von Hardware oder Software, aus welchem Grund auch immer;

2° Arbeiten zur Änderung, Anpassung, Angleichung, Erweiterung des Wärmenetzes;

3° die Durchführung von Studien und Audits, die notwendig sind, um den Fortbestand des Wärmenetzes und seiner Peripheriegeräte zu gewährleisten und seine technische und ökologische Leistung auf höchstem Niveau zu halten.

Bezüglich Absatz 2 Ziffer 3 werden diese Studien und Audits von einem von der Wallonischen Region in dem entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassenen Prüfer durchgeführt. Der Minister kann den vorliegenden Absatz präzisieren.

Art. 40 - Der Betreiber des Wärmenetzes verwaltet die technische Steuerung der Wärmeenergieflüsse im Netz und mindestens:

1° eine Verteilung der Energieströme in einer Weise, die dem Bedarf der Endverbraucher angemessen und ausreichend ist;

2° die Installation in ausreichender Anzahl und die Bedienung von Absperrventilen und Ausgleichszubehör;

3° die Stilllegung, Entleerung und Sicherung der nicht mehr betriebenen Abschnitte, auch wenn diese Maßnahmen nur vorübergehend erfolgen, sowie alle Maßnahmen zur Wiederinbetriebnahme derselben Abschnitte.

Art. 41 - Der Betreiber des Wärmenetzes gewährleistet die Sicherheit, Zuverlässigkeit und Effizienz des Netzes und verpflichtet sich mindestens:

1° zu einer vierteljährlich festgelegten Verfügbarkeitsrate der Wärmeenergie für die Endverbraucher durch eine maximale Stillstandszeit, und alles zu unternehmen, um dieses Ziel zu erreichen;

2° zu einer vierteljährlich festgelegten Verfügbarkeitsrate durch eine Betriebsdauer bei einer Kapazität, die geringer ist als die maximale Nachfrage nach Wärmeenergie für die Endverbraucher, und alles zu unternehmen, um dieses Ziel zu erreichen;

3° eine Überwachung der Leistung des Wärmenetzes durchzuführen und die notwendigen Mittel einzusetzen, um jeden Leistungsverlust zu korrigieren.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 1 wird die Verfügbarkeitsrate auf der Grundlage eines Verhältnisses für einen bestimmten Zeitraum zwischen der Betriebszeit des Netzes im Normalbetrieb und der Zeit, in der das Netz aufgrund von Störungen oder Wartungsarbeiten abgeschaltet ist oder in der es mit einer Leistung betrieben wird, die nicht ausreicht, um die Nachfrage aller Verbraucher zu decken, berechnet.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 2 wird die Verfügbarkeitsrate auf der Grundlage eines Verhältnisses für einen bestimmten Zeitraum zwischen der Betriebszeit des Netzes im Normalbetrieb und der Betriebszeit bei einer Leistung, die nicht ausreicht, um die Nachfrage aller Verbraucher zu befriedigen, berechnet.

Art. 42 - Der Betreiber des Wärmenetzes erstellt und aktualisiert die Pläne des Wärmenetzes und bewahrt diese auf.

Diese Pläne werden auf dem Hintergrund eines Katasterplans dargestellt und enthalten mindestens die folgenden Informationen:

1° den genauen Verlauf aller Leitungen;

2° die Lage aller für die Verwaltung und Wartung erforderlichen Ausrüstungen;

3° die Lieferpunkte der Energie;

4° die Einspeisepunkte der Energie.

Die in Absatz 2 genannten Informationen werden eindeutig identifiziert und mit einem Inventar der Netzbestandteile verknüpft.

Der Betreiber des Wärmenetzes stellt der Verwaltung oder jeder anderen regionalen oder föderalen Einrichtung auf Anfrage eine Kopie der Pläne des Wärmenetzes zur Verfügung.

Art. 43 - Bei der Planung von Änderungen, Reparaturen oder Erweiterungen des Wärmenetzes geben der Betreiber des Wärmenetzes und alle beteiligten Personen Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz den Vorrang.

Art. 44 - Der Vertrag bzw. die Verträge zwischen dem Betreiber des Wärmenetzes, dem Wärmeversorger und den Endverbrauchern enthalten eine Klausel, die die maximale Dauer einer Unterbrechung der Wärmeenergieversorgung und die damit verbundenen Vertragsstrafen festlegt.

Art. 45 - Der Betreiber des Wärmenetzes verwaltet das Verfahren und die technische Durchführung:

1° aller Anschluss-, Versiegelungs-, Trennungs- und Wiederanschlussvorgänge der Nutzer des Wärmenetzes, einschließlich der Produktionsstätten;

2° der Erhöhung der Verbrauchs- und Einspeisekapazität der Anschlüsse an sein Wärmenetz;

3° der genauen Zählung der Wärmeenergieflüsse an den Lieferpunkten der Verbraucher und den Einspeisepunkten der Erzeuger;

4° der Anbringung, der Wartung, der Aktivierung und der Deaktivierung der Zähler.

Abschnitt 4 — Gemeinwirtschaftliche Verpflichtungen des Betreibers eines Wärmenetzes

Art. 46 - § 1. Der Netzbetreiber kommt jedem Antrag auf einen individuellen Anschluss eines Verbrauchers oder Erzeugers von Wärmeenergie oder eines anderen Netzbetreibers nach.

§ 2 In Abweichung von Paragraph 1 kann der Netzbetreiber einen Antrag auf der Grundlage einer Energieanalyse ablehnen, die zu einer der folgenden Feststellungen gelangt ist:

1° eine Überschreitung der Verteilungsverluste im Zusammenhang mit diesem neuen Anschluss im Vergleich zu den in Anhang 2 festgelegten Kriterien;

2° die Erzeugung von Wärmeenergie ermöglicht es ihm nicht, zusätzliche Mengen zu jenen zu liefern, die er zum Zeitpunkt der Antragstellung bereits liefert;

3° der Anschlussantrag würde die Verpflichtung mit sich bringen, das Wärmenetz für einen längeren Zeitraum zu betreiben, um ausschließlich den Bedarf dieses einen neuen Verbrauchers zu decken;

4° es gibt keinen Standort für die Wärmetauschstation, der Zugänglichkeits- oder Sicherheitsbedingungen gewährleistet, die den geltenden Normen und Vorschriften für die Sicherheit am Arbeitsplatz und die Konformität der elektrischen Anlagen entsprechen;

5° der Temperaturbereich des Verbrauchers oder Erzeugers von Wärmeenergie ist nicht mit dem Temperaturbereich des Netzes vereinbar;

6° das Netz wurde zuvor vom Netzbetreiber gemäß Artikel 37 als "gesperrt" erklärt.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 6 wird die Erklärung durch ein Teilaudit gemäß der vom Minister festgelegten Methodik gerechtfertigt, das bestätigt, dass das Netz seine maximale Kapazität erreicht hat und keine neuen Verbraucher mehr aufnehmen kann, ohne das Risiko einer Verringerung seiner Gesamtenergieeffizienz oder einer Verringerung der Verfügbarkeit von Wärmeenergie bei den bestehenden Verbrauchern einzugehen. Diese Erklärung ist für mindestens ein Jahr und höchstens drei Jahre gültig und kann dauerhaft oder mit Unterbrechungen um bis zu neun Jahre verlängert werden. Diese Erklärung muss allgemein zugänglich gemacht werden und kann vom Betreiber nur im Rahmen seiner jährlichen Berichterstattung an die Verwaltung gemäß Artikel 37 vorgenommen werden, es sei denn, es handelt sich um das erste Betriebsjahr des Netzes. Bei Netzen, die von mehr als einem Betreiber betrieben werden, kann jeder Netzbetreiber nur den Teil sperren, den er betreibt.

§ 3. Nur die Kosten des Anschlusses und des Teils des individuellen Anschlusses, der notwendig ist, um den Standardanschluss zum gemeinsamen Netz zu vervollständigen, können vom Verbraucher oder Erzeuger getragen werden, einschließlich der Wärmetauschstation und des Anschlusses an die Anlage des Verbrauchers oder Erzeugers. Der Netzbetreiber behält die Möglichkeit, die Anschlusskosten ganz oder teilweise nicht zu berechnen, sofern er die vorstehenden Bestimmungen einhält.

Der Verbraucher oder Erzeuger kann ohne Einschaltung des Netzbetreibers die Wärmetauschstation und alle für die Verbindung zwischen der Wärmetauschstation und dem örtlichen Verteilerkreis erforderlichen Einrichtungen installieren. In diesem Rahmen ist der Verbraucher oder Erzeuger verpflichtet, die vom Netzbetreiber festgelegten und übermittelten technischen Vorgaben einzuhalten.

Der Netzbetreiber informiert den Verbraucher oder Erzeuger über die Kosten, die er im Falle eines Anschlusses zu tragen hat. Der Verbraucher oder Erzeuger hat dann die Wahl, das Verfahren fortzusetzen oder den Vertrag zu widerrufen.

Art. 47 - § 1. Gemäß den einschlägigen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Bestimmungen übt der Netzbetreiber die Aufgaben und Pflichten aus, die ihm aufgrund des Dekrets, seiner Durchführungserlasse und der verschiedenen Vereinbarungen zwischen den verschiedenen Akteuren des Wärmenetzes obliegen, um außer im Falle höherer Gewalt den an das von ihm betriebene Netz angeschlossenen Endverbrauchern einen ununterbrochenen oder den Unterbrechbarkeitsmodalitäten entsprechenden Zugang zu einer Stundenmenge und zu einem Temperaturbereich, die beständig und vertraglich vereinbart sind, zu sichern.

§ 2. Im Falle einer geplanten Unterbrechung informiert der Netzbetreiber die betroffenen Endverbraucher und Erzeuger spätestens fünf Tage vor der Unterbrechung. Hat der Netzbetreiber die betroffenen Endverbraucher und Erzeuger nicht innerhalb dieser Frist informiert, so haben diese Anspruch auf eine pauschale Entschädigung in Höhe von 2% ihrer voraussichtlichen Jahresrechnung pro 24 Stunden mit einer Unterbrechung, unabhängig von der in Artikel 48 genannten Entschädigung und unbeschadet einer zusätzlichen Entschädigung, die vertraglich zwischen den Parteien festgelegt wird.

§ 3. Jede Unterbrechung infolge eines technischen Problems auf dem Netz wird schnellstmöglich wiederhergestellt. Beträgt diese Unterbrechung mehr als sechs aufeinanderfolgende Stunden, so haben der Verbraucher und der Erzeuger Anspruch auf eine Entschädigung zu Lasten des Betreibers.

Die Entschädigung beträgt 0,75 % seiner voraussichtlichen Jahresrechnung für jede angefangenen sechs Stunden, die über die ersten sechs Stunden der Unterbrechung hinausgehen. Diese Entschädigung ist nicht zu leisten, sofern die Unterbrechung der Versorgung und deren Dauer über sechs Stunden in Folge hinaus jeweils durch höhere Gewalt verursacht wurde.

Der Netzbetreiber übernimmt die vollständige Behebung aller Schäden, die durch sein Verschulden gemäß Absatz 1, einschließlich der Unterlassung von Vorsichtsmaßnahmen, an den Einrichtungen des Endverbrauchers aufgrund einer ungewöhnlich langen Unterbrechung verursacht wurden.

Art. 48 - Jede Nichtlieferung von Wärmeenergie infolge eines verwaltungstechnischen Fehlers des Netzbetreibers verpflichtet diesen, dem Endverbraucher eine tägliche Pauschalentschädigung in Höhe von 0,75% seiner voraussichtlichen Jahresrechnung pro 24 Stunden mit einer Unterbrechung bis zur Wiederherstellung der Versorgung zu zahlen. Die Kosten für die Schließung und Wiederherstellung der Versorgung werden ebenfalls vom Betreiber getragen, ohne dass sie an den Endverbraucher weitergegeben werden können.

Die in Absatz 1 genannte Entschädigung wird von Rechts wegen fällig, ohne dass der Endverbraucher beim Netzbetreiber einen Antrag auf Entschädigung stellt.

Der Netzbetreiber teilt dem Endverbraucher innerhalb eines Monats nach Ende der Unterbrechung der Lieferung von Wärmeenergie mit, dass das Entschädigungsverfahren eingeleitet wurde, und fordert ihn auf, die Nummer des Bankkontos mitzuteilen, auf das die Entschädigung überwiesen wird. Innerhalb eines Monats nach dieser Mitteilung wird die Entschädigung auf das Bankkonto überwiesen.

Der Netzbetreiber verarbeitet die in Absatz 3 genannte Bankkontonummer gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

Art. 49 - Der Netzbetreiber übermittelt den Netzbenutzern oder jeglicher durch sie bevollmächtigten Person die Informationen, die sie benötigen, um einen wirksamen Zugang zum Netz zu haben.

Der Netzbetreiber stellt jedem Netzbenutzer, der dies beantragt, oder einem von ihm beauftragten Dritten innerhalb von höchstens acht Werktagen nach der Anfrage die Zählangaben über diesen Netzbenutzer zur Verfügung.

Der Netzbetreiber verarbeitet die in Absatz 2 genannte Zählangaben gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

Art. 50 - Die Netzbetreiber richten eine telefonische Kontaktstelle und eine E-Mail-Adresse ein, die für die Endverbraucher zugänglich sind.

In als "städtisch" kategorisierten Netzen, die Haushaltsverbraucher umfassen, richten die Netzbetreiber eine telefonische Kontaktstelle und eine E-Mail-Adresse ein, die nur den öffentlichen Sozialhilfezentren und der zentralen Anlaufstelle zugänglich sind, die damit beauftragt ist, den Kunden alle notwendigen Informationen über ihre Rechte, das geltende Recht und die Streitbeilegungsmechanismen zur Verfügung zu stellen, die ihnen bei Streitigkeiten über ihren Energieverbrauch im Rahmen ihrer Aufgaben gemäß Artikel 47quinquies des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts zur Verfügung stehen.

Art. 51 - Beim Anschluss eines Verbrauchers übermittelt der Netzbetreiber diesem Verbraucher jedes durch den Minister vorgeschriebene Dokument bezüglich der Maßnahmen zwecks der Förderung der rationellen Energienutzung. Die Mitteilung einer Internetadresse, die diese Informationen enthält, und gegebenenfalls der Kontaktdaten einer Informationsstelle für Verbraucher ist ausreichend, um dieser Verpflichtung nachzukommen.

Art. 52 - Der Netzbetreiber analysiert die Anträge auf Erweiterung des Netzes, die von allen interessierten Dritten stammen. Diese Anträge werden dem Netzbetreiber per Einschreiben oder in elektronischer Form mit Empfangsbestätigung übermittelt. Der Netzbetreiber kann innerhalb von 30 Werktagen nach Erhalt der Unterlagen zusätzliche Informationen anfordern. Nach Ablauf dieser Frist gilt der Antrag als vollständig.

Art. 53 - § 1. Der Netzbetreiber informiert die Antragsteller über die erforderliche Prüfungsfrist. Diese darf drei Monate ab dem endgültigen Erhalt des vollständigen Antrags nicht überschreiten.

Der Netzbetreiber berücksichtigt alle im Laufe der zwölf letzten vergangenen Monate eingereichten und noch immer laufenden Akten, um den wirtschaftlich gerechtfertigten Charakter der geplanten Erweiterung zu ermitteln. Er berücksichtigt ebenfalls die geographisch angrenzenden Erweiterungen oder Erweiterungspläne.

Die Abwägung des wirtschaftlich gerechtfertigten Charakters bezieht sich auf die gesamten Bestandteile der geplanten Erweiterung, einschließlich der geplanten individuellen Anschlüsse.

Um die Rentabilität zu berechnen, bringt der Netzbetreiber die von den neuen Anschlüssen erwarteten zusätzlichen Erträge mit den Ausgaben für die geplante Erweiterung gemäß der in § 3 beschriebenen Methode in Zusammenhang.

§ 2. Innerhalb von 10 Tagen nach Abschluss der Aktenprüfung übermittelt der Netzbetreiber seine günstige oder ungünstige Entscheidung bezüglich der Erweiterung. Wird keine Entscheidung mitgeteilt, so gilt die Entscheidung des Netzbetreibers als positiv, es sei denn, das Netz wurde zuvor vom Netzbetreiber gemäß Artikel 37 gesperrt.

Kommt die Prüfung zu dem Ergebnis, dass eine Erweiterung wirtschaftlich nicht gerechtfertigt ist, können die Antragsteller gegen die Entscheidung des Netzbetreibers bei der Verwaltung Beschwerde einlegen, die innerhalb eines Monats nach Eingang der Beschwerde entscheidet.

§ 3. Die Rentabilität einer bestimmten Erweiterung wird nach der Methode des aktualisierten Nettowerts berechnet. Die ausführlichen Modalitäten zur Anwendung dieser Methode sowie die zu berücksichtigenden Parameter werden von der Regierung festgelegt.

§ 4. Eine wirtschaftlich nicht gerechtfertigte Erweiterung kann eventuell durchgeführt werden, wenn die Rentabilitätslücke zu Lasten des oder der Antragsteller geht, unter der Bedingung, dass Bankgarantien vorgelegt werden.

Art. 54 - Der Netzbetreiber betreibt eine Anlage zur Einspeisung von Wärmeenergie, die vom Erzeuger dieser Wärmeenergie zur Verfügung gestellt oder vom Netzbetreiber installiert wird, gemäß den Modalitäten von Artikel 46 § 3. Diese Anlage umfasst mindestens eine Vorrichtung zur Zählung, Verwaltung und Regulierung der in das Netz eingespeisten Mengen und der Temperatur.

Diese Anlage zur Einspeisung von Wärmeenergie dient ausschließlich diesem Zweck und kann sich entweder in einer eigens dafür vorgesehenen Außenkabine oder direkt in einem geeigneten technischen Raum befinden, der vom Energieerzeuger zur Verfügung gestellt wird.

Der Netzbetreiber stellt dem Erzeuger dieser Wärmeenergie in dem Raum, in dem die Einspeiseanlage untergebracht ist, die Daten der Qualitätskontrolle und die Betriebsdaten zur Verfügung. Der Erzeuger von Wärmeenergie stellt dem Netzbetreiber an seinem Kontrollpunkt die Daten der Qualitätskontrolle und der Zählung der von ihm erzeugten Wärmeenergie, ob erneuerbar oder nicht, zur Verfügung.

Der Erzeuger stellt dem Netzbetreiber die Energie und Antriebskraft zur Verfügung, die für den Betrieb der Anlage zur Einspeisung von Wärmeenergie erforderlich sind. Er garantiert auch, dass seine Anlage die physikalisch-chemischen Parameter des Wassers, das durch das Netz für Wärmeenergie fließt, nicht beeinträchtigt.

Art. 55 - Auf der Grundlage der technischen Kapazitäten und des lokalen Verbrauchs seines Netzes bietet der Netzbetreiber dem Erzeuger dieser Wärmeenergie oder der Gemeinschaft für erneuerbare Wärmeenergie, die diesen Erzeuger beherbergt, einen Anschlussvertrag für die Einspeisung von Wärmeenergie an. Dieser Anschlussvertrag soll die Anbringung der Station und ihren Anschluss an das Wärmenetz ermöglichen.

Der in Absatz 1 erwähnte Vertrag umfasst wenigstens:

1° die Erzeugungskapazität der Anlage sowie das vom Erzeuger geschätzte jährliche Produktionsvolumen von Wärmeenergie;

2° die Temperatur der Wärmeenergie am Eingang der Einspeiseanlage auf der Erzeugerseite und ihr vom Erzeuger garantierter Mindest- und Höchstwert;

3° die Temperatur der Wärmeenergie beim Rücklauf von der Einspeiseanlage, auf der Seite des Wärmenetzes, und ihr vom Netzbetreiber garantierter Mindest- und Höchstwert;

4° eine Schätzung des Netzbetreibers der maximalen und minimalen Leistung, die vom Einspeisepunkt des Erzeugers aus eingespeist werden kann;

5° die vom Netzbetreiber ermittelten physikalisch-chemischen Eigenschaften des Wärmeträgers;

6° eine Beschreibung der verwendeten Primärenergien mit ihren Anteilen und eine Beschreibung des Prozesses zur Erzeugung von Wärmeenergie;

7° die Modalitäten der Mitteilung zwischen dem Erzeuger und dem Netzbetreiber betreffend die Zeiträume, in denen der Erzeuger von Wärmeenergie keine Einspeisung vornimmt, und in denen das Netz nicht verfügbar ist;

8° die Modalitäten, den Inhalt und die Häufigkeit des Informationsaustauschs, um den Parteien zu ermöglichen, ihren Berichterstattungspflichten gegenüber der Verwaltung nachzukommen.

Im Falle einer Änderung, die wirtschaftliche Auswirkungen auf den Netzbetreiber hat, ist diese Änderung Gegenstand einer Vertragsänderung oder eines Vertragszusatzes. Ohne vorherige Benachrichtigung kann der Netzbetreiber die Einkommensverluste oder die Kosten für die Behebung des Schadens auf den Erzeuger abwälzen.

Art. 56 - Der Netzbetreiber richtet ein System zur Verwaltung von Beschwerden für Endverbraucher ein, die mit der Bearbeitung ihres Antrags auf Anschluss an das Wärmenetz nicht zufrieden sind, oder für andere Beschwerden im Zusammenhang mit Wärmeenergieanlagen. Die Informationen über das Verfahren zur Einreichung einer Beschwerde sind auf der Internetseite des Netzbetreibers, sofern vorhanden, im Vertrag zwischen dem Netzbetreiber und dem Endverbraucher zugänglich oder werden vom Netzbetreiber innerhalb von zwei Werktagen nach der Anfrage des Endverbrauchers kostenlos für den Endverbraucher versandt.

Abschnitt 5 — Betrug

Art. 57 - Stellt der Netzbetreiber einen Betrug im Zusammenhang mit einem Zähler oder einer anderen technischen Ausrüstung fest, ersetzt oder repariert er den Zähler oder die technische Ausrüstung, die im Rahmen dieses Betrugs beschädigt wurde, und fordert die technischen und administrativen Kosten, die mit der Bearbeitung des Betrugs oder der Beschädigung der Anlagen und Ausrüstungen verbunden sind, im Interesse der Allgemeinheit direkt vom Endverbraucher oder von den Empfängern der Wärmeenergie, deren Zahlung hinterzogen wurde, zurück.

Der Netzbetreiber informiert den betreffenden Wärmeversorger über den Betrug, damit dieser den Vertragswert dieser Energie direkt vom Endverbraucher oder vom Empfänger der Wärmeenergie, deren Zahlung hinterzogen wurde, eintreiben kann.

Im Rahmen der Betrugsermittlung verarbeiten der Netzbetreiber und der Versorger die personenbezogenen Daten der Verbraucher gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

Die in Absatz 1 genannten technischen und administrativen Kosten betreffen die Kosten für die Verwaltung des Falls, die Kosten im Zusammenhang mit dem Arbeitsaufwand und die Kosten im Zusammenhang mit dem Austausch und der Reparatur beschädigter Geräte.

KAPITEL 6 — Wärmeversorger

Abschnitt 1 — Gemeinwirtschaftliche Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Bereitstellung von Wärmeenergie

Art. 58 - Der Wärmeversorger antwortet innerhalb von zehn Arbeitstagen nach Eingang des Versorgungsantrags eines Verbrauchers, der bereits über einen Anschluss an das Wärmenetz verfügt, und legt ihm, sofern er die erforderliche Menge an Wärmeenergie von einem an das Netz angeschlossenen Erzeuger kaufen kann, einen Vorschlag für einen Versorgungsvertrag vor.

Sollte es sich bei diesem Verbraucher um einen Haushaltsverbraucher handeln, muss der Vertrag mindestens folgendes enthalten:

- 1° das Verfahren im Falle von Nichtzahlung;
- 2° das Informationsverfahren, das im Falle eines Umzugs einzuhalten ist;
- 3° das System der Rechnungsstellung;
- 4° im Falle einer Unterbrechung der Versorgung während eines oder mehrerer fester Zeiträume des Jahres, die entsprechenden Daten für die Einstellung der Dienstleistung und die entsprechenden Daten für ihre Wiederaufnahme;
- 5° die Referenz, die der Versorger zur Festlegung des Preises für die thermische Energie verwendet.

Art. 59 - Im Falle eines Umzugs zu einem anderen Lieferpunkt desselben Wärmenetzes wird die Lieferung durch den Wärmeversorger, mit dem der Verbraucher einen Vertrag abgeschlossen hat, an der neuen Adresse des Verbrauchers unter den gleichen Bedingungen fortgesetzt.

Diese Fortsetzung der Lieferung gilt nicht:

- 1° wenn der Verbraucher den Versorgungsvertrag zum Datum des Umzugs kündigt;
- 2° wenn der Verbraucher ab dem Zeitpunkt des Umzugs einen Vertrag mit einem anderen Versorger abschließt;
- 3° wenn der Verbraucher in die Adresse eines anderen Verbrauchers, der bereits einen Versorgungsvertrag hat, einzieht und den Vertrag des früheren Bewohners auf seinen Namen übernimmt.

Art. 60 - Der Versorger gewährleistet, dass seinen Endverbrauchern Wärmeenergie ohne Unterbrechung geliefert wird, dies in den durch diese verlangten Mengen und gemäß den Bedingungen des in Artikel 58 genannten Vertrags.

Um der in Absatz 1 festgelegten Verpflichtung nachzukommen, kauft der Wärmeversorger die erforderliche Menge an Wärmeenergie, die dem Verbrauch seiner Endverbraucher entspricht.

Art. 61 - Der Wärmeversorger beliefert jeden Verbraucher, der dies beantragt, sofern er über einen Anschluss an das Wärmenetz verfügt, zu nicht diskriminierenden Bedingungen und unter der Voraussetzung, dass das Netz über ausreichende thermische Ressourcen verfügt, um die Versorgung des Antragstellers mit Wärmeenergie zu gewährleisten.

Im Sinne von Absatz 1 gilt jede nicht angemessen gerechtfertigte ungleiche Behandlung aufgrund des Statuts, der Höhe des Einkommens oder des Wohnorts einer bestimmten Kategorie von Verbrauchern als diskriminierend, es sei denn, sie wirkt sich direkt auf die Preise aus, zu denen der Versorger die an die verschiedenen Endverbraucher gelieferte Wärmeenergie kauft.

Die Tatsache, dass ein Wärmeversorger in seinem Vertragsvorschlag das Risiko berücksichtigt, das für ihn entsteht, falls ein Verbraucher, der einen Vertrag mit ihm abschließen möchte, ein außergewöhnliches Risiko darstellt, wird als angemessen begründeter Behandlungsunterschied betrachtet.

Die Berücksichtigung dieses Risikos kann nur durch die Bildung einer Bankgarantie oder anderer Sicherheiten erfolgen. Der vom Versorger geforderte Betrag darf nicht höher sein als drei Monate des durchschnittlichen Jahresverbrauchs, der der Verbraucherklasse entspricht, zu der der betreffende Haushaltsverbraucher gehört.

Eine Bankgarantie oder andere Sicherheiten werden weder von dem auserwählten noch von dem benannten Wärmeversorger während der Dauer der Ausführung eines Vertrags verlangt.

Von der in Absatz 1 vorgesehenen Bestimmung bleibt das Recht des Versorgers unberührt, von einem Verbraucher, der eine frühere Schuld bei demselben Versorger hat, die Begleichung dieser Schuld zu verlangen, bevor er dem Abschluss eines neuen Vertrags zustimmt.

Art. 62 - Der Wärmeversorger hält eine Kündigungsfrist von mindestens zwei Monaten ein, um von einem unbefristeten Vertrag zurückzutreten oder um sich der stillschweigenden Verlängerung eines befristeten Vertrags für Haushaltsverbraucher zu widersetzen.

Die in Absatz 1 vorgesehene Kündigungsfrist kann auf schriftlichen Antrag des ÖSHZ um einen Monat verlängert werden.

Art. 63 - § 1. Der Verbraucher, der den Versorger wechseln möchte, stellt einen schriftlichen Antrag an den neuen Versorger. Dieser übernimmt alle Schritte und Modalitäten der Übertragung mit dem alten Versorger. Kommt die Übertragung nicht zustande, so erbringt der neue Versorger den Nachweis, dass er für die Nichtdurchführung nicht verantwortlich ist.

§ 2. Wenn der Endverbraucher die Schritte zum Wechsel des Wärmeversorgers unternommen hat und ab dem vorgesehenen Datum des Wechsels des Versorgers kein Wechsel stattgefunden hat, hat der Endverbraucher Anspruch auf eine Entschädigung in Höhe von 100 Euro für jeden Monat der Verzögerung, die von dem Wärmeversorger zu zahlen ist, der für die Nichtdurchführung der Übertragung verantwortlich ist.

§ 3. Die Entschädigung gemäß Paragraf 2 wird von Rechts wegen fällig, ohne dass der Endverbraucher eine entsprechende Forderung an den Wärmeversorger richten muss.

§ 4. Der Versorger teilt dem Endverbraucher innerhalb eines Monats nach Ende der Unterbrechung der Lieferung von Wärmeenergie mit, dass das Entschädigungsverfahren eingeleitet wurde, und fordert ihn auf, die Nummer des Bankkontos mitzuteilen, auf das die Entschädigung überwiesen wird. Innerhalb eines Monats nach dieser Mitteilung wird die Entschädigung auf das Bankkonto überwiesen.

Der Versorger verarbeitet die in Absatz 1 genannte Bankkontonummer gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020.

Art. 64 - § 1. Wenn die Lieferung von Wärmeenergie aufgrund eines verwaltungstechnischen Fehlers des Wärmeversorgers unterbrochen wird, hat der Endverbraucher Anspruch auf eine Entschädigung in Höhe von 0,75 % seiner voraussichtlichen Jahresrechnung pro Tag bis zur Wiederherstellung der Lieferung durch den Versorger.

Die in Absatz 1 genannte Entschädigung ist mit der in Artikel 63 genannten Entschädigung kumulierbar.

§ 2. Die Entschädigung gemäß Paragraf 1 wird von Rechts wegen fällig, ohne dass der Endverbraucher eine entsprechende Forderung an den Wärmeversorger richten muss.

§ 3. Der Versorger teilt dem Endverbraucher innerhalb von dreißig Tagen nach Ende der Unterbrechung der Lieferung von Wärmeenergie mit, dass das Entschädigungsverfahren eingeleitet wurde, und fordert ihn auf, die Nummer des Bankkontos mitzuteilen, auf das die Entschädigung überwiesen wird. Innerhalb von dreißig Tagen nach dieser Mitteilung wird die Entschädigung auf das Bankkonto überwiesen.

Art. 65 - Der Wärmeversorger legt dem Betreiber auf der Grundlage einer Marktanalyse eine Akte für die Erweiterung des Wärmenetzes vor, wenn potenzielle Verbraucher einen Anschluss an ein Wärmenetz wünschen.

Die in Absatz 1 genannte Akte enthält mindestens:

- 1° einen Lageplan der durchzuführenden potenziellen Anschlüsse;
- 2° die eventuellen technischen Spezifitäten bezüglich der Versorgung eines oder mehrerer Verbraucher, einschließlich der Entnahmemodalitäten;
- 3° eine Abschrift (in der die in geschäftlicher Hinsicht empfindliche Angaben, die für die Studie nicht unerlässlich sind, eventuell gestrichen sind) der schriftlichen Zusagen der potenziellen Verbraucher, in der insbesondere die Verbrauchsaussichten der betroffenen Verbraucher angegeben werden;
- 4° eine Veranschlagung des zusätzlichen potenziellen Bedarfs, der noch nicht durch schriftliche Zusagen seitens potenzieller Verbraucher bestätigt wurde, unter Beifügung der damit verbundenen Berechnungsmethode und Hypothesen.

Art. 66 - Der Versorger übermittelt dem Netzbetreiber die in Artikel 65 genannten, in zweifacher Ausfertigung erstellten Unterlagen per Post mit Empfangsbestätigung.

Art. 67 - § 1. Der Versorger schließt mit dem Erzeuger von Wärmeenergie einen Vertrag über die Modalitäten des Energieeinkaufs. Dieser Vertrag enthält mindestens:

- 1° den Verweis auf eine Liste der vom Erzeuger verwendeten Brennstoffe sowie deren maximal zulässigen Anteil im Brennstoffgemisch;
- 2° die Energiemenge und die Leistung, die den vom Versorger belieferten Verbrauchern zur Verfügung gestellt wird;
- 3° die geplanten Zeiträume für Unterbrechungen der Lieferung von Wärmeenergie;
- 4° die Parameter der Wärmeenergie, wie Temperatur und Durchflussraten, die vom Netzbetreiber beim Anschlussvertrag validiert wurden.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 1 wird das Verhältnis zwischen erneuerbaren und fossilen Brennstoffen im gegenseitigen Einvernehmen zwischen dem Versorger und dem Erzeuger festgelegt.

§ 2. Jede Änderung des Produktionsprozesses, jeder Brennstoff, der nicht in der dem Versorger zur Verfügung gestellten Liste enthalten ist, wird dem Versorger vom Produzenten vorab mitgeteilt. Im Falle einer Änderung, die wirtschaftliche Auswirkungen auf den Versorger hat, ist diese Änderung Gegenstand eines Vertragszusatzes. Ohne vorherige Benachrichtigung kann der Versorger die Einkommensverluste oder die Kosten für die Behebung des Schadens auf den Erzeuger abwälzen.

Art. 68 - Der Versorger schließt mit dem Betreiber des Wärmenetzes einen Vertrag über die Modalitäten der Nutzung des Netzes für den Transport der von ihm vermarkteten Wärmeenergie. Dieser Vertrag enthält mindestens:

- 1° die Energiemenge und die Leistung, die von den Erzeugern geliefert und den vom Versorger belieferten Verbrauchern zur Verfügung gestellt werden;
- 2° die geplanten Zeiträume für Unterbrechungen der Lieferung von Wärmeenergie;
- 3° die Parameter der Wärmeenergie, wie Temperatur und Durchflussraten, die vom Netzbetreiber bei den Anschlussverträgen validiert werden.

Abschnitt 2 — Gemeinwirtschaftliche Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Rechnungsstellung und der Bereitstellung von Informationen

Art. 69 - § 1. Der Versorgungsvertrag gemäß Artikel 58 und seine Nachträge enthalten mindestens die folgenden Informationen:

- 1° den Firmennamen und den Sitz des Wärmeversorgers;
- 2° die Nummer, die die betroffene Stromanschlussstelle erkennbar macht;
- 3° die geleisteten Dienste sowie, gegebenenfalls, die Qualitätsstufen der angebotenen Dienste und die für den Erstanschluss notwendige Frist;
- 4° das Datum des Inkrafttretens des Vertrags;
- 5° die Dauer des Vertrags, die Bedingungen bezüglich der Erneuerung und der Kündigung des Vertrags;
- 6° die Einheitspreise der verschiedenen Komponenten der Lieferung, die Gegenstand der Rechnung sind, zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Vertrags;
- 7° die gegebenenfalls anwendbare Formel zur Indexierung des Preises des kWh, die während der Dauer des Vertrags anwendbar ist, und der Wert der Indexierungsparameter bei dessen Inkrafttreten;

- 8° die Mittel, durch welche die auf der Grundlage der Indexierungsparameter aktualisierten Informationen, die anwendbaren Tarife und die Gebühren, Beiträge und Zuschläge zu erhalten sind;
- 9° die Ausgleichszahlungen und Rückerstattungsformeln, die eventuell anwendbar sind, falls die Qualitätsstufen der im Vertrag vorgesehenen Dienste nicht erreicht werden;
- 10° die Modalitäten zur Zahlung der Rechnungen;
- 11° die bei Nichtzahlung anwendbaren Bestimmungen;
- 12° das Informationsverfahren, das im Falle eines Umzuges einzuhalten ist, die Telefonnummer, die physische und elektronische Adresse, unter der die speziell für Umzugsverfahren zuständige Abteilung des Wärmeversorgers erreicht werden kann;
- 13° das Verfahren zur Regelung der Streitsachen;
- 14° die Kontaktdaten, einschließlich der E-Mail-Adresse, von unabhängigen Einrichtungen zur Verbraucherberatung, von Öffentlichen Sozialhilfezentren, der Verwaltung oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie über bestehende Maßnahmen im Bereich der Energieeffizienz, über Referenzprofile, die ihrem Energieverbrauch entsprechen, und über technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte, anhand deren ihr Verbrauch verringert werden kann, beraten werden können.
- 15° den Hinweis auf die Möglichkeit, die Endabrechnung von dem Lastschriftverfahren auszunehmen;
- 16° den Mindestprozentsatz an erneuerbarer Wärmeenergie auf Jahresbasis und globalisiert an allen diesen Lieferpunkten, zu dessen Lieferung sich der Versorger verpflichtet;
- 17° die Wärmeleistung und die Primär- und Sekundärtemperaturen, die zur Dimensionierung der Wärmetauschstation verwendet wurden;
- 18° die Modalitäten der Interventionen des Betreibers des Wärmenetzes für die präventive Wartung und Instandsetzung der Wärmetauschstation;
- 19° den geschätzten jährlichen Stromverbrauch der Wärmetauschstation;
- 20° den Standort der mit der Verbrauchsstelle verbundenen Wärmetauschstation und die Verpflichtungen der beiden Parteien in Bezug auf diese Einrichtung, um deren Betrieb und Leistung zu gewährleisten;
- 21° die Methodik, die bei den für die Rechnungsstellung erforderlichen Indexablesungen angewandt wird.
- Bezüglich Absatz 1 Ziffer 12 kann der Endverbraucher über diese Kontaktmöglichkeiten eine Kopie des Umzugsformulars erhalten.
- § 2. Die in § 1 erwähnten Informationen werden vor dem Vertragsabschluss erteilt, unabhängig davon, ob er direkt mit dem Versorger oder über einen Vermittler abgeschlossen wird.
- § 3. Jede Änderung der Vertragsbedingungen wird dem Endverbraucher spätestens zwei Tage vor dessen Inkrafttreten mitgeteilt. In dieser Mitteilung werden die Bedingungen zur Kündigung des Vertrags angegeben.
- Jeder Endverbraucher hat die Möglichkeit, einen Vertrag zu kündigen, wenn er die neuen Bedingungen, die ihm durch seinen Wärmeversorger mitgeteilt werden, nicht annimmt.
- Art. 70** - Die Rechnungsstellung erfolgt auf der Grundlage der vom Netzbetreiber gemäß Kapitel 5 Abschnitt 2 gelieferten Informationen.
- Art. 71** - § 1. Die Rechnungen des Wärmeversorgers enthalten mindestens die folgenden Angaben:
- 1° die eindeutige Identifikationsnummer der Stromanschlussstelle;
- 2° den durch die Abrechnung gedeckten Zeitraum;
- 3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;
- 4° die Anzahl der während der gedeckten Periode verbrauchten kWh, wobei angegeben wird, ob es sich bei dieser Anzahl um eine Einschätzung handelt oder nicht;
- 5° den Preis des kWh, ohne MwSt.;
- 6° den Wert der etwaigen Indexierungsparameter;
- 7° die Kosten pro kWh und die Gesamtgebühr für den Zugang zu den Transport- und Versorgungsnetzen, ohne MwSt.;
- 8° den Betrag pro kWh und den Gesamtbetrag aller sowohl föderalen als auch regionalen Gebühren, Zuschläge und Beiträge, die den Preis der Lieferung belasten, ohne MwSt.;
- 9° den Gesamtpreis des kWh (einschließlich der unter 5°, 7° und 8° erwähnten Elemente), ohne MwSt.;
- 10° den Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt.;
- 11° die Kosten des administrativen Verfahrens bei später Begleichung sowie die näheren Angaben zur Dienststelle für Streitsachen;
- 12° den Vergleich des aktuellen Energieverbrauchs des Verbrauchers mit seinem Verbrauch für denselben Zeitraum im Vorjahr, in Form einer Grafik, in klimabereinigten Daten für Wärmeenergie;
- 13° die Kontaktmöglichkeiten des Kundendienstes und die Frist, innerhalb derer auf jede Anfrage des Endverbrauchers geantwortet wird;
- 14° die Telefonnummer, die physische und elektronische Adresse der speziell für Umzugsverfahren zuständigen Abteilung des Versorgers, über die der Kunde Informationen über das Umzugsverfahren einholen kann, sowie die Kopie eines erstellten Umzugsformulars;
- 15° die Kontaktdaten von Endverbraucherschutzvereinigungen, von Öffentlichen Sozialhilfezentren, der Verwaltung oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über Verbraucherrechte, über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endverbraucherprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können;
- 16° Informationen über den verwendeten Energiemix und die entsprechenden jährlichen Treibhausgasemissionen;
- 17° eine Beschreibung der verschiedenen angewandten Tarife, Steuern und Abgaben.

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 13 darf die Frist zehn Tage nicht überschreiten. In der mit Gründen versehenen Antwort wird zumindest erwähnt, ob der Antrag begründet ist oder nicht oder ob er weiter geprüft wird.

§ 2. In Abweichung von § 1 enthalten die Rechnungen des Wärmeversorgers, die periodische Anzahlungen betreffen, mindestens folgende Angaben:

- 1° die Nummer der Stromanschlussstelle;
- 2° den durch die Abrechnung gedeckten Zeitraum;
- 3° die Zahlungsfrist und das Fälligkeitsdatum;
- 4° den Gesamtbetrag der Rechnung, ohne MwSt.;
- 5° die Kosten des administrativen Verfahrens bei später Begleichung sowie die näheren Angaben zur Dienststelle für Streitsachen;
- 6° die Kontaktmöglichkeiten des Kundendienstes und die Frist, innerhalb derer auf jede Anfrage des Endverbrauchers geantwortet wird;
- 7° die Telefonnummer, die physische und elektronische Adresse der speziell für Umzugsverfahren zuständigen Abteilung des Versorgers, über die der Kunde Informationen über das Umzugsverfahren einholen kann, sowie die Kopie eines erstellten Umzugsformulars;

8° die Kontaktdaten von Endverbraucherschutzvereinigungen, von Öffentlichen Sozialhilfezentren, der Verwaltung oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über Verbraucherrechte, über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endverbraucherprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können;

Bezüglich Absatz 1 Ziffer 6 darf die Frist zehn Tage nicht überschreiten. In der mit Gründen versehenen Antwort wird zumindest erwähnt, ob der Antrag begründet ist oder nicht oder ob er weiter geprüft wird.

§ 3. Wenn sich die Rechnungen des Wärmeversorgers auf regelmäßige Vorauszahlungen gemäß Paragraf 2 beziehen, stellt der Wärmeversorger mindestens einmal jährlich für jeden Endverbraucher eine Endabrechnung aus.

Diese Rechnung wird spätestens 60 Tage nach dem Höchstdatum für die Übermittlung der Zählerstände an den Wärmeversorger ausgestellt.

Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Endverbrauchers ausfallen, erfolgt die Rückzahlung der zu viel erhaltenen Summe innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Endabrechnung.

§ 4. Kündigt die eine oder andere Vertragspartei den Versorgungsvertrag, stellt der Wärmeversorger eine Endabrechnung binnen sechs Wochen nach dieser Änderung aus. Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Endverbrauchers ausfallen, erfolgt die Rückzahlung der zu viel erhaltenen Summe innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Endabrechnung.

Wenn der Endverbraucher zu Beginn seines Vertrages eine Bankgarantie oder eine andere Sicherheit hinterlegt hat und der gesamte Verbrauch zum Zeitpunkt der Beendigung seines Vertrages durch den Endverbraucher beglichen wurde, muss diese Garantie innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Endabrechnung freigegeben werden.

Art. 72 - Die von den Wärmeversorger für Privatkunden eingerichteten Internetseiten enthalten mindestens: die Kontaktdaten von Endkundenschutzvereinigungen, von Öffentlichen Sozialhilfezentren, der Verwaltung oder gleichgestellten Einrichtungen, bei denen sie Informationen über Verbraucherrechte, über bestehende Maßnahmen zur Steigerung der Energieeffizienz, über vergleichbare Endverbraucherprofile und über objektive technische Spezifikationen für energiebetriebene Geräte erhalten können;

Art. 73 - Die Wärmeversorger richten eine telefonische Kontaktstelle und eine E-Mail-Adresse ein, die nur den öffentlichen Sozialhilfezentren und der zentralen Anlaufstelle zugänglich sind, die damit beauftragt ist, den Kunden alle notwendigen Informationen über ihre Rechte, das geltende Recht und die Streitbeilegungsmechanismen zur Verfügung zu stellen, die ihnen bei Streitigkeiten über ihren Energieverbrauch im Rahmen ihrer Aufgaben gemäß Artikel 47quinquies des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts zur Verfügung stehen.

Art. 74 - Der Versorger übermittelt dem Endverbraucher jährlich eine zusammenfassende Bilanz seines Wärmeenergieverbrauchs. Diese muss folgende Angaben enthalten:

1° den Verbrauch, den Zeitraum, auf den er sich bezieht, sowie den gesamten Durchschnittspreis, alle Abgaben, Gebühren, Zuschläge und Beiträge inbegriffen, des während des Zeitraums von zwölf Monaten vor der Erfassung, gemäß § 1 und während der zwei vorherigen Zeiträume von zwölf Monaten verbrauchten kWh, wenn der Endverbraucher tatsächlich von diesem Versorger beliefert wurde;

2° für die Haushaltsverbraucher, den Durchschnittsverbrauch von Standardkunden, vergleichbar mit dem des Endverbrauchers und unter Angabe des in graphischer Form dargebotenen Stands des Letzteren im Vergleich zu diesem Durchschnittsverbrauch.

In der Übersichtsbilanz werden die von den öffentlichen Behörden vereinnahmten Gebühren, Zuschläge und Beiträge ohne MwSt. angegeben, indem sie auf einer föderalen bzw. regionalen Grundlage aufgeteilt werden und ihre gesetzliche Bezeichnung angegeben wird.

Art. 75 - Der Endverbraucher kann vom Versorger von Wärmeenergie verlangen, dass er seine Rechnungsinformationen sowie seine Rechnungen auf elektronischem Wege erhält.

KAPITEL 7 — Soziale Maßnahmen

Art. 76 - § 1. Der Betreiber eines Wärmenetzes mit Verkauf und der Wärmeversorger richten nach dem in § 2 beschriebenen Verfahren soziale Maßnahmen für Haushaltsverbraucher ein, die folgende Mindestbedingungen erfüllen:

1° im Falle einer unbezahlten Rechnung einen angemessenen Zahlungsplan vorschlagen, der die finanzielle Situation des Endverbrauchers sowie den Betrag der zu bereinigenden Schuld und den betreffenden Zeitraum berücksichtigt;

2° eventuelle Beitreibungskosten für unbeglichene Forderungen, auf 7,5 Euro für ein Erinnerungsschreiben und 15 Euro für ein Inverzugsetzungsschreiben begrenzen;

3° die Unterbrechung der Versorgung mit Wärmeenergie ohne Genehmigung eines Friedensrichters verbieten.

Die für die Einsendung der Erinnerungs- und Mahnungs- bzw. Inverzugsetzungsschreiben geforderten Gesamtkosten dürfen 55 Euro pro Jahr nicht überschreiten.

Für einen angemessenen Zahlungsplan im Sinne von Absatz 1 Ziffer 1 dürfen in keinem Fall Kosten gefordert werden.

§ 2. Wenn ein Endverbraucher den Betrag seiner Rechnung nach Ablauf der vorgesehenen Frist nicht beglichen hat, übermittelt der Versorger ihm ein Erinnerungsschreiben mit mindestens folgenden Angaben:

1° das Datum der fälligen Zahlung, das nicht weiter als zehn Tage zurückliegen darf, sowie die Kontaktdaten der für die Ausarbeitung eines Zahlungsplanes zuständigen Dienststelle;

2° die Möglichkeit, das öffentliche Sozialhilfzentrum oder einen anerkannten Schuldenberater einzuschalten, sowie die Kontaktdaten dieser Einrichtungen;

3° das anzuwendende Verfahren, wenn der Endverbraucher keine Lösung für die Zahlung der betroffenen Rechnung findet; dieses Verfahren sieht die Übermittlung des Namens des Kunden an das öffentliche Sozialhilfzentrum vor, es sei denn, der Kunde lehnt dies ausdrücklich ab.

§ 3. Das in § 2 erwähnte Muster eines Erinnerungsschreibens unterliegt der Genehmigung der Verwaltung, die über dreißig Werkzeuge verfügt, um darüber zu befinden.

§ 4. Der Versorger übermittelt dem Endverbraucher per Einschreiben ein Inverzugsetzungsschreiben, wenn der Endverbraucher bis zu dem in dem in Paragraph 2 genannten Erinnerungsschreiben festgelegten Termin nicht entweder:

1° den Betrag der Rechnung beglichen hat;

2° mit der zuständigen Dienststelle des Versorgers einen Zahlungsplan vereinbart hat;

3° oder auf der Grundlage einer Bescheinigung des öffentlichen Sozialhilfzentrums oder der zugelassenen Schuldenvermittlungsstelle den Versorger von den geführten Verhandlungen zur Vereinbarung eines Zahlungsplans in Kenntnis gesetzt hat.

In diesem Schreiben wird darauf hingewiesen, dass der Endverbraucher, wenn innerhalb von fünfzehn Tagen nach Versand der Inverzugsetzung kein Lösungsvorschlag unterbreitet wird, als zahlungsunfähig gilt und dass beim Friedensrichter über ein Antragsverfahren ein Verfahren zur Aussetzung der Versorgung eingeleitet wird.

Die Auferlegung der Anbringung eines Zählers mit Vorauszahlungsfunktion darf nicht ohne die Genehmigung des Friedensrichters erfolgen.

§ 5. Der Netzbetreiber kann soziale Maßnahmen einführen, die die in den Paragraphen 1, 2 und 3 genannten Maßnahmen ergänzen. Gegebenenfalls werden die vom Netzbetreiber oder vom Wärmeversorger eingeführten zusätzlichen sozialen Maßnahmen für das gesamte Netz gemeinschaftlich umgesetzt.

Wenn der Netzbetreiber ergänzende Sozialmaßnahmen einführt, stellt er sicher, dass die Verarbeitung der personenbezogenen Daten der Verbraucher gemäß Artikel 11 des Dekrets vom 15. Oktober 2020 erfolgt.

Art. 77 - Während der Winterperiode, die vom 1. November bis zum 31. März dauert, darf die Lieferung von Wärmeenergie an einen Endverbraucher, der seine Zahlungen nicht geleistet hat, in einer als Hauptwohnsitz genutzten Wohnung nicht unterbrochen werden.

Die in diesem Zeitraum verbrauchte Wärmeenergie ist vom Endverbraucher zu zahlen.

KAPITEL 8 — *Herkunftsnachweise*

Abschnitt 1 — Zulassung von Prüfstellen

Art. 78 - Um zugelassen zu werden, muss eine Prüfstelle folgenden Bedingungen genügen:

1° über die Rechtspersönlichkeit verfügen und von den Erzeugern, Zwischenhändlern und Wärmeversorgern unabhängig sein;

2° den Kriterien der Norm NBN EN ISO/IEC 17020 : 2012 für die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Tätigkeiten genügen, gemäß dem in Ausführung des Gesetzes vom 20. Juli 1990 über die Akkreditierung der Zertifizierungs- und Prüfstellen sowie der Versuchslaboratorien eingerichteten Akkreditierungssystem oder durch ein in einem Mitgliedstaat des europäischen Wirtschaftsraums eingerichtetes gleichwertiges Akkreditierungssystem;

3° den Unabhängigkeitskriterien vom Typ A oder C, wie sie in den allgemeinen Kriterien BELAC für die Umsetzung der Norm NBN EN ISO/IEC 17020 : 2012 bestimmt sind, genügen;

4° sich verpflichten, die Berichte, die nach den Besuchen der Einheiten zur Erzeugung von Wärmeenergie oder Kraft-Wärme-Kopplung aus erneuerbaren Energiequellen im Zusammenhang mit dem Herkunftsnachweis erstellt wurden, schriftlich an die Verwaltung zu übermitteln.

Art. 79 - Der Antrag auf Zulassung wird per Einschreiben an den Minister gerichtet, zusammen mit den Dokumenten, die belegen, dass die Bedingungen des Artikels 78 erfüllt sind. Der Minister holt die Stellungnahme der Verwaltung ein und erteilt oder verweigert die Zulassung innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Stellungnahme der Verwaltung.

Die Zulassung wird für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren gewährt. Während dieses Zeitraums kann die Prüfstelle zu jeder Zeit auf Initiative der Verwaltung im Hinblick auf die Überprüfung der Einhaltung der Zulassungsbedingungen kontrolliert werden.

Art. 80 - Der Entzug der Zulassung wird vom Minister beschlossen:

1° wenn die Prüfstelle die in Artikel 78 festgesetzten Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt;

2° wenn wiederholte Irrtümer bei der Ausübung ihrer Aufgaben festgestellt werden.

Wenn der Minister feststellt, dass sich eine Prüfstelle in einer der in Absatz 1 genannten Situationen befindet, setzt er die Prüfstelle davon in Kenntnis. Diese kann ihre Rechtfertigung innerhalb eines Monats ab dem Tag, an dem sie vom Minister informiert wurde, geltend machen.

Wenn innerhalb dieser Frist keine überzeugende Begründung eingeht, teilt der Minister der Prüfstelle seine Entscheidung über den Entzug der Zulassung mit.

Abschnitt 2 — Zertifizierung von Standorten zur Erzeugung von Wärmeenergie

Art. 81 - Jeder Erzeuger kann auf freiwilliger Basis einen Antrag auf einen Herkunftsnachweis stellen.

Art. 82 - Jeder Antrag auf einen Herkunftsnachweis wird einer gemäß Abschnitt 1 zugelassenen Prüfstelle schriftlich übermittelt. Der Antrag wird vom Eigentümer der Produktionsanlage, die eine erneuerbare Energiequelle oder Abwärme nutzt, oder von einer von ihm zu diesem Zweck benannten Partei gestellt, im Folgenden als Antragsteller bezeichnet.

Art. 83 - § 1. Die Prüfstellen werden damit beauftragt, den Herkunftsnachweis auszustellen und eine periodische, mindestens jährliche Kontrolle über die Konformität der Angaben des Herkunftsnachweises auszuüben.

Die Prüfstellen erstellen für jede durchgeführte periodische Prüfung einen Prüfbericht.

§2. In dem Herkunftsnachweis wird Folgendes angegeben:

1° die Energiequelle, aus der die Produktion stammt;

2° die geschätzten Energiemengen, die im Jahr n+1 erzeugt und verwertet werden sollen;

3° Datum und Ort der Erzeugung;

4° Name, Standort, Typ und Kapazität der Anlage, in der die Energie erzeugt wurde;

5° die Liste der Energiezähler, die für die Abrechnung der eingespeisten Wärmeenergie verwendet werden, mit Seriennummern, Fotos, Standorten und Indexablesungen während des Prüfbesuchs;

6° das Datum der Inbetriebnahme der Anlage;

7° gegebenenfalls Art, Höhe und Gültigkeitsdauer der Investitionsbeihilfe, die der Produktionsstandort oder die Einheit zur Erzeugung von Wärmeenergie eventuell erhalten hat;

8° das Datum und das Land der Ausstellung;

§ 3. Anlagen, die mit erneuerbaren Brennstoffen betrieben werden, müssen der Prüfstelle die Nachweise über die jährliche Lieferung der Brennstoffe und über deren erneuerbaren Charakter übermitteln.

Art. 84 - Im Fall einer Änderung der Messinstrumente oder eines dem Herkunftsnachweis erwähnten Elements wird dies vom Inhaber dieser Bescheinigung innerhalb von fünfzehn Tagen schriftlich einer Prüfstelle mitgeteilt. Gegebenenfalls passt Letztere den Herkunftsnachweis an oder entzieht ihn.

Zu jeder Zeit kann die Verwaltung die Kontrolle vornehmen oder eine Prüfstelle damit beauftragen, eine Kontrolle vorzunehmen und zu prüfen, ob die in dem Herkunftsnachweis erwähnten Elemente der Wirklichkeit entsprechen. Im gegenteiligen Fall wird der Herkunftsnachweis angepasst oder entzogen.

Die Prüfstelle teilt der Verwaltung jede Änderung oder jeden Entzug des Herkunftsnachweises innerhalb von zehn Tagen nach der Kontrolle mit.

Art. 85 - Die Gewährung jeglicher öffentlicher Unterstützung für Anlagen zur Erzeugung erneuerbarer Wärmeenergie oder zur Nutzung von Abwärme in der Wallonischen Region ist von der Verfügbarkeit eines Herkunftsnachweises abhängig.

Der Herkunftsnachweis muss während der gesamten Dauer der in Absatz 1 genannten öffentlichen Unterstützung gültig sein.

*Abschnitt 3 — Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für erneuerbare Wärmeenergie**Unterabschnitt 1 — Vorbedingungen zur Vergabe von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie*

Art. 86 - Bevor ein Antrag auf Vergabe von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie gestellt werden kann, muss der Standort zur Erzeugung erneuerbarer Wärmeenergie oder zur Nutzung von Abwärme einen Herkunftsnachweis erhalten haben, die von einer gemäß Abschnitt 2 zugelassenen Einrichtung ausgestellt wurde.

Unterabschnitt 2 — Verfahren zur Vergabe der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie

Art. 87 - Eine Antragsakte auf Vergabe von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie wird bei der Verwaltung gemäß den vom Minister festgelegten Modalitäten und mittels eines von ihm festgelegten Formulars eingereicht.

Jegliche Änderung der auf dem im oben genannten Absatz erwähnten Formular stehenden Angaben muss innerhalb von fünfzehn Tagen übermittelt werden.

Art. 88 - Die Antragsakte umfasst die folgenden Dokumente:

1° ein korrektes und ordnungsgemäß ausgefülltes Antragsformular gemäß Artikel 87;

2° die Dokumente, die den Antrag stützen und im Antragsformular genannt werden;

3° die Kontaktdaten der natürlichen oder juristischen Person, der die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie vergeben werden;

4° einen Prüfbericht gemäß Artikel 83.

Art. 89 - Die Verwaltung prüft, ob der Antrag korrekt und vollständig ist. Stellt sie fest, dass der Antrag unvollständig ist, teilt sie dies dem Antragsteller innerhalb von 30 Arbeitstagen nach Eingang des Antrags mit. Sie gibt an, inwiefern das Formular unvollständig ist, und fordert den Antragsteller auf, seinen Antrag innerhalb von 15 Tagen ab Erhalt der Aufforderung auf Vervollständigung zu vervollständigen, andernfalls ist der Antrag ungültig.

Für Formulare, die in den Zeiträumen vom 15. Dezember bis zum 15. Januar und vom 1. Juli bis zum 31. August eingehen, wird die in Absatz 1 genannte Frist um einen Monat verlängert.

Wird bis zum Ablauf dieser Frist keine Entscheidung getroffen, kann der Antragsteller per Einschreiben ein Erinnerungsschreiben an die Verwaltung richten. Die Verwaltung teilt ihre Entscheidung innerhalb von 30 Arbeitstagen nach Erhalt des Erinnerungsschreibens mit.

Art. 90 - Innerhalb eines Monats nach Eingang des vollständigen Antrags prüft die Verwaltung, ob der Antragsteller die Voraussetzungen für die Vergabe von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie erfüllt und teilt ihm ihre Entscheidung mit. Die Verwaltung hört den Antragsteller, der dies beantragt, an.

Für Formulare, die in den Zeiträumen vom 15. Dezember bis zum 15. Januar und vom 1. Juli bis zum 31. August eingehen, wird die in Absatz 1 genannte Frist um einen Monat verlängert.

Wird bis zum Ablauf dieser Frist keine Entscheidung getroffen, kann der Antragsteller per Einschreiben ein Erinnerungsschreiben an die Verwaltung richten. Die Verwaltung teilt ihre Entscheidung innerhalb von 30 Arbeitstagen nach Erhalt des Erinnerungsschreibens mit.

Art. 91 - Nach Annahme des Antrags und auf der Grundlage der Zähl- und Produktionsdaten des Produktionsstandorts teilt die Verwaltung dem Produktionsstandort, der einen Herkunftsnachweis erhalten hat, vierteljährlich in immaterieller Form einen Titel zu, der die Gütezeichen für den Herkunftsnachweis zu je einem Gütezeichen für den Herkunftsnachweis pro effizient genutzter thermischer MWh, die aus erneuerbaren Energiequellen oder Abwärme erzeugt wurde, zuteilt.

Abwärme kann entweder direkt für einen anderen Prozess genutzt werden, wenn das gelieferte Temperaturniveau dies zulässt, oder mithilfe geeigneter technischer Ausrüstung auf ein angemessenes Niveau gebracht werden.

Art. 92 - Für jede Anlage, deren Antrag genehmigt wurde, berechnet die Verwaltung die vierteljährliche Produktion und Verwertung von Wärmeenergie aus erneuerbarer Wärmeenergie oder Abwärme auf der Grundlage der Berechnungsmethode, die gemäß der vom Minister festgelegten Methodik erstellt wurde, und der Berichte und Messungen, die ihr zu diesem Zweck für die Produktion der betreffenden Monate vorgelegt wurden.

Die Verwaltung informiert den Antragsteller über das Ergebnis der Berechnungen und über alle Elemente der in Absatz 1 genannten vierteljährlichen Berechnungen. Das Ergebnis dieser Berechnung wird auf ein MWh abgerundet. Die Verwaltung behält den Restbetrag und bezieht ihn in die Berechnungen für das nächste Quartal ein.

Die Verwaltung stellt klare Informationen über das Verfahren zur Verfügung, mit dem die Ausstellung von Herkunftsnachweisen beantragt werden kann, sowie über die Berechnungsgrundsätze, auf deren Grundlage die Anzahl der zu gewährenden Gütezeichen zur Herkunftsgarantie berechnet wird.

Art. 93 - Gütezeichen zur Herkunftsgarantie haben eine Gültigkeitsdauer, die mit dem Datum des Endes des jeweiligen Produktionszeitraums beginnt und zwölf Monate nach dem letzten Tag des Monats endet, in dem der Produktionszeitraum der entsprechenden Energiemenge endete. Abweichend davon haben die Herkunftsnachweise, die aus einem Grund, der nicht auf die Verantwortung des Erzeugers zurückzuführen ist, mehr als sechs Monate nach dem Ende des Produktionszeitraums ausgestellt wurden, eine Gültigkeitsdauer von sechs Monaten, die ab dem letzten Tag des Monats ihrer Ausstellung berechnet wird.

Nach Ablauf der Gültigkeitsdauer wird das Gütezeichen für den Herkunftsnachweis gelöscht.

Unterabschnitt 3 — Gewährungsbedingungen

Art. 94 - § 1. Herkunftsnachweise werden nur gewährt, wenn der Verwaltung ein gültiger Kontrollbericht über die Produktionsanlage vorgelegt wird.

§ 2. Der Kontrollbericht wird von einer unabhängigen Prüfstelle erstellt, die im Bereich der betreffenden Tätigkeit gemäß Abschnitt 1 dieses Kapitels zugelassen ist. Der Prüfbericht enthält mindestens folgende Elemente:

1° die von der betreffenden Produktionsanlage aus erneuerbaren Energiequellen oder aus Abwärme erzeugte Energie und die verwendeten Energiequellen;

2° die Messungen der erzeugten Energie und die Konfiguration der Messpunkte, anhand derer die Nettomenge der aus erneuerbarer Energie oder aus Abwärme erzeugten Wärmeenergie bestimmt werden kann;

3° alle in Artikel 83 §2 aufgeführten Elemente, die im Herkunftsnachweis gefordert werden.

Art. 95 - Für Wärmeenergie, die nicht verwertet wird, wird kein Gütezeichen für den Herkunftsnachweis ausgestellt.

Unterabschnitt 4 — Überwachung

Art. 96 - § 1. Die Verwaltung kann jederzeit eine Produktionsanlage, für die ein Antrag auf Erteilung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie eingegangen ist oder genehmigt wurde, kontrollieren, um zu überprüfen, ob die Wärmeenergie aus erneuerbaren Quellen oder verwerteter Abwärme erzeugt wird und ob die Messungen der erzeugten Energie der Realität entsprechen.

§ 2. Wenn die Verwaltung feststellt, dass die in Unterabschnitt 3 genannten Bedingungen für die Erteilung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie nicht mehr erfüllt sind oder dass die übermittelten Informationen falsch sind, teilt sie dies dem betreffenden Erzeuger schriftlich mit.

Die Verwaltung hört den Antragsteller, der dies beantragt, an.

Gegebenenfalls setzt die Verwaltung die Gewährung der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie aus.

Hat die Verwaltung begründete Anhaltspunkte dafür, dass die von der Produktionsanlage erzeugte Energie nicht oder nicht mehr aus einer erneuerbaren Quelle stammt, teilt sie dies dem Produzenten mit. Dieser hat einen Monat Zeit, um seine Erklärungen abzugeben. Sind diese nicht überzeugend, kann die Verwaltung die Entscheidung nach Absatz 3 mit oder ohne Rückwirkung auf den Zeitpunkt, zu dem der Anspruch auf die Vergabe von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie entfallen wäre, ändern oder widerrufen. Die Verwaltung informiert den Erzeuger von Wärmeenergie über ihre Entscheidung.

Unterabschnitt 5 — Verwaltung

Art. 97 - Die durch die gewährten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie gegebenen Auskünfte werden durch die Verwaltung in einer Datenbank aufbewahrt und verwaltet.

Art. 98 - § 1. Die Echtheit der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie wird durch die Eintragung in die in Artikel 97 erwähnte Datenbank gewährleistet.

In der Datenbank befinden sich folgende Angaben:

1° die Energiequelle, aus der die Produktion stammt;

2° die geschätzten Energiemengen, die im Jahr n+1 erzeugt und verwertet werden sollen;

3° Datum und Ort der Erzeugung;

4° Name, Standort, Typ und Kapazität der Anlage, in der die Energie erzeugt wurde;

5° das Datum der Inbetriebnahme der Anlage;

6° gegebenenfalls Art, Höhe und Gültigkeitsdauer der Investitionsbeihilfe, die der Produktionsstandort oder die Einheit zur Erzeugung von Wärmeenergie eventuell erhalten hat;

7° das Datum und das Land der Ausstellung;

8° die vierteljährlichen Produktionsdaten.

§ 2. Die Datenbank enthält das Register der Erzeuger, Versorger, Zwischenhändler und Betreiber von Wärmenetzen, die auf dem Markt der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie tätig sind.

Art. 99 - § 1. Die Verwaltung richtet geeignete Mechanismen ein, um zu gewährleisten, dass die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie in der Datenbank nach Artikel 98 elektronisch gehandelt, exportiert und hinterlegt werden können und dass die dort gespeicherten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie korrekt, zuverlässig und vor Betrug geschützt sind.

§ 2. Die Verwaltung überwacht die Erteilung, den Handel, die Ein- und Ausfuhr, die Hinterlegung, den Ablauf und die Löschung von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie in der Wallonischen Region.

§ 3. Die Verwaltung kann nur die Verwaltung der Datenbank an eine von den Erzeugern, Versorgern, Vermittlern und Betreibern von Wärmenetzen unabhängige Stelle delegieren.

Art. 100 - § 1. Gütezeichen zur Herkunftsgarantie sind frei handelbar, mit Ausnahme von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die:

1° gelöscht wurden;

2° abgelaufen sind;

3° für Wärmeenergie vergeben werden, die innerhalb der Produktionsstandort verbraucht wird;

4° für Wärmeenergie gewährt werden, die innerhalb des Netzes für Wärmeenergie verbraucht wird, an das die Einheit zur Erzeugung von Wärmeenergie angeschlossen ist, die die Produktion von Wärmeenergie ermöglicht hat, die Gegenstand des Gütezeichens für den Herkunftsnachweis ist.

Der Verkäufer registriert den Verkauf eines Gütezeichens für den Herkunftsnachweis in der zentralen Datenbank. Er gibt die gehandelten Gütezeichen für den Herkunftsnachweis, den Käufer und den Verkaufspreis an.

§ 2. Nach der Registrierung des Verkaufs werden die betreffenden Gütezeichen zur Herkunftsgarantie aus dem Portfolio des Verkäufers in das Portfolio des Käufers übertragen.

Das Gütezeichen für den Herkunftsnachweis ist nicht mehr übertragbar, wenn seine Gültigkeitsfrist abgelaufen ist oder wenn es für ungültig erklärt wurde. In diesem Fall wird das Gütezeichen für den Herkunftsnachweis in das Register der gelöschten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie übertragen.

Art. 101 - § 1. Die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie werden vierteljährlich von der Verwaltung gelöscht, spätestens jedoch am 31. März eines jeden Jahres, um die Überprüfung der an Endverbraucher in der Wallonischen Region gelieferten Wärmeenergie zu ermöglichen.

§ 2. Für jedes von ihnen in der Wallonischen Region vermarktete Produkt melden die Wärmeversorger der Verwaltung gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten die Anteile von Wärmeenergie, die aus erneuerbaren Energiequellen, Abwärme und/oder aus der Kraft/Wärme-Kopplung stammen.

§ 3. Die Verwaltung überprüft, ob es sich bei der an Endverbraucher in der Wallonischen Region verkauften Wärmeenergie um erneuerbare Energie oder Abwärme handelt, und genehmigt den vom Versorger vorgelegten Brennstoffmix auf der Grundlage der vom Minister festgelegten Methode.

§ 4. Die Wärmeversorger übermitteln dem Netzbetreiber vierteljährlich die Liste ihrer Endverbraucher, die an ihr Netz angeschlossen sind und denen sie Wärmeenergie aus erneuerbaren Energiequellen, Abwärme oder Kraft-Wärme-Kopplung liefern, und geben je Endverbraucher den Anteil solcher Wärmeenergie im Verhältnis zu der gesamten Wärmeenergie, die sie ihm liefern, an.

§ 5. Die Netzbetreiber übermitteln der Verwaltung und dem betreffenden Versorger vierteljährlich die Verbrauchsdaten der Endverbraucher, aufgeschlüsselt nach dem Anteil der Wärmeenergie aus erneuerbaren Energiequellen, Abwärme - oder Kraft-Wärme-Kopplung an der Gesamtlieferung von Wärmeenergie an diese Endverbraucher.

§ 6. Auf der Grundlage der im vorigen Paragraphen erwähnten Daten prüft die Verwaltung quartalsweise, ob die Stromversorger eine genügende Anzahl von Gütezeichen zur Herkunftsgarantie zurückgegeben haben, um zu gewährleisten, dass es sich bei der an ihre Endverbraucher gelieferte Wärmeenergie um erneuerbare Energie, Energie aus Abwärme oder aus Energie aus Kraft-Wärme-Kopplung handelt.

Die Verwaltung veröffentlicht die Ergebnisse dieser Überprüfungen auf ihrer Internetseite.

§ 7. Die Verwaltung erstellt einen Jahresbericht zur Bewertung des Brennstoffmix jedes Versorgers auf der Ebene seiner gesamten Lieferungen von Wärmeenergie und auf der Ebene jedes vom Versorger vermarkteten Produkts.

Art. 102 - § 1. Nur die Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für erneuerbare Wärmeenergie oder Abwärme, die vom belgischen Staat, von den anderen Regionen des belgischen Staates, von den anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder von anderen Ländern, mit denen die Europäische Union ein Abkommen über die gegenseitige Anerkennung von Herkunftsnachweisen nach ähnlichen Modalitäten wie in diesem Kapitel geschlossen hat, vergeben wurden, werden von der Verwaltung anerkannt.

Die Verwaltung darf die Anerkennung eines Gütezeichens für den Herkunftsnachweis, das vom belgischen Staat, von anderen Regionen des belgischen Staates, von anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder von anderen Ländern gewährt wurde, nicht verweigern, außer wenn sie begründete Zweifel an dessen Genauigkeit, Zuverlässigkeit oder Wahrheitsgehalt hat.

§ 2. Der Minister präzisiert und veröffentlicht die Bedingungen und Modalitäten der Anerkennung sowie das Format, die Mittel, einschließlich elektronischer Mittel, und das Verfahren, durch das diese Herkunftsnachweise aus dem belgischen Staat, einer anderen Region des belgischen Staates, einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder einem anderen Land, mit dem die Europäische Union ein Abkommen über die gegenseitige Anerkennung von Gütezeichens zur Herkunftsgarantie geschlossen hat, importiert werden können.

Art. 103 - Die Verwaltung erstellt einen spezifischen Jahresbericht über die Entwicklung des Marktes der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie. In diesem Bericht werden insbesondere die Anzahl der im Laufe des in Betracht gezogenen Jahres je erneuerbare Energiequelle gewährten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, die der Verwaltung übermittelten Gütezeichen zur Herkunftsgarantie, sowie der Durchschnittspreis der Gütezeichen zur Herkunftsgarantie angegeben. Dieser Bericht wird der Regierung übermittelt.

KAPITEL 9 — *Gemeinschaften für erneuerbare Wärmeenergie und Wärmenetze*

Art. 104 - Die Teilnehmer an einer Gemeinschaft für erneuerbare Energie behalten ihre Rechte und Pflichten, die sich aus ihrer Eigenschaft als Endverbraucher ergeben, und werden gegebenenfalls im Vergleich mit den anderen Netzbenutzern diskriminierungsfrei behandelt.

Art. 105 - Im Sinne der durch das Dekret vom 15. Oktober 2020 geregelten Angelegenheiten hat eine Gemeinschaft für erneuerbare Energie das Recht, die folgenden Aktivitäten auszuüben:

- 1° erneuerbare Wärmeenergie erzeugen;
- 2° erneuerbare Wärmeenergie liefern;
- 3° die von ihrer/ihrer Anlage(n) erzeugte erneuerbare Wärmeenergie selbst verbrauchen, gegebenenfalls nach Speicherung, am Standort ihrer Produktionsanlage(n);
- 4° die erneuerbare Wärmeenergie, die entweder von den Anlagen, deren Eigentümer sie ist, oder von den Anlagen, an denen sie ein Nutzungsrecht hat, das ihr den Status eines Erzeugers verleihen kann, oder von den Eigenerzeugungsanlagen, die sich im Besitz ihrer Mitglieder befinden, erzeugt wird, unter ihren Teilnehmern aufteilen;
- 5° die Aggregation vornehmen;
- 6° an Flexibilitätsdiensten teilnehmen;
- 7° die gesamte oder einen Teil der erneuerbaren Wärmeenergie, die aus dem Wärmenetz stammt oder von ihr selbst erzeugt wurde, speichern;
- 8° Energieeffizienzdienstleistungen oder andere Energiedienstleistungen erbringen;
- 9° die von ihr erzeugte erneuerbare Wärmeenergie, die nicht selbst verbraucht und nicht gemäß Ziffer 4 geteilt wird, verkaufen.

Wenn die Gemeinschaft für erneuerbare Wärmeenergie Wärmeenergie an Drittverbraucher verkauft, unterliegt sie allen Vorschriften des vorliegenden Erlasses, die sich auf Wärmeversorger beziehen.

Art. 106 - § 1. Gegebenenfalls kann das von der Gemeinschaft für erneuerbare Energie genutzte Wärmenetz einem Dritten gehören oder von einem Dritten verwaltet werden, was die Anlagen, die Ablesung und die Wartung betrifft.

§ 2. Die Gemeinschaft kann die Verwaltung seiner Geschäfte sowie die Verwaltung seiner Anlagen zur Stromerzeugung und -speicherung an Dritte übertragen.

Art. 107 - Die Gemeinschaft für erneuerbare Energie legt in ihren Satzungen die Regeln in Bezug auf die Vertretung ihrer Teilnehmer fest. Die Gemeinschaft für erneuerbare Energie ist der einzige Ansprechpartner für den/die Betreiber der Wärmenetze und trägt die Verantwortung für die Verwaltung ihrer Aktivitäten.

Die Satzungen der Gemeinschaft für erneuerbare Energie umfassen mindestens die folgenden Angaben:

- 1° Bestimmungen über die effektive Kontrolle der Gemeinschaft für erneuerbare Energie durch ihre Teilnehmer, die unter anderem Regeln über Interessenkonflikte und die Art und Weise, wie das Kriterium der Nähe bewertet wird, um festzustellen, welche Mitglieder und Aktionäre die effektive Kontrolle über die Gemeinschaft haben, umfassen;
- 2° Bestimmungen, die die Autonomie und Unabhängigkeit der Energiegemeinschaft gegenüber jedem Teilnehmer und anderen Marktteilnehmern, die sich an der Gemeinschaft für erneuerbare Energie beteiligen oder mit ihr in anderer Form zusammenarbeiten, gewährleisten;
- 3° die Ziele, die im Hinblick auf den ökologischen, wirtschaftlichen oder sozialen Vorteil verfolgt werden;
- 4° die Bestimmung und Verteilung etwaiger Einnahmen aus den Aktivitäten der Energiegemeinschaft mit dem Hauptziel, den Mitgliedern und Anteilseignern oder den lokalen Gebieten, in denen die Energiegemeinschaft tätig ist, ökologische, soziale oder wirtschaftliche Vorteile zu verschaffen;
- 5° die Bedingungen für die Teilnahme an und den Austritt aus der Energiegemeinschaft sowie die Bedingungen für die Abtretung und Übertragung der Anteile und Einlagen der Anteilseigner;
- 6° die Bestimmungen über die Laufzeit sowie die Auflösung der Energiegemeinschaft.

Der Minister kann die Mindestbestimmungen betreffend die Satzungen der Gemeinschaften für erneuerbare Energie ergänzen oder präzisieren. Er kann diese Regeln insbesondere je nach Art der betreffenden Gemeinschaft, Eigenschaft der Teilnehmer oder Rechtsform der genannten Gemeinschaft ändern.

Art. 108 - § 1. Die Teilnehmer einer Gemeinschaft für erneuerbare Energie schließen jeweils eine Vereinbarung mit der Gemeinschaft für erneuerbare Energie über ihre Rechte und Pflichten ab, die insbesondere folgende Elemente enthält:

- 1° die anwendbaren Regeln und Verantwortlichkeiten in Bezug auf die Achtung der Privatsphäre und den Schutz personenbezogener Daten;
- 2° die Abgrenzung des geografischen Perimeters im Hinblick auf das Kriterium der Nähe gemäß Artikel 2 Ziffer 11 Buchstabe a) des Dekrets vom 15. Oktober 2020;
- 3° im Falle der gemeinsamen Nutzung von Wärmeenergie innerhalb der Gemeinschaft:
 - a) die Rechte und Pflichten im Zusammenhang mit den Regeln für die gemeinsame Nutzung, einschließlich des für die gemeinsame Nutzung von Wärmeenergie geltenden Verteilungsschlüssels und gegebenenfalls der Rechnungsstellung für die gemeinsame Nutzung von Wärmeenergie;
 - b) das Verfahren bei Nichtzahlung der geteilten Wärmeenergiemengen, das mindestens die Versendung eines Erinnerungsschreibens und einer Inverzugsetzung umfasst;

4° die Modalitäten für die Ausübung der verschiedenen Aktivitäten, die von der Vereinbarung betroffen sind;

5° das Verfahren der Datenübertragung zwischen den Teilnehmern und die Modalitäten im Falle von Funktionsstörungen;

6° die Modalitäten für die Aktualisierung der Vereinbarung.

Der Minister kann den Mindestinhalt der in Absatz 1 erwähnten Vereinbarung ergänzen oder präzisieren.

§ 2. Der Minister kann spezifische Regeln bezüglich der Governance, einschließlich der Autonomie, festlegen, um die Kontrolle der in Artikel 2 Ziffer 11 Buchstabe c) des Dekrets vom 15. Oktober 2020 genannten Ziele einzuhalten, sowie bezüglich des Entscheidungsprozesses der Energiegemeinschaften, um insbesondere die Bürgerbeteiligung zu fördern und Interessenkonflikte zu vermeiden.

Art. 109 - Die Verwaltung erstellt bei jeder Aktualisierung des Wallonischen Energie-Klima-Plans eine Studie über die Entwicklung und die Funktionsweise von Gemeinschaften für erneuerbare Energie, einschließlich möglicher ungerechtfertigter Hindernisse und Einschränkungen ihrer Entwicklung.

KAPITEL 10 — *Planung und Studien im Vorfeld der Entwicklung eines Wärmenetzes*

Art. 110 - § 1. Die lokalen öffentlichen Behörden führen auf der Grundlage der vom Minister präzisierten Methodik eine Zweckmäßigkeitsstudie über die Möglichkeiten des Einsatzes eines durch Abwärme oder erneuerbare Energiequellen gespeisten Wärmenetzes durch oder lassen diese durchführen, und zwar in jedem der folgenden Fälle:

1° bei der Ausarbeitung der verschiedenen Energie- und Kohlendioxidreduzierungspläne, die von den Gemeinden erstellt werden;

2° wenn Abwärme auf dem Gebiet verfügbar ist, in einer Menge, die der minimalen thermischen Leistung entspricht, die notwendig ist, um ein Netz der Kategorie "kollektiv" im Sinne von Anhang 4 zu kategorisieren.

Der Minister kann die Modalitäten für die Anwendung von Absatz 1 festlegen.

§ 2. Die lokalen öffentlichen Behörden führen alle vier Jahre eine Aktualisierung der in Paragraph 1 erwähnten Zweckmäßigkeitsstudie durch. Die erste Frist für die Durchführung der in Paragraph 1 genannten Studie ist der 31. März 2024.

Die in Paragraph 1 genannte Zweckmäßigkeitsstudie wird von den lokalen öffentlichen Behörden veröffentlicht und der Verwaltung übermittelt.

Art. 111 - § 1. Die Projektträger führen oder lassen, wenn es eine installierte Leistung gibt, die der eines kollektiven Netzes entspricht, eine Zweckmäßigkeitsstudie auf der Grundlage der vom Minister präzisierten Methodik über die Möglichkeiten des Einsatzes eines Wärmenetzes, das durch Abwärme oder erneuerbare Energiequellen gespeist wird, durchführen:

1° beim Bau oder der wesentlichen und gleichzeitigen Renovierung mehrerer öffentlicher oder kollektiver Gebäude;

2° bei der Planung von neuen Erschließungsgebiete und Gewerbegebiete;

3° bei der Planung von Renovierungen nach Vierteln oder Renovierungen von öffentlichen Wohnungen;

4° bei koordinierungspflichtigen Straßenbauarbeiten;

5° vor der Erwägung einer möglichen Erweiterung des Gasnetzes.

Wenn die in Absatz 1 genannte Studie eine Rentabilität von weniger als fünf Jahren nachweist, wird eine kollektive Heizanlage installiert.

§ 2. Die Projektträger fügen die in Paragraph 1 genannte Studie ihrem Genehmigungsantrag bei.

Wenn ein Projektträger die in Paragraph 1 genannte Studie nicht durchführt, wird für sein Projekt kein Zuschuss gewährt.

Art. 112 - Der Minister kann im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel einen Zuschuss für die Durchführung der in den Artikeln 110 und 111 vorgesehenen Zweckmäßigkeitsstudien und der Formalitäten für die Gründung einer Gemeinschaft für erneuerbare Energie gewähren.

KAPITEL 11 — *Sanktionen*

Art. 113 - § 1. Vor der Festlegung einer administrativen Geldbuße gemäß Artikel 24 des Dekrets vom 15. Oktober 2020 informiert die Verwaltung die betreffende Person per Einschreibesendung mit Empfangsbestätigung und fordert diese auf, ihr einen Schriftsatz zu ihrer Verteidigung zukommen zu lassen.

Die in Absatz 1 genannte Sendung enthält die in Anlage 3 aufgeführten Elemente. Der in Absatz 1 genannte Schriftsatz wird innerhalb von zwanzig Tagen nach Eingang der in Absatz 1 genannten Sendung per Einschreiben an die Verwaltung gesandt.

§ 2. Die Anhörung findet frühestens fünfundzwanzig Tage nach der in Paragraph 1 Absatz 3 genannten Sendung statt. Die betreffende Person kann hierfür einen Anwalt oder die Person ihrer Wahl hinzuziehen. Die Verwaltung erstellt ein Protokoll der Anhörung und fordert die betreffende Person zur Unterzeichnung desselben auf, gegebenenfalls nachdem diese Person ihre Anmerkungen festgehalten hat.

§ 3. Die Verwaltung legt die Höhe der administrativen Geldbuße fest. Die Verwaltung informiert die betreffende Person innerhalb von zehn Tagen nach der Anhörung oder, wenn keine Anhörung stattfindet, innerhalb von dreißig Tagen nach der Sendung gemäß Paragraph 1 per Einschreiben mit Empfangsbestätigung. Nach dieser Frist gilt, dass sie endgültig auf jede Geldbuße verzichtet, die auf den der betreffenden Person zur Last gelegten Tatbeständen gründet, sofern keine neuen Sachverhalte vorliegen.

Die betroffene Person kann beim Minister eine Beschwerde gegen die administrative Geldbuße einlegen. Die betroffene Person übermittelt dem Minister innerhalb von 20 Tagen nach Erhalt der in Absatz 1 genannten Sendung ein Einschreiben. Der Minister hat 60 Tage Zeit, um seine Entscheidung abzugeben.

Art. 114 - Gegen eine Person, die wegen derselben Tatbestände Gegenstand einer strafrechtlichen Verfolgung ist, kann keine administrative Geldbuße verhängt werden, ob diese strafrechtliche Verfolgung zu einer Schuldigerklärung, einer Einstellung des Verfahrens oder einem Freispruch geführt hat.

Gegen eine Person, die für denselben Sachverhalt bereits eine Geldbuße gezahlt hat, kann keine administrative Geldbuße verhängt werden.

Art. 115 - Der Beschluss der Verwaltung, eine administrative Geldbuße aufzuerlegen, kann Gegenstand einer bei dem Minister innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung des Beschlusses eingelegten Beschwerde sein.

Die Beschwerde beim Minister hat aufschiebende Wirkung.

Art. 116 - § 1. Die Liste der mit der Kontrolle beauftragten Bediensteten wird vom Minister festgelegt. Der Minister stellt ein Dokument aus, das die Eigenschaft als feststellender Bediensteter bescheinigt. Die einzigen Bediensteten, die den Status eines feststellenden Bediensteten in Anspruch nehmen können, sind die Bediensteten der Verwaltung.

§ 2. Die feststellenden Bediensteten dürfen nicht die Funktion von Bediensteten ausüben, die mit der Ausstellung von Zwangsgeldern und deren Vollstreckbarerklärung betraut sind.

Art. 117 - Die Nichteinhaltung dieses Erlasses wird von einem feststellenden Bediensteten im Sinne von Artikel 116 festgestellt. Diese Feststellung hat zur Folge, dass die für die Nichteinhaltung verantwortliche Einheit keinerlei Anspruch auf eine Subvention, einen Zuschuss oder eine wirtschaftliche Unterstützung hat, die von der Wallonie in Verbindung mit dem betreffenden Wärmenetz ausgestellt werden.

Abweichend von Absatz 1 wird die Nichteinhaltung von Artikel 37 mit einer Verwaltungsstrafe von 1.000 Euro pro Verzugsmonat während der ersten zwölf Monate des Verstoßes geahndet.

Falls die Nichteinhaltung nach Ablauf dieser zwölf Monate fortbesteht, findet Absatz 1 Anwendung.

KAPITEL 12 — *Schluss- und Übergangsbestimmungen*

Art. 118 - Die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses bestehenden Wärmenetze und Anlagen erfüllen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses spätestens ein Jahr nach seinem Inkrafttreten.

Abweichend von Absatz 1 verfügen die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens dieses Erlasses bestehenden Wärmenetze und Anlagen über einen Zeitraum von drei Jahren, um den Bestimmungen des Kapitels 3 zu entsprechen, mit Ausnahme von Artikel 5, der ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses Anwendung findet.

Die zusätzlichen Kosten, die sich aus dieser Anpassung ergeben, können auf die betroffenen Nutzer abgewälzt werden.

Der Minister kann den Betreibern und Versorgern der Wärmenetze im Hinblick auf die in den Absätzen 1 und 2 vorgesehene Anpassung im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel einen Zuschuss gewähren.

Abweichend von Absatz 1 müssen die Bestimmungen von Kapitel 5 Abschnitt 2 ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingehalten werden.

Art. 119 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 2022.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 1 - Ergänzende Bestimmungen für Zähler

Abschnitt 1 - Allgemeines

§ 1. Wird bei Zweistoffgeneratoren, die mit einem flüssigen und einem gasförmigen Brennstoff betrieben werden, einer der Brennstoffe nur bei Ausfall der Versorgung des im Normalbetrieb verwendeten Brennstoffs verwendet, so wird die bei Ausfall verwendete Brennstoffmenge nicht mitgezählt.

Die Leistung des oder der Generatoren, die nur bei Ausfall des oder der im Normalbetrieb eingesetzten Generatoren verwendet werden, wird bei der Berechnung der Summe der Nennnutzleistung der Generatoren nicht berücksichtigt.

§ 2. Wenn zwei Heiz- oder Kühlsysteme durch Heiz- oder Kühlwasserleitungen miteinander verbunden sind, an denen sich manuelle Ventile befinden, die nur bei Ausfall eines der beiden Systeme verwendet werden, werden diese beiden Systeme als getrennt betrachtet und die Summe der Nennnutzleistungen der Generatoren wird pro System berechnet.

Ausrüstungen wie Generatoren, Ventile zwischen zwei Systemen, die Brennstoffzufuhr, die bei Ausfall des Normalbetriebs verwendet werden, müssen mit einer Vorrichtung versehen sein, die ein manuelles Eingreifen erfordert.

In dem in Absatz 1 genannten Fall sind die Systeme, die einer Gemeinschaft für erneuerbare Wärmeenergie eigen sind, in den Systemen enthalten, die dem Wärmenetz eigen sind.

§ 3. Ein Gaszähler, der vom Netzbetreiber zur Erstellung der Energieabrechnung installiert wird, gilt als Brennstoffzähler:

1° für die installierten und an denselben Verteilerkreis angeschlossenen Wärmeerzeuger mit einer Gesamtnennleistung von bis zu 400 kW;

2° für Wärmeerzeuger, die in ein und demselben Verteilerkreis installiert und angeschlossen sind und deren gesamte Nennnutzleistung über 400 kW liegt, wenn die Brennstoffzufuhr ausschließlich die gasbetriebenen Wärmeerzeuger versorgt, die diesen Verteilerkreis bedienen.

Ein solcher Zähler muss nicht fernablesbar im Sinne von Artikel 2 Ziffer 13 des vorliegenden Erlasses sein.

Abschnitt 2 - Mindestmerkmale von Zählern

1) Zähler für flüssige und gasförmige Brennstoffe

Volumen- und Massenzähler für flüssige und gasförmige Brennstoffe messen die tatsächlich verbrauchten Brennstoffmengen.

Die folgenden Geräte gelten nicht als Brennstoffzähler:

1° Geräte, die die Menge des gelagerten Brennstoffs messen;

2° Zähler für die Anzahl der Betriebsstunden eines Brenners.

2) Zähler für Wärmeenergie

Wärmeenergiezähler verfügen über eine elektronische Zählereinheit, die die Integration des gemessenen Wärmeträgerdurchflusses und der Differenz zwischen der Vorlauf- und Rücklauf-temperatur des Verteilerkreises vornimmt. Der Zähler erfüllt die Anforderungen der Klasse 2 der Norm NBN EN 1434.

3) Elektrizitätszähler

Elektrizitätszähler messen die angezeigte Wirkenergie in Form eines numerischen Index. Sie erfüllen die folgenden Anforderungen:

1° die Anforderungen der Normen NBN EN 62053-11 und NBN EN 62053-21 erfüllen;

2° eine Mindestauflösung von 1 kWh haben;

3° mindestens eine Genauigkeitsklasse der Klasse 1 haben.

Abschnitt 3 - Präzisierungen zur Zählung

1) Hauptzählung in einem Gebäude

Der Hauptzähler für Wärmeenergie in einem Gebäude oder einer Verbrauchsstätte, die an ein Wärmenetz angeschlossen ist, wird in einem zugänglichen und frostfreien Bereich angebracht.

Im Falle der Anbringung an der Lieferstelle wird der Zähler so nah wie möglich an der Einmündung der Leitungen dieses Netzes in das Gebäude oder die Verbrauchsstätte angebracht.

2) Zählung an Einheiten zur Erzeugung von Wärmeenergie mit mehr als 50 kW § 1. Der Primärenergieverbrauch von Einheiten zur Erzeugung von Wärmeenergie, die an einen Wärmeenergieverteilerkreis angeschlossen sind, wird wie folgt ermittelt:

1° Der Gesamtverbrauch der Brennstoffe der Anlage wird ermittelt:

- A) mithilfe eines oder mehrerer Brennstoffzähler für flüssige oder gasförmige Brennstoffe;
- B) mithilfe einer Aufstellung der gelieferten Mengen für feste Brennstoffe;
- C) mithilfe eines geeigneten Zählers für die Verwendung jedes anderen Energieträgers.

2° Der gesamte Stromverbrauch wird mit Hilfe eines oder mehrerer Stromzähler eindeutig festgestellt.

§ 2. Die gesamte an den Verteilerkreislauf übertragene Wärmeenergie wird mit Hilfe eines oder mehrerer Wärmeenergiezähler eindeutig festgestellt.

§ 3. Bei wassergekühlten Kühlsystemen, die an einen Kühlturm oder Luftkühler angeschlossen sind, wird der gesamte Stromverbrauch aller Kühltürme und Luftkühler mithilfe eines oder mehrerer Stromzähler eindeutig festgestellt.

3) Zählung der Erzeugung von Wärmeenergie einer solarthermischen Warmwasserbereitungsanlage mit einer Fläche von mehr als 10 m².

Die gesamte an den Verteilerkreislauf zugeführte Wärmeenergie wird mit Hilfe eines oder mehrerer Wärmeenergiezähler eindeutig festgestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juli 2022.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 2 - Kriterien und Bestimmungsmethode für den Nachweis einer möglichen Überschreitung der Verteilungsverlustrate bei der Energieanalyse vor einem neuen Anschluss

1) Schwellenwerte für die Verlustrate

Tabelle 01 zeigt die Schwellenwerte für die Verlustrate, die berücksichtigt werden müssen, um eine Überschreitung der Verteilungsverlustrate eines neuen Anschlusses nachzuweisen, abhängig von der Art der Wärmeenergie des Wärmenetzes:

Art der Wärmeenergie	Schwellenwerte für die Verlustrate
Wärmeenergie aus einer fossilen Quelle	10 %
Wärmeenergie aus einer erneuerbaren Quelle	30 %
Wärmeenergie aus Abwärme	50 %

Tabelle 01: Schwellenwerte für die Verlustrate je nach Art der Wärmeenergie

2) Verwendung von Schwellenwerten zur Festlegung des Kriteriums der Überschreitung

Wenn die Wärmeenergie eines Wärmenetzes nur einer einzigen in Tabelle 01 aufgeführten Wärmeenergieart entspricht, ist der Wert des Kriteriums zur Beurteilung der Überschreitung der Verlustrate bei einem neuen Anschluss gleich dem Wert des entsprechenden Schwellenwerts.

Wenn die Wärmeenergie eines Wärmenetzes nur einer mehreren in Tabelle 01 aufgeführten Wärmeenergiearten entspricht, wird der Wert des Kriteriums zur Beurteilung der Überschreitung der Verlustrate bei einem neuen Anschluss nach folgender Formel bestimmt.

$$\text{Gl. 1} \quad Val_{crit} = \frac{p_{foss} * S_{foss} + p_{ER} * S_{ER} + p_{fatale} * S_{fatale}}{100}$$

wobei:

Val_{crit} Wert des Kriteriums, das zur Beurteilung der Überschreitung der Verlustrate bei einem Neuanschluss herangezogen werden soll, in %;

p_{foss} Anteil der Wärmeenergie eines Netzes mit Wärmeenergie aus fossilen Quellen, in %;

S_{foss} Schwellenwert der Verlustrate für fossile Wärmeenergie, wie in Tabelle 01 angegeben, in %;

p_{ER} Anteil der Wärmeenergie eines Netzes mit Wärmeenergie aus erneuerbaren Quellen, in %;

S_{ER} Schwellenwert der Verlustrate für erneuerbare Wärmeenergie, wie in Tabelle 01 angegeben, in %;

p_{fatale} Anteil der Wärmeenergie eines Netzes mit Wärmeenergie aus Abwärme, in %;

S_{fatale} Schwellenwert der Verlustrate für Abwärme, wie in Tabelle 01 angegeben, in %;

Die Wärmeenergieanteile p_{foss} , p_{ER} und p_{fatale} berücksichtigen die Qualität und Quantität der Wärmeenergie, sowohl der erzeugten und direkt in das betrachtete Wärmenetz eingespeisten als auch der aus einem anderen Wärmenetz stammenden Wärmeenergie.

3) Art der Bestimmung der Verlustrate durch einen neuen Anschluss

Die Verlustrate eines neuen Anschlusses wird nach den folgenden Formeln bestimmt:

$$\text{Gl. 2} \quad \%Verlust = 1 - \frac{C_{Anschluss}}{C_{Anschluss} - P_{Netz}}$$

$$\text{Gl. 3} \quad P_{Netz} = \sum_i \lambda_{\Delta T_i} * m_i * \Delta T_i * h_i * 10^{-6}$$

wobei:

$\%Verlust$ Wärmeenergieverluste durch den neuen Anschluss, in %;

$C_{Anschluss}$ Geschätzter oder gemessener Jahresverbrauch des neuen Anschlusses, in MWh/Jahr;

P_{Netz} Wärmeenergie, die pro Jahr beim Durchfluss des Wärmeträgers durch die Verbindungsleitungen, die zur Versorgung des neuen Anschlusses installiert wurden, abgeleitet wird, in MWh/Jahr;

λ_i Wärmeverlustkoeffizient der Gesamtheit "Leitungen + Isolierungen" des Segments i , das die Wärmeträgerflüssigkeit transportiert, unter den vom Hersteller dieser Leitungen festgelegten Standardbetriebsbedingungen, in $W/m.K$;
 m_i Länge des Segments i der Verbindungsleitungen, die installiert wurden, um den neuen Anschluss zu versorgen, in m ;
 ΔT_i Temperaturdifferenz zwischen der Wärmeträgerflüssigkeit, die durch den Abschnitt i fließt, und ihrer direkten Umgebung, in $^{\circ}C$.
Bei einem Netzwerk mit Temperaturmodulation ist die Jahresdurchschnittstemperatur zu berücksichtigen;
 h_i Anzahl der Betriebsstunden pro Jahr des Segments i in Stunden.
Bei einer Regelung, die es ermöglicht, die Einspeisung des neuen Anschlusses bei fehlender Nachfrage zu stoppen, kann die Anzahl der Einspeisestunden des Anschlusses verwendet werden.
Es muss eine Summierung über alle Segmente i vorgenommen werden, die das Projekt des neuen Anschlusses bilden.
Wenn die Umsetzung des neuen Anschlusses die Wärmeverluste mehrerer Abschnitte des Wärmenetzes beeinflusst, werden alle neuen Verluste summiert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juli 2022.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen,

Ph. HENRY

Anhang 3 - Elemente, die sich in der in Artikel 115 genannten Sendung befinden müssen

- 1° die Benennung des vorgebrachten Beschwerdegrunds;
- 2° die Höhe der in Betracht gezogenen Geldbuße;
- 3° die Örtlichkeiten, Tage und Uhrzeiten, an denen die Akte eingesehen werden kann;
- 4° Das für die Anhörung festgesetzte Datum.
- 5° die vollständige Wiedergabe von Artikel 116

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Anhang 4 - Kriterien und Methode zur Bestimmung der Kategorie von Wärmenetzen

Je nach ihren Merkmalen sind verschiedene Netzkategorien zu unterscheiden, um eine Modularität der Anforderungen und Pflichten zu ermöglichen.

Kategorie	Nennleistung	Anschlüsse
Nahwärmenetze	$\leq 200 \text{ kW}$	≤ 25
kollektive Wärmenetze	$200 \text{ kW} < X \leq 1 \text{ MW}$	$25 < Y \leq 250$
städtische Wärmenetze	$> 1 \text{ MW}$	> 250

Die Netzkategorie wird auf der Grundlage des höchsten Indikators in Nennleistung oder Zählpunkt bestimmt. Wenn mehrere Kategorien angewendet werden können, wird die Netzkategorie mit den höchsten Anforderungen angewendet.

Im Falle des kollektiven Netzes ist zu prüfen, ob die Gesamtlänge (Vor- und Rücklauf) der Leitungen außerhalb des geschützten Volumens - definiert in den "Energieeffizienz"-Verordnungen - des Wärmenetzes, das ausschließlich Haushaltsverbraucher verbindet, mehr als 200 Meter beträgt und keine Verlustrate von mehr als 10 % der Gesamterzeugung der angeschlossenen zentralen Heizungsanlage(n) aufweist. Die Berechnung der Verlustrate erfolgt gemäß Anhang 2 und wird der Verwaltung zur Validierung vorgelegt. Andernfalls wird das Netz als zur Kategorie "Nahwärmenetz" gehörend betrachtet.

1° Nennleistung: Summe der maximal lieferbaren Leistung an jedem Anschluss. Der Minister kann einen Mischungsindex mit Gewichtungsfaktoren für die Nennleistung festlegen, wenn mehrere Nutzer mit signifikant unterschiedlichen Verbrauchsprofilen an ein und demselben Wärmenetz angeschlossen sind.

2° Anschlüsse: Summe der Zählpunkte, die mit der Lieferung und dem Verkauf von Wärmeenergie verbunden sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Juli 2022 zur Ausführung des Dekrets vom 15. Oktober 2020 über die Organisation des Wärmeenergiemarkts und über die Wärmenetze beigefügt zu werden.

Namur, den 7. Juli 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/33704]

7 JULI 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van de gebouwen, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2020, artikel 12, § 2;

Gelet op het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten, de artikelen 4, §§ 4 en 6, tweede lid, 6, 8, tweede lid, 9, § 5, 10, tweede lid, 12, 13, 14, 16, 17, tweede lid, 18, 21, 22, tweede lid, 23, 24, tweede lid, en 25 ;

Gelet op het rapport van 24 augustus 2020 opgemaakt krachtens artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 april 2021;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting, gegeven op 15 mei 2021;

Gelet op advies 117/2021 van de Gegevensbeschermingsautoriteit gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het advies 71.178/4 van de Raad van State, gegeven op 9 mei 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 8 juli 2021;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting", gegeven op 6 juli 2021;

Gelet op het advies van Edora, gegeven op 9 juli 2021;

Gelet op het advies van de "Confédération Construction wallonne", gegeven op 22 juni 2021;

Gelet op het advies van "Febeg", gegeven op 14 juli 2021;

Gelet op het advies van de "Fondation rurale de Wallonie", gegeven op 29 juni 2021;

Gelet op het advies van de 3Cluster TWEED3, gegeven op 1 juli 2021;

Gelet op het advies van "Federia", gegeven op 24 juni 2021;

Gelet op het advies van de "Union wallonne des architectes", gegeven op 14 juni 2021;

Gelet op het advies van de « Fédération des CPAS » (Federatie van de Ocmw's), gegeven op 9 juli 2021;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Vereniging van steden en gemeenten van Wallonië), gegeven op 9 juli 2021;

Gelet op het advies van de « Commission wallonne pour l'Energie » (Waalse Energiecommissie), gegeven op 26 juni 2021;

Op de voordracht van de Minister van Energie,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepaling en begripsomschrijvingen

Artikel 1. Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG, gewijzigd bij Richtlijn 2018/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EG betreffende energie-efficiëntie, Richtlijn 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen, zoals gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/844 van het Europees Parlement en de Raad van 30 mei 2018 tot wijziging van Richtlijn 2010/31/EU betreffende de energieprestatie van gebouwen en Richtlijn 2012/27/EU betreffende energie-efficiëntie worden gedeeltelijk omgezet bij dit decreet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 15 oktober 2020 : het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten;

2° de op afstand leesbare meter of verdeler: de meter of verdeler die de beveiligde overdracht van digitale informatie mogelijk maakt, met inbegrip van unieke identificatiegegevens en gegevens met betrekking tot het energieverbruik die aan deze unieke identificatie zijn gekoppeld;

3° hernieuwbare energie: windenergie, zonne-energie en geothermische energie, omgevingsenergie, getijdenenergie, golfslagenergie en andere energie uit de oceanen, waterkracht, en energie uit biomassa, stortgas, gas van rioolzuiveringsinstallaties, biogas en hernieuwbare waterstof;

4° geothermische energie: energie die als thermische energie onder het vaste aardeoppervlak is opgeslagen;

5° omgevingsenergie: van nature voorkomende thermische energie en geaccumuleerde energie in het milieu met afgebakende grenzen, die in de omgevingslucht, met uitzondering van afvoerlucht, of in oppervlakte- of rioolwater kan worden opgeslagen;

6° uitbreiding van het thermische energienet: nieuwe leidingen voor de distributie van thermische energie en collectieve aansluitingen die geen individuele verbindingen vormen en die tot doel hebben op adequate wijze te voorzien in de ontwikkelingsbehoeften van het betrokken net;

7° het garantie-van-oorsprong-certificaat: het attest dat aan een productiesite wordt afgeleverd en waarmee kan worden aangetoond dat de hoeveelheid thermische energie geproduceerd is op basis van hernieuwbare bronnen in overeenstemming met het garantie-van-oorsprong-mechanisme;

8° het label van garantie van oorsprong: het document dat de hoeveelheid thermische energie vastlegt die geproduceerd is op basis van hernieuwbare energiebronnen of thermische fatale energie;

9° de Minister : de Minister bevoegd voor Energie;

10° „restenergiemix“: de totale jaarlijkse energiemix van het Waals Gewest, met uitzondering van het aandeel dat onder de geschrapte garanties van oorsprong valt

1° voorziening voor individuele aansluiting: de voorziening bestemd voor de bevoorrading van één enkel toegangspunt en bestaande uit de individuele aansluiting aangesloten op de distributieleiding, eventueel via een collectieve aansluiting, en een warmtewisselingsstation;

12° calorische bovenwaarde of GCV: hoeveelheid energie die vrijkomt bij de volledige verbranding van een eenheid brandstof, waarbij ervan wordt uitgegaan dat de waterdamp wordt gecondenseerd en de thermische energie wordt teruggewonnen;

13° calorische onderwaarde of NCV: de totale hoeveelheid warmte die door een hoeveelheid brandstof per eenheid wordt afgegeven bij volledige verbranding met zuurstof en wanneer de verbrandingsproducten zijn teruggebracht tot omgevingstemperatuur; deze hoeveelheid omvat niet de condensatiewarmte van waterdamp in de brandstof en van waterdamp die ontstaat bij de verbranding van waterstof in de brandstof ;

14° efficiënt thermisch energienet: een thermisch energienet dat gebruik maakt van ten minste 50% hernieuwbare energie, 50% afvalwarmte, 75% thermische energie uit niet-hernieuwbare warmtekrachtkoppeling of 50% van een combinatie van deze soorten energie of warmte;

15° warmte-uitwisselingsstation: technische uitrusting die de onderlinge uitwisseling van energie mogelijk maakt tussen een of meer warmte-energienetten of een voorzieningspunt dat verbonden is met een of meer eindverbruikers;

16° het beschikbaarheidspercentage van het thermische energienet: het percentage van de tijd waarin een thermisch energienet bekend staat als beschikbaar, in tegenstelling tot de tijd waarin het buiten dienst of in onderhoud is;

17° de productiesite: de vestigingsplaats van een installatie;

18° installatie: een of meer eenheden voor de opwekking van thermische energie die zijn gebaseerd op hetzelfde procédé en dezelfde methode voor de opwekking van thermische energie en die op de productiesite een of meer gemeenschappelijke voorzieningen of gemeenschappelijke logistiek delen die nodig zijn voor de opwekking of de terugwinning van de geproduceerde thermische energie;

19° de thermische productie-eenheid : geheel van elementaire technische componenten die een ondeelbare groep vormen waardoor thermische energie uit één of meer energiebronnen geproduceerd kan worden;

20° het gebouw: elke overdekte constructie met muren waarvoor energie gebruikt wordt om het binnenklimaat te regelen;

21° de plaats van verbruik: elke verbruiker van thermische energie die niet beantwoordt aan de definitie van een gebouw bedoeld in 20° of elke groep verbruikers van thermische energie, al dan niet beantwoordend aan de definitie van een gebouw, en die één aansluitingspunt delen met een thermisch energienet;

22° de gevaloriseerde thermische energie: energie die wordt gebruikt voor het verwarmen van sanitair warm water of voor het verwarmen of koelen van een gebouw, specifieke apparatuur of een industrieel fabricageproces;

23° kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling : de warmtekrachtkoppeling zoals bepaald in artikel 2, 25°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 februari 2022 betreffende de duurzaamheidscriteria voor de productie van energie en broeikasgasemissiereductiecriteria en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van elektriciteitsopwekking uit hernieuwbare energiebronnen of warmtekrachtkoppeling

24° standaardaansluiting: de aansluiting die het thermische energienet in staat stelt het toegangspunt van de netgebruiker te bereiken.

De minister kan de in lid 1 bedoelde definities nader omschrijven.

HOOFDSTUK 2. — *Toepassingsgebied.*

Art. 3. § 1. De hoofdstukken 1, 2, 3, 8, 11 en 12 van dit besluit zijn van toepassing op alle situaties waarin thermische energie wordt verdeeld over meerdere verbruikers.

Netten die overeenkomstig bijlage 4 als buurtnetten worden aangemerkt, vallen niet onder het toepassingsgebied van de andere hoofdstukken van dit besluit, maar kunnen daaraan wel op vrijwillige basis voldoen.

§ 2. De hoofdstukken 4 tot en met 7 zijn van toepassing op collectieve of stedelijke thermische energienetten, met uitzondering van de artikelen waarin wordt bepaald dat zij alleen van toepassing zijn op stedelijke netten.

Afdeling 2 van hoofdstuk 5 is van toepassing op alle collectieve of stedelijke thermische energienetten, ongeacht of thermische energie wordt verkocht of niet. Indien er geen verkoop van thermische energie plaatsvindt en er geen beheerder van een thermisch energienet is aangewezen, berust de verantwoordelijkheid voor de verstrekking van gegevens bij de natuurlijke of rechtspersoon die met het beheer van het net is belast.

§ De hoofdstukken 9 en 10 zijn van toepassing op alle situaties waarin thermische energie wordt verbruikt.

HOOFDSTUK 3. — *Telling en lezing op afstand*

Afdeling 1 — Algemeenheden

Art. 4. De opgelegde meters moeten voldoen aan de eisen van bijlage 1, afdeling 2.

Art. 5. Achttien maanden na de inwerkingtreding van dit besluit moeten warmtewisselingsstations die voor ten minste 50% van de prijs van de oorspronkelijke waarde worden gewijzigd of die nieuw worden geïnstalleerd, de volgende elementen hebben:

1° een warmtemeter

2° een proportionele regeling, die het mogelijk maakt het primaire debiet van de vloeistof van het thermische energienet aan te passen aan de vraag naar vermogen van de eindverbruiker;

3° een fysieke scheiding van de vloeistoffen tussen het thermische energienet en de eindverbruiker, zodat vermenging van deze vloeistoffen wordt voorkomen.

Van het eerste lid, 3° kan worden afgeweken indien aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de kwaliteit van de warmtetransportvloeistof in het distributiecircuit van de verbruiker is een bijkomende verantwoordelijkheid van de netbeheerder, met inbegrip van de eventuele herstelling van schade te wijten aan de slechte waterkwaliteit die in de circuits van de verbruiker kan optreden;

2° een geautomatiseerde veiligheidsvoorziening, onafhankelijk van een externe energiebron voor het sluiten ervan en waardoor de hydraulische isolatie van het station mogelijk wordt, is geïnstalleerd.

Volgens paragraaf 2, 1°, rust op de exploitant de last om, zo nodig, te bewijzen dat hij niet verantwoordelijk is voor de schade.

Gelet op paragraaf 2, 2°, maakt de veiligheidsvoorziening het mogelijk de installatie te isoleren in geval van drukverlies en dus van een lek in de leidingen van de verbruiker of in het net. Een debietregelaar kan aan deze verplichting voldoen als de lekkage niet groter is dan 0,03% van de nominale capaciteit.

Afdeling 2. — Alternatieve tellingsmethode

Art. 6. § 1. Overeenkomstig artikel 4, § 4, van het decreet van 15 oktober 2020 kan in de volgende gevallen een minder belastende tellingsmethode worden toegepast, op voorwaarde dat de situatie reeds bestond vóór de inwerkingtreding van dit besluit:

1° in geval van ontoegankelijkheid of wanneer de leidingen volledig ingebed zijn of zich achter niet-verwijderbare wanden bevinden ;

2° indien een bepaalde zone door meerdere leidingen wordt bevoorraad;

3° indien de verdeling van de thermische energie niet wordt verzekerd door een onafhankelijke lus voor elk van de percelen, op elk punt van zijn traject;

4° indien de thermische energie wordt afgegeven via een verwarmingsplaat zonder de mogelijkheid van meting per kamer of per individuele verbruiker;

5° indien de verwarmingsinstallatie is uitgerust met in serie geschakelde warmtestralers die verschillende individuele verbruikers bedienen;

6° voor die delen van de verwarmingsinstallatie die bestaan uit niet-omkeerbare verwarmingssystemen met warme lucht;

7° als de verwarmingsinstallatie is uitgerust met door stoom aangedreven uitstoters.

§ De goedkopere tellingsmethode bestaat erin de hoeveelheid primaire energie die het gebouw binnenkomt vast te stellen door middel van een vaste-brandstofmeter of meteropneming en op basis daarvan een toewijzing vast te stellen.

Afdeling 3. — Lezing op afstand

Art. 7. § 1. Warmtemeters en verwarmingskostenverdelers die na 1 januari 2023 worden geïnstalleerd, moeten technisch in staat zijn om vanaf het tijdstip van installatie op afstand te worden uitgelezen, zonder andere extra kosten dan de aansluiting op een centrale indexmetinginrichting.

§ 2. Verwarmingskostenverdelers zonder mogelijkheid tot uitlezing op afstand die vóór 1 januari 2023 zijn geïnstalleerd, worden uiterlijk op 1 januari 2027 omgebouwd of vervangen door een apparaat met mogelijkheid tot lezing op afstand.

Wanneer een gebruiker of een andere persoon die in hetzelfde gezin woont, beweert dat hij/zij een probleem heeft met de golfintolerantie, kan hij/zij verzoeken de golfcommunicatiefunctie uit te schakelen.

§ 3. Warmtemeters die niet over de technische capaciteit beschikken om op afstand te worden gelezen en die vóór 1 januari 2023 zijn geïnstalleerd, worden bij vervanging aan het einde van hun levensduur omgebouwd of vervangen door een toestel met de capaciteit om op afstand te worden gelezen, behalve wanneer het voor de plaatsing van de meter beschikbare volume de vervanging van het conventionele meetinstrument door een op afstand leesbaar model niet toelaat.

Wanneer een gebruiker of een andere persoon die in hetzelfde gezin woont, beweert dat hij/zij een probleem heeft met de golfintolerantie, kan hij/zij verzoeken de golfcommunicatiefunctie uit te schakelen.

Art. 8. Voor het aflezen op afstand wordt bij voorkeur gebruik gemaakt van een systeem voor draadloze informatieoverdracht of van een soort telecommunicatienetwerk dat binnen het gebouw of de verbruikssite of in de openbare ruimte rond het gebouw bestaat.

De netbeheerder of de gebouwbeheerder maakt de praktische details van de aansluiting bekend en stelt de toekomstige eigenaar daarvan in kennis voordat de meter wordt geïnstalleerd, zodat de bewoner of eigenaar van het gebouw regelingen kan treffen indien hij of zij een aansluiting zonder golven wenst.

Deel 4 - Eisen inzake energietelling

Art. 9. In het geval van een thermisch energienet wordt de hoofdwarmtemeter, bedoeld in artikel 4, lid 1, van het decreet van 15 oktober 2020, geplaatst overeenkomstig bijlage 1, afdeling 3, 1).

Art. 10. Het primaire energieverbruik van de warmteopwekkingseenheden die zijn aangesloten op een thermische distributienet en de totale warmte-energie die door deze eenheden aan dit distributienet wordt geleverd, wordt in overeenstemming met afdeling 3, punt 2, van bijlage I vastgesteld wanneer ten minste één op dit distributienet aangesloten warmteopwekkingseenheid wordt geïnstalleerd, vervangen of verbeterd en wanneer het totale nominale vermogen van de geïnstalleerde en op dit distributienet aangesloten warmtegeneratoren hoger is dan 50 kW.

Art. 11. De totale warmte-energie die door een installatie voor het verwarmen van water op zonne-energie wordt overgedragen op een distributiecircuit voor thermische energie wordt vastgesteld in overeenstemming met bijlage 1, afdeling 3, onder 3), wanneer ten minste één thermische energieproductie-eenheid die op dit distributiecircuit is aangesloten, wordt geïnstalleerd, vervangen of gemoderniseerd en wanneer het collectoroppervlak van de thermische zonne-installatie 10 m² of meer bedraagt.

Art. 12. Het primaire energieverbruik van een gekoeldwaterproductiesysteem dat is aangesloten op een koudedistributiecircuit en de totale koelenergie die door dat systeem aan dat distributiecircuit wordt geleverd, wordt bepaald in overeenstemming met bijlage 1, afdeling 3, onder 2), wanneer ten minste één op dat distributiecircuit aangesloten gekoeldwaterproductietoestel wordt geïnstalleerd, vervangen of achteraf ingebouwd en wanneer het totale nominaal vermogen van de geïnstalleerde gekoeldwaterproductietoestellen die op dat distributiecircuit zijn aangesloten, groter is dan 50 kW

Art. 13. De plaatsing van een meter overeenkomstig de voorschriften van het decreet van 15 oktober 2020 en dit besluit wordt gedocumenteerd in een verslag dat alle meters omvat die op hetzelfde thermische energienet of hetzelfde distributiecircuit zijn geplaatst.

Het verslag bedoeld in het eerste lid wordt opgenomen in het postinterventiedossier, bedoeld in artikel 3, 8°, van het koninklijk besluit van 25 januari 2001 betreffende de tijdelijke of mobiele bouwplaatsen.

De Minister bepaalt de inhoud en de wijze van het in het eerste lid bedoelde verslag.

**HOOFDSTUK 4. — Vergunningen voor netbeheerders van thermische energie
en voor leveranciers van thermische energie met verkoop**

Afdeling 1. — Toekenning, handhaving en intrekking van vergunningen aan beheerders en leveranciers

Art. 14. Dezelfde natuurlijke of rechtspersoon kan de rol van producent van thermische energie, beheerder van een thermisch energienet en leverancier van thermische energie vervullen.

Art. 15. De aanvragende netbeheerder of leverancier van thermische energie vraagt een vergunning aan via de door de Minister vastgestelde procedure.

De in lid 1 bedoelde aanvraag omvat ten minste :

- 1° alle documenten waaruit blijkt dat het voldoet aan de gunningscriteria ;
- 2° een beschrijving van de thermische energienetten, volgens het model vastgesteld door de Minister;
- 3° de datum waarop de aanvrager van plan is zijn activiteit aan te vatten.

Art. 16. De vergunning wordt verleend totdat zij wordt ingetrokken of er afstand van wordt gedaan.

Art. 17. Bij ontvangst van de aanvraag gaat de Administratie na of ze beschikt over alle documenten die ze nodig heeft om de aanvraag te behandelen.

De Administratie stuurt binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de aanvraag een bericht van ontvangst naar de aanvrager om te bevestigen dat de aanvraag volledig of onvolledig is.

Indien de Administratie vaststelt dat het verzoek onvolledig is, specificereert zij in het bericht van ontvangst de ontbrekende documenten en verzoekt zij de aanvrager de aanvraag aan te vullen binnen vijftien werkdagen na de datum van het bericht van ontvangst, bij gebreke waarvan de aanvraag vervalft.

Indien de gevraagde documenten binnen de hierboven vermelde termijn worden ontvangen, bevestigt de Administratie de ontvangst en bevestigt zij dat de aanvraag volledig is.

Indien binnen vijftien werkdagen geen bericht van ontvangst is ontvangen, wordt de aanvraag als volledig beschouwd. De Administratie behoudt echter de mogelijkheid om de aanvrager te ondervragen.

Art. 18. Na ontvangst van de volledige aanvraag registreert de Administratie de toezegging van de aanvragende beheerder of leverancier dat hij aan de in dit hoofdstuk bedoelde criteria zal voldoen.

Wanneer de Administratie van oordeel is dat aan een of meer criteria niet is voldaan, stelt zij de aanvrager daarvan in kennis door binnen 30 werkdagen na het bericht van ontvangst van de aanvraag een brief te verzenden. De Administratie geeft, in voorkomend geval, de redenen op waarom zij meent dat niet aan de criteria is voldaan.

Binnen een termijn van dertig werkdagen na ontvangst van de kennisgeving, die is voorgeschreven op straffe van verval van de aanvraag, kan de aanvrager per post zijn opmerkingen, motiveringen of enige andere aanvullende informatie verstrekken of verzoeken om door de Administratie te worden gehoord.

De Administratie hoort de aanvrager die daarom verzoekt binnen 30 werkdagen na de indiening van de aanvraag.

Art. 19. De Administratie stelt de aanvrager binnen 30 werkdagen in kennis van haar beslissing tot verlening of weigering van de vergunning, hetzij :

- 1° van het bericht van ontvangst van de aanvraag waarin wordt verklaard dat de aanvraag volledig is;
- 2° van de ontvangst van aanvullende informatie verkregen krachtens artikel 17 ;
- 3° van de ontvangst van de opmerkingen of de hoorzitting overeenkomstig artikel 18.

De Administratie publiceert de lijst van exploitanten en leveranciers met vergunning op haar website en zendt tegelijkertijd een kopie aan de minister.

Indien de Administratie geen beslissing neemt binnen 50 werkdagen na het bericht van ontvangst waarin wordt verklaard dat de aanvraag volledig is, kan de aanvrager de Administratie per aangetekende brief een herinnering sturen. De Administratie deelt haar beslissing binnen 30 werkdagen na ontvangst van de aanmaning mee.

Art. 20. De Minister kan een modeldossier opstellen en opleggen voor de vergunningsaanvraag dat door de aanvrager nageleefd moet worden.

Art. 21. Voor de houders van een vergunning toegekend in een ander gewest of in een andere lidstaat van de Europese economische ruimte, worden de toekenningscriteria van de vergunning betreffende de eerbaarheid, de beroepservaring, de financiële capaciteit en de kwaliteit van de organisatie geacht voldaan te zijn.

De aanvrager voegt bij de aanvraag bedoeld in artikel 13 een afschrift van de vergunning toegekend op federaal niveau, in een ander gewest of in een andere Lidstaat van de Europese economische ruimte, alsook een verklaring op erewoord ter bevestiging van de geldigheid van deze vergunning.

De aanvrager moet aantonen dat de op federaal niveau, in een ander gewest of in een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte verleende vergunning waarvan hij houder is, wat betreft reikwijdte gelijkwaardig is aan de aangevraagde vergunning, door het bewijs te leveren dat deze is afgegeven door een overheidsinstantie of door een geaccrediteerde instantie.

In afwijking van het eerste lid kan de aanvrager, als de Administratie het nodig acht t.a.v. de toestand van de aanvrager, verplicht worden tot het leveren van de bewijsstukken ter bevestiging van de naleving van één of meerdere toekenningcriteria van de vergunning.

Art. 22. § 1. De houder van een vergunning van beheerder van een thermisch energienet die wenst af te zien van zijn vergunning dient zijn aanvraag in bij de Administratie bij aangetekend schrijven en mits een vooropzeg van minstens drie maanden.

§ 2 . De betrokken beheerder draagt de exploitatie van het (de) thermische energienet(ten) waarvoor hij verantwoordelijk is over aan een of meer andere beheerders van thermische energienetten die in het bezit zijn van een vergunning van beheerder in het Waals Gewest en stelt de leveranciers, producenten en verbruikers die op dit (deze) net(ten) zijn aangesloten in kennis van de identiteit en het adres van de nieuwe beheerder(s) van thermische energienet(ten).

Bij het meedelen van de identiteit en het adres van de nieuwe beheerder aan eindverbruikers, producenten en leveranciers, verwerkt de afgevende beheerder deze persoonsgegevens overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

§ 3 Een maand voor de datum van overdracht informeert (informereren) de thermische netbeheerder(s) die de afnemers overdraagt (overdragen), de verbruikers over de overname van hun net en over de maatregelen die zijn genomen om de continuïteit van de door het net geleverde diensten te waarborgen.

§ 4. De Administratie deelt haar beslissing bij aangetekend schrijven mee binnen een termijn van drie maanden, met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag. Bij gebreke van kennisgeving van een beslissing door de Administratie binnen deze termijn, kan de betrokken beheerder de Administratie per aangetekend schrijven een aanmaning zenden. De Administratie deelt haar beslissing binnen 30 werkdagen na ontvangst van de aanmaning mee.

Art. 23. § 1. De houder van een vergunning van leverancier die wenst af te zien van zijn vergunning dient zijn aanvraag in bij de Administratie bij aangetekend schrijven en mits een vooropzeg van minstens drie maanden. De aanvraag vermeldt nauwkeurig de manier waarop aan de verplichtingen bedoeld in paragraaf 2 zal worden voldaan.

De opzegging van een leverancier van thermische energie is onderworpen aan de overdracht van de afnemers aan één of meer andere leveranciers van thermische energie die houder zijn van een vergunning in het Waalse Gewest, en aan de voorafgaande kennisgeving aan elke eindverbruiker van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier van thermische energie.

De leverancier van thermische energie verkrijger van de afnemers geeft de eindverbruikers één maand vóór de datum van hun overdracht kennis van zijn leveringsvoorwaarden.

Bij gebrek aan een behoorlijk getekende overeenkomst met de aangewezen leverancier van thermische energie verkrijger van de afnemers, bedraagt de opzegtermijn die de leverancier verkrijger van de afnemers aan de eindverbruiker oplegt om van leverancier te veranderen één maand.

Bij het meedelen van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier aan eindverbruikers, verwerkt de afgevende leverancier deze persoonsgegevens overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

§ 3. De Administratie deelt haar beslissing bij aangetekend schrijven mee binnen een termijn van drie maanden, met ingang op de datum van ontvangst van de aanvraag. Bij gebreke van kennisgeving van een beslissing door de Administratie binnen deze termijn, kan de betrokken leverancier de Administratie per aangetekend schrijven een aanmaning zenden. De Administratie deelt haar beslissing binnen 30 werkdagen na ontvangst van de aanmaning mee.

Art. 24. Elke houder van een vergunning die actief is op een net dat overeenkomstig bijlage 4 als "stedelijk" is gecategoriseerd, dient jaarlijks vóór 31 maart bij de Administratie, overeenkomstig de door de Minister vastgestelde procedure, een gedetailleerd verslag in waarin wordt uiteengezet op welke wijze hij heeft voldaan aan de criteria en verplichtingen die zijn voorgeschreven bij of krachtens het decreet van 15 oktober 2020 en dit besluit.

Het uitvoerig verslag bevat minstens het jaarlijks activiteitenverslag, wanneer deze beschikbaar is, en de jaarrekeningen van de houder die overeenkomen met het boekjaar voorafgaand aan het boekjaar van de datum van het overmaken van het verslag.

Art. 25. Wanneer de Administratie vaststelt dat een houder van een vergunning niet langer voldoet aan de toekenningscriteria of niet voldoet aan de bij of krachtens het decreet of dit besluit voorgeschreven verplichtingen, brengt ze hem op de hoogte daarvan per aangetekend schrijven met vermelding van de redenen.

De houder wordt verzocht zijn opmerkingen kenbaar te maken en de Administratie binnen een maand in kennis te stellen van de maatregelen die zijn genomen om aan deze voorwaarden en verplichtingen te voldoen.

De administratie hoort de houder die daarom verzoekt binnen een maand na zijn verzoek om te worden gehoord.

Indien de vergunninghouder geen gevolg heeft gegeven aan het verzoek en geen opmerkingen heeft ingediend, of indien de door hem ingediende opmerkingen niet overtuigend zijn, stelt de Administratie hem binnen een maand na het verstrijken van de in lid 2 bedoelde termijn in kennis van haar beslissing tot intrekking van de vergunning.

Art. 26. Alvorens de gewone rechtsmiddelen aan te wenden, heeft de beheerder van een thermisch energienet of de leverancier van thermische energie het recht om binnen een termijn van twee maanden na de kennisgeving van het besluit van de Administratie een klacht ter herziening in te dienen bij de Minister.

Evenzo kan de benadeelde, bij gebreke van een beslissing van de Administratie binnen de door dit besluit gestelde termijn, binnen twee maanden na het verstrijken van de gestelde termijn bij de Minister een klacht tot herziening indienen.

Deze klacht heeft geen schorsende werking tenzij ze is ingesteld tegen een beslissing tot het opleggen van een administratieve boete. Na ontvangst van de klacht bevestigt de Minister de ontvangst ervan, met vermelding van de datum waarop de klacht is ontvangen.

De Minister bevestigt of herroept het bestreden besluit in zijn geheel binnen een termijn van twee maanden te rekenen van de ontvangst van de klacht of van de bijkomende informatie die hij gevraagd heeft. Bij gebreke van bevestiging of nietigverklaring wordt de aanvankelijke beslissing bevestigd. In geval van nietigverklaring wordt de Administratie terugverwezen naar de oorspronkelijke aanvraag van de benadeelde en neemt zij een nieuwe beslissing binnen drie maanden na de beslissing van de Minister of de aanvullende informatie waarom zij heeft verzocht.

Art. 27. De Administratie werkt de in artikel 19, lid 2, bedoelde lijst van beheerders en leveranciers bij op haar website, nadat besloten is een vergunning in te trekken, ervan af te zien of te handhaven.

Art. 28. In geval van een beslissing om de vergunning van een beheerder van een thermisch energienet in te trekken, draagt de betrokken beheerder de exploitatie van het (de) thermische energienet(ten) waarvoor hij verantwoordelijk is, over aan een of meer andere beheerders van thermische energienetten die houder zijn van een vergunning van beheerder in het Waals Gewest en deelt hij de leveranciers en verbruikers die op dit (deze) net(ten) zijn aangesloten, de identiteit en het adres van de nieuwe beheerder(s) van het thermische energienet mee.

Een maand voor de datum van overdracht informeert (informereren) de thermische netbeheerder(s) die de afnemers overdraagt (overdragen), de verbruikers over de overname van hun net en over de maatregelen die zijn genomen om de continuïteit van de door het net geleverde diensten te waarborgen.

Bij het meedelen van de identiteit en het adres van de nieuwe beheerder aan eindverbruikers, en leveranciers, verwerkt de gesanctioneerde beheerder deze persoonsgegevens overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

Art. 29. § 1. In geval van een beslissing tot intrekking van de vergunning van een leverancier van thermische energie draagt de gesanctioneerde leverancier, in voorkomend geval in het kader van lopende gerechtelijke procedures, zijn afnemers over aan een of meer andere leveranciers van thermische energie met een vergunning en deelt hij binnen een maand na de beslissing tot intrekking elke eindgebruiker vooraf de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier van thermische energie mee. De aangewezen leverancier van thermische energie geeft de eindverbruikers één maand vóór de datum van hun overdracht kennis van zijn leveringsvoorwaarden.

Bij gebrek aan een behoorlijk getekende overeenkomst met de leverancier van thermische energie verkrijger van de afnemers, bedraagt de opzegtermijn die de aangewezen leverancier aan de eindverbruiker oplegt om van leverancier te veranderen één maand.

Bij het meedelen van de identiteit en het adres van de nieuwe leverancier aan eindverbruikers, verwerkt de gesanctioneerde beheerder deze persoonsgegevens overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

§ 2. Indien de teruggetrokken leverancier de enige actieve leverancier in het thermische energienet is, zorgt de netbeheerder ervoor dat er een nieuwe leverancier komt of, indien dit niet het geval is, wordt hij zelf de leverancier van thermische energie van het net.

Art. 30. § 1. In het kader van de verwerking van vergunningen van thermische-energienetbeheerders en thermische-energieleveranciers verwerkt de Administratie de volgende gegevens betreffende de in paragraaf 6, tweede lid, bedoelde personen:

- 1° naam en voornaam ;
- 2° het postadres ;
- 3° het emailadres ;
- 4° de telefoonnummer.

De in lid 1 bedoelde gegevens worden bewaard gedurende ten hoogste één jaar na de datum van beëindiging van de vergunning of, in geval van een geschil, gedurende ten hoogste één jaar nadat alle beroepsmogelijkheden zijn uitgeput.

§ 2. De Administratie verwerkt de volgende gegevens over de in paragraaf 6, derde lid, bedoelde personen in het kader van de verwerking van de dossiers betreffende de garantie van oorsprong

- 1° naam en voornaam ;
- 2° het postadres ;
- 3° het emailadres ;
- 4° de telefoonnummer.

§ 3. De in lid 1 bedoelde gegevens worden verwerkt voor de volgende doeleinden:

- 1° het beheer van de dossiers in verband met de vergunningen voor netbeheerders van thermische energie en voor leveranciers van thermische energie met verkoop
- 2° het opstellen van statistieken met betrekking tot de vergunningsaanvragen, alsook de weigering, de verzaking en de handhaving van deze vergunningen.

§ 4. De in paragraaf 2 bedoelde gegevens worden verwerkt voor de volgende doeleinden:

- 1° het beheer van de dossiers met betrekking tot de garantie van oorsprong ;
- 2° het opstellen van statistieken met betrekking tot gecertificeerde productiesites en afgegeven labels van garantie van oorsprong.

§ 5. De Administratie bewaart de in lid 1 bedoelde persoonsgegevens in een door haar beheerde gegevensbank. De Administratie neemt de nodige maatregelen om de veiligheid van de in deze gegevensbank opgenomen gegevens te waarborgen. De enige personen die toegang hebben tot deze gegevens zijn de personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed en Energie, door middel van een gebruikersnaam en een wachtwoord.

§ 6. De beheerder van deze gegevens is de Administratie. De in paragraaf 1 bedoelde betrokkenen zijn de kandidaten-leveranciers van thermische energie die een aanvraag hebben ingediend, de kandidaten-beheerders van het thermische energienet, de leverancier van thermische energie en de beheerders van thermische energienet. In het geval van een rechtspersoon is er geen sprake van een betrokken persoon.

De in paragraaf 2 bedoelde betrokken personen zijn de producenten van thermische energie die een dossier betreffende de garantie van oorsprong hebben ingediend. In het geval van een rechtspersoon is er geen sprake van een betrokken persoon.

Afdeling 2. — De vergunning van de beheerder van het thermische energienet

Art. 31. § 1. De kandidaat-netbeheerder moet, zowel bij de aanvraag als na de afgifte van de vergunning, aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° een publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersoon zijn;
- 2° een exploitatiezetel in het Waals Gewest hebben;
- 3° zijn activiteiten niet hebben geschorst of gestaakt, niet failliet zijn verklaard, niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een vereffenings- of faillissementsprocedure of van een soortgelijke procedure waarin de buitenlandse wet- of regelgeving voorziet;
- 4° de Belgische wetgeving of de wetgeving van de Staat waar hij gedomicilieerd of gevestigd is, naleven inzake sociale zekerheidsbijdragen en belastingen;
- 5° zich niet schuldig gemaakt hebben aan het afleggen van valse verklaringen in verband met de informatie die hij moet verstrekken krachtens het decreet of dit besluit.
- 6° de taken en verplichtingen die hem bij het decreet en dit besluit zijn opgelegd, naleven, op straffe van een administratieve sanctie, overeenkomstig hoofdstuk 11 ;

7° in de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag niet veroordeeld zijn geweest voor een delict dat schadelijk is voor zijn goede zeden of voor een ernstige fout bij de uitoefening van zijn beroepsactiviteit;

8° een technische kwalificatie bezitten die verband houdt met de verantwoordelijkheden waarvoor hij verantwoordelijk is;

9° voldoende ervaring hebben om de hem toegewezen verantwoordelijkheden uit te voeren.

Overeenkomstig lid 1, 4°, kan het bewijs dat aan de wetgeving is voldaan, worden geleverd door een attest dat door de bevoegde overheid is afgegeven. Gemeenten zijn niet verplicht het bewijs te leveren dat zij voldoen aan de wetgeving inzake socialezekerheidsbijdragen en belastingen.

Overeenkomstig lid 1, 7°, wordt het bewijs van de afwezigheid van veroordelingen in de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag geleverd door een uittreksel uit het strafregister dat dateert van minder dan drie maanden voor de datum van de aanvraag. Gemeenten zijn niet verplicht bewijs te leveren van het ontbreken van een veroordeling.

De Minister kan voorafgaand aan de verlening van de vergunning een opleiding instellen, waardoor een kandidaat-beheerder die deze opleiding heeft gevolgd, niet hoeft aan te tonen dat hij voldoet aan de voorwaarde, bedoeld in het eerste lid, 8°.

De Minister kan de voorwaarden van dit artikel nader omschrijven.

§ 2. De beheerder van het thermische energienet moet een zakelijk recht op het thermische energienet hebben. Hij kan zijn taken geheel of gedeeltelijk aan een derde delegeren.

De in lid 1 bedoelde derde moet aan de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarden voldoen.

Indien de netbeheerder zijn taken geheel of gedeeltelijk aan een derde delegeert, blijft de aangewezen netbeheerder verantwoordelijk voor de naleving van de bij dit besluit opgelegde verplichtingen.

Art. 32. Elke onderneming die belast is met de exploitatie, het onderhoud of andere werkzaamheden met betrekking tot een thermisch energienet van de categorie "stedelijk", moet bovendien beschikken over :

1° de klasse die overeenstemt met het totale bedrag van de concurrerende contracten, in verband met het thermische energienet en waarvoor het gemandateerd is;

2° de passende goedkeuring voor de uitgevoerde werken en diensten.

Art. 33. Indien de administratie dit gezien de bijzondere technische, professionele of financiële capaciteiten van de beheerder passend acht, kan zij een patronaatsverklaring eisen, waarvan het model door de Minister kan worden voorgeschreven, van een met de aanvrager verbonden onderneming en waarin deze onderneming zich ertoe verbindt de aanvrager op een of andere manier te steunen.

Indien een netbeheerder niet langer voldoet aan de in deze afdeling gestelde voorwaarden of de hem door het decreet van 15 oktober 2020 of dit besluit opgelegde verplichtingen niet nakomt, leidt de Administratie de in artikel 25 bedoelde intrekingsprocedure in.

Afdeling 3. — De vergunning van de leverancier van thermische energie

Art. 34. § 1. De kandidaat-leverancier van thermische energie moet, zowel bij de aanvraag als na de afgifte van de vergunning, aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° indien de aanvrager een natuurlijke persoon is, zijn woonplaats hebben in België of in een andere Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte;

2° indien de aanvrager een vennootschap is, rechtsgeldig zijn opgericht;

3° zijn activiteiten niet hebben geschorst of gestaakt, niet failliet zijn verklaard, niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een vereffenings- of faillissementsprocedure of van een soortgelijke procedure waarin de buitenlandse wet- of regelgeving voorziet;

4° de Belgische wetgeving of de wetgeving van de Staat waar hij gedomicilieerd of gevestigd is, naleven inzake sociale zekerheidsbijdragen en belastingen;

5° zich niet schuldig gemaakt hebben aan het afleggen van valse verklaringen in verband met de informatie die hij moet verstrekken krachtens het decreet van 15 oktober 2020 of dit besluit.

6° in de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag niet veroordeeld zijn geweest voor een delict dat schadelijk is voor zijn goede zeden of voor een ernstige fout bij de uitoefening van zijn beroepsactiviteit;

7° de taken en verplichtingen die hem bij het decreet van 15 oktober 2020 en dit besluit zijn opgelegd, naleven, op straffe van een administratieve sanctie, overeenkomstig hoofdstuk 11 ;

Overeenkomstig paragraaf 1, 2°, is de vennootschap opgericht naar Belgisch recht of naar het recht van een andere Lid-Staat van de Europese Economische Ruimte en heeft zij in België of in één van deze Staten een hoofdbestuur, een maatschappelijke zetel of een statutaire zetel, waarvan de activiteit een daadwerkelijke en voortdurende band heeft met de Belgische economie of met één van de voormelde Staten.

Overeenkomstig lid 1, 4°, kan het bewijs dat aan de wetgeving is voldaan, worden geleverd door een attest dat door de bevoegde overheid is afgegeven. Gemeenten hoeven niet aan te tonen dat zij voldoen aan de socialezekerheids- en belastingwetgeving.

Overeenkomstig lid 1, 6°, wordt het bewijs van de afwezigheid van veroordelingen in de vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag geleverd door een uittreksel uit het strafregister dat dateert van minder dan drie maanden voor de datum van de aanvraag. Gemeenten zijn niet verplicht bewijs te leveren van dit ontbreken van een veroordeling.

§ 2. De kandidaat-leverancier van thermische energie moet, zowel bij de aanvraag als na de afgifte van de vergunning, aan de volgende voorwaarden voldoen, indien voor de taken die hij uitoefent de desbetreffende capaciteiten of vaardigheden vereist zijn::

1° beschikken over voldoende technische capaciteiten op het gebied van beheer en handel;

2° over voldoende financiële draagkracht beschikken om de rol van leverancier van thermische energie op zich te nemen teneinde alle verwachte kosten over een boekjaar te dekken;

3° over voldoende organisatorische capaciteit beschikken om de activiteiten uit te voeren waarvoor een vergunning wordt aangevraagd.

Overeenkomstig lid 1, 1°, wordt het bewijs van voldoende technische bekwaamheid op het gebied van beheer en handel geleverd door een universitair of hogeschooldiploma of door een getuigschrift van basiskennis op het gebied van beheer.

Overeenkomstig paragraaf 1, 2°, wordt het bewijs van financiële draagkracht geleverd door de jaarrekeningen van de laatste drie boekjaren, of bij gebreke daarvan, het financieel plan, of bij gebreke daarvan, bankafschriften waaruit het bedrag van de financiële activa blijkt.

Volgens paragraaf 1, 3°, wordt het bewijs van voldoende organisatorische kwaliteit geleverd door een organigram met een beschrijving van de verschillende afdelingen en sectoren, waarbij voor elk ervan het aantal en de kwalificaties van het daaraan toegewezen personeel worden aangegeven.

§ 3. De leverancier van thermische energie kan zijn taken geheel of gedeeltelijk uitbesteden aan een derde.

De in lid 1 bedoelde derde moet aan de in paragraaf 1 bedoelde voorwaarden voldoen.

De in het eerste lid bedoelde derde moet aan de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden voldoen wanneer de aan hem gedelegeerde taken de bedoelde bekwaamheden en vaardigheden vereisen.

Indien de leverancier zijn taken geheel of gedeeltelijk aan een derde delegeert, blijft de aangewezen leverancier verantwoordelijk voor de naleving van de verplichtingen die uit dit besluit voortvloeien.

Art. 35. Indien, in het kader van zijn leveringsactiviteiten, de aanvrager van plan is zich door een gespecialiseerde vennootschap te laten bijstaan in zijn leveringsactiviteit, onder meer om zijn eigen technische en beroeps capaciteiten te steunen, bezorgt hij de Administratie, op aanvraag, het attest van het bestaan van de overeenkomst die met die gespecialiseerde vennootschap is gesloten, of, bij gebrek een intentieverklaring ondertekend door beide partijen. De Administratie kan vragen dat de bewijsstukken bedoeld in de artikel 34 haar worden vermeld in hoofde van deze gespecialiseerde vennootschap. De Administratie beoordeelt deze bewijsstukken rekening houdend met de aard van de steun geleverd door deze gespecialiseerde vennootschap.

Indien de administratie dit gezien de bijzondere technische, professionele of financiële capaciteiten van de aanvrager passend acht, kan zij een patronaatsverklaring eisen, waarvan het model door de Minister kan worden voorgeschreven, van een met de aanvrager verbonden onderneming en waarin deze onderneming zich ertoe verbindt de aanvrager op een of andere manier te steunen.

Indien de Administratie het nodig acht t.a.v. de toestand van de aanvrager kan zij de aanvrager verplichten tot het leveren van andere bewijsgegevens die door de Administratie erkend zijn als bewijzen die gelijkstaan met de bewijzen omschreven in deze afdeling.

HOOFDSTUK 5. — *De exploitant van het thermische energienet met verkoop*

Afdeling 1. — Algemeenheden

Art. 36. § 1. De netbeheerder mag de activa die verband houden met de activiteiten van de netbeheerder, inclusief de netinfrastructuur, niet in pand geven, verpanden, terugvorderen of op een andere wijze verbinden voor een ander doel of een andere activiteit dan die van de netbeheerder.

§ 2. Indien meerdere beheerders hetzelfde net beheren, is elke beheerder verantwoordelijk voor de naleving van alle in dit besluit opgelegde verplichtingen voor het deel van het net waarvoor hij de beheerder is, met uitzondering van de verplichtingen inzake rapportage.

Afdeling 2. — Verstrekking van gegevens door de netbeheerder

Art. 37. § 1. De netbeheerder verstrekt de Administratie uiterlijk op 15 juni van elk jaar, voor elk door hem geëxploiteerd net afzonderlijk, de volgende gegevens met betrekking tot het vorige kalenderjaar:

1° een overzichtstabel met het totale jaarlijkse verbruik en het totale aangesloten vermogen, d.w.z. het maximaal leverbare vermogen, van de industriële verbruikers, de tertiaire verbruikers en de residentiële verbruikers, met telkens het aantal betrokken warmtewisselingsstations;

2° een samenvattende tabel met de installaties die thermische energie injecteren in het net, met vermelding van de plaats van de productiesite(s), het type technische installatie, het nominaal primair vermogen, het type brandstof of de herkomst van de gebruikte energie, het brandstofverbruik in kWh/jaar HCV of in kWh/jaar GCV, de in het thermisch energienet geïnjecteerde energie in kWh/jaar. Voor netten die als "stedelijk" worden gecategoriseerd, het elektrische kWh/jaar dat wordt verbruikt voor de productie en distributie van thermische energie vanaf deze productiesites;

3° het warmteverlies door dissipatie ten gevolge van de werking van het thermische energienet in kWh/jaar en als percentage van de totale thermische energie die op het netwerk wordt verbruikt;

4° de elektrische kWh die geproduceerd, geïnjecteerd en verbruikt worden door de werking van elk elektrisch productieapparaat dat verbonden is met de productie of de distributie van thermische energie op het thermische energienet;

5° voor de netten die als "stedelijk" worden gecategoriseerd, het aantal, de oorzaken, de plaatsen en de duur van niet-geplande onderbrekingen van de thermische energievoorziening die meer dan zes uur duren;

6° alle informatie met betrekking tot voltooide of geplande uitbreidingen van thermische energienetten;

7° de evaluatie van de alternatieve PEB-waarden van zijn net, vastgesteld overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

8° de KBO-nummers van alle gemeenschappen voor hernieuwbare thermische energie die gebruik maken van de infrastructuur van het thermische energienet;

9° het aandeel van de thermische energie dat verbruikt en geïnjecteerd wordt door alle Hernieuwbare Thermische Energiegemeenschappen die gebruik maken van de infrastructuur van het thermische energienet, in kWh ;

10° de lijst en de contactgegevens van de leveranciers die in het betrokken net actief zijn;

11° de lijst en de contactgegevens van de beheerders die in het betrokken net actief zijn;

12° indien hij de mogelijkheid tot aansluiting van nieuwe verbruikers wenst te blokkeren, een gedeeltelijke audit, volgens de door de Minister goedgekeurde methodologie, die dit rechtvaardigt en een verklaring van intentie om het net af te sluiten.

Gelet op paragraaf 1, 2°, wordt in het kader van een net waar het warmteverlies groter is dan tien procent van het totale jaarlijkse verbruik, de geïnjecteerde thermische energie op elk injectiepunt gemeten met een speciale meter.

Overeenkomstig paragraaf 1, 6°, bevat de informatie het aantal eindgebruikers en het type, de impact op het totale aangesloten vermogen, d.w.z. het maximaal leverbare vermogen, de impact op de efficiëntie van het net, de status van het project en de geplande voltooiingsdatum.

De Minister kan de in lid 1 bedoelde definities nader omschrijven.

§ 1. De in het eerste lid bedoelde gegevens worden langs elektronische weg verstrekt, overeenkomstig het door de Minister verstrekte formulier. De ad hoc-bestanden over computerondersteuning zijn verenigbaar met de normen van de Administratie.

§ 3. Indien meerdere exploitanten actief zijn op hetzelfde thermische energienet, gelden de volgende verplichtingen:

1° de beheerder met de grootste totale aansluitingscapaciteit centraliseert en integreert de gegevens van de andere beheerders in zijn rapportering. In het geval van identieke capaciteit neemt de beheerder met de langste periode van activiteit op dat net de rapportageverplichtingen op zich;

2° de andere beheerders die op hetzelfde net actief zijn, moeten tegen 1 maart van elk jaar aan de beheerder die belast is met de rapportering, de gegevens bedoeld in paragraaf 1 overmaken. Deze gegevens moeten in een zodanige vorm worden verstrekt dat zij kunnen worden samengevoegd in het algemene netverslag;

3° in geval van een geschil tussen meerdere beheerders kunnen zij een verzoek tot arbitrage indienen bij de Minister, die op basis van dit lid de verplichtingen bepaalt waaraan elke partij zich moet onderwerpen.

§ 4. De beheerder die overeenkomstig paragraaf 3, 3°, een verzoek tot arbitrage wenst in te dienen, richt een aangetekende brief aan de Minister waarin hij de kenmerken van het betrokken thermische energienet, de aanspraken van de verzoeker en de identiteit van de betrokken beheerders vermeldt. De Minister beschikt over 60 dagen vanaf de dag na de verzending van de aangetekende brief om zijn arbitrale beslissing te nemen.

Art. 38. De beheerder staat de Administratie toe de informatie uit de rapportage op haar website te publiceren ter informatie van de gebruiker en voor statistische rapportagedoeleinden.

Afdeling 3. — Beheer en onderhoud van het thermische energienet

Art. 39. § 1. De beheerder van het thermische energienet is verantwoordelijk voor het beheer, het onderhoud, de verbetering, de vernieuwing en de uitbreiding van het thermische energienet.

2. De in lid 1 bedoelde beheersverrichtingen omvatten ten minste :

1° het administratief en boekhoudkundig beheer dat nodig is voor de goede werking van het net en de vereiste rapportering aan de overheid ;

2° het beheer en de archivering van documenten met betrekking tot de werking van het thermische energienet en zijn rechtstreekse randapparatuur;

3° de opvolging, de controle en de optimalisatie tijdens de exploitatie van de werkingsparameters van de uitwisselingsstations die verbonden zijn met de energieproducenten, de verdeling van de energie in de leidingen en de leveringspunten.

Gelet op paragraaf 2, 3°, worden optimalisaties bekeken vanuit het oogpunt van de verbetering van de energie-efficiëntie, het effect op het milieu en het welzijn van de eindverbruikers.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde onderhoudswerkzaamheden omvatten ten minste :

1° het preventieve en curatieve onderhoud van installaties voor de productie van thermische energie en van hun randapparatuur, waarvoor de beheerder van het thermische energienet verantwoordelijk is;

2° het preventief en curatief onderhoud van de hydraulische, pneumatische en elektrische leidingen en toebehoren die nodig zijn voor de werking van het net;

3° preventief en curatief onderhoud van de punten van levering van thermische energie aan de eindverbruikers;

4° de kwaliteit van de vloeistof die de energie transporteert, te bewaken en in stand te houden overeenkomstig de geldende normen;

5° de opslag en de verwijdering of nuttige toepassing van afvalstoffen of bijproducten die bij de exploitatie van het thermische energienet ontstaan;

6° de opslag van onderdelen of uitrustingen die nodig zijn voor de uitvoering van onderhouds- en herstellingswerken.

De in paragraaf 1 bedoelde verbeteringen, vernieuwingen en uitbreidingen omvatten ten minste :

1° alle vervangingswerkzaamheden aan hardware of software, om welke reden dan ook;

2° wijziging, aanpassing, opwaardering, uitbreiding van het thermische energienet;

3° het uitvoeren van studies en audits die nodig zijn om de duurzaamheid van het thermische energienet en zijn randapparatuur te verzekeren en om de technische en milieuprestaties ervan op het hoogste niveau te handhaven.

Gelet op paragraaf 2, 3°, worden deze studies en audits uitgevoerd door een auditor die door het Waals Gewest in de passende bevoegdheid is erkend. De minister kan dit lid nader omschrijven.

Art. 40. De beheerder van het thermische energienet beheert het technische beheer van de thermische energiestromen op het net, ten minste :

1° een verdeling van de energiestromen die evenredig en voldoende is aan de vraag van de eindverbruikers ;

2° de installatie in voldoende aantal en de werking van scheidingskleppen en balanceertoebereiden;

3° het stilleggen, aftappen en vastzetten van secties die, zelfs tijdelijk, niet meer in gebruik zijn, evenals elke handeling om deze secties opnieuw in gebruik te nemen.

Art. 41. De beheerder van het thermische energienet waarborgt de veiligheid, betrouwbaarheid en efficiëntie van het net en zorgt ten minste :

1° voor een driemaandelijkse specifieke beschikbaarheidsgraad van thermische energie voor de eindgebruikers door een maximale uitvaltijd en alles in het werk te stellen om deze doelstelling te bereiken;

2° voor een beschikbaarheidsgraad, specifiek voor elk kwartaal, door een werkingstijd op capaciteit die lager is dan de maximale vraag naar thermische energie van de eindverbruikers en alles in het werk stellen om deze doelstelling te bereiken;

3° om de prestaties van het warmtenet te bewaken en de nodige middelen in te zetten om eventuele prestatieverliezen te corrigeren.

Gelet op het eerste lid, 1°, wordt het beschikbaarheidspercentage berekend op basis van een verhouding, voor een bepaalde periode, tussen de tijd van werking van het net onder normale omstandigheden en de tijd van stilstand wegens defect of onderhoud of de tijd van werking bij een vermogen dat niet volstaat om aan de vraag van alle verbruikers te voldoen.

Gelet op het eerste lid, 2°, wordt het beschikbaarheidspercentage berekend op basis van een verhouding, voor een bepaalde periode, tussen de bedrijfstijd van het net in normaal bedrijf en de bedrijfstijd bij een vermogen dat het niet mogelijk maakt aan de vraag van alle verbruikers te voldoen.

Art. 42. De beheerder van het thermische energienetwerk zorgt voor de opstelling, bewaring en actualisering van plannen van het thermische energienet.

Deze plannen worden gepresenteerd op een kadastrale kaart en bevatten ten minste de volgende informatie:

1° de precieze ligging van alle leidingen;

2° de plaats van alle uitrustingen die nodig zijn voor het beheer en onderhoud ;

3° de energieleveringspunten ;

4° de energie-injectiepunten.

De in lid 2 bedoelde informatie wordt op unieke wijze geïdentificeerd en geassocieerd met een inventaris van de samenstellende delen van het net.

De beheerder van het thermische energienetwerk verstrekt op verzoek een afschrift van de plannen voor het thermische energienet aan de Administratie of aan elke andere gewestelijke of federale instelling.

Art. 43. Bij de planning van wijzigingen, reparaties of uitbreidingen van het thermische energienetwerk geven de exploitant van het thermische energienet en alle betrokkenen voorrang aan maatregelen om de energie-efficiëntie te verhogen.

Art. 44. De overeenkomst(en), die de beheerder van het thermische energienetwerk, de leverancier van thermische energie en de eindverbruikers binden, bevat(ten) een clausule waarin de maximumduur van een onderbreking van de levering van thermische energie en de bijbehorende boetes worden vastgesteld.

Art. 45. De beheerder van het thermische energienet beheert de procedure en de technische uitvoering:

1° van elke aansluiting, verzegeling, ontkoppeling en heraansluiting van gebruikers van het thermische energienet, met inbegrip van productiesites;

2° van de verhoging van de capaciteit, zowel in verbruik als in injectie, van de aansluitingen op zijn thermisch energienet;

3° van een nauwkeurige meting van de thermische energiestromen op de leveringspunten van de gebruikers en de injectiepunten van de producenten;

4° de installatie, het onderhoud, de activering en de deactivering van de meters.

Afdeling 4. — Openbaredienstverplichtingen van de beheerder van het thermische energienet

Art. 46. § 1. De netbeheerder willigt elk individueel aansluitingsverzoek van een verbruiker of producent van thermische energie, of van een andere netbeheerder in.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de netbeheerder een aanvraag weigeren op basis van een energieanalyse waaruit blijkt dat :

1° het percentage distributieverliezen in verband met deze nieuwe aansluiting de criteria van bijlage 2 overschrijden ;

2° de productie van thermische energie hem niet toelaat extra hoeveelheden te leveren bovenop wat hij reeds levert op het ogenblik van de aanvraag;

3° de aansluitingsaanvraag de verplichting zou inhouden om het warmtenet gedurende een langere periode te exploiteren om uitsluitend aan de behoeften van deze nieuwe verbruiker te voldoen;

4° er voor het warmtewisselingsstation geen plaats is die toegankelijkheids- of veiligheidsvoorwaarden garandeert die in overeenstemming zijn met de geldende normen en voorschriften inzake veiligheid op het werk en conformiteit van de elektrische installaties;

5° het temperatuurregime van de verbruiker of producent van thermische energie niet compatibel is met het temperatuurregime van het net;

6° het net vooraf door de netbeheerder als "vergrendeld" is verklaard, overeenkomstig artikel 37.

Gelet op het eerste lid, 6°, wordt de verklaring gerechtvaardigd door een gedeeltelijke audit, volgens de methodologie vastgelegd door de Minister, die valideert dat het net zijn maximumcapaciteit heeft bereikt en geen nieuwe verbruikers meer kan aanvaarden zonder het risico van een daling van zijn algemene energieprestatie of een vermindering van de beschikbaarheid van thermische energie voor de bestaande verbruikers. Deze verklaring is geldig voor een periode van minimaal één jaar en maximaal drie jaar en kan met maximaal negen jaar worden verlengd, al dan niet continu. Deze verklaring moet voor iedereen toegankelijk zijn en mag alleen door de beheerder worden afgelegd wanneer hij overeenkomstig artikel 37 jaarlijks verslag uitbrengt aan de Administratie, tenzij het om het eerste exploitatiejaar van het net gaat. Voor netwerken die door meer dan één beheerder worden geëxploiteerd, mag elke netbeheerder alleen het deel vergrendelen dat hij beheert.

§ 3. Alleen de kosten van de aansluiting en het gedeelte van de individuele aansluiting dat nodig is om de standaardaansluiting op het gemeenschappelijke net te voltooien, mogen aan de verbruiker of de producent in rekening worden gebracht, met inbegrip van het warmtewisselstation en de aansluiting op de installatie van de verbruiker of de producent. Op voorwaarde dat het bovenstaande in acht wordt genomen, behoudt de netbeheerder de mogelijkheid om de aansluitingsvergoeding geheel of gedeeltelijk niet in rekening te brengen.

De gebruiker of de producent kan zonder tussenkomst van de netbeheerder het warmtewisselingsstation installeren, alsmede alle uitrusting die nodig is voor de verbinding tussen het warmtewisselingsstation en het lokale distributiecircuit. In dit verband is de gebruiker of de producent verplicht zich te houden aan de technische specificaties die door de beheerder zijn vastgesteld en meegedeeld.

De netbeheerder stelt de gebruiker of de producent in kennis van de kosten die hij in geval van aansluiting moet dragen. De gebruiker of producent heeft dan de keuze om de procedure voort te zetten of zich terug te trekken.

Art. 47. § 1. Overeenkomstig de wettelijke en reglementaire bepalingen ter zake vervult de netbeheerder de taken en verplichtingen die op hem rusten krachtens het decreet, de uitvoeringsbesluiten ervan en de verschillende overeenkomsten tussen de verschillende actoren van het thermische energienet, teneinde, behoudens overmacht, een ononderbroken toegang of een toegang overeenkomstig de onderbreekbaarheidsregeling met een stabiel debiet per uur en een contractueel temperatuurregime te waarborgen voor de eindverbruikers die aangesloten zijn op het door hem beheerde net.

§ 2. In geval van een geplande stroomonderbreking stelt de netbeheerder de betrokken eindverbruikers en producenten uiterlijk vijf dagen voor de onderbreking op de hoogte. Indien de netbeheerder de betrokken eindverbruikers en producenten niet binnen deze termijn op de hoogte heeft gebracht, hebben zij recht op een forfaitaire vergoeding gelijk aan 2% van hun geraamde jaarfactuur, per onderbrekingsperiode van 24 uur, onafhankelijk van de in artikel 48 bedoelde vergoeding en onverminderd een aanvullende vergoeding die contractueel tussen de partijen wordt vastgelegd.

§ 3. Elke onderbreking van de levering ten gevolge van een technisch probleem in het net moet zo snel mogelijk worden hersteld. Indien deze onderbreking langer duurt dan zes opeenvolgende uren, hebben de consument en de producent recht op een vergoeding van de beheerder.

De vergoeding wordt vastgesteld op 0,75% van zijn geraamde jaarlijkse facturering voor elke periode van zes uur die na de eerste zes uur van de onderbreking ingaat. Deze schadevergoeding is niet verschuldigd indien de onderbreking van de bevoorrading en het langer dan zes opeenvolgende uren aanhouden ervan beide het gevolg zijn van overmacht.

De netbeheerder vergoedt volledig de schade die door zijn fout als bedoeld in lid 1, met inbegrip van het uitblijven van voorzorgsmaatregelen, is toegebracht aan de installaties van de eindverbruiker ten gevolge van abnormaal lange onderbrekingen.

Art. 48. Bij uitval van de levering van thermische energie ten gevolge van een administratieve fout van de netbeheerder is deze verplicht de eindverbruiker een dagelijkse forfaitaire vergoeding van 0,75% van zijn geraamde jaarfactuur te betalen voor elke onderbrekingsperiode van 24 uur totdat de levering is hersteld. De kosten voor het afsluiten en herstellen van de energievoorziening worden ook door de beheerder gedragen, maar kunnen niet aan de eindverbruiker worden doorgerekend.

De in lid 1 bedoelde vergoeding is van rechtswege verschuldigd, zonder dat de eindverbruiker een vordering tot schadevergoeding bij de netbeheerder hoeft in te dienen.

De netbeheerder stelt de eindverbruiker binnen een maand na het einde van de periode van onderbreking van de thermische energievoorziening in kennis van de inleiding van de vergoedingsprocedure en vraagt het bankrekeningnummer op waarop de vergoeding moet worden gestort. Binnen een maand na deze mededeling wordt de vergoeding op de bankrekening gestort.

De netbeheerder verwerkt het in lid 3 bedoelde bankrekeningnummer overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

Art. 49. De netbeheerder verstrekt de netgebruikers of elke door hen gemachtigde persoon de informatie die zij nodig hebben voor efficiënte toegang tot het net.

De netbeheerder verstrekt elke netgebruiker die daarom verzoekt, of elke derde partij die in opdracht van de netbeheerder handelt, binnen een termijn van ten hoogste acht werkdagen na het verzoek de meetgegevens met betrekking tot die gebruiker.

De netbeheerder verwerkt de in lid 2 bedoelde meetgegevens overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

Art. 50. De netbeheerders zorgen voor een telefonisch contactpunt en een e-mailadres die voor de eindverbruikers toegankelijk zijn.

In de netten die als stedelijk worden gecategoriseerd, met inbegrip van de residentiële verbruikers, richten de netbeheerders een telefonisch contactpunt en een e-mailadres in die uitsluitend toegankelijk zijn voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het eenheidsloket die tot taak hebben de afnemers alle nodige informatie te verstrekken betreffende hun rechten, het toepasselijke recht en de mechanismen voor geschillenbeslechting waarover zij in het kader van hun opdracht beschikken in geval van een geschil met betrekking tot hun energieverbruik, zoals bepaald in artikel 47quinquies van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Art. 51. Bij de aansluiting van een gebruiker verstrekt de netbeheerder de gebruiker de door de Minister voorgeschreven documenten met betrekking tot de maatregelen ter bevordering van het rationeel energiegebruik. Het verstrekken van een internetadres met deze informatie en, in voorkomend geval, de contactgegevens van een gebruikersinformatiepunt volstaat om aan deze verplichting te voldoen.

Art. 52. De netbeheerder analyseert verzoeken om netuitbreiding van elke belanghebbende derde partij. Deze aanvragen worden per aangetekende post of in elektronische vorm met ontvangstbevestiging aan de netbeheerder toegezonden. De netbeheerder heeft vanaf de datum van ontvangst van de aanvraag dertig werkdagen de tijd om aanvullende informatie te vragen. Na deze termijn wordt de aanvraag geacht volledig te zijn.

Art. 53. § 1. De netbeheerder stelt de aanvragers in kennis van de tijd die nodig is voor het onderzoek; deze termijn mag niet meer bedragen dan drie maanden, te rekenen vanaf de datum van ontvangst van de volledige aanvraag.

De netbeheerder houdt rekening met alle tijdens de vorige twaalf maanden ingediende en nog in behandeling zijnde aanvragen om de economische rechtvaardiging van de geplande uitbreiding te bepalen. Er wordt ook rekening gehouden met uitbreidingen of voorgestelde uitbreidingen die geografisch gezien aan elkaar grenzen.

De economische rechtvaardiging wordt berekend op basis van alle onderdelen van de uitbreiding, met inbegrip van de geplande individuele aansluitingen.

Voor de berekening van de rentabiliteit relateert de netbeheerder de van de nieuwe aansluitingen verwachte extra inkomsten aan de met de geplande uitbreiding gepaard gaande uitgaven, overeenkomstig de in lid 3 uiteengezette methode.

§ 2. De netbeheerder stelt de Commissie binnen tien dagen na de afronding van het onderzoek van het dossier in kennis van zijn beslissing ten gunste of ten ongunste van de verlenging. Bij gebreke van kennisgeving van een beslissing wordt de beslissing van de netbeheerder geacht gunstig te zijn, tenzij het net voordien door de beheerder is geblokkeerd overeenkomstig artikel 37.

Indien uit de evaluatie blijkt dat de verlenging economisch niet gerechtvaardigd is, kunnen de aanvragers tegen de beslissing van de netbeheerder in beroep gaan bij de overheid, die binnen één maand na ontvangst van het beroep een beslissing neemt.

§ 3. De rentabiliteit van een bepaalde uitbreiding wordt berekend volgens de methode van de netto contante waarde. De details van de toepassing van deze methode, alsmede de parameters waarmee rekening moet worden gehouden, worden door de Regering vastgesteld.

§ 4. Een uitbreiding die economisch niet verantwoord is, kan worden uitgevoerd indien het rentabiliteitsgebrek door de aanvrager(s) wordt gedragen, mits bankgaranties worden overgelegd

Art. 54. De netbeheerder exploiteert een injectie-eenheid voor thermische energie, ter beschikking gesteld door de producent van deze thermische energie of geïnstalleerd door de netbeheerder, in overeenstemming met artikel 46, §3. Deze eenheid omvat ten minste een installatie voor de meting, het beheer en de regeling van de in het net geïnjecteerde debieten en temperaturen.

Deze injectie-eenheid wordt uitsluitend gebruikt voor de injectie van thermische energie en kan zich ofwel in een speciale buitencabine bevinden, ofwel rechtstreeks in een geschikte technische ruimte die door de energieproducent ter beschikking wordt gesteld.

De netbeheerder verstrekt de producent van deze thermische energie kwaliteitscontrole- en beheersgegevens bij de injectie-eenheid. De producent van thermische energie stelt de netbeheerder op zijn controlepunt de kwaliteitscontrole- en meetgegevens ter beschikking van de thermische energie, al dan niet uit hernieuwbare bronnen, die hij produceert.

De producent verschaft de beheerder de energie en de aandrijfkraft die nodig zijn om de thermische energie-injectie-eenheid te laten werken. Hij garandeert ook dat zijn installatie de fysisch-chemische parameters van het water dat door het thermische energienet stroomt, niet aantast.

Art. 55. Op basis van de technische capaciteiten en het lokale verbruik van zijn net biedt de netbeheerder een aansluitingsovereenkomst voor de injectie van thermische energie aan de producent van deze thermische energie of aan de Gemeenschap voor hernieuwbare energie die als gastheer voor deze producent optreedt. Deze aansluitingsovereenkomst heeft tot doel de plaatsing van de installatie en de aansluiting ervan op het thermische energienet mogelijk te maken.

De in het eerste lid bedoelde overeenkomst omvat minstens:

1° de productiecapaciteit van de installatie alsook het jaarlijkse productievolume van thermische energie dat door de producent geschat wordt;

2° de temperatuur van de thermische energie aan de inlaat van de injectie-eenheid aan de kant van de producent en de minimum- en maximumwaarden ervan die door de producent worden gegarandeerd;

3° de temperatuur van de thermische energie aan de retour van de injectie-eenheid, aan de kant van het thermische energienet, en de minimum- en maximumwaarden ervan die door de netbeheerder worden gegarandeerd;

4° een raming door de netbeheerder van het maximaal en minimaal injecteerbaar vermogen vanaf het injectiepunt van de producent;

5° de fysische en chemische eigenschappen van de thermische vloeistof die door de netbeheerder zijn vastgesteld;

6° een beschrijving van de gebruikte primaire energieën en hun verhouding en van het proces om de thermische energie te produceren;

7° de communicatiemodaliteiten tussen de producent en de netbeheerder wat betreft de niet-injectieperiodes van de producent van thermische energie en de niet-beschikbaarheid van het net;

8° de modaliteiten, de inhoud en de frequentie van de informatie-uitwisselingen om de partijen in staat te stellen hun rapporteringsverplichtingen ten aanzien van de Administratie na te komen.

In geval van een wijziging met economische gevolgen voor de netbeheerder, wordt hiervoor een contractwijziging of een aanhangsel opgenomen. Bij gebreke van voorafgaande kennisgeving mag de netbeheerder het inkomstenverlies of de kosten voor het herstel van de schade doorberekenen aan de producent.

Art. 56. De netbeheerder zet een klachtenbeheersysteem op voor eindgebruikers die ontevreden zijn over de behandeling van hun verzoek om aansluiting op het thermische energienet of voor andere klachten in verband met thermische energie-installaties. Informatie over de procedure voor het indienen van een klacht is beschikbaar op de website van de netbeheerder, indien beschikbaar, in de overeenkomst tussen de netbeheerder en de eindverbruiker, of wordt door de netbeheerder kosteloos aan de eindverbruiker toegezonden binnen twee werkdagen na de aanvraag van de eindverbruiker.

Afdeling 5. — Fraude

Art. 57. Wanneer de netbeheerder fraude vaststelt met betrekking tot een meter of andere technische uitrusting, vangt of herstelt hij de meter of de technische uitrusting die in verband met de fraude is beschadigd, en verhaalt hij rechtstreeks op de eindverbruiker of de begunstigden van de thermische energie waarvan de betaling is ontdoken, de technische en administratieve kosten die verband houden met het beheer van de fraude of de schade aan de installaties en uitrusting, in het belang van de gemeenschap.

De netbeheerder brengt de betrokken leverancier van thermische energie op de hoogte van de fraude, zodat deze de contractuele waarde van die energie rechtstreeks kan terugvorderen van de eindverbruiker of de begunstigde van de thermische energie waarvoor de betaling is ontdoken.

In het kader van de opsporing van fraude verwerken de netbeheerder en de leverancier de persoonsgegevens van de verbruikers overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

De in lid 1 bedoelde technische en administratieve kosten betreffen de kosten voor het beheer van het dossier, de arbeidskosten en de kosten voor vervanging en herstel van beschadigde apparatuur.

HOOFDSTUK 6. — *De leverancier van thermische energie**Afdeling 1. — Openbaredienstverplichtingen met betrekking tot de levering van thermische energie*

Art. 58. De leverancier van thermische energie reageert binnen tien werkdagen na ontvangst van een verzoek om levering van een verbruiker die reeds is aangesloten op het thermische energienet, en dient, voor zover hij de benodigde hoeveelheid thermische energie van een op het net aangesloten producent kan afnemen, een voorstel in voor een leveringsovereenkomst.

Wanneer deze verbruiker een niet-zakelijke verbruiker is, bevat het voorstel voor een overeenkomst ten minste :

- 1° de procedure bij wanbetaling;
- 2° de informatieprocedure die moet worden gevolgd in geval van verhuizing;
- 3° het factureringssysteem ;
- 4° in geval van onderbreking van de levering gedurende een of meer vastgestelde perioden van het jaar, de data die overeenstemmen met de onderbreking van de dienst en de data die overeenstemmen met de hervatting van de dienst;
- 5° de referentie die door de leverancier wordt gebruikt om de prijs van de thermische energie vast te stellen.

Art. 59. In geval van verhuizing naar een ander leveringspunt van hetzelfde warmtenet wordt de levering door de leverancier van thermische energie waarmee de verbruiker een overeenkomst heeft gesloten, op het nieuwe adres van de verbruiker onder dezelfde voorwaarden voortgezet.

Deze voortzetting van de levering is niet van toepassing indien de verbruiker :

- 1° de leveringsovereenkomst opzegt met ingang van de verhuisdatum;
- 2° een overeenkomst met een andere leverancier sluit vanaf de verhuisdatum;
- 3° verhuist naar het adres van een andere verbruiker die reeds een leveringsovereenkomst heeft en de overeenkomst van de vorige bewoner op zijn naam overneemt.

Art. 60. De leverancier zorgt voor de ononderbroken levering van thermische energie aan zijn eindverbruikers in de door hen gevraagde hoeveelheden en overeenkomstig de bepalingen van de in artikel 58 bedoelde overeenkomst.

Om aan de verplichting van lid 1 te voldoen, koopt de leverancier van thermische energie de noodzakelijke hoeveelheid thermische energie die overeenstemt met het verbruik van zijn eindverbruikers.

Art. 61. De leverancier van thermische energie levert op niet-discriminerende voorwaarden aan elke verbruiker die daarom verzoekt, mits deze aangesloten is op het thermische energienet en mits het net over voldoende thermische energiebronnen beschikt om de levering van thermische energie aan de aanvrager te verzekeren.

In de zin van lid 1 wordt elk verschil in behandeling op grond van het statuut, het inkomensniveau of de woonplaats van eenzelfde categorie verbruikers, dat niet redelijkerwijs gerechtvaardigd is, als discriminerend beschouwd, behalve wanneer het een direct effect heeft op de prijzen waartegen de leverancier de aan de verschillende eindverbruikers geleverde thermische energie aankoopt.

Het is een redelijk gerechtvaardigd verschil in behandeling dat een leverancier van thermische energie in zijn contractaanbod rekening houdt met de risico's die een verbruiker die met hem een overeenkomst wenst te sluiten, loopt in geval van uitzonderlijke risico's.

Deze risico's kunnen slechts door het stellen van een bankgarantie of van andere zekerheden in aanmerking genomen worden. Het door de leverancier gevraagde bedrag mag niet hoger zijn dan drie maanden jaarlijks gemiddeld verbruik overeenstemmend met de verbruikerscategorie waarin de betrokken residentiële ingedeeld is.

De aangewezen leverancier van thermische energie en de gekozen leverancier mogen tijdens de uitvoering van de overeenkomst bankgarantie noch andere zekerheden opleggen.

“De bepaling bedoeld in het eerste lid doet geen afbreuk aan het recht van de leverancier om van een verbruiker die een eerdere schuld bij dezelfde leverancier heeft, de afbetaling van die schuld te vragen alvorens in te stemmen met het sluiten van een nieuw contract.

Art. 62. De leverancier van thermische energie moet een opzegtermijn van minimum twee maanden in acht nemen om de overeenkomst van onbepaalde duur op te zeggen of om zich te verzetten tegen de stilzwijgende verlenging van een overeenkomst van onbepaalde duur voor residentiële verbruikers.

De in lid 1 bedoelde opzeggingstermijn kan op schriftelijk verzoek van het OCMW met een maand worden verlengd.

Art. 63. § 1. De verbruiker die van leverancier wenst te veranderen, dient een schriftelijk verzoek in bij de nieuwe leverancier. De nieuwe leverancier zorgt voor alle procedures en regelingen voor de overdracht met de oude leverancier. Indien de overdracht niet plaatsvindt, dient de nieuwe leverancier aan te tonen dat hij daarvoor niet verantwoordelijk is.

§ 2. Indien de eindverbruiker stappen heeft ondernomen om van leverancier van thermische energie te veranderen, en vanaf de datum waarop de verandering van leverancier had moeten plaatsvinden, geen verandering heeft plaatsgevonden, heeft de eindverbruiker recht op een schadevergoeding van 100 euro per maand vertraging, te betalen door de leverancier van thermische energie die verantwoordelijk is voor het niet uitvoeren van de overdracht.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde vergoeding is van rechtswege verschuldigd, zonder dat de eindverbruiker een vordering tot schadevergoeding bij de leverancier van thermische energie hoeft in te dienen.

§ 4. De leverancier stelt de eindverbruiker binnen een maand na het einde van de periode van onderbreking van de thermische energievoorziening in kennis van de inleiding van de vergoedingsprocedure en vraagt het bankrekeningnummer op waarop de vergoeding moet worden gestort. Binnen een maand na deze mededeling wordt de vergoeding op de bankrekening gestort.

De leverancier verwerkt het in lid 1 bedoelde bankrekeningnummer overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

Art. 64. § 1. Indien de levering van thermische energie wordt onderbroken ten gevolge van een administratieve fout van de leverancier van thermische energie, kan de eindverbruiker recht hebben op een vergoeding van 0,75% van zijn geraamde jaarfactuur per dag totdat de levering door de leverancier is hersteld.

De in lid 1 bedoelde vergoeding kan worden gecumuleerd met de in artikel 63 bedoelde vergoeding.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde vergoeding is van rechtswege verschuldigd, zonder dat de eindverbruiker een vordering tot schadevergoeding bij de leverancier van thermische energie hoeft in te dienen.

§ 3. De leverancier stelt de eindverbruiker binnen dertig dagen na het einde van de periode van onderbreking van de thermische energievoorziening in kennis van de inleiding van de vergoedingsprocedure en vraagt het bankrekeningnummer op waarop de vergoeding moet worden gestort. Binnen dertig dagen na deze mededeling wordt de vergoeding op de bankrekening gestort.

Art. 65. De leverancier van thermische energie dient op basis van een commerciële studie een netuitbreidingsdossier in bij de beheerder wanneer potentiële verbruikers op een thermisch energienet wensen te worden aangesloten.

Het in lid 1 bedoelde dossier omvat ten minste :

1° een plattegrond van de mogelijke aan te leggen verbindingen ;

2° alle technische specificaties betreffende de bevoorrading van een of meer verbruikers, met inbegrip van de wijze van afname;

3° een kopie, eventueel met weglating van commercieel gevoelige gegevens die niet essentieel zijn voor het onderzoek van de zaak, van de schriftelijke verbintenissen van de potentiële verbruikers, met vermelding in het bijzonder van de verbruiksvooruitzichten van de betrokken verbruikers;

4° een raming van de potentiële bijkomende vraag, nog niet bevestigd door schriftelijke verbintenissen van potentiële verbruikers, samen met de berekeningsmethode en de onderliggende hypothesen.

Art. 66. De leverancier zendt het in artikel 65 bedoelde dossier, opgesteld in tweevoud, per post met ontvangstbevestiging toe aan de netbeheerder.

Art. 67. § 1. De leverancier sluit met de producent van thermische energie een contract over de voorwaarden voor de aankoop van energie. Dit contract bevat ten minste :

1° de verwijzing naar een lijst van door de producent gebruikte brandstoffen en hun maximaal toegestaan aandeel in het brandstofmengsel ;

2° de hoeveelheid energie en vermogen die ter beschikking moet worden gesteld van de verbruikers die door de leverancier worden bediend;

3° de geplande periodes van onderbreking van de thermische energievoorziening

4° de thermische energieparameters, zoals temperatuur en debiet, gevalideerd door de netbeheerder in de aansluitingsovereenkomst.

Volgens lid 1, 1°, wordt de verhouding tussen hernieuwbare en fossiele brandstoffen vastgesteld in onderling overleg tussen de leverancier en de producent.

§ 2. Elke wijziging in het productieproces, elke brandstof die niet is opgenomen in de aan de leverancier verstrekte lijst, moet vooraf door de producent aan de leverancier worden meegedeeld. In geval van een wijziging met economische gevolgen voor de leverancier, wordt hiervoor een aanhangsel opgenomen. Bij gebreke van voorafgaande kennisgeving mag de leverancier het inkomstenverlies of de kosten voor het herstel van de schade doorberekenen aan de producent.

Art. 68. De leverancier sluit met de netbeheerder van thermische energie een overeenkomst betreffende de voorwaarden voor het gebruik van het net voor het transport van de door hem verkochte thermische energie. Dit contract bevat ten minste :

1° de hoeveelheid energie en vermogen die door de producenten zal worden geleverd en ter beschikking zal worden gesteld van de verbruikers die door de leverancier worden bediend;

2° de geplande periodes van onderbreking van de thermische energievoorziening

3° de thermische energieparameters, zoals temperatuur en debiet, gevalideerd door de netbeheerder in de aansluitingsovereenkomsten.

Afdeling 2. — Openbaredienstverplichtingen met betrekking tot facturering en informatieverstrekking

Art. 69. § 1. Het leveringscontract, bedoeld in artikel 58, en de aanhangsels ervan bevatten hoe dan ook de volgende gegevens:

1° de handelsnaam en de maatschappelijke zetel van de leverancier van thermische energie ;

2° het nummer dat het betrokken toegangspunt identificeert;

3° de geleverde diensten en, in voorkomend geval, de kwaliteitsniveaus van de aangeboden diensten en de tijd die nodig is voor de eerste aansluiting ;

4° de inwerkingtredingsdatum van de overeenkomst;

5° de duur van de overeenkomst, de voorwaarden voor hernieuwing en beëindiging van de overeenkomst;

6° de eenheidsprijzen, op de datum van inwerkingtreding van de overeenkomst, van de verschillende bestanddelen van de levering die het voorwerp uitmaken van de factuur;

7° de indexeringsformule, in voorkomend geval, voor de prijs van de kWh die van toepassing is tijdens de duur van het contract en de waarde van de indexeringsparameters op het ogenblik van de inwerkingtreding ervan;

8° de middelen waarmee actuele informatie over indexeringsparameters, toepasselijke tarieven en vergoedingen, bijdragen en toeslagen kan worden verkregen;

9° de vergoedings- en terugbetalingsformules die van toepassing kunnen zijn ingeval de kwaliteitsniveaus van de in de overeenkomst voorziene diensten niet worden gehaald;

10° de betalingsmodaliteiten van de facturen ;

11° de bepalingen die van toepassing zijn in geval van wanbetaling;

12° de bij verhuizing in acht te nemen informatieprocedure, het telefoonnummer, het fysieke en elektronisch adres waarop contact opgenomen kan worden met de dienst van de leverancier van thermische energie die speciaal instaat voor de verhuisprocedures.

13° de geschillenbeslechtsingsprocedure;

14° de contactgegevens, e-mail inbegrepen, van onafhankelijke adviesinstellingen voor de consumenten, van openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van de Administratie of van gelijkaardige instellingen bij wie ze advies kunnen inwinnen over de bestaande maatregelen inzake energie-efficiëntie, de referentieprofielen die met hun energieverbruik overeenstemmen en de technische specificaties van energieapparaten die het verbruik kunnen verminderen.”

15° de vermelding van de mogelijkheid om de regularisatiefactuur uit te sluiten van de domiciliëring.”.

16° het minimumpercentage hernieuwbare thermische energie, op jaarbasis en geaggregeerd op al deze leveringspunten, dat de leverancier zich ertoe verbindt te leveren ;

17° het verwarmingsvermogen en de primaire en secundaire temperatuurregimes die worden gebruikt voor de dimensionering van het warmtewisselingsstation;

18° de interventiemodaliteiten van de thermische energie netbeheerder voor het preventief en curatief onderhoud van het warmtewisselingsstation;

19° het geraamde jaarlijkse elektriciteitsverbruik van het warmtewisselingsstation;

20° de plaats van het warmtewisselingsstation verbonden met het punt van verbruik en de verplichtingen van beide partijen met betrekking tot deze uitrusting om de werking en de prestaties ervan te garanderen;

21° de methodologie die wordt toegepast voor de indexopmetingen die nodig zijn voor de facturering.

Overeenkomstig paragraaf 1, 12°, kan de eindverbruiker via deze contactmiddelen een kopie van het verhuisformulier verkrijgen.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde informatie wordt verstrekt vóór de sluiting van de overeenkomst, ongeacht of deze rechtstreeks met de leverancier dan wel via een tussenpersoon wordt gesloten.

§ 3. Wijzigingen in de contractuele voorwaarden worden uiterlijk twee maanden voordat zij van kracht worden aan de eindverbruiker meegedeeld. In deze kennisgeving worden de voorwaarden voor de beëindiging van de overeenkomst vermeld.

Het staat elke eindgebruiker vrij zich uit een overeenkomst terug te trekken indien hij de hem door zijn leverancier van thermische energie meegedeelde nieuwe voorwaarden niet aanvaardt.

Art. 70. De facturering wordt gebaseerd op de informatie die door de netbeheerder wordt verstrekt overeenkomstig hoofdstuk 5, afdeling 2

Art. 71. § 1. De facturen van de leverancier van thermische energie moeten ten minste de volgende informatie bevatten:

1° het unieke identificatienummer van het toegangspunt ;

2° de periode waarop de afrekening slaat;

3° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;

4° het aantal verbruikte kWh tijdens de betrokken periode, met vermelding of dit al dan niet werd geraamd;

5° de prijs per kWh, exclusief BTW. ;

6° de waarde van de eventuele indexeringsparameters;

7° de kosten per kWh en het totale tarief voor toegang tot het transport- en distributienet, exclusief BTW; ;

8° het bedrag per kWh en het totale bedrag van elk van de federale en gewestelijke rechten, toeslagen en bijdragen op de prijs van de levering, exclusief BTW; ;

9° de totaalprijs per kWh die de elementen bedoeld in 5°, 7° en 8° omvat, exclusief BTW; ;

10° het globale factuurbedrag, excl. BTW;

11° de kosten van de administratieve procedure in geval van laattijdige betaling, alsmede de contactgegevens van de dienst geschillen;

12° een vergelijking van het huidige energieverbruik van de verbruiker met zijn verbruik voor dezelfde periode van het voorgaande jaar, in grafische vorm, in voor het klimaat gecorrigeerde gegevens voor thermische energie;

13° de contactmogelijkheden van de dienst klantenbeheer, alsook de termijn waarbinnen een antwoord zal worden gegeven op elke vraag van de eindverbruiker;

14° het telefoonnummer, het fysieke adres en het elektronisch adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de eindverbruiker de nodige informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier;

“ 15° de contactgegevens van verenigingen voor de bescherming van eindverbruikers, van openbare centra voor maatschappelijke welzijn, van de Administratie of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur.”

16° informatie over de gebruikte energiemix en de overeenkomstige jaarlijkse broeikasgasemissies;

17° een beschrijving van de verschillende tarieven, belastingen en heffingen die worden toegepast.

Met betrekking tot het eerste lid, 13°, mag de termijn niet langer zijn dan tien dagen. Het gemotiveerde antwoord vermeldt op zijn minst of de aanvraag al dan niet gegrond is of of ze grondiger onderzocht moet worden;

§ 2 In afwijking van paragraaf 1 moeten de facturen van de leverancier van thermische energie voor periodieke afbetaling ten minste de volgende gegevens bevatten:

- 1° het nummer van het toegangspunt;
- 2° de periode waarop de afrekening slaat;
- 3° de betalingstermijn en de vervaldatum ervan;
- 4° het globale factuurbedrag, excl. BTW; ;

5° de kosten van de administratieve procedure in geval van laattijdige betaling, alsmede de contactgegevens van de dienst geschillen;

6° de contactmogelijkheden van de dienst klantenbeheer, alsook de termijn waarbinnen een antwoord zal worden gegeven op elke vraag van de eindverbruiker;

7° het telefoonnummer, het fysieke adres en het elektronisch adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de eindverbruiker de nodige informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier;

8° de contactgegevens van verenigingen voor de bescherming van eindverbruikers, van openbare centra voor maatschappelijke welzijn, van de Administratie of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur.

Met betrekking tot het eerste lid, 6°, mag deze termijn niet langer zijn dan tien dagen. Het gemotiveerde antwoord vermeldt op zijn minst of de aanvraag al dan niet gegrond is of of ze grondiger onderzocht moet worden;

§ 3. Indien de facturen van de leverancier van thermische energie betrekking hebben op periodieke afbetalingstermijnen als bedoeld in lid 2, dient de leverancier van thermische energie ten minste eenmaal per jaar een regularisatiefactuur uit te reiken aan iedere eindverbruiker.

Deze factuur wordt uiterlijk zestig dagen na de uiterste datum van toezending van de gegevens van de meteropneming aan de leverancier van thermische energie uitgereikt.

In geval van een regularisatie ten voordele van de eindverbruiker zal de terugbetaling van het te veel geïnde bedrag geschieden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de regularisatiefactuur.

§ 4. Wanneer een eind wordt gemaakt aan het leveringscontract door één van de partijen, moet een eindfactuur worden opgemaakt door de leverancier van thermische energie binnen de zes weken nadat deze verandering plaatsgevonden heeft. In geval van een regularisatie ten voordele van de eindverbruiker zal de terugbetaling van het te veel geïnde bedrag geschieden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de afsluitingsfactuur.

Indien bij het begin van het contract een bankgarantie of een andere zekerheid is gesteld door de eindverbruiker en indien het geheel van de verbruiken door de eindverbruiker is betaald bij het afsluiten van zijn contract, wordt de garantie vrijgemaakt binnen dertig dagen, te rekenen van de datum van de afsluitingsfactuur.

Art. 72. De websites van de leveranciers van thermische energie voor particulieren bevatten minstens: de contactgegevens van verenigingen voor de bescherming van eindverbruikers, van openbare centra voor maatschappelijke welzijn, van de Administratie of van gelijkaardige instellingen waar informatie kan worden verkregen over de bestaande maatregelen ter verbetering van energie-efficiëntie, over vergelijkende eindgebruikersprofielen en over objectieve technische specificaties voor energieverbruikende apparatuur.

Art. 73. De leveranciers van thermische energie richten een telefonisch contactpunt en een e-mailadres in die uitsluitend toegankelijk zijn voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en het eenheidsloket die tot taak hebben de afnemers alle nodige informatie te verstrekken betreffende hun rechten, het toepasselijke recht en de mechanismen voor geschillenbeslechting waarover zij in het kader van hun opdracht beschikken in geval van een geschil met betrekking tot hun energieverbruik, zoals bepaald in artikel 47quinquies van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt

Art. 74. De leverancier zendt de eindverbruiker een jaarlijks overzicht van zijn thermisch energieverbruik. Dit moet vermelden :

1° het verbruik, de periode waarop het betrekking heeft en de totale gemiddelde prijs per kWh, met inbegrip van alle belastingen, vergoedingen, toeslagen en bijdragen, verbruikt tijdens de periode van twaalf maanden die aan de opmeting voorafgaat, alsook tijdens de twee voorgaande periodes van twaalf maanden, voor zover de eindverbruiker effectief door deze leverancier werd bevoorrad

2° voor de residentiële verbruikers, het gemiddelde verbruik van de typische verbruikers, vergelijkbaar met dat van de eindverbruiker en grafisch voorgesteld met een aanduiding van de positie van deze laatste ten opzichte van dit gemiddelde verbruik.

In de samenvattende balans worden de door de overheid geïnde retributies, toeslagen en bijdragen, exclusief BTW, uitgesplitst op federale of gewestelijke basis, met vermelding van hun juridische formulering.

Art. 75. De eindverbruiker kan de leverancier van thermische energie verzoeken zijn factureringsgegevens en facturen langs elektronische weg te ontvangen.

HOOFDSTUK 7. — *Sociale maatregelen*

Art. 76. § 1. De netbeheerder van thermische energie met verkoop en de leverancier van thermische energie voeren sociale maatregelen voor residentiële verbruikers in overeenkomstig de in paragraaf 2 beschreven procedure en die aan de volgende minimumvereisten voldoen:

1° in geval van een onbetaalde factuur, een redelijk betalingsplan voorstellen dat rekening houdt met de financiële situatie van de eindverbruiker, alsook met het bedrag van de te vereffenen schuld en de betrokken periode;

2° de eventuele vorderingskosten voor onbetaalde facturen bedragen maximaal 7,5 euro voor een herinneringsbrief en 15 euro voor een aanmaningsbrief.

3° de onderbrekingen van de levering van thermische energie verbieden zonder machtiging van een vrederechter.

De totale kosten voor het verzenden van herinneringsbrieven en aanmaningen of wanbetaling mogen niet meer bedragen dan 55 euro per jaar.

Voor een redelijke betalingsregeling als bedoeld in het eerste lid, 1°, mogen in ieder geval geen kosten in rekening worden gebracht.

§ 2. Indien de eindverbruiker zijn rekening op de vervaldag niet heeft betaald, zendt de leverancier een aanmaningsbrief met ten minste de volgende informatie:

1° de nieuwe betalingstermijn die minstens tien dagen bedraagt, alsook het adres en verdere gegevens betreffende zijn dienst, die bevoegd is om een afbetalingsplan uit te werken;

2° de mogelijkheid om een beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkende schuldbemiddelaar, alsook het adres en verdere gegevens betreffende deze instellingen;

3° de procedure die wordt gevolgd indien de eindverbruiker geen oplossing biedt voor de betaling van de betrokken factuur; deze procedure voorziet, behoudens uitdrukkelijke weigering van de eindverbruiker, in de mededeling van zijn naam aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde standaardherinneringsbrief wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Administratie, die over dertig werkdagen beschikt om te beslissen.

§ 4. De leverancier zendt de eindverbruiker per aangetekende brief een ingebrekestelling indien de eindverbruiker binnen de termijn die is vastgesteld in de in paragraaf 2 bedoelde herinneringsbrief, hetzij :

1° geen factuurbedrag heeft betaald ;

2° met de betrokken afdeling van de leverancier geen betalingsregeling heeft getroffen;

3° de leverancier, op basis van een attest van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de erkende schuldbemiddeldingsdienst, niet op de hoogte heeft gebracht van de onderhandelingen die werden aangevat om een betalingsplan af te sluiten.

In deze brief wordt bepaald dat indien binnen vijftien dagen na verzending van de ingebrekestelling geen oplossing wordt voorgesteld, de eindverbruiker wordt geacht in gebreke te zijn gebleven met de betaling en dat via een verzoekschriftprocedure bij de vrederechter om opschorting van de levering zal worden verzocht.

Het opleggen van een meter met vooruitbetalingsfunctie kan niet worden uitgevoerd zonder toestemming van de vrederechter.

§ 5. De netbeheerder kan sociale maatregelen invoeren in aanvulling op de in de paragrafen 1, 2 en 3 bedoelde maatregelen. In voorkomend geval zijn de door de netbeheerder of de leverancier van thermische energie ingevoerde aanvullende sociale maatregelen gemeenschappelijk voor het gehele net.

Wanneer de netbeheerder aanvullende sociale maatregelen neemt, zorgt hij ervoor dat de verwerking van de persoonsgegevens van de verbruikers gebeurt overeenkomstig artikel 11 van het decreet van 15 oktober 2020.

Art. 77. Tijdens de winterperiode, van 1 november tot en met 31 maart, mag de levering van thermische energie aan een in gebreke blijvende eindgebruiker in een woning die als hoofdverblijfplaats wordt bewoond, niet worden onderbroken.

De tijdens deze periode verbruikte thermische energie blijft de verantwoordelijkheid van de eindverbruiker.

HOOFDSTUK 8. — *Garanties van oorsprong*

Afdeling 1. — Erkenning van de controle-instellingen

Art. 78. Om erkend te worden moet een keuringsinstelling aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° rechtspersoonlijkheid hebben en onafhankelijk zijn van de producenten, tussenpersonen en leveranciers van thermische energie;

2° voldoen aan de criteria van de norm NBN EN ISO/IEC 17020 : 2012 voor de activiteiten waarin dit besluit voorziet, overeenkomstig het accreditatiesysteem ingesteld ter uitvoering van de wet van 20 juli 1990 betreffende de accreditatie van instellingen voor de conformiteitsbeoordeling, alsmede van beproevingslaboratoria of door een gelijkwaardig accreditatiesysteem dat tot stand is gebracht in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte;

3° voldoen aan de onafhankelijkheidscriteria van het type A of C zoals omschreven in de algemene BELAC-criteria voor de uitvoering van de norm NBN EN ISO/IEC 17020 : 2012;

4° zich ertoe verbinden aan de Administratie de verslagen over te maken die worden opgesteld na de bezoeken aan de productie-eenheden voor thermische energie of warmtekrachtkoppeling uit hernieuwbare energiebronnen met betrekking tot het certificaat van garantie van oorsprong.

Art. 79. De aanvraag om erkenning wordt bij aangetekend schrijven aan de Minister gezonden, vergezeld van de stukken waaruit blijkt dat aan de voorwaarden van artikel 78 is voldaan. De Minister vraagt het advies van de Administratie en verleent of weigert de goedkeuring binnen vijftien dagen na het advies van de Administratie.

De erkenning wordt afgeleverd voor een hernieuwbare periode van drie jaar. Tijdens die periode kan de keuringsinstelling elk ogenblik op initiatief van de Administratie gecontroleerd worden op de naleving van de erkenningsvoorwaarden.

Art. 80. De Minister besluit tot de intrekking van de erkenning :

1° indien de keuringsinstelling niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden die vastliggen in artikel 78°;

2° indien er bij de uitvoering van haar opdrachten herhaaldelijk fouten worden vastgesteld.

Wanneer de Minister constateert dat een controle-instelling zich in een van de in lid 1 bedoelde situaties bevindt, stelt hij de instantie daarvan in kennis. Deze laatste kan zijn rechtvaardiging indienen binnen een termijn van een maand te rekenen vanaf de dag waarop hij door de Minister is ingelicht.

Indien binnen de gestelde termijn geen overtuigende motivering is ontvangen, stelt de Minister de controle-instelling in kennis van zijn besluit om de erkenning in te trekken.

Afdeling 2 - Certificering van sites voor de productie van thermische energie

Art. 81. Elke producent kan, op vrijwillige basis, een certificaat van garantie van oorsprong aanvragen.

Art. 82. Een aanvraag voor een certificaat van garantie van oorsprong wordt gezonden naar een overeenkomstig afdeling 1 erkend controle-instelling. De aanvraag wordt ingediend door de eigenaar van de productie-installatie die gebruik maakt van een hernieuwbare of duurzame energiebron of door een door hem daartoe aangewezen partij, hierna "de aanvrager" genoemd.

Art. 83. § 1. De keuringsinstellingen worden ermee belast het certificaat van garantie van oorsprong af te leveren en minstens één keer per jaar een periodieke controle uit te oefenen op de conformiteit van de gegevens van het certificaat van garantie van oorsprong.

De controle-instellingen stellen voor elke verrichte periodieke controle een controleverslag op

§ 2. Het certificaat van garantie van oorsprong vermeldt:

- 1° de energiebron aan de oorsprong van de productie ;
- 2° de geraamde hoeveelheden energie die in het jaar n+1 zullen worden geproduceerd en teruggewonnen;
- 3° de data en plaats van productie;
- 4° de naam, de locatie, het type en het vermogen van de installatie waarin de energie werd geproduceerd;
- 5° de lijst van de energiemeters die worden gebruikt voor de facturering van de geïnjecteerde thermische energie, met hun serienummers, foto's, locaties en indexstanden tijdens het inspectiebezoek;
- 6° de datum van ingebruikneming van de installatie;
- 7° in voorkomend geval, het type, het bedrag en de geldigheidsduur van elke investeringssteun waarvan de productiesite of thermische productie-eenheid heeft genoten;
- 8° de datum en het land van emissie ;

§ 3 De installaties die hernieuwbare brandstoffen gebruiken, moeten aan de controle-instelling het bewijs voorleggen van de jaarlijkse levering van de brandstoffen en van het hernieuwbare karakter ervan.

Art. 84. Indien de meetinstrumenten of een gegeven opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong een wijziging ondergaan, verwittigt de houder van het certificaat binnen vijftien dagen een controle-instelling bij gewone post. In voorkomend geval wordt het certificaat van garantie van oorsprong aangepast dan wel ingetrokken door de controle-instelling.

De Administratie kan elk ogenblik controles uitvoeren of van een controle-instelling eisen dat ze controle uitvoert en nagaat of de gegevens opgenomen in het certificaat van garantie van oorsprong werkelijkheidsgetrouw zijn. In het tegenovergestelde geval wordt het certificaat van garantie van oorsprong aangepast of ingetrokken.

De keuringsinstelling geeft de Administratie binnen tien dagen na de controle kennis van elke wijziging in het certificaat van garantie van oorsprong of van de intrekking ervan.

Art. 85. De toekenning van overheidssteun voor installaties voor de productie van hernieuwbare thermische energie of de recuperatie van afval-energie in het Waals Gewest is afhankelijk van de beschikbaarheid van een certificaat van garantie van oorsprong.

Het certificaat van garantie van oorsprong moet geldig zijn voor de duur van de in lid 1 bedoelde overheidssteun.

*Afdeling 3. — Labels van garantie van oorsprong voor hernieuwbare thermische energie**Onderafdeling 1. — Voorwaarden tot toekenning van labels van garantie van oorsprong*

Art. 86. Alvorens een aanvraag voor de toekenning van een label van garantie van oorsprong in te dienen, moet de locatie voor de productie van hernieuwbare thermische energie of de terugwinning van afvalwarmte een certificaat van garantie van oorsprong hebben verkregen dat is afgegeven door een erkende instelling, overeenkomstig de bepalingen van afdeling 2.

Onderafdeling 2. — Procedure tot toekenning van labels van garantie van oorsprong

Art. 87. Een aanvraag voor de toekenning van labels van garantie van oorsprong wordt ingediend bij de Administratie volgens de modaliteiten en d.m.v. een formulier waarin de Minister voorziet.

Elke wijziging in de gegevens die voorkomen op het formulier bedoeld in het vorig lid wordt binnen vijftien dagen overgemaakt.

Art. 88. Het aanvraagdossier omvat de volgende documenten:

- 1° een juist en naar behoren ingevuld aanvraagformulier, bedoeld in artikel 87 ;
- 2° de documenten die de aanvraag staven en in het aanvraagformulier zijn vermeld;
- 3° de gegevens van de natuurlijke of rechtspersoon aan wie de labels van garantie van oorsprong zijn toegekend;
- 4° een inspectierapport overeenkomstig artikel 83.

Art. 89. De administratie gaat na of de aanvraag juist en volledig is. Indien er vastgesteld wordt dat de aanvraag onvolledig is, wordt de aanvrager verwittigd binnen een termijn van dertig werkdagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de aanvraag. Er wordt aangegeven waarom het formulier onvolledig is en de aanvrager wordt verzocht de aanvraag binnen 15 dagen na ontvangst van het verzoek om volledigheid aan te vullen, zo niet, dan vervalt de aanvraag.

Voor de formulieren die worden ontvangen in de periode van 15 december tot en met 15 januari en van 1 juli tot en met 31 augustus, wordt de in lid 1 bedoelde termijn met een maand verlengd.

Indien binnen deze termijn geen beslissing is genomen, kan de aanvrager per aangetekende brief een herinnering aan de Administratie zenden. De Administratie deelt haar besluit binnen 30 werkdagen na ontvangst van de aanmaning mee.

Art. 90. Binnen een maand na ontvangst van de volledige aanvraag gaat de Administratie na of de aanvrager voldoet aan de voorwaarden voor de toekenning van labels van garantie van oorsprong en stelt zij hem in kennis van haar besluit. De Administratie hoort de aanvrager op diens verzoek.

Voor de formulieren die worden ontvangen in de periode van 15 december tot en met 15 januari en van 1 juli tot en met 31 augustus, wordt de in lid 1 bedoelde termijn met een maand verlengd.

Indien binnen deze termijn geen beslissing is genomen, kan de aanvrager per aangetekende brief een herinnering aan de Administratie zenden. De Administratie deelt haar besluit binnen 30 werkdagen na ontvangst van de aanmaning mee.

Art. 91. Na aanvaarding van de aanvraag en op basis van de meetgegevens van de productiesite kent de Administratie aan de productiesite die een certificaat van garantie van oorsprong heeft ontvangen, elk kwartaal een titel toe waarop de labels van garantie van oorsprong worden vermeld, naar rato van één label van garantie van oorsprong per MWh efficiënt teruggewonnen en uit hernieuwbare energiebronnen of fatale thermische energie geproduceerde thermische energie.

Fatale thermische energie kan ofwel rechtstreeks voor een ander proces worden gebruikt indien het temperatuurniveau dit toelaat, ofwel met geschikte technische apparatuur op een geschikt niveau worden gebracht.

Art. 92. Voor elke installatie waarvan de aanvraag werd goedgekeurd, berekent de Administratie de driemaandelijke productie en terugwinning van thermische energie uit hernieuwbare of afgedankte thermische energie, op basis van de berekeningsmethode die is vastgesteld overeenkomstig de door de Minister bepaalde methodologie en de verslagen en metingen die haar hiertoe voor de productie van de betrokken maanden zijn bezorgd.

De Administratie stelt de aanvrager in kennis van het resultaat van de berekeningen en van alle elementen van de in lid 1 bedoelde driemaandelijke berekeningen. Het resultaat van deze berekening wordt naar beneden afgerond op één MWh. De Administratie bewaart het restant en neemt het op in de berekeningen voor het volgende kwartaal.

De Administratie verstrekt duidelijke informatie over de procedure voor het aanvragen van de toekenning van garanties van oorsprong en over de berekeningsbeginselen op basis waarvan het aantal toe te kennen labels van garantie van oorsprong wordt berekend.

Art. 93. De labels van garantie van oorsprong hebben een geldigheidsduur die ingaat op de datum van het einde van de betrokken productieperiode en afloopt twaalf maanden na de laatste dag van de maand waarin de productieperiode van de overeenkomstige hoeveelheid energie is afgelopen. In afwijking hiervan hebben garanties van oorsprong die meer dan zes maanden na het einde van de productieperiode worden afgegeven om een reden die niet te wijten is aan de verantwoordelijkheid van de producent, een geldigheidsduur van zes maanden, te rekenen vanaf de laatste dag van de maand waarin zij zijn afgegeven.

Zodra de geldigheidsduur is verstreken, wordt de label van garantie van oorsprong verwijderd.

Onderafdeling 3. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 94. § 1. Garanties van oorsprong worden slechts verleend indien een geldig controleverslag van de productie-installatie bij de Administratie wordt ingediend.

§ 1. Het controleverslag wordt opgesteld door een onafhankelijke controle-instelling die erkend is op het gebied van de betrokken activiteit, zoals bedoeld in afdeling 1 van dit hoofdstuk. Het controleverslag bevat de volgende elementen:

1° de energie die door de betrokken productie-installatie wordt opgewekt uit hernieuwbare of afvalenergiebronnen en de gebruikte energiebronnen ;

2° de metingen van de geproduceerde energie en de configuratie van de meetpunten om de nettohoeveelheid thermische energie te bepalen die uit hernieuwbare energie of fatale energie is geproduceerd;

3° alle elementen die vereist zijn in het certificaat van garantie van oorsprong bedoeld in artikel 83, §2.

Art. 95. Er wordt geen garantie van oorsprong verleend voor thermische energie die niet wordt gevaloriseerd.

Onderafdeling 4. — Controle

Art. 96. § 1. De Administratie kan te allen tijde een productie-installatie waarvoor een aanvraag om toekenning van een label van garantie van oorsprong is ontvangen of goedgekeurd, controleren om na te gaan of de thermische energie uit hernieuwbare bronnen of teruggewonnen fatale energie wordt geproduceerd en of de metingen van de geproduceerde energie met de werkelijkheid overeenstemmen.

§ 2. Indien de Administratie vaststelt dat niet meer wordt voldaan aan de voorwaarden voor toekenning van garanties van oorsprong, als bedoeld in onderafdeling 3, of dat de verstrekte gegevens onjuist zijn, stelt zij de betrokken producent hiervan bij brief in kennis.

De Administratie hoort de aanvrager op diens verzoek.

In voorkomend geval wordt de toekenning van labels van garantie van oorsprong opgeschort door de Administratie.

Indien de Administratie gegronde redenen heeft om aan te nemen dat de door de productie-installatie geproduceerde energie niet of niet langer uit een hernieuwbare bron wordt geproduceerd, stelt zij de producent daarvan in kennis. De producent beschikt over een termijn van een maand om zijn toelichting in te dienen. Indien deze niet overtuigend zijn, kan de Administratie het in lid 3 bedoelde besluit wijzigen of intrekken, met of zonder terugwerkende kracht tot het tijdstip waarop de aanspraak op de toekenning van de labels van garantie van oorsprong zou komen te vervallen. De Administratie stelt de producent van thermische energie in kennis van haar besluit.

Onderafdeling 5. — Beheer

Art. 97. De gegevens verstrekt via de toegekende labels van garantie van oorsprong worden door de Administratie in een gegevensbank bewaard en beheerd.

Art. 98. § 1. De authenticiteit van de labels van garantie van oorsprong wordt gewaarborgd door de registratie ervan in een gecentraliseerde databank bedoeld in artikel 97.

De databank bevat de volgende gegevens:

- 1° de energiebron aan de oorsprong van de productie ;
- 2° de geraamde hoeveelheden energie die in het jaar n+1 zullen worden geproduceerd en teruggewonnen;
- 3° de data en plaats van productie;
- 4° de naam, de locatie, het type en het vermogen van de installatie waarin de energie werd geproduceerd;
- 5° de datum van ingebruikneming van de installatie;
- 6° in voorkomend geval, het type, het bedrag en de geldigheidsduur van elke investeringssteun waarvan de productiesite of thermische productie-eenheid heeft genoten;
- 7° de datum en het land van emissie ;
- 8° de driemaandelijkse productiegegevens.

§ 2. De gegevensbank bevat het register van de producenten, leveranciers, tussenpersonen en netbeheerders van thermische energie die tussenkomen op de markt van de labels van garantie van oorsprong.

Art. 99. § 1. De administratie voert passende mechanismen in om ervoor te zorgen dat de in de in artikel 98 bedoelde databank opgenomen labels van garantie van oorsprong elektronisch kunnen worden verhandeld, uitgevoerd en gedeponerd en dat de daarin opgenomen labels van garantie van oorsprong nauwkeurig en betrouwbaar zijn en tegen fraude beschermd zijn.

§ 2. De Administratie oefent toezicht uit op de toekenning, de onderhandeling, de in- en uitvoer, de deponering, het vervallen en de annulering van de labels van garantie van oorsprong in het Waals Gewest.

§ 3. De Administratie mag het beheer van de gegevensbank alleen delegeren aan een instelling die onafhankelijk is van producenten, leveranciers, tussenpersonen en beheerders van thermische energienetten.

Art. 100. § 1. De labels van garantie van oorsprong zijn vrij verhandelbaar, met uitzondering van de labels van garantie van oorsprong die :

- 1° werden geschrapt;
- 2° verlopen zijn ;
- 3° worden toegekend voor de thermische energie die in de productiesite wordt verbruikt;
- 4° worden toegekend voor de thermische energie die verbruikt wordt binnen het thermische energienet waarop de thermische productie-eenheid aangesloten is die de productie mogelijk heeft gemaakt van de thermische energie waarop het label van garantie van oorsprong betrekking heeft.

De verkoper registreert de verkoop van een label van garantie van oorsprong in de centrale gegevensbank. Hij vermeldt de verhandelde labels van garantie van oorsprong, de koper en de verkoopprijs.

§ 2. Na de registratie van de verkoop worden de betrokken labels van garantie van oorsprong overgedragen van de portefeuille van de verkoper naar de portefeuille van de koper.

Het label van garantie van oorsprong is niet meer overdraagbaar als de geldigheidsdatum ervan verstreken is of als hij geschrapt is. In dat geval wordt het label van garantie van oorsprong overgedragen in het register van de geschrapte labels van garantie van oorsprong.

Art. 101. § 1. De labels van garantie van oorsprong worden driemaandelijks en uiterlijk op 31 maart van elk jaar door de Administratie geschrapt, zodat de thermische energie die aan de eindverbruikers in het Waals Gewest wordt geleverd, kan worden gecontroleerd.

§ 2. Voor elk product dat zij in het Waals Gewest op de markt brengen, geven de leveranciers van thermische energie aan de Administratie, volgens de procedures die zij bepaalt, het aandeel van thermische energie uit hernieuwbare energiebronnen, fataal of uit warmtekrachtkoppeling op.

§ 3. De Administratie gaat na of de thermische energie die aan de eindverbruikers in het Waals Gewest wordt verkocht hernieuwbaar of fataal is en keurt de door de leverancier voorgestelde brandstofmix goed op basis van de door de Minister bepaalde methode.

§ 4. De leveranciers van thermische energie doen de netbeheerder elk kwartaal een lijst toekomen van hun eindverbruikers die op hun net zijn aangesloten en aan wie zij thermische energie leveren uit hernieuwbare energiebronnen, afvalwarmte of warmtekrachtkoppeling, met vermelding van het aandeel van deze thermische energie per eindafnemer in verhouding tot de totale hoeveelheid thermische energie die zij leveren.

§ 5. De netbeheerders verstrekken de Administratie en de betrokken leverancier driemaandelijkse verbruiksgegevens voor eindverbruikers, uitgesplitst volgens het aandeel van thermische energie uit hernieuwbare bronnen, afval of warmtekrachtkoppeling in de totale thermische energievoorziening aan deze eindverbruikers.

§ 6. Op basis van de in het vorige lid bedoelde gegevens gaat de Administratie elk kwartaal na of de leveranciers een voldoende aantal labels van garantie van oorsprong hebben ingeleverd om te garanderen dat de aan hun eindverbruikers geleverde thermische energie hernieuwbaar, fataal of warmtekrachtkoppeling gebonden is.

De Administratie publiceert de resultaten van deze controles op haar website.

§ 7. De Administratie stelt een jaarverslag op waarin de brandstofmix van elke leverancier wordt beoordeeld op het niveau van al zijn thermische energievoorziening en op het niveau van elk product dat door de leverancier op de markt wordt gebracht.

Art. 102. § 1. Enkel de labels van garantie van oorsprong met betrekking tot hernieuwbare of fatale thermische energie, toegekend door de Belgische Staat, door de andere Gewesten van de Belgische Staat, door de andere Lidstaten van de Europese Unie of door andere landen waarmee de Europese Unie een overeenkomst heeft gesloten voor de wederzijdse erkenning van garanties van oorsprong volgens voorwaarden die gelijkaardig zijn aan die van dit hoofdstuk, worden door de Administratie erkend.

De Administratie mag niet weigeren een door de Belgische Staat, door andere Gewesten van de Belgische Staat, door andere Lid-Staten van de Europese Unie of door andere landen toegekend label van garantie van oorsprong te erkennen, tenzij zij gegronde redenen heeft om te twifelen aan de juistheid, betrouwbaarheid of waarachtigheid ervan.

§ 2. De Minister bepaalt en publiceert de voorwaarden en procedures voor de erkenning, alsook het formaat, de middelen, met inbegrip van elektronische middelen, en de procedure volgens welke deze garanties van oorsprong kunnen worden ingevoerd uit de Belgische Staat, uit een ander Gewest van de Belgische Staat, uit een andere Lidstaat van de Europese Unie of uit een ander land waarmee de Europese Unie een overeenkomst heeft gesloten voor de wederzijdse erkenning van labels van garanties van oorsprong.

Art. 103. De Administratie maakt een specifiek jaarverslag op over de evolutie van de markt van de labels van garantie van oorsprong. Dat verslag vermeldt o.a. het aantal labels van garantie van oorsprong toegekend per hernieuwbare energiebron in de loop van het in overweging genomen jaar, de labels van garantie van oorsprong overgemaakt aan de Administratie en de gemiddelde prijs van de labels van garantie van oorsprong. Dat verslag wordt aan de Waalse Regering overgemaakt.

HOOFDSTUK 9. — *Gemeenschappen voor hernieuwbare thermische energie en thermische energienetten*

Art. 104. De deelnemers aan een hernieuwbare energiegemeenschap behouden hun rechten en verplichtingen die voortvloeien uit hun hoedanigheid van eindverbruiker en worden, in voorkomend geval, op niet-discriminerende wijze behandeld ten opzichte van andere gebruikers van het net.

Art. 105. In de zin van de door het decreet van 15 oktober 2020 geregelde aangelegenheden is een hernieuwbare energiegemeenschap gerechtigd de volgende activiteiten uit te voeren:

- 1° hernieuwbare thermische energie produceren ;
- 2° hernieuwbare thermische energie leveren ;
- 3° de door zijn installatie(s) geproduceerde hernieuwbare thermische energie, in voorkomend geval na opslag, zelf verbruiken op de plaats van zijn productie-installatie(s);
- 4° de hernieuwbare thermische energie die wordt geproduceerd, hetzij door de installaties waarvan zij eigenaar is, hetzij door de installaties waarover zij een gebruiksrecht heeft dat haar de hoedanigheid van producent kan verlenen, hetzij door de zelfopwekkende installaties van haar leden die in het net worden geïnjecteerd, onder haar deelnemers te verdelen ;
- 5° aggregatie beoefenen ;
- 6° deelnemen aan flexibiliteitsdiensten;
- 7° de hernieuwbare thermische energie die afkomstig is van het thermische energienet of die hij zelf heeft geproduceerd, geheel of gedeeltelijk opslaan;
- 8° energie-efficiëntie of andere energiediensten leveren;
- 9° de hernieuwbare thermische energie die hij produceert, niet zelf verbruikt en niet deelt overeenkomstig 4°, verkopen.

Bij de verkoop van thermische energie aan derde verbruikers is de thermische energiegemeenschap onderworpen aan alle regels van dit besluit die betrekking hebben op leveranciers van thermische energie.

Art. 106. § 1. In voorkomend geval kan het net voor thermische energie dat door de gemeenschap voor hernieuwbare energie wordt gebruikt, eigendom zijn van een derde partij of beheerd worden door een derde partij voor wat betreft installatie, meting en onderhoud.

§ 2. De energiegemeenschap het beheer van zijn activiteiten en het beheer van zijn productie- en opslagfaciliteiten delegeren.

Art. 107. De hernieuwbare-energiegemeenschap bepaalt in haar statuten de regels betreffende de vertegenwoordiging van haar deelnemers. De hernieuwbare energiegemeenschap is de enige gesprekspartner voor de betrokken netbeheerder(s) van thermische energie en is verantwoordelijk voor het beheer van haar activiteiten.

De statuten van de hernieuwbare-energiegemeenschap bevatten minstens de volgende elementen:

- 1° bepalingen over de effectieve controle van de hernieuwbare energiegemeenschap door haar deelnemers, met inbegrip van, in het bijzonder, regels inzake belangenconflicten en de wijze waarop het nabijheids criterium om te bepalen welke leden en aandeelhouders effectieve controle van de gemeenschap hebben, zal worden beoordeeld;
- 2° de bepalingen die de autonomie en de onafhankelijkheid van de energiegemeenschap waarborgen ten opzichte van elke deelnemer en van de andere marktspelers die aan de hernieuwbare energiegemeenschap deelnemen of er op een andere manier mee samenwerken;
- 3° de nagestreefde doelstellingen in termen van milieu-, economische of sociale voordelen;
- 4° de bestemming en verdeling van de inkomsten die worden gegenereerd door de activiteiten van de energiegemeenschap met als hoofddoel het verschaffen van milieu-, sociale of economische voordelen aan de leden en aandeelhouders of aan de lokale grondgebieden waar de energiegemeenschap werkzaam is;
- 5° de voorwaarden voor deelneming aan en terugtrekking uit de energiegemeenschap alsmede de voorwaarden voor overdracht en overgang van aandelen van aandeelhouders en bijdragen;
- 6° de bepalingen met betrekking tot de duur en de ontbinding van de energiegemeenschap.

De Minister kan de minimale bepalingen van de statuten van de hernieuwbare-energiegemeenschappen aanvullen of bepalen. Ze kan deze regels veranderen naar gelang met name van het type gemeenschap, van de hoedanigheid van de deelnemers of van de rechtsvorm van bedoelde gemeenschap.

Art. 108. § 1. De deelnemers aan een hernieuwbare energiegemeenschap sluiten elk met de hernieuwbare energiegemeenschap een overeenkomst over hun rechten en plichten, die onder meer de volgende elementen bevat:

- 1° de toepasselijke voorschriften en verantwoordelijkheden inzake het privé-leven en de bescherming van persoonsgegevens;
- 2° de afbakening van de geografische omtrek met betrekking tot het nabijheids criterium bedoeld in artikel 2, 11°, a), van het decreet van 15 oktober 2020;
- 3° in geval van het delen van thermische energie binnen de gemeenschap :
 - a) de rechten en plichten met betrekking tot de regels voor gedeeld gebruik, met inbegrip van de verdeelsleutel voor gedeelde thermische energie en, waar van toepassing, de facturering van gedeelde thermische energie;
 - b) f) de procedure die moet worden gevolgd in geval van niet-betaling van de gedeelde thermische energiehoeveelheden, met inbegrip van ten minste een herinnering en een ingebrekestelling;
- 4° de wijze waarop de verschillende activiteiten die onder de overeenkomst vallen, worden uitgevoerd;
- 5° de procedure voor de overdracht van gegevens tussen de deelnemers en de modaliteiten in geval van storing;
- 6° de regelingen voor de actualisering van de overeenkomst;

De Minister kan de minimale inhoud van de in het eerste lid bedoelde overeenkomst aanvullen of bepalen.

§ 2. De Minister kan specifieke regels vastleggen met betrekking tot het bestuur, met inbegrip van de autonomie, teneinde de controle op de in artikel 2, 11°, c), van het decreet van 15 oktober 2020 bedoelde doelstellingen te eerbiedigen, alsook met betrekking tot het besluitvormingsproces van de energiegemeenschappen, teneinde met name de participatie van de burgers te bevorderen en belangenconflicten te vermijden.

Art. 109. Bij elke actualisering van het Waals Energie- en Klimaatplan voert de Administratie een studie uit over de ontwikkeling en de werking van de gemeenschappen voor hernieuwbare energie, met inbegrip van eventuele ongerechtvaardigde hinderpalen en beperkingen voor hun ontwikkeling.

HOOFDSTUK 10. — *Planning en voorstudies voor de ontwikkeling van een thermisch energienet*

Art. 110. § 1. De lokale overheden voeren een opportuniteitsstudie uit of laten deze uitvoeren, op basis van de door de Minister vastgelegde methodologie, over de mogelijkheden om een thermisch energienet uit te bouwen dat wordt gevoed door afvalenergie of hernieuwbare energiebronnen, in elk van de volgende gevallen:

- 1° bij de uitwerking van de verschillende energie- en decarbonisatieplannen die door de gemeenten worden opgesteld;
- 2° indien op het grondgebied fatale thermische energie beschikbaar is, een hoeveelheid die overeenkomt met de minimale thermische capaciteit die vereist is om een net aan te merken als "collectief" in de zin van bijlage 4.

De Minister kan de modaliteiten tot toepassing van het eerste lid nader bepalen.

§ 2. De lokale overheden werken het in paragraaf 1 bedoelde opportuniteitsonderzoek om de vier jaar bij. De eerste termijn voor de uitvoering van de in paragraaf 1 bedoelde studie is 31 maart 2024.

De in paragraaf 1 bedoelde opportuniteitsstudie wordt door de plaatselijke overheden gepubliceerd en aan de Administratie toegezonden.

Art. 111. § 1. Projectontwikkelaars verrichten of laten verrichten, wanneer er sprake is van een geïnstalleerd vermogen dat gelijkwaardig is aan een collectief net, een opportuniteitsstudie, op basis van de door de Minister vastgestelde methodologie, naar de mogelijkheden om een thermisch energienet uit te bouwen dat wordt gevoed door fatale energie of hernieuwbare energiebronnen:

- 1° bij de bouw of ingrijpende en gelijktijdige verbouwing van meerdere openbare of collectieve gebouwen;
- 2° bij de planning van nieuwe woonwijken en bedrijfsparken;
- 3° bij wijkvernieuwingsprojecten of renovaties van openbare huisvesting;
- 4° tijdens wegwerkzaamheden onder voorbehoud van coördinatie ;
- 5° alvorens een uitbreiding van het gasnet te overwegen.

Indien de in lid 1 bedoelde studie een rentabiliteit van minder dan vijf jaar aantoonde, wordt een collectief ketelhuis geïnstalleerd.

§ 2. Projectontwikkelaars dienen de in paragraaf 1 bedoelde studie bij hun vergunningsaanvraag in.

Indien een projectontwikkelaar de in paragraaf 1 bedoelde studie niet uitvoert, zal voor het project geen subsidie worden toegekend.

Art. 112. De Minister kan binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten een subsidie toekennen voor de uitvoering van de in de artikelen 110 en 111 bedoelde opportuniteitsstudies en voor de formaliteiten voor de oprichting van een gemeenschap voor hernieuwbare energie.

HOOFDSTUK 11. — *Straffen.*

Art. 113. § 1. Alvorens een administratieve geldboete vast te stellen zoals bedoeld in artikel 24 van het decreet van 15 oktober 2020, stelt de Administratie de betrokkene hiervan per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst in kennis en nodigt zij hem uit haar een memorie met zijn verweermiddelen toe te zenden.

De in de eerste lid bedoelde brief bevat de in bijlage 3 vermelde gegevens. De in lid 1 bedoelde memorie wordt binnen twintig dagen na ontvangst van de in lid 1 bedoelde brief per aangetekende post aan de Administratie toegezonden.

§ 2. Het verhoor vindt plaats ten vroegste vijftig dagen na de zending bedoeld in paragraaf 1, derde lid. De betrokkene kan zich laten bijstaan door een advocaat of door persoon van zijn keuze. De administratie stelt een proces-verbaal van het verhoor op en nodigt de betrokkene uit deze te ondertekenen, zo nodig na registratie van zijn of haar opmerkingen.

§ 3. De Administratie stelt het bedrag van de administratieve geldboete vast en stelt de betrokkene daarvan in kennis binnen tien dagen na het verhoor of, indien geen verhoor plaatsvindt, binnen dertig dagen na de zending bedoeld in paragraaf 1, per aangetekend schrijven met bericht van ontvangst. Na deze termijn wordt zij geacht definitief af te zien van het opleggen van een geldboete op basis van de feiten waarvoor de betrokkene verantwoordelijk is, tenzij er nieuwe informatie beschikbaar is.

De betrokkene kan tegen de administratieve geldboete in beroep gaan bij de Minister. De betrokkene zendt binnen twintig dagen na ontvangst van de in het eerste lid bedoelde brief een aangetekende brief aan de Minister. De Minister beschikt over een termijn van 60 dagen om zijn beslissing te nemen.

Art. 114. Er mag geen administratieve boete worden opgelegd aan een persoon die voor diezelfde feiten, het voorwerp was van strafrechtelijke vervolgingen die, zonder onderscheid, zijn uitgelopen op een schuldigverklaring, een niet-vervolgung of een vrijspraak.

Er mag geen administratieve boete worden opgelegd aan een persoon die voor dezelfde feiten reeds een boete heeft betaald.

Art. 115. Binnen de dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing van de Administratie om een administratieve boete op te leggen, kan beroep worden ingesteld bij de Minister.

Het beroep bij de Minister heeft schorsende werking.

Art. 116. § 1. De lijst van controleambtenaren wordt door de Minister vastgesteld. De Minister geeft een document af waarin de hoedanigheid van de vaststellende beambte wordt bevestigd. De enige ambtenaren aan wie de hoedanigheid van vaststellende beambte kan worden verleend, zijn de ambtenaren van de Administratie.

§ 2 De vaststellende beambten kunnen niet de functie vervullen van ambtenaren die belast zijn met het uitvaardigen en verklaren van afdwingbare beperkingen.

Art. 117. De niet-naleving van dit besluit wordt geconstateerd door een vaststellende beambte, als bedoeld in artikel 116. Deze vaststelling heeft tot gevolg dat de entiteit die verantwoordelijk is voor de niet-naleving niet in aanmerking komt voor subsidies, toelagen of economische steun die door Wallonië worden toegekend in verband met het betrokken thermische energienet.

In afwijking van lid 1 wordt niet-naleving van artikel 37 bestraft met een administratieve boete van 1.000 euro per maand vertraging gedurende de eerste twaalf maanden van de inbreuk.

Indien de niet-naleving na deze twaalf maanden voortduurt, is lid 1 van toepassing.

HOOFDSTUK 12. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 118. Thermische energienetten en -installaties die bij de inwerkingtreding van dit besluit bestaan, moeten uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding ervan aan de bepalingen van dit besluit voldoen.

In afwijking van lid 1 beschikken de bij de inwerkingtreding van dit besluit bestaande thermische energienetten en installaties over een termijn van drie jaar om te voldoen aan de bepalingen van hoofdstuk 3, met uitzondering van artikel 5, dat van toepassing is vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Extra kosten als gevolg van deze naleving kunnen aan de betrokken gebruikers worden doorberekend.

De minister kan binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten subsidie verstrekken aan beheerders en leveranciers van thermische energienetten ten behoeve van het voldoen aan het bepaalde in het eerste en tweede lid.

In afwijking van het eerste lid moeten de bepalingen van afdeling 2 van hoofdstuk 5 vanaf de inwerkingtreding van dit besluit worden nageleefd.

Art. 119. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

Bijlage 1. Aanvullende bepalingen betreffende meters

Afdeling 1 - Algemeenheden

§ 1. Voor tweebrandstofgeneratoren die op een vloeibare en een gasvormige brandstof werken, wordt, indien een van de brandstoffen alleen wordt gebruikt bij een storing in de toevoer van de brandstof die in de normale bedrijfsmodus wordt gebruikt, de hoeveelheid brandstof die in het geval van storing wordt gebruikt, niet meegerekend.

Het vermogen van de generator(en) die uitsluitend wordt (worden) gebruikt in geval van uitval van de generator(en) die in normale bedrijfstoestand wordt (worden) gebruikt, wordt niet in aanmerking genomen bij de berekening van de som van het nuttig vermogen van de generatoren.

§ 2. Indien twee verwarmings- of koelsystemen met elkaar verbonden zijn door verwarmings- of koelwaterleidingen waarop zich handbediende kleppen bevinden die alleen worden gebruikt bij het uitvallen van een van de twee systemen, worden deze twee systemen als gescheiden beschouwd en wordt de som van de nuttige vermogens van de generatoren per systeem berekend.

Apparatuur zoals generatoren, kleppen tussen twee systemen, brandstoftoevoer, die wordt gebruikt in geval van storing in de normale modus, zijn uitgerust met een voorziening die handmatige interventie vereist.

In het in lid 1 bedoelde geval worden systemen die tot een Gemeenschap voor hernieuwbare energie behoren, opgenomen in de systemen die tot het thermische energienet behoren.

§ 3. Een gasmeter die door de netbeheerder wordt geïnstalleerd met het oog op de facturering van energie, wordt beschouwd als een brandstofmeter:

1° voor warmtegeneratoren geïnstalleerd en aangesloten op dezelfde distributiekring en met een totaal nominaal vermogen van 400 kW of minder;

2° voor warmteopwekkers geïnstalleerd en aangesloten op dezelfde distributiekring en met een totaal nominaal vermogen van meer dan 400 kW, indien de brandstofvoorziening uitsluitend geschiedt voor de gasgestookte warmteopwekkers die deze distributiekring bedienen.

Een dergelijke meter behoeft niet op afstand afleesbaar te zijn in de zin van artikel 2, 13° van dit besluit.

Deel 2 - Minimumspecificaties voor meters

1) Meters voor vloeibare en gasvormige brandstoffen

Volume- en massameters voor vloeibare en gasvormige brandstoffen meten de werkelijk verbruikte hoeveelheden brandstof.

De volgende toestellen worden niet als brandstofmeters beschouwd:

1° apparaten die de hoeveelheid opgeslagen brandstof meten;

2° meters voor het aantal uren dat een brander in bedrijf is geweest.

2) Thermische energiemeters

De thermische energiemeters hebben een elektronische rekeneenheid die het gemeten debiet van de warmteoverdrachtvloeistof en het verschil tussen de aanvoer- en retourtemperatuur van de distributiekring integreert. De meter voldoet aan de eisen van klasse 2 van de norm NBN EN 1434.

3) Elektrische energiemeters

Elektrische energiemeters meten de actieve energie die wordt aangegeven in de vorm van een digitale index. Ze voldoen aan de volgende eisen:

- 1° voldoen aan de eisen van NBN EN 62053-11 en NBN EN 62053-21;
- 2° een minimumresolutie van 1 kWh hebben;
- 3° ten minste een nauwkeurigheidsklasse 1 hebben.

Afdeling 3 - Meetgegevens

1) Hoofdmeting in een gebouw

De hoofdmeter van thermische energie in een gebouw of verbruikssite, aangesloten op een thermische energienet, wordt geplaatst op een toegankelijke en vorstvrije plaats.

In geval van plaatsing op het leveringspunt wordt de meter zo dicht mogelijk bij de ingang van de leidingen van dit net naar het gebouw of de verbruikslocatie geplaatst.

2) Meting op thermische productie-eenheden van meer dan 50 kW

§ 1. Het primaire energieverbruik van thermische productie-eenheden die zijn aangesloten op een thermisch energiedistributiecircuit wordt als volgt vastgesteld:

1° het totale brandstofverbruik van de installatie wordt vastgesteld :

A) door middel van een of meer brandstofmeters voor vloeibare of gasvormige brandstoffen ;

C) met een meter die geschikt is voor het gebruik van een andere energiedrager.

2° het totale elektriciteitsverbruik wordt ondubbelzinnig vastgesteld aan de hand van één of meer elektriciteitsmeters.

§ 2. De totale aan het distributiecircuit overgedragen thermische energie wordt op ondubbelzinnige wijze vastgesteld door middel van een of meer thermische-energiemeters.

§ 3. Voor watergekoelde koelsystemen die zijn aangesloten op een koeltoren of luchtkoeler wordt het totale elektriciteitsverbruik van alle koeltorens en luchtkoelers ondubbelzinnig bepaald door middel van een of meer elektriciteitsmeters.

3) Meting van de thermische energieproductie van een waterverwarmingssysteem op zonne-energie van meer dan 10 m².

§ 2. De totale aan het distributiecircuit overgedragen warmte-energie wordt op ondubbelzinnige wijze vastgesteld door middel van een of meer thermische-energiemeters.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten

Namen, 7 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

Bijlage 2. Criteria en bepalingmethode voor het aantonen van een mogelijke overschrijding van het distributieverliespercentage in de energieanalyse voorafgaand aan een nieuwe aansluiting

1) Verliespercentage drempels

Tabel 01 geeft de verliesdrempels die in aanmerking moeten worden genomen voor het aantonen van een overschrijding van het distributieverliespercentage van een nieuwe aansluiting, afhankelijk van het type thermische energie in het thermische energienet:

Soort thermische energie	Verliespercentage drempels
Thermische energie uit een fossiele bron	10 %
Thermische energie uit hernieuwbare bron	30 %
Thermische energie uit een "fatale" bron	50 %

Tabel 01: Verliespercentage naar gelang van het type thermische energie

2) Gebruik van drempelwaarden om het overschrijdingscriterium vast te stellen

Wanneer de thermische energie van een thermisch energienet slechts overeenkomt met één soort thermische energie van tabel 01, is de waarde van het criterium om te beoordelen of het verliespercentage voor een nieuwe aansluiting is overschreden, gelijk aan die van de overeenkomstige drempelwaarde.

Wanneer de thermische energie van een thermisch energienet overeenkomt met meer dan één type thermische energie dat in tabel 01 wordt beschreven, wordt de waarde van het criterium om te beoordelen of het verliespercentage op een nieuwe aansluiting wordt overschreden, bepaald aan de hand van de volgende formule:

$$\text{Eq } Val_{crit} = \frac{p_{foss} * S_{foss} + p_{ER} * S_{ER} + p_{fatale} * S_{fatale}}{100}$$

waarin

{Val_{crit} Waarde van het criterium dat in aanmerking moet worden genomen om te beoordelen of het verliespercentage voor een nieuwe aansluiting is overschreden, in % ;

p_{foss} Aandeel van thermische energie in een thermisch energienetwerk afkomstig van een fossiele bron, in % ;

S_{foss} Verliespercentage voor thermische energie uit een fossiele bron, zoals aangegeven in tabel 01, in % ;

p_{ER} Aandeel van thermische energie in een thermisch energienetwerk afkomstig van een hernieuwbare bron, in % ;

S_{ER} Verliespercentage voor thermische energie uit een hernieuwbare bron, zoals aangegeven in tabel 01, in % ;

p_{fatale} Aandeel van thermische energie in een thermisch energienetwerk afkomstig van een 'fatale' bron, in % ;

S_{fatale} Verliespercentage voor thermische energie uit een 'fatale bron', zoals aangegeven in tabel 01, in % ;

De aandelen in thermische energie, p_{foss}, p_{ER} en p_{fatale}, houden rekening met de kwaliteit en de hoeveelheden thermische energie, zowel die welke wordt geproduceerd en rechtstreeks in het beschouwde thermische energienet wordt geïnjecteerd als die welke afkomstig is van een ander thermisch energienet

3) Bepaling van het verliespercentage bij een nieuwe aansluiting

Het verliespercentage van een nieuwe aansluiting wordt bepaald aan de hand van de volgende formules:

$$\text{Eq 2 } \%verlies = 1 - \frac{C_{aansluiting}}{C_{aansluiting} - P_{net}}$$

$$\text{Eq. 3} \quad P_{net} = \sum_i \text{Lambda}_i * m_i * \Delta T_i * h_i * 10^{-6}$$

waarbij :

%verlies Warmteverliezen door nieuwe aansluiting, in % ;

C_{aansluiting} Geschat of gemeten jaarlijks verbruik van de nieuwe aansluiting, in MWh/jaar ;

P_{net} Thermische energie die per jaar verloren gaat tijdens de passage van de warmteoverdrachtvloeistof in de verbindingsleidingen die zijn geïnstalleerd om de nieuwe verbinding te voeden, in MWh/jaar ;

Lambda Warmteverliescoëfficiënt van het geheel "buizen + isolatie" van segment i dat de warmteoverdrachtvloeistof draagt, onder standaard bedrijfsomstandigheden zoals bepaald door de fabrikant van deze buizen, in W/m.K ;

m_i Lengte van segment i van de verbindingsleidingen die zijn geïnstalleerd om de nieuwe aansluiting te voeden, in m ;

ΔT_i Temperatuurverschil tussen de warmteoverdrachtvloeistof die door segment i stroomt en zijn directe omgeving, in °C.

In het geval van een net met temperatuurmodulatie moet de gemiddelde jaartemperatuur in aanmerking worden genomen;

h_i Aantal bedrijfsuren per jaar van segment i, in uren.

In geval van regulering om de levering van de nieuwe aansluiting te stoppen in geval van geen vraag, kan het aantal leveringsuren van de aansluiting worden gebruikt.

Alle segmenten i die het nieuwe verbindingproject vormen, moeten worden opgeteld.

Indien de implementatie van de nieuwe aansluiting een invloed heeft op de warmteverliezen van meerdere secties van het thermische energienet, worden alle nieuwe verliezen bij elkaar opgeteld.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten

Namen, 7 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

Bijlage 3. Onderwerpen die moeten worden opgenomen in de zending bedoeld in artikel 115

- 1° de vermelding van elke in overweging genomen klacht;
- 2° het bedrag van de voorgestelde boete;
- 3° de plaatsen, dagen en uren gedurende welke het dossier kan worden geraadpleegd;
- 4° de datum van het verhoor.
- 5° de volledige weergave van artikel 116

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten

Namen, 7 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

Bijlage 4

Criteria en methoden voor het bepalen van de categorie van thermische energienetten

Er moeten verschillende categorieën netwerken worden onderscheiden naar gelang van hun kenmerken, met als doel:

Categorie	Nominaal vermogen	Aansluitingen
Nabijheid	≤ 200 kW	≤ 25
Collectief	200 kW $< X \leq 1$ MW	$25 < Y \leq 250$
Stedelijk	> 1 MW	> 250

De netcategorie wordt bepaald op basis van het hoogste nominale vermogen of de hoogste meetpuntindicator. Indien meer dan één categorie kan worden toegepast, wordt de strengste netwerkcategorie toegepast.

In het geval van het collectieve net moet worden nagegaan of de totale lengte (heen en terug) van de leidingen buiten het beschermde volume - gedefinieerd in de "EPB"-reglementering - van het thermische energienet dat uitsluitend residentiële gebruikers verbindt, groter is dan 200 meter en geen verliespercentage heeft dat groter is dan 10% van de totale productie van de aangesloten centrale verwarmingsinstallatie(s). De berekening van het verliespercentage geschiedt overeenkomstig bijlage 2 en zal ter validering aan de Administratie worden voorgelegd. Zo niet, dan wordt het netwerk beschouwd als behorend tot de categorie "nabijheid".

1° Nominaal vermogen: som van het maximale vermogen dat bij elke aansluiting kan worden geleverd. De Minister kan een mixindex specificeren met inbegrip van wegingsfactoren voor nominaal vermogen indien meerdere gebruikers met aanzienlijk verschillende verbruiksprofielen aanwezig zijn op hetzelfde thermische energienet.

2° Aansluitingen: som van de meetpunten met betrekking tot de levering en verkoop van thermische energie.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 juli 2022 tot uitvoering van het decreet van 15 oktober 2020 betreffende de organisatie van de thermische-energiemarkt en de thermische-energienetten

Namen, 7 juli 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY